



## PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 26 SEPTEMBRE 2022

Département du Bas-Rhin

*L'an deux mille vingt-deux à vingt heures*

Nombre des membres du  
Conseil Municipal élus :  
33

*Le vingt-six septembre*

*Le Conseil Municipal de la Ville d'OBERNAI, étant assemblé en **session ordinaire**, à l'Hôtel de Ville – salle Renaissance - après convocation légale en date du 20 septembre 2022, sous la présidence de **Monsieur Bernard FISCHER, Maire**.*

Nombre des membres qui se  
trouvent en fonction :  
33

**Etaient présents** : Mme Isabelle OBRECHT, M. Robin CLAUSS, Mme Isabelle SUHR, M. Frank BUCHBERGER, M. Jean-Jacques STAHL, Adjoint au Maire, Mme Sophie SCHULTZ-SCHNEIDER, M. Martial FEURER, Mme Céline OHRESSER-OPPENHAUSER, M. David REISS, Mme Sandra SCHULTZ, Mme Marie-Claude SCHMITT, Mme Dominique ERDRICH, M. Benoît ECK, Mme Elisabeth DEHON, M. Xavier ABI-KHALIL, M. Jean-Louis NORMANDIN, Mme Pascale GAUCHE, M. Pascal BOURZEIX, Mme Catherine EDEL-LAURENT, M. Guy LIENHARD, Mme Elisabeth COUVREUX, M. Roger OHRESSER, M. Sébastien BRETON, Conseillers Municipaux.

Nombre des membres qui ont  
assisté à la séance :  
24

**Absents étant excusés** :

Mme Marie-Christine SCHATZ, Adjointe au Maire  
M. Christian WEILER, Conseiller Municipal  
Mme Adeline REISS, Conseillère Municipale  
M. Ethem YILDIZ, Conseiller Municipal  
M. Ludovic SCHIBLER, Conseiller Municipal  
M. Jean-Pierre MARTIN, Conseiller Municipal  
Mme Sophie VONVILLE, Conseillère Municipale  
Mme Sophie ADAM, Conseillère Municipale  
M. Jean-Louis REIBEL, Conseiller Municipal

Nombre des membres  
présents  
ou représentés :  
33

**Procuration** :

Mme Marie-Christine SCHATZ a donné procuration à Monsieur le Maire Bernard FISCHER  
M. Christian WEILER a donné procuration à Mme Sophie SCHULTZ-SCHNEIDER  
Mme Adeline REISS a donné procuration à M. Jean-Jacques STAHL  
M. Ethem YILDIZ a donné procuration à Mme Isabelle SUHR  
M. Ludovic SCHIBLER a donné procuration à Mme Isabelle OBRECHT  
M. Jean-Pierre MARTIN a donné procuration à M. Jean-Louis NORMANDIN  
Mme Sophie VONVILLE a donné procuration à M. Robin CLAUSS  
Mme Sophie ADAM a donné procuration à M. Frank BUCHBERGER  
M. Jean-Louis REIBEL a donné procuration à Mme Catherine EDEL-LAURENT

N° 110/05/202

### DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Conformément aux articles L.2121-15 et L.2541-6, le Conseil Municipal doit désigner, en début de séance, parmi ses membres, un secrétaire de séance.

Celui-ci assiste le Maire pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins le cas échéant. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance et procède à sa signature.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à cette désignation par un vote à main levée.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**à l'unanimité,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-15 et L.2541-6 ;

**VU** le Règlement Intérieur du Conseil Municipal ;

## 1° DESIGNE

Madame Céline OHRESSER-OPPENHAUSER en qualité de secrétaire de la présente séance du Conseil Municipal.

\*\*\*\*\*

### 111/05/2022      **APPROBATION DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE LA SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 JUIN 2022**

Conformément au Règlement Intérieur du Conseil Municipal approuvé par délibération N° 123/07/2020 du 28 septembre 2020 modifié, les délibérations du Conseil Municipal donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal reproduisant l'intégralité des textes adoptés avec leurs votes respectifs.

En application combinée de l'article L.2121-23 du Code Général des Collectivités Territoriales et du Règlement Intérieur, chaque procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal est mis aux voix pour adoption.

A cet effet, le procès-verbal des délibérations de la séance ordinaire du 27 juin 2022 est communiqué en annexe séparée de la note explicative de synthèse.

Il est rappelé que les membres de l'Assemblée ne peuvent intervenir à cette occasion que pour des rectifications matérielles à apporter au procès-verbal.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL à l'unanimité,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2121-23 et R 2121-9 ;

**VU** le Règlement Intérieur du Conseil Municipal ;

### 1° APPROUVE

Le procès-verbal des délibérations de la séance ordinaire du Conseil Municipal du 27 juin 2022.

### 2° PROCEDE

A la signature du registre.

\*\*\*\*\*

### 112/05/2022      **DELEGATIONS PERMANENTES DU MAIRE – ARTICLE L2122-22 du CGCT : COMPTE RENDU D'INFORMATION POUR LA PERIODE DU 2<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2022**

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire est tenu d'informer l'Assemblée de toute décision prise au titre des pouvoirs de délégation qu'il détient en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT.

En ce sens, la liste exhaustive de ces décisions adoptées par l'autorité délégataire, selon les conditions fixées par délibération du Conseil Municipal du 24 mai 2020, est reproduite ci-après **pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2022.**

Il est rappelé que les décisions adoptées par le Maire en qualité de délégataire des attributions qu'il détient selon l'article L 2122-22 du CGCT sont soumises aux mêmes règles de procédure, de contrôle et de publicité que celles qui sont applicables aux délibérations du Conseil Municipal.

A cet effet, elles prennent notamment rang, au fur et à mesure de leur adoption, dans le registre des délibérations du Conseil Municipal.

**Ce point purement protocolaire fait l'objet d'une simple communication et n'est pas soumis au vote**

**LE CONSEIL MUNICIPAL  
à l'unanimité,**

**VU** la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-23 ;

**VU** sa délibération N° 035/03/2020 du 24 mai 2020 statuant sur les délégations permanentes du Maire au titre de l'article L 2122-22 du CGCT ;

**PREND ACTE**

du compte rendu d'information dressé par Monsieur le Maire sur les décisions prises en vertu des pouvoirs de délégation qu'il détient selon l'article L 2122-22 du CGCT à l'appui de la note explicative communiquée à l'Assemblée pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2022.

\*\*\*\*\*

**N° 113/05/2022      ACQUISITION D'UNE PARCELLE AUPRES DE MME BOEHRINGER EDITH  
AU LIEUDIT BENZLOCH AU TITRE DE LA RESERVE FONCIERE EN ZONE  
NATURELLE PROTEGEE**

La Ville d'OBERNAI a l'opportunité d'acquérir auprès de Mme BOEHRINGER Edith, demeurant à 67210 OBERNAI, 35, rue de la Colonne, le terrain situé à OBERNAI et cadastré comme suit :

| <u>Section</u> | <u>Parcelle</u> | <u>Superficie</u> | <u>Lieu-dit</u> | <u>Nature</u> | <u>PLU</u> |
|----------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------|------------|
| AR             | 28              | 15,31 ares        | Benzloch        | pré           | N          |

Le terrain est classé en zone N du plan local d'urbanisme, soit zone naturelle protégée inconstructible. Ce terrain bénéficie également d'une protection inscrite au PADD : il est situé dans l'emprise d'une Entité remarquable à protéger – vergers à maintenir, y compris en zone OAC, et préservation des flux migratoires de la faune.

Au vu de ces éléments, la Ville d'OBERNAI a manifesté son intérêt pour l'acquisition de cette parcelle, visant à compléter le patrimoine communal dans ce secteur protégé.

Mme BOEHRINGER a confirmé, par la signature d'une promesse de vente en date du 7 juin 2022, sa décision de céder son terrain au profit de la Ville d'Obernai au prix de 100,00 € l'are, correspondant au tarif pratiqué par la collectivité pour l'achat de parcelles de même nature.

L'opération représente un montant total de **1.531,00 € net vendeur**, complété des frais de notaire, à la charge intégrale de la collectivité publique acquéresse.

Les membres du Conseil Municipal sont appelés à valider les conditions de cette opération immobilière.

**LE CONSEIL MUNICIPAL  
à l'unanimité**

**(Me FEURER n'a pas participé aux débats, ni au vote – art. L 2541-17 du CGCT),**

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.1111-1 et L.1211-1 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 221-1 et L 221-2 ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2541-12-4 ;

**VU** le plan local d'urbanisme de la Ville d'Obernai, approuvé le 17 décembre 2007 ;

**CONSIDERANT** que la parcelle n°28 section AR est située au lieudit Benzloch et que sa maîtrise foncière permettrait à la collectivité de compléter son patrimoine communal en zone naturelle protégée ;

**SUR AVIS** de la Commission de l'Environnement, de l'Urbanisme, des Mobilités et des Equipements en sa séance du 13 septembre 2022 ;

**SUR LES EXPOSES PREALABLES** résultant du rapport de présentation ;

**et**

après en avoir délibéré,

### **1° APPROUVE**

sans réserve l'opportunité de la transaction entre la Ville d'OBERNAI et Mme BOEHRINGER Edith, demeurant à 67210 OBERNAI, 35, rue de la Colonne, dont l'intérêt général vise à doter la Ville d'Obernai d'une parcelle en zone naturelle protégée ;

### **2° DECIDE**

de se porter acquéreur, auprès de la propriétaire citée ci-dessus, de la parcelle cadastrée comme suit :

| <u>Section</u> | <u>Parcelle</u> | <u>Superficie</u> | <u>Lieu-dit</u> | <u>Nature</u> | <u>PLU</u> |
|----------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------|------------|
| AR             | 28              | 15,31 ares        | Benzloch        | pré           | N          |

### **3° ACCEPTE**

de réaliser cette opération immobilière à un prix global de **1.531,00 € net vendeur**, soit 100,00 € l'are correspondant au prix pratiqué pour des transactions réalisées pour des parcelles similaires situées en zone naturelle ;

### **4° PRECISE A CE TITRE**

que les frais accessoires liés à la réalisation de cette opération (notaire) sont à la charge intégrale de la collectivité publique acquéresse ;

### **5° AUTORISE**

Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer l'acte translatif de propriété.

\*\*\*\*\*

**N°114/05/2022      ACQUISITION DE PARCELLES AUPRES DE LA FAMILLE GRUSS AUX LIEUDITS FLOECKEN ET ENDSBERGMATTEN AU TITRE DE LA RESERVE FONCIERE EN ZONE NATURELLE PROTEGEE**

La Ville d'OBERNAI a l'opportunité d'acquérir auprès de :

- Mme KIENTZI Angèle née GRUSS, demeurant à 67210 OBERNAI, 4, rue des Erables, propriétaire en indivision,
- Mme SCHWEBLIN Dominique née GRUSS, demeurant à 67210 OBERNAI, 16, rue de l'Angle, propriétaire en indivision,
- Mme GRUSS Monique, demeurant à 64230 LESCAR, 36, rue Séverin Lacoste, propriétaire en indivision,

- Mme DUCOUSSO Valérie née GRUSS, demeurant à 40600 BISCAROSSE, 32, rue de Cantegrit, propriétaire en indivision,

des terrains situés à OBERNAI et cadastrés comme suit :

| <u>Section</u> | <u>Parcelle</u> | <u>Superficie</u>               | <u>Lieu-dit</u> | <u>Nature</u> | <u>PLU</u> |
|----------------|-----------------|---------------------------------|-----------------|---------------|------------|
| 43             | 183             | 0,83 are                        | Floecken        | pré           | N          |
| 53             | 213             | <u>13,05 ares</u><br>13,88 ares | Endsbergmatten  | pré           | A          |

Le terrain au Floecken est classé en zone N du plan local d'urbanisme, soit zone naturelle protégée inconstructible.

Le terrain situé au lieudit Endsbergmatten est classé en zone A du plan local d'urbanisme, soit zone agricole essentiellement inconstructible ; toutefois, ce terrain est en réalité en état de friches naturelles, aux abords directs de la route de Boersch.

Au vu de ces éléments, la Ville d'OBERNAI a manifesté son intérêt pour l'acquisition de ces parcelles, visant à compléter son patrimoine communal en zone naturelle protégée.

Les propriétaires indivisaires ont confirmé, par la signature d'une promesse de vente en date du 23 mai 2022, leur décision de céder leurs terrains au profit de la Ville d'Obernai au prix de 100,00 € l'are, correspondant au tarif pratiqué par la collectivité pour l'achat de parcelles de même nature.

L'opération représente un montant total de **1.388,00 € net vendeur**, complété des frais de notaire, à la charge intégrale de la collectivité publique acquéresse.

Les membres du Conseil Municipal sont appelés à valider les conditions de cette opération immobilière.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**à l'unanimité**

**(Me FEURER n'a pas participé aux débats, ni au vote – art. L 2541-17 du CGCT),**

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.1111-1 et L.1211-1 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 221-1 et L 221-2 ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2541-12-4 ;

**VU** le plan local d'urbanisme de la Ville d'Obernai, approuvé le 17 décembre 2007 ;

**CONSIDERANT** que les parcelles n°183 section 43 et n°213 section 53 sont situées aux lieudits Floecken et Endsbergmatten et que leur maîtrise foncière permettrait à la collectivité de compléter son patrimoine communal en zone naturelle protégée ;

**SUR AVIS** de la Commission de l'Environnement, de l'Urbanisme, des Mobilités et des Equipements en sa séance du 13 septembre 2022 ;

**SUR LES EXPOSES PREALABLES** résultant du rapport de présentation ;

**et**

après en avoir délibéré,

**1° APPROUVE**

sans réserve l'opportunité de la transaction entre la Ville d'OBERNAI et :

- Mme KIENTZI Angèle née GRUSS, demeurant à 67210 OBERNAI, 4, rue des Erables, propriétaire en indivision,

- Mme SCHWEBLIN Dominique née GRUSS, demeurant à 67210 OBERNAI, 16, rue de l'Angle, propriétaire en indivision,
- Mme GRUSS Monique, demeurant à 64230 LESCAR, 36, rue Séverin Lacoste, propriétaire en indivision,
- Mme DUCOUSSO Valérie née GRUSS, demeurant à 40600 BISCAROSSE, 32, rue de Cantegrit, propriétaire en indivision,

dont l'intérêt général vise à doter la Ville d'Obernai de parcelles en zone naturelle protégée ;

## 2° DECIDE

de se porter acquéreur, auprès des propriétaires cités ci-dessus, des parcelles cadastrées comme suit :

| <u>Section</u> | <u>Parcelle</u> | <u>Superficie</u>               | <u>Lieu-dit</u> | <u>Nature</u> | <u>PLU</u> |
|----------------|-----------------|---------------------------------|-----------------|---------------|------------|
| 43             | 183             | 0,83 are                        | Floecken        | pré           | N          |
| 53             | 213             | <u>13,05 ares</u><br>13,88 ares | Endsbergmatten  | pré           | A          |

## 3° ACCEPTE

de réaliser cette opération immobilière à un prix global de **1.388,00 € net vendeur**, soit 100,00 € l'are correspondant au prix pratiqué pour des transactions réalisées pour des parcelles similaires situées en zone naturelle ;

## 4° PRECISE A CE TITRE

que les frais accessoires liés à la réalisation de cette opération (notaire) sont à la charge intégrale de la collectivité publique acquéresse ;

## 5° AUTORISE

Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer l'acte translatif de propriété.

\*\*\*\*\*

### N°115/05/2022 ACQUISITION DE PARCELLES AU LIEUDIT HAUL AUPRES DE M. BISCHOFF RAYMOND AU TITRE DE LA RESERVE FONCIERE – CONCLUSION D'UNE CONVENTION DE FERMAGE

La Ville d'OBERNAI a l'opportunité d'acquérir auprès de M. BISCHOFF Raymond, demeurant à 67210 OBERNAI, 3, rue de la 1<sup>ère</sup> DFL, les terrains situés à OBERNAI et cadastrés comme suit :

| <u>Section</u> | <u>Parcelle</u> | <u>Superficie</u>              | <u>Lieu-dit</u> | <u>Nature</u> | <u>PLU</u> |
|----------------|-----------------|--------------------------------|-----------------|---------------|------------|
| 69             | 1               | 5,98 ares                      | Haul            | vigne         | 1AUa       |
| 70             | 51              | <u>8,82 ares</u><br>14,80 ares | Haul            | vigne         | 1AUa       |

Les terrains sont classés en zone 1AUa du plan local d'urbanisme, soit zone non équipée mais qui est destinée à être urbanisée à court ou long terme selon certaines modalités – quartier résidentiel à la périphérie immédiate duquel les équipements publics existants sont suffisants pour desservir les constructions à usage principal d'habitation à implanter dans l'ensemble du secteur.

Au vu du classement de ces parcelles, la Ville d'OBERNAI a manifesté son intérêt pour leur acquisition, visant à poursuivre la constitution d'une réserve foncière sur le secteur de la HAUL et à pouvoir maîtriser son développement ultérieur.

Par la signature de la promesse en date du 12 août 2022, M. BISCHOFF a accepté les conditions de la vente de ces parcelles, au prix de 3.000,00 € l'are, représentant un montant total de **44.400,00 € net vendeur**, complété des frais de notaire, à la charge intégrale de la collectivité publique acquéresse.

M. ULMER Sébastien, locataire desdites parcelles, exploitant viticole à Rosheim, a fait part de son intérêt pour la poursuite de l'exploitation de ces parcelles, jusqu'à l'urbanisation de la zone.

Compte tenu de la situation des parcelles, il est proposé de les lui mettre à disposition par l'intermédiaire d'un bail à ferme, d'une durée minimale de 18 ans, et moyennant un loyer annuel en conformité avec l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2021 relatif à l'indice national des fermages selon le calcul suivant :

- Quantité de raisin / ha : 1.160 kg (sylvaner)
- Prix en € / kg : 1,02 € / kg
- Fermage / are : 11,83 € / are

M. ULMER a également manifesté son intérêt pour la location de la parcelle communale cadastrée section 70 n°27 de 9,94 ares, située au lieudit Haul ; il est proposé de lui mettre à disposition cette parcelle selon les conditions décrites ci-dessus.

Le total du fermage dû par M. ULMER pour l'ensemble des parcelles louées serait ainsi de 292,67 €/an (valeur 2021).

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**à l'unanimité**

**(Me FEURER n'a pas participé aux débats, ni au vote – article L2541-17 du CGCT)**

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L.1111-1, L.1211-1, L.2211-1 et L.2222-5 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 221-1 et L 221-2 ;

**VU** le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment ses articles L.411-1 et suivants, L.415-1 et suivants, R.411-1 et suivants et D.415-1 et suivants ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2541-12-4 ;

**VU** le plan local d'urbanisme de la Ville d'Obernai, approuvé le 17 décembre 2007 ;

**VU** l'avis du Service des Domaines n°2016/348/1171 du 28 octobre 2016 ;

**CONSIDERANT** que les parcelles n°1 section 69 et n°51 section 70 sont incluses au secteur 1AUa destiné à une urbanisation ultérieure à vocation résidentielle, et que leur maîtrise foncière par la commune garantirait à la collectivité de pouvoir agir sur les conditions détaillées de développement de la zone ;

**CONSIDERANT** la promesse de vente signée en date du 12 août 2022, par M. BISCHOFF Raymond, propriétaire desdites parcelles, acceptant les conditions proposées par la Ville d'OBERNAI ;

**CONSIDERANT** l'opportunité de conclure un bail à ferme auprès du locataire actuel de ces vignes afin d'éviter que ces parcelles ne se transforment en friches ;

**SUR AVIS** de la Commission de l'Environnement, de l'Urbanisme, de la Mobilité et des Equipements en sa séance du 13 septembre 2022 ;

**SUR LES EXPOSES PREALABLES** résultant du rapport de présentation ;

**et**

après en avoir délibéré,

### **1° APPROUVE**

sans réserve l'opportunité de la transaction entre la Ville d'OBERNAI et M. BISCHOFF Raymond, demeurant à 67210 OBERNAI, 3, rue de la 1<sup>ère</sup> DFL, dont l'intérêt général vise à doter la Ville d'OBERNAI d'une réserve foncière en zone 1AUa du plan local d'urbanisme, située au lieudit Haul ;

## 2° DECIDE

de se porter acquéreur auprès de M. BISCHOFF Raymond des parcelles cadastrées comme suit :

| <u>Section</u> | <u>Parcelle</u> | <u>Superficie</u> | <u>Lieu-dit</u> | <u>Nature</u> | <u>PLU</u> |
|----------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------|------------|
| 69             | 1               | 5,98 ares         | Haul            | vigne         | 1AUa       |
| 70             | 51              | 8,82 ares         | Haul            | vigne         | 1AUa       |
|                |                 | 14,80 ares        |                 |               |            |

## 3° ACCEPTE

de réaliser cette opération immobilière à un prix global de **44.400,00 € net vendeur**, soit 3.000,00 € l'are ;

## 4° PRECISE A CE TITRE

que les frais accessoires liés à la réalisation de cette opération (notaire) sont à la charge intégrale de la collectivité publique acquéresse ;

## 5° AUTORISE

Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer l'acte translatif de propriété ;

## 6° DECIDE

de conclure pour les parcelles cadastrées comme suit un bail rural d'une durée de 18 ans au profit de M. ULMER Sébastien, demeurant à 67870 BISCHOFFSHEIM, 90, rue Principale :

| <u>Section</u> | <u>Parcelle</u> | <u>Superficie</u> | <u>Lieu-dit</u> | <u>Nature</u> | <u>PLU</u> |
|----------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------|------------|
| 69             | 1               | 5,98 ares         | Haul            | vigne         | 1AUa       |
| 70             | 51              | 8,82 ares         | Haul            | vigne         | 1AUa       |
| 70             | 27              | 9,94 ares         | Haul            | vigne         | 1AUa       |

## 7° FIXE

le loyer annuel initial à 11,83 € / are soit 292,67 €/an (valeur 2021) en conformité avec le barème publié par l'Arrêté Préfectoral du 29 septembre 2021 relatif à l'indice des fermages ;

## 8° PRECISE

que l'ensemble des autres conditions générales et particulières du bail à ferme obéiront aux règles communes prévues en la matière ;

## 9° AUTORISE

Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer le contrat s'y rapportant.

\*\*\*\*\*

**N°116/05/2022**

**REAMENAGEMENT DE L'ANCIEN SITE DE LA DIVINALE PAR LA SOCIETE KS PROMOTION – CONCLUSION D'UNE CONVENTION DE RETROCESSION DE LA RUE DE LA DIVINALE DANS LE DOMAINE PUBLIC**

La société ACTIS a déposé, en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020, une demande de permis d'aménager sur l'ancien site de la Divinale, pour y réaliser une opération d'aménagement à usage d'activités ; le permis d'aménager a été accordé le 30 novembre 2020, puis transféré à la Société KS PROMOTION le 31 mars 2022. Un permis d'aménager modificatif a été accordé à la même date.

## Présentation du projet de lotissement

La demande de permis d'aménager, enregistrée sous la référence PA.067.348.20.M0002 porte sur le terrain cadastré comme suit :

Section 75                      Parcelle 407                      d'une surface de 294,10 ares

Le lotissement accueillera une surface de plancher de 12 200 M<sup>2</sup>.

### Plan de composition

Le parc d'activités comprend :

- la réalisation d'une voirie interne bidirectionnelle, dénommée **la rue de la Divinale** par délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2021,
- la viabilisation de 5 lots cessibles, desservis par la rue de la Divinale,
- la création d'un 6<sup>ème</sup> lot destiné à recevoir une future voie de circulation dans l'hypothèse d'un agrandissement de la zone,
- un **bassin de rétention** et d'infiltration des eaux de pluie de la voirie, en entrée de site, dans un environnement paysager,
- **2 postes de transformation** intégrés dans l'organisation du parc.

Les activités en cours d'installation sur le site sont :

- des activités de bureaux, dont notamment l'Espace Entreprises, tiers lieu de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile,
- des artisans,
- un restaurant,
- un commerce de grande distribution alimentaire.

L'aménageur s'est engagé à refuser toute activité générant une ICPE ou pouvant occasionner une pollution spécifique.

### Consistance des ouvrages rétrocedés

La rue de la Divinale présente les caractéristiques techniques suivantes :

- une chaussée d'une largeur de 6,50 mètres, traitée en enrobé, avec circulation des cyclistes organisée sur chaussée,
- des zones de stationnement interrompues par des îlots avec des fosses d'arbres, répartis régulièrement, dans lesquels seront plantés des arbres d'alignement,
- des bordures de trottoirs réalisées en bordures béton de type T2 et les places de stationnement délimitées par un marquage au sol,
- une collecte des ordures ménagères via 2 ensembles de 2 conteneurs enterrés,
- l'arrêt du transport public sur la voie interne : quai voyageurs surélevé de 17 cm + poteau d'arrêt + bande de guidage vers point de montée + zébra d'arrêt sur chaussée de 12,00 m ;
- un plateau surélevé sera mis en place pour la zone 30 (longueur du plateau de 11 m minimum, 1,50 m de pente à 7 % de chaque côté),
- d'un point de vue paysager, l'opération s'inscrit dans la continuité des zones d'activités existantes sur le ban d'Obernai, et recevra un traitement équivalent à la rue de Pully : la plantation d'arbres de type zelcova serrata, des vivaces et couvre-sols type salvia officinalis ictarina,
- un bassin de rétention et d'infiltration des eaux pluviales des voiries est implanté en entrée de site : il est clôturé et doublé d'une haie vive, d'une épaisseur de 1,50 m.

### Conclusion d'une convention de rétrocession des ouvrages collectifs dans le domaine public

L'Aménageur a sollicité par courrier daté du 28 avril 2022 que la rue de la Divinale et ses espaces collectifs soient intégrés dans le domaine public.

Cette possibilité est prévue par l'article R 431-24 du Code l'Urbanisme.

Il est proposé, en conséquence, en application de l'article R 442-8 du code de l'urbanisme, d'appliquer dans le cas d'espèce, une convention permettant **la rétrocession des ouvrages collectifs du projet dans le domaine public** de la Ville d'OBERNAI et de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile. Le projet est joint au présent rapport.

**Cette convention tripartite** est destinée, d'une part, à **rétrocéder les ouvrages** suivants dans **le domaine public de la Ville** :

- la rue de la Divinale et l'ensemble des équipements connexes qui en constituent l'accessoire (signalétique, avaloirs de rue, trottoirs, pistes cyclables, zones de stationnement, ...),
- les réseaux d'éclairage public et ses équipements connexes (armoire, etc),
- les réseaux de télécommunications électroniques,
- les ouvrages de protection incendie,
- le réseau d'eaux pluviales ainsi que le bassin de rétention et d'infiltration des eaux pluviales de voirie.

et d'autre part, **de rétrocéder à la CCPSO les ouvrages** suivants :

- les réseaux d'assainissement, leur branchement (canalisations et regard de visite),
- le réseau d'eau potable et ses branchements.

La convention détaille avec précision les ouvrages concédés aux collectivités territoriales, le contrôle exercé par elles dans le cadre de l'exécution et du suivi des travaux, les responsabilités des parties en présence, les garanties, la validité de la convention et l'ensemble des pièces à fournir avant le transfert de propriété.

**La mise en œuvre de cette convention** va permettre, à la Ville d'OBERNAI et la CCPSO, de suivre, dans un cadre conventionnel, la réalisation des ouvrages collectifs à intégrer dans le domaine public, et ainsi **encadrer ce transfert** de propriété.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL à l'unanimité**

**(M. BUCHBERGER n'a participé aux débats, ni au vote – art. L 2541-17 du CGCT),**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2541-12 alinéas 4 et 7 ;

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R 431-24 et R 442-8 ;

**VU** le plan local d'urbanisme de la Ville d'OBERNAI, approuvé en date du 17 décembre 2007, et modifié en date du 27 septembre 2010, 4 juillet 2011, 10 septembre 2012, 13 avril 2015, et 27 septembre 2017 ;

**VU** la délibération n°067/03/2021 du Conseil Municipal du 28 juin 2021 attribuant la dénomination de la rue de la Divinale ;

**CONSIDERANT** le permis d'aménager n°PA.067.348.20.M0002 délivré le 30 novembre 2020 à la société ACTIS, puis transféré le 31 mars 2022 à la société KS PROMOTION, prévoyant la réhabilitation de l'ancien site de la Divinale à OBERNAI ;

**CONSIDERANT** le permis d'aménager modificatif n°PA.067.348.20.M0002.M01 délivré le 31 mars 2022 à la société KS PROMOTION ;

**CONSIDERANT** que les aménagements collectifs projetés au sein du lotissement présentent un caractère structurant, participant au développement urbain cohérent du site et de l'entrée d'agglomération Nord de la Ville ;

**CONSIDERANT** le courrier déposé le 28 avril 2022 par la société KS PROMOTION, sollicitant la rétrocession des espaces collectifs dans le domaine public de la Ville ;

**SUR AVIS** de la Commission de l'Urbanisme, des Equipements et de l'Environnement en sa séance du 13 septembre 2022,

**SUR** les exposés préalables résultant du rapport de présentation,

et

après en avoir délibéré,

**1° PREND ACTE,**

des orientations générales du permis d'aménager n°PA.067.348.20.M0002, et de son modificatif n° PA.067.348.20.M0002.M01, prévoyant les caractéristiques dimensionnelles et techniques de la rue de la Divine ;

**2° APPROUVE,**

la mise en place d'une convention cadre en application des dispositions de l'article R 442-8 du code de l'urbanisme, permettant à terme la rétrocession de la rue de la Divine pour son intégration dans le domaine public ;

**3° APPROUVE,**

les dispositions du cadre conventionnel et la liste des documents constituant ses annexes, tels que joint au présent rapport ;

**4° AUTORISE,**

Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer la convention avec la Société KS PROMOTION, basée à 67800 BISCHHEIM, 10, rue de l'Atome.

\*\*\*\*\*

**N°117/05/2022      MISE A DISPOSITION DES BIENS ET EQUIPEMENTS FORMANT LES  
OUVRAGES COLLECTIFS DE L'ANCIEN SITE DE LA DIVINE A LA  
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE-ODILE DANS LE  
CADRE DE SA COMPETENCE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE**

**RAPPEL DU CONTEXTE**

En vertu des dispositions de la loi NOTRe du 7 août 2015, la compétence « développement économique » a été obligatoirement transférée aux Communautés de Communes au 1<sup>er</sup> janvier 2017 dans l'ensemble de ses aspects : action de développement économique, création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité, politique locale du commerce, promotion du tourisme dont la création d'office de tourisme...

Dans ce cadre, et par délibération du 23 novembre 2016, la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile a procédé à une modification statutaire intégrant l'évolution de cette compétence.

Le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement en ce sens par délibération n°122/07/2016 du 19 décembre 2016.

L'arrêté préfectoral du 16 janvier 2017 est venu consacrer ce dispositif.

**MISE A DISPOSITION DES BIENS ET EQUIPEMENTS**

Les articles L.5211-5 III et L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales applicables aux EPCI à fiscalité propre disposent que le transfert de compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés, des dispositions des articles L.1321-1 et suivants du même code.

Ces articles précisent que « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de cette compétence ». Cette procédure n'emporte cependant pas transfert du droit réel de propriété.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les parties après habilitation des organes délibérants, précisant notamment la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci. Elle donne lieu à des mouvements comptables d'ordre non budgétaire aussi bien en actif qu'en passif.

L'EPCI bénéficiaire se trouve également substitué dans l'ensemble des droits et obligations pour la gestion, l'administration, l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens considérés ainsi qu'à l'égard des tiers.

En cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la collectivité propriétaire recouvre alors l'intégralité de ses prérogatives.

Ce dispositif est également applicable aux Zones d'Activités Economiques, dont les biens meubles et immeubles, équipements et services publics associés (voirie, éclairage public...) doivent être mis à disposition de plein droit à l'EPCI dans le cadre de l'exercice de la compétence « développement économique ».

S'agissant du périmètre des zones mises à disposition, il y a lieu de tenir compte de la vocation économique desdits secteurs en prenant notamment appui sur les documents d'urbanisme, de considérer une certaine superficie et une cohérence d'ensemble, avec un regroupement de plusieurs établissements/entreprises.

C'est ainsi que, par délibération n°113/06/2017 du 4 décembre 2017, le Conseil Municipal a approuvé la mise à disposition des biens et équipements afférents aux Zones d'Activités Economiques existantes à cette date, à savoir le Parc d'Activités Sud, le Parc d'Activités du Thal ainsi que le secteur en amont sur la RD422 et enfin le Parc d'Activités Nord.

Cette même démarche a été réalisée pour les ZAE implantées dans les autres communes de la CCPO.

### **EXTENSION DU DISPOSITIF DE MISE A DISPOSITION DES BIENS ET EQUIPEMENTS AUX BIENS ET EQUIPEMENTS FORMANT LES OUVRAGES COLLECTIFS DE L'ANCIEN SITE DE LA DIVINALE**

Suite à la rétrocession, à la Ville d'Obernai par la société KS PROMOTION, des ouvrages collectifs de l'ancien site de la Divinale, et considérant le caractère d'activité économique de ladite zone, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise à disposition des biens et équipements afférents à ladite Zone, en conformité avec les modalités prévues aux articles L.1321-1 et suivants du CGCT, comprenant également la substitution de la CCPO à la Ville d'Obernai propriétaire dans ses droits et obligations,
- de prendre acte que cette procédure sera formalisée par un procès-verbal établi contradictoirement entre la CCPO et la Ville d'Obernai,
- d'autoriser M. le Maire ou son Adjoint délégué à signer les procès-verbaux de mise à disposition ainsi que tout autre document et à effectuer toute démarche nécessaire à la concrétisation du dispositif.

Par ailleurs, il est proposé d'étendre à ce nouveau périmètre, sans surcoût compte tenu de la faible ampleur des biens concernés, la convention d'assistance technique conclue entre la Ville et la CCPO prévoyant l'entretien général et la gestion courante, par les services municipaux, des zones d'activités économiques mises à disposition.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**à l'unanimité,**

- VU** la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi N°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-5 III et L.5211-17 renvoyant aux dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et des articles L.1321-3 à L.1321-6 du même Code ;
- VU** les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile intégrant notamment, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 les compétences de développement économique dans l'ensemble de ses aspects conformément aux dispositions de la loi NOTRe prévisée ;

**CONSIDERANT** le régime prévu aux articles L.5211-5 III et L.5211-17 du CGCT disposant que le transfert de compétences vers un EPCI à fiscalité propre entraîne de plein droit l'application, à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi que l'ensemble des droits et obligations qui leur sont rattachés, des dispositions des articles L.1321-1 et suivants du CGCT ;

**VU** ses délibération n°113/06/2017 du 4 décembre 2017 portant application de ce dispositif pour les Zones d'Activités Economiques existantes à cette date à Obernai, à savoir le Parc d'Activités Sud, le Parc d'Activités du Thal ainsi que le secteur en amont sur la RD422 et enfin le Parc d'Activités Nord et n°114/06/2017 du 4 décembre 2017 portant approbation de la conclusion d'une convention d'assistance technique au profit de la CCPO prévoyant l'entretien général et la gestion courante, par les services municipaux, des zones d'activités économiques mises à disposition ;

**VU** sa délibération n° 116/05/2022 de ce jour portant rétrocession, à la Ville d'Obernai par la société KS PROMOTION, des ouvrages collectifs de l'ancien site de la Divinale qu'elle a aménagé ;

**CONSIDERANT** le caractère d'activité économique de ladite zone de la Divinale ;

**CONSIDERANT** par conséquent qu'il convient de statuer sur l'application des règles juridiques particulières régissant les biens et équipements relevant de la propriété des communes mais nécessaires à l'exercice d'une compétence transférée qui impliquent une substitution des droits et obligations au profit de l'EPCI qui devra assurer toutes les charges d'investissement et de fonctionnement s'y rapportant ;

**SUR** avis de la Commission des Finances, de l'Economie et de l'Organisation Générale en sa séance du 13 septembre 2022 ;

**SUR** les exposés préalables résultant du Rapport de Présentation ;

**et**

après en avoir délibéré,

**1° APPROUVE**

globalement les modalités relatives à la mise à disposition à la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile, à titre gratuit, dans le cadre de l'exercice de la compétence « développement économique », des biens et équipements formant les ouvrages collectifs de l'ancien site de la Divinale, devenu Parc d'Activités Economiques, comprenant également la substitution de la CCPO à la Ville d'Obernai propriétaire dans ses droits et obligations et selon le régime juridique prévu aux articles L.1321-1 à L.1321-6 du CGCT et les conditions générales qui ont été présentées ;

## 2° RELEVÉ

à ce titre que dans le cadre de l'administration des biens et équipements mis à sa disposition, envers lesquels elle bénéficiera de tous les pouvoirs du propriétaire à l'exception de celui d'aliéner, la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile sera substituée de plein droit à la Collectivité pour tous les droits et obligations dérivés des contrats et marchés ainsi qu'à l'égard des tiers, assurera si besoin le renouvellement des équipements et pourra le cas échéant procéder à tous travaux de reconstruction ou d'extension inhérents au maintien de l'affectation des biens aux activités relevant de la compétence exercée ;

## 3° DECLARE

que cette procédure sera formalisée par un procès-verbal établi contradictoirement entre la Collectivité et l'EPCI en requérant le cas échéant l'intervention de tout expert, précisant notamment la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci ;

## 4° PREND ACTE

qu'en cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, la Ville d'Obernai recouvrera alors l'intégralité de ses prérogatives ;

## 5° APPROUVE

l'extension, au nouveau périmètre, sans surcoût compte tenu de la faible ampleur des biens concernés, de la convention d'assistance technique conclue entre la Ville et la CCPO permettant à la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile d'avoir recours, pour son compte et sous sa direction opérationnelle aux services de la Ville d'Obernai pour l'exécution de diverses tâches afférentes à l'entretien général et la gestion courante des Zones d'Activités Economiques d'Obernai ;

## 6° AUTORISE

d'une manière générale Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer les procès-verbaux de mise à disposition et tout autre document nécessaire à la concrétisation du dispositif.

\*\*\*\*\*

N°118/05/2022

### **MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DU PERSONNEL DE LA VILLE D'OBERNAI – CREATIONS, SUPPRESSIONS, TRANSFORMATIONS OU REACTUALISATIONS D'EMPLOIS PERMANENTS ET NON PERMANENTS**

Conformément à l'article L. 313-1 de l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de questions relatives à l'organisation des services et aux grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences (*suppression d'emploi, modification de coefficients d'emploi, ...*), la décision est soumise à l'avis préalable du CT commun.

Le Conseil Municipal sera ainsi appelé à se prononcer sur la révision du tableau des effectifs du personnel de la Ville d'Obernai. À ce titre, il y a lieu de créer, supprimer, transformer ou réactualiser les emplois suivants :

#### **1. DANS LE CADRE DE LA REACTUALISATION DU TABLEAU**

La réactualisation du tableau des effectifs tient compte **de diverses évolutions de carrière** intervenues depuis la dernière modification du tableau des effectifs (*nominations stagiaires, titularisations, avancements grades, promotions internes, ...*).

## 2. DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L. 332-8 DE L'ORDONNANCE N° 2021-1574

Selon l'article L. 311-1 de l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021, les emplois civils permanents de l'État, des régions, des départements, des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif sont notamment occupés par des fonctionnaires régis par le code général de la fonction publique.

Dans la fonction publique territoriale et de manière dérogatoire, les possibilités de recours à des agents contractuels sont **principalement** définies par les articles L. 332-23, L. 332-24, L. 332-25, L. 332-26, L. 332-28, L. 332-13, L. 332-14, L. 332-8 de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée.

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la fonction publique a modifié de nombreux pans du statut de la fonction publique et notamment l'élargissement du **recours aux agents contractuels** sur des emplois permanents.

Le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019, pris pour l'application de l'article 15 de la loi n° 2019-828 susmentionnée, fixe les principes généraux et la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels.

Ce texte s'applique aux procédures de recrutement dont l'avis de création ou de vacance d'emploi est publié à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2020**.

Dorénavant et dans le cadre notamment du recrutement d'un contractuel, la procédure de recrutement suivra les étapes suivantes :

- Publicité de la vacance ou création d'emploi,
- Réception des candidatures,
- Déclaration d'infructuosité du recrutement d'un fonctionnaire,
- Examen des candidatures d'agents contractuels,
- Entretien(s) avec les candidats présélectionnés,
- Rejet des candidatures non retenues.

Actuellement et au sein de notre collectivité, des emplois permanents sont occupés par des agents **contractuels** engagés sous l'égide de l'**article L. 332-14** de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée.

Ainsi, par dérogation au principe énoncé à L. 311-1 de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée et pour les besoins de continuité du service, ces emplois permanents sont occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire.

Ces contrats sont conclus pour une **durée déterminée** qui ne peut **excéder un an**, renouvelable dans la limite **d'une durée totale de deux ans**.

Depuis toujours, la collectivité encourage vivement les agents contractuels à se présenter aux épreuves des concours de la fonction publique territoriale correspondant à leur grade et cadre d'emplois actuels.

Au bout des deux ans, à défaut de réussite à un concours de la fonction publique territoriale, si l'agent donne entière satisfaction eu égard à sa capacité à exercer ses fonctions et après relance d'une procédure de recrutement, ces contrats sont **renouvelés** pour une durée d'un an.

En raison des nouvelles dispositions issues de la loi n° 2019-828 susmentionnée et afin de **pérenniser** l'emploi de certains agents contractuels, l'autorité territoriale a décidé de pourvoir ces emplois en application de l'**article L. 332-8** de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée.

Les agents recrutés sur la base de l'article L. 332-8 sont engagés par **contrat à durée déterminée** de 3 ans maximum, renouvelable par reconduction expresse pour une **durée totale maximale de 6 ans**. Si à l'issue de ces 6 années et notamment si l'agent donne toujours entière satisfaction, le contrat est encore reconduit, il ne peut l'être que par **décision expresse**

**et pour une durée indéterminée.** En effet et par rapport à la state démographique de notre collectivité, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels sous l'égide de l'article L. 332-8 dans les cas suivants :

- Article L. 332-8 2 : lorsque les **besoins des services** ou la **nature des fonctions** le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le code général de la fonction publique.
  - La notion de « nature des fonctions » correspond à l'hypothèse des fonctions nécessitant des connaissances techniques hautement spécialisées.
  - La notion des « besoins du service » correspond à l'idée d'assurer la continuité des services publics.

L'examen des candidatures des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire n'est possible que lorsque l'autorité territoriale a établi le constat du **caractère infructueux** du recrutement d'un fonctionnaire sur cet emploi, comme mentionné ci-dessus (*Cf. procédure de recrutement*).

- Article L. 332-8 5 : Quel que soit leur seuil de population, les communes et établissements publics peuvent recruter des agents contractuels pour pourvoir leurs emplois à **temps non complet** lorsque la quotité de temps de travail est **inférieure à 50 %** d'un temps complet.

Ce dispositif avait déjà été présenté et mis en œuvre lors des séances du CT commun du 19 octobre 2020, du 12 avril 2022 et du 13 juin 2022. Il avait recueilli un avis favorable à l'unanimité. Conséquemment, les contrats de plusieurs agents contractuels ont été conclus sous l'égide de l'article L. 332-8 de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée.

En conséquence, dans les intérêts et les nécessités du service, afin de garantir la continuité des services, si l'agent donne toujours entière satisfaction et en application des dispositions susmentionnées, l'autorité territoriale a décidé de **reconduire** ce dispositif et **de pourvoir** l'emploi mentionné ci-dessous sous l'égide de l'article L. 332-8 2 de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée à l'occasion du **prochain renouvellement** du contrat de l'agent contractuel, qui occupe actuellement ce poste en application de l'article L. 332-14 de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée.

Pour mémoire, les dispositions statutaires prévoient que les agents contractuels sont recrutés **après appréciation** de leur capacité à exercer les fonctions à pourvoir.

Une analyse spécifique des postes concernés a été conduite dans le cadre d'une démarche de gestion des emplois et des compétences (G.P.E.C.).

Ainsi, sont concernés essentiellement les grades n'ouvrant pas droit au recrutement direct (*sans concours*), sauf pour certains postes eu égard à la spécificité des missions. En effet, l'article L. 326-1 de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée permet le recrutement de fonctionnaires sans concours pour le recrutement des fonctionnaires de catégorie C, lorsque le grade de début est doté de l'échelle de rémunération la moins élevée de la fonction publique, le cas échéant selon des conditions d'aptitude prévues par les statuts particuliers.

En conséquence, il convient de présenter ce poste afin notamment **de justifier** le recours à l'article L. 332-8 2 de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée, de définir les missions du poste, les qualifications requises pour l'exercice des fonctions, les compétences attendues, les conditions d'exercice, le niveau de rémunération ...

#### a) **DAE** : **Chargé d'opération « bâtiments »**

Le poste de **chargé d'opération « voirie et aménagement urbain »** est ouvert sur le grade de technicien territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe. Il s'agit d'un emploi permanent à temps complet.

Il est actuellement pourvu par un agent contractuel permanent en application de l'article L. 332-14 de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée.

- Missions du poste :
  - Élabore et réalise des études techniques liées à un projet d'infrastructure ou de réseau.
  - Assure le suivi ou la maîtrise d'œuvre des opérations de VRD et le cas échéant de bâtiments.
  - Conduit des diagnostics et propose des plans actions pour la pérennisation de la voirie, des réseaux et des infrastructures.
  - Gère différents contrats de maintenance, de vérifications périodiques, d'exploitation et des contrats de mobiliers, matériels urbains et d'éclairage public.
  - Participe à la programmation des investissements et à la prévision budgétaire.
  - Supervise l'élaboration des permissions de voirie et des réponses DT/DICT ou des demandes d'occupation du domaine public en vue de l'exécution de travaux.
  - Assure la transversalité entre les différentes directions sur les problématiques de circulation et de sécurité routière et anime les groupes de suivi.
  - Assure la relation avec les Maîtres d'œuvre, les entreprises, le public et les services consultés.
  
- Qualifications requises :
  - De formation supérieure (BAC + 2 ou plus) en bâtiment, génie civil, génie électrique ou VRD.
  
- Compétences attendues :
  - Expérience significative sur un poste similaire souhaitée.
  - Connaissances approfondies en matière de bâtiments, travaux de voirie, réseaux divers et de manière générale des missions accomplies en bureaux d'études techniques.
  - Excellente connaissance de la réglementation incendie et accessibilité.
  - Maîtrise des outils informatiques, logiciels et des TIC.
  - Parfaite maîtrise des logiciels métiers Autocad et Devisoc (ou équivalent).
  - Disponibilité, adaptabilité, réactivité, rigueur et esprit d'initiative.
  - Sens du service public, des relations humaines, du travail en équipe.
  - Source de proposition et d'anticipation.
  
- Motifs liés à l'application de l'article L. 332-8 2 de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée:
  - besoins de la collectivité dans ce domaine nécessaires et indispensables.
  - conforter les méthodes organisationnelles de cette mission.
  - obligation d'assurer la continuité des services publics.
  - connaissances techniques hautement spécialisées dans le domaine du bâtiment et des VRD.
  - diplôme particulier pour l'exercice des missions.
  - difficulté à recruter des agents qualifiés sur ce type de missions répondant aux attentes de l'autorité territoriale.
  - expérience professionnelle significative.

Pour rappel et conformément au règlement de formation de la Ville et du CCAS d'Obernai, depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la fonction publique, une nouvelle disposition relative à la formation d'intégration concerne les agents contractuels.

*En effet, les contractuels recrutés, pour une durée supérieure ou égale à un an, sur la base notamment des articles L. 332-8 2 et L. 332-8 5° de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée, bénéficieront désormais d'une formation d'intégration et de professionnalisation identique aux fonctionnaires.*

Le descriptif de poste susmentionné est joint en annexe du rapport de présentation.

L'emploi permanent susmentionné sera rémunéré en référence à la grille indiciaire du grade pourvu, en tenant compte des fonctions occupées, de la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent recruté et son expérience professionnelle. L'agent bénéficiera éventuellement de l'éligibilité au régime indemnitaire de la collectivité.

Le poste susmentionné étant d'ores et déjà inscrit au tableau des effectifs, il n'est pas nécessaire de le créer.

### 3. DANS LE CADRE DE LA CREATION D'EMPLOI

#### a) Pour faire face à des vacances de postes :

La réactualisation du tableau des effectifs tient compte de créations d'emplois rendues nécessaires suite à la vacance de certains postes.

##### 1. Cabinet du Maire

Les fonctions d'assistante administrative sont assurées par un agent titulaire permanent à temps complet (*35 heures de durée hebdomadaire de service*).

Par courrier du 18 juillet 2022, l'agent nous a fait part sans équivoque de sa demande de **mutation externe**.

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022, ce poste sera vacant. De ce fait, il convient d'y pourvoir dans le but d'une saine démarche de G.P.E.C. et afin de garantir la continuité des services.

En conséquence, dans le cadre de la procédure de recrutement d'un(e) d'assistant(e) administratif(ive) (H/F), afin de pouvoir ouvrir de manière large ce poste à tous les profils dans le respect du descriptif de poste et en complément du grade d'ores et déjà ouvert au tableau des effectifs et prochainement vacant, il convient de **créer** les emplois suivants :

##### Filière administrative – catégorie hiérarchique C :

- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**
- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint administratif territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**

Sous l'autorité du Maire, des Adjoints au Maire et de la Responsable du Cabinet du Maire, la personne recrutée participera à l'organisation pratique du service en exerçant notamment les missions suivantes :

- Enregistre le courrier.
- Recueille et traite les informations nécessaires au fonctionnement administratif du service ou de la collectivité.
- Suit les dossiers administratifs et gère les dossiers selon l'organisation et ses compétences.
- Apporte une aide permanente au Maire, aux Adjoints au Maire et aux élus en termes d'organisation personnelle, de gestion, de communication, d'information, d'accueil, de classement et suivi de dossiers.
- Assure une polyvalence sur l'ensemble des domaines traités par le Service des Élus.
- Assure la relation avec les citoyens et les partenaires de la Ville d'Obernai.

##### 2. Pôle Culturel - EMMDD

Les fonctions d'enseignant artistique, discipline formation musicale, sont assurées par un agent contractuel permanent à temps non complet (*18 heures de durée hebdomadaire de service*).

Par courrier du 12 juillet 2022, l'agent nous a fait part sans équivoque de sa demande de **démission** en raison de son recrutement au sein d'un établissement culturel sur un poste répondant davantage à ses attentes professionnelles.

A compter du 12 septembre 2022, ce poste sera vacant. De ce fait, il convient d'y pourvoir dans le but d'une saine démarche de G.P.E.C. et afin de garantir la continuité des services.

Après étude des besoins par la hiérarchie, l'autorité territoriale et les élus ont décidé de **pourvoir à la vacance** de ce poste. Néanmoins et afin d'être en adéquation avec les futurs besoins du service, il y a lieu de **modifier la durée hebdomadaire de service** de ce poste.

En conséquence, dans le cadre de la procédure de recrutement d'un(e) enseignant(e) artistique (H/F), discipline formation musicale, afin de pouvoir ouvrir de manière large ce poste à tous les profils dans le respect du descriptif de poste, il convient de **créer** les emplois suivants :

**Filière culturelle – catégorie hiérarchique B :**

- 1 emploi permanent à temps non complet, d'une durée hebdomadaire de service de 13 heures, d'assistant d'enseignement artistique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe, discipline formation musicale, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**
- 1 emploi permanent à temps non complet, d'une durée hebdomadaire de service de 13 heures, d'assistant d'enseignement artistique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe, discipline formation musicale, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**

Sous l'autorité du Maire, des Adjoint au Maire et du Directeur de l'EMMDD, la personne recrutée exercera notamment les missions suivantes :

- A partir d'une expertise artistique et pédagogique, dispense un enseignement de formation et de culture musicale, d'analyse et d'écriture musicale, et prend en charge des ensembles vocaux et instrumentaux.
- Assure l'enseignement de la formation musicale tous niveaux (enfants, ados, adultes), chorale « des jeunes » et harmonisation.
- Développe la curiosité et l'engagement artistique.
- Transmet les répertoires les plus larges possibles en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement et d'enseignement.
- Assure le suivi pédagogique et l'évaluation des élèves.
- Participe aux activités de diffusion et de création avec différents partenaires.
- Assure la relation avec les usagers, les élèves et les enseignants artistiques.

Parallèlement, il y a lieu de **supprimer** l'emploi suivant :

**Filière culturelle – catégorie hiérarchique B :**

- 1 emploi permanent à temps non complet, d'une durée hebdomadaire de service de 18 heures, d'assistant d'enseignement artistique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe, discipline formation musicale, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**

3. PLT – Pôle « Environnement »

Les fonctions d'agent technique spécialité espaces verts et aménagements paysagers sont assurées par un agent titulaire permanent à temps complet (*35 heures de durée hebdomadaire de service*).

Par courrier du 4 juillet 2022, l'agent sollicite sans équivoque **une mise en disponibilité pour convenances personnelles** à compter du 15 août 2022, pour une durée d'un an

Ainsi et à compter du 8 septembre 2022, ce poste sera vacant. De ce fait, il convient d'y pourvoir dans le but d'une saine démarche de G.P.E.C. et afin de garantir la continuité des services.

En conséquence, dans le cadre de la procédure de recrutement d'un(e) d'agent(e) technique spécialité espaces verts et aménagements paysagers (H/F), afin de pouvoir ouvrir de manière large ce poste à tous les profils dans le respect du descriptif de poste et en complément du grade d'ores et déjà ouvert au tableau des effectifs et prochainement vacant, il convient de **créer** les emplois suivants :

**Filière technique – catégorie hiérarchique C :**

- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**
- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**

Sous l'autorité du Maire, des Adjoints au Maire, de la Chargée de la Direction du PLT et du Responsable du Pôle « Environnement », la personne recrutée participera à l'organisation pratique du service et de façon générale au bon fonctionnement du PLT en exerçant notamment les missions suivantes :

- Exécute les travaux de taille des végétaux.
- Participe aux travaux d'élagage, notamment en hauteur.
- Maîtrise l'ensemble des techniques liées à la plantation et l'entretien de végétaux (arbres, arbuste, vivaces, annuelles et bisannuelles, ...).
- Assure les interventions de maintenance et d'entretien des espaces verts publics dans le respect de la qualité écologique, environnementale et paysagère du site.
- Assure la conduite de véhicules et engins spécifiques (nacelles, tondeuses, ...).
- Au regard d'une certaine polyvalence, intervient au sein des différentes équipes techniques.
- Participe aux diverses missions ponctuelles dévolues au PLT.
- Participe à la préparation des manifestations et assure la manutention.
- Participe aux astreintes (urgences, déneigement).
- Renseigne et oriente les usagers du service public.

4. **Police Municipale Pluricommunale**

Les fonctions d'adjoint à la cheffe de la police municipale sont assurées par un agent titulaire permanent à temps complet (*35 heures de durée hebdomadaire de service*).

Par courrier du 11 juillet 2022, l'agent nous a fait part sans équivoque de sa demande de **démission** en raison d'un nouveau projet professionnel.

Ainsi et à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, ce poste sera vacant. De ce fait et par rapport aux lignes arrêtées par les élus concernant le fonctionnement du service, il a été décidé de recruter un gardien de police municipale afin de garantir la continuité des services.

Enfin, dans le cadre d'une saine démarche de G.P.E.C., par rapport aux prochains mouvements de personnel et afin de garantir la continuité des services, il a été décidé d'ouvrir un second poste de gardien de police municipale.

En conséquence, dans le cadre de la procédure de recrutement de deux gardiens de police municipale (H/F) et afin de pouvoir ouvrir de manière large ces postes à tous les profils dans le respect du descriptif de poste, il convient de **créer** les emplois suivants :

**Filière sécurité – catégorie hiérarchique C :**

- 2 emplois permanents à temps complet de gardien-brigadier de police municipale **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**
- 2 emplois permanents à temps complet de brigadier-chef principal de police municipale **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**

Sous l'autorité du Maire, des Adjointes au Maire et de la Cheffe de la Police Municipale Pluricommunale, les personnes recrutées participeront à l'organisation pratique du service en exerçant notamment les missions suivantes :

- Fait respecter les mesures nécessaires au maintien de l'ordre, de la sûreté, de la sécurité et de la salubrité publiques.
- Contrôle l'application des règlements de police municipale et exécute les directives données par la hiérarchie.
- Participe à l'ensemble des missions dévolues à la Police Municipale Pluricommunale et à leur exécution.
- Participe activement à l'ilotage sur le « terrain » dans le cadre des plannings de travail (horaires diurnes et plages de travail en soirée jusqu'à 1 heure du matin).
- Préviens la population de la réglementation en vigueur avec discernement et bienveillance en présentant une potentielle exposition aux risques.
- Est présent en permanence sur le territoire de la commune afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens par des patrouilles de surveillance générale et diversifiées : véhiculées, pédestres, ou en VTT.
- Assure une relation de proximité avec la population.
- Entretien le bon fonctionnement des équipements et moyens utilisés
- Rend compte via la rédaction de divers rapports et procès-verbaux, mains courantes.

#### 5. Pôle Sports – Service des Sports

Les fonctions d'agent d'entretien des installations sportives sont assurées par un agent contractuel permanent à temps complet (*35 heures de durée hebdomadaire de service*).

Par courrier du 12 juillet 2022, l'agent nous a fait part sans équivoque de sa demande de **démission** pour des raisons personnelles.

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022, ce poste sera vacant. De ce fait, il convient d'y pourvoir dans le but d'une saine démarche de G.P.E.C. et afin de garantir la continuité des services.

En conséquence, dans le cadre de la procédure de recrutement d'un(e) d'agent d'entretien des installations sportives (H/F), afin de pouvoir ouvrir de manière large ce poste à tous les profils dans le respect du descriptif de poste, et en complément du grade d'ores et déjà ouvert au tableau des effectifs et prochainement vacant, il convient de **créer** les emplois suivants :

#### **Filière technique – catégorie hiérarchique C :**

- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**
- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**

Sous l'autorité du Maire, des Adjointes au Maire et du Responsable du Services des Sports, la personne recrutée participera à l'organisation pratique du service et exercera notamment les missions suivantes :

- Entretien et désinfecte l'ensemble des locaux et du mobilier dans les différents complexes sportifs en fonction notamment de l'utilisation des espaces par le public, les usagers.
- Contribue à l'hygiène, la sécurité et au confort des usagers.
- Respecte les règles et consignes d'hygiène et de sécurité.
- Gère les stocks et prévoit les commandes de fournitures.
- Entretien de bonnes relations de travail avec les collègues.
- Assure la surveillance des équipements et des usagers et veille au respect des normes de sécurité.
- Accueille et renseigne les usagers.

**b) Dans le cadre de la G.P.E.C. :**

La réactualisation du tableau des effectifs tient compte de créations d'emplois rendues nécessaires suite à la prochaine vacance de certains postes, notamment pour départ à la retraite.

**1. PLT – Pôle « espaces publics et évènements »**

Les fonctions d'agent de nettoyage du domaine public sont assurées par un agent titulaire permanent à temps complet (*35 heures de durée hebdomadaire de service*).

Par courrier du 13 juin 2022, l'agent qui occupe ce poste vient récemment de solliciter **sa mise à la retraite** avec une date de prise d'effet souhaitée au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

En conséquence, dans le cadre d'une saine démarche de G.P.E.C. et afin de garantir la continuité des services, il a été décidé d'anticiper la vacance du poste et de lancer une opération de recrutement.

Afin de pouvoir ouvrir de manière large ce poste à tous les profils dans le respect du descriptif de poste et en complément du grade d'ores et déjà ouvert au tableau des effectifs et prochainement vacant, il convient de **créer** les emplois suivants :

**Filière technique – catégorie hiérarchique C :**

- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**
- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**

Sous l'autorité du Maire, des Adjointes au Maire, de la Chargée de la Direction du PLT et du Responsable du Pôle « Espaces Publics et Évènements », la personne recrutée participera à l'organisation pratique du service et de façon générale au bon fonctionnement du PLT en exerçant notamment les missions suivantes :

- Effectue les opérations de nettoyage des voiries et des espaces publics.
- Au regard d'une certaine polyvalence, intervient au sein des différentes équipes techniques.
- Participe aux diverses missions ponctuelles dévolues au PLT.
- Participe à la préparation des manifestations et assure la manutention.
- Participe aux astreintes (urgences, déneigement).
- Renseigne et oriente les usagers du service public.

Eu égard aux nécessités impérieuses de pourvoir l'ensemble de ces postes afin d'assurer la continuité des services, les procédures de recrutement ont d'ores et déjà été initiées.

L'ensemble des descriptifs de poste susmentionnés sont joints en annexe du rapport de présentation.

Ces emplois permanents pourront être pourvus par voie statutaire ou contractuelle (*au titre des articles L. 332-14 de l'ordonnance n° 2021-1574*).

Ils seront rémunérés en référence à la grille indiciaire du grade pourvu, en tenant compte des fonctions occupées, de la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent recruté et son expérience professionnelle.

Suite à la procédure de recrutement, par sincérité du tableau des effectifs et dans le respect du processus statutaire, les postes non pourvus seront supprimés

**4. DANS LE CADRE DE DIVERS AVANCEMENTS DE GRADE**

Suite à l'avis favorable des membres du CT commun lors de la séance du 07 décembre 2020 et de l'organe délibérant lors de la séance du Conseil Municipal du 21 décembre 2020 et par arrêté n° 21-050-DRH du 12 janvier 2021, les lignes directrices de gestion définissant la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et la

promotion et valorisation des parcours professionnels ont été arrêtées par l'autorité territoriale avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Ainsi et en application des dispositions arrêtées et mentionnées dans le document portant sur les lignes directrices de gestion de la Ville d'Obernai, l'autorité territoriale a arrêté les tableaux d'avancement de grade pour l'année 2022. Conformément au processus, ces documents ont été transmis au Centre de Gestion du Bas-Rhin (CDG67). Or, à ce jour et eu égard à la charge de travail, le CDG67 n'a pas encore étudié, validé et retourné les tableaux d'avancement de grade pour l'année 2022.

Dans l'attente du retour du CDG67 et afin de pouvoir nommer les agents proposés avant la fin de l'année en cours, il est proposé de réactualiser sans attendre le tableau des effectifs par rapport aux propositions d'avancement de grade au titre de l'année 2022 :

**Filière administrative - catégorie hiérarchique C :**

- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint administratif territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022** ;

**Filière administrative - catégorie hiérarchique B :**

- 2 emplois permanents à temps complet de rédacteur territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022** ;

**Filière animation - catégorie hiérarchique C :**

- 2 emplois permanents à temps complet d'adjoint territorial d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022** ;

**Filière technique - catégorie hiérarchique C :**

- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022** ;
- 4 emplois permanents à temps complet d'adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022** ;

**Filière culturelle - catégorie hiérarchique C :**

- 2 emplois permanents à temps complet d'adjoint territorial du patrimoine principal de 1<sup>ère</sup> classe, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022** ;

**Filière sociale - catégorie hiérarchique C :**

- 1 emploi permanent à temps complet d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 1<sup>ère</sup> classe, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022** (*création en lien avec l'avancement de grade d'un d'adjoint territorial d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe et son positionnement en détachement*) ;

**Filière médico-sociale - catégorie hiérarchique A :**

- 1 emploi permanent à temps complet d'éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022** ;

**Filière sécurité - catégorie hiérarchique C :**

- 1 emploi permanent à temps complet de brigadier-chef principal de police municipale, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**.

Pour une parfaite information et conformément aux lignes directrices de gestion adoptées par la collectivité, il est précisé la répartition « femmes / hommes » en fonction de l'effectif du grade. En effet, il convient de respecter cet équilibre.

**Filière administrative - catégorie hiérarchique C :** 1 homme.

**Filière administrative - catégorie hiérarchique B :** 1 femme et 1 homme.

**Filière animation - catégorie hiérarchique C :** 1 femme et 1 homme.

**Filière technique - catégorie hiérarchique C** : 3 femmes et 2 hommes.

**Filière culturelle - catégorie hiérarchique C** : 2 femmes.

**Filière médico-sociale - catégorie hiérarchique A** : 1 femme.

**Filière sécurité - catégorie hiérarchique C** : 1 homme.

**Soit un total de 8 femmes et 6 hommes.**

En fonction de la validation des tableaux d'avancement de grade par le CDG67, les grades ouverts à tort seront supprimés.

Enfin, suite à la procédure de nomination, par sincérité du tableau des effectifs et dans le respect du processus statutaire, les anciens grades occupés respectivement par les agents promus seront supprimés.

## **5. DANS LE CADRE DE LA SUPPRESSION D'EMPLOIS**

Les suppressions d'emplois proposées tiennent compte des éléments suivants :

- a) Grades ouverts dans le cadre des procédures de recrutement et **non pourvus**.
- b) **Départs** d'agents suite à leur radiation des cadres (*départ à la retraite, mutation, cessation de fonctions ...*).

### **Filière administrative – catégorie hiérarchique C** :

- 2 emplois permanents à temps complet d'adjoint administratif territorial **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**.
- 3 emplois permanents à temps complet d'adjoint administratif territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**.

### **Filière technique – catégorie hiérarchique C** :

- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**.
- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**.

### **Filière culturelle – catégorie hiérarchique A** :

- 1 emploi permanent à temps non complet (17 heures 30 hebdomadaires de service) d'attaché territorial principal de conservation du patrimoine **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022**.

Pour une meilleure lisibilité et transparence, le tableau des effectifs fait notamment apparaître :

- les effectifs par filière, cadre d'emplois et grade au 1<sup>er</sup> janvier de l'année ;
- les effectifs budgétaires (= *emplois créés par le Conseil Municipal*) en distinguant les postes à temps complet et à temps non complet
- les effectifs pourvus (= *emplois occupés par les agents*) en distinguant les postes occupés par des titulaires ou des contractuels ;
- les différents mouvements de personnel réalisés et proposés (*approuvés lors de séances du Conseil Municipal*) ;
- les effectifs corrigés à ce jour par filière, cadre d'emplois et grade.

Afin de permettre à l'autorité territoriale de prendre les différents arrêtés de nomination en vertu des considérations exposées préalablement, il est nécessaire de procéder aux créations et transformations des postes budgétaires correspondants.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Ce point a été présenté pour avis aux membres de la Commission des Finances, de l'Économie et de l'Organisation Générale lors de la séance du 14 septembre 2022.

En application de l'article L. 542-2 de l'ordonnance n° 2021-1574 et notamment suite aux suppressions d'emplois, le procès-verbal de la présente séance du CT commun sera communiqué, en même temps qu'aux membres de ce comité, au Président du Centre de Gestion du Bas-Rhin.

En cas de création ou de transformation de postes, la nomination ne pourra en aucun cas être antérieure à la date de la délibération portant création dudit poste. Enfin, la rémunération des différents postes sus évoqués sera établie à partir des grilles indiciaires en vigueur du grade occupé.

Le tableau des effectifs de la Ville d'Obernai, modifié en conséquence, est joint au présent rapport de présentation.

Le Comité Technique commun a été saisi, pour avis, sur l'ensemble de ces questions dans sa séance du 5 septembre 2022. Cette instance a émis un avis favorable.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL à l'unanimité,**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1111-1 et L 2541-12-1 ;
- VU** le Code Général de la Fonction Publique ;
- VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n° 2007-209 du 19 février 2007, relative à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 modifiée, relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ;
- VU** la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 modifiée, relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
- VU** la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 modifiée, relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU** la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la fonction publique ;
- VU** l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique ;
- VU** le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour application de l'article 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale ;
- VU** le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- VU** le décret n°91-843 du 2 septembre 1991 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine ;
- VU** le décret n° 92-850 du 28 août 1992 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles
- VU** le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- VU** le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.
- VU** le décret n°2006-1692 du 22 décembre 2006 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine
- VU** le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation
- VU** le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale.

- VU** le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié, portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la FPT ;
- VU** le décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 modifié, fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- VU** le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;
- VU** le décret n° 2012-437 du 29 mars 2012 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique ;
- VU** le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;
- VU** le décret n° 2016-594 du 12 mai 2016, portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la FPT ;
- VU** le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié, relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;
- VU** le décret n° 2016-601 du 12 mai 2016 modifiant le décret n°2010-330 du 22 mars 2010 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- VU** le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 modifié, fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;
- VU** le décret n° 2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la fonction publique territoriale, certains dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B ;
- VU** le décret n° 2017-902 du 9 mai 2017 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants
- VU** le décret n°2017-1737 du 21 décembre 2017 modifiant l'échelonnement indiciaire de divers corps, cadres d'emplois et emplois de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière ;
- VU** le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;
- VU** le décret n°2021-1818 du 24 décembre 2021 modifiant l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale et portant attribution d'une bonification d'ancienneté exceptionnelle,
- VU** le décret n°2021-1819 du 24 décembre 2021 modifiant divers décrets fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,
- VU** sa délibération du 10 janvier 2022 et celles subséquentes statuant sur le tableau des effectifs du personnel de la Ville d'Obernai ;

**CONSIDERANT** les lignes directrices de gestion adoptées par la collectivité, qui déterminent notamment la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, notamment en matière de gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences (G.P.E.C.) ;

**CONSIDERANT** la nécessité de réactualiser le tableau des effectifs du personnel de la Ville d'Obernai selon les considérations suivantes :

- d'une part, de la réactualisation du tableau des effectifs tenant compte de diverses évolutions de carrière intervenues depuis la dernière modification du tableau des effectifs ;
- d'autre part, de l'application des dispositions de l'article L. 332-8 de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée permettant le recrutement d'agents contractuels par contrat à durée

déterminée de 3 ans maximum, renouvelable par reconduction expresse pour une durée totale maximale de 6 ans ;

- d'autre part, des créations d'emplois rendues nécessaires dans le cadre d'une saine démarche de G.P.E.C. et afin de garantir la continuité des services suite à la vacance du poste d'assistante administrative au sein du Cabinet du Maire en raison de la demande de mutation externe formulée par l'agent titulaire du poste ;
- d'autre part, des créations d'emplois rendues nécessaires dans le cadre d'une saine démarche de G.P.E.C. et afin de garantir la continuité des services suite à la vacance du poste d'enseignant artistique, discipline formation musicale, au sein de l'EMMDD en raison de la demande de démission émise par l'agent titulaire du poste ;
- d'autre part, des créations d'emplois rendues nécessaires dans le cadre d'une saine démarche de G.P.E.C. et afin de garantir la continuité des services suite à la vacance du poste d'agent technique spécialité espaces verts et aménagements paysagers au sein du Pôle « Environnement » du PLT en raison de la demande de disponibilité pour convenances personnelles formulée par l'agent titulaire du poste ;
- d'autre part, des créations d'emplois rendues nécessaires dans le cadre d'une saine démarche de G.P.E.C. et afin de garantir la continuité des services suite à la vacance du poste d'adjoint à la cheffe de la police municipale au sein de la Police Municipale en raison de la démission sans équivoque émise par l'agent titulaire du poste, par rapport aux lignes arrêtées par les élus concernant le fonctionnement du service et au regard des prochains mouvements de personnel ;
- d'autre part, des créations d'emplois rendues nécessaires dans le cadre d'une saine démarche de G.P.E.C. et afin de garantir la continuité des services suite à la vacance du poste d'agent d'entretien des installations sportives au sein du Service des Sports en raison de la démission sans équivoque émise par l'agent titulaire du poste ;
- d'autre part, des créations d'emplois rendues nécessaires suite à la prochaine vacance de certains postes dans le cadre d'une saine démarche de G.P.E.C. et afin de garantir la continuité des services, notamment pour départ à la retraite au sein du Pôle « Espaces publics et évènements » du PLT ;
- d'autre part, de la création de différents grades en vue de l'avancement de grade de certains agents prévus au titre de l'année 2022 ;
- enfin, de la suppression d'emplois en raison de grades ouverts dans le cadre des procédures de recrutement et non pourvus et des départs d'agents suite à leur radiation des cadres (*départ à la retraite, mutation, cessation de fonctions ...*) ;

**SUR** avis du Comité Technique commun en sa séance du 5 septembre 2022 ;

**SUR** avis de la Commission des Finances, de l'Économie et de l'Organisation Générale en sa séance du 13 septembre 2022 ;

**SUR** les exposés préalables résultant du Rapport de Présentation ;

et

après en avoir délibéré,

### **1° PREND ACTE**

de la réactualisation du tableau des effectifs en considération des éléments mentionnés dans le rapport de présentation.

### **2° DECIDE**

de pourvoir un emploi sous l'égide de l'article L. 332-8 2 de l'ordonnance n° 2021-1574 susvisée à l'occasion du prochain renouvellement du contrat de l'agent contractuel, qui occupe actuellement ce poste, tel qu'exposé dans le rapport de présentation.

### 3° DECIDE

la création des emplois suivants :

#### **Filière administrative – catégorie hiérarchique C :**

- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint administratif territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.
- 2 emplois permanents à temps complet d'adjoint administratif territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

#### **Filière administrative – catégorie hiérarchique B :**

- 2 emplois permanents à temps complet de rédacteur territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

#### **Filière animation - catégorie hiérarchique C :**

- 2 emplois permanents à temps complet d'adjoint territorial d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

#### **Filière technique – catégorie hiérarchique C :**

- 3 emplois permanents à temps complet d'adjoint technique territorial à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.
- 2 emplois permanents à temps complet d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.
- 6 emplois permanents à temps complet d'adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

#### **Filière culturelle - catégorie hiérarchique C :**

- 2 emplois permanents à temps complet d'adjoint territorial du patrimoine principal de 1<sup>ère</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

#### **Filière culturelle – catégorie hiérarchique B :**

- 1 emploi permanent à temps non complet, d'une durée hebdomadaire de service de 13 heures, d'assistant d'enseignement artistique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe, discipline formation musicale, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.
- 1 emploi permanent à temps non complet, d'une durée hebdomadaire de service de 13 heures, d'assistant d'enseignement artistique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe, discipline formation musicale, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

#### **Filière sociale - catégorie hiérarchique C :**

- 1 emploi permanent à temps complet d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 1<sup>ère</sup> classe, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

#### **Filière médico-sociale - catégorie hiérarchique A :**

- 1 emploi permanent à temps complet d'éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.
- #### **Filière sécurité – catégorie hiérarchique C :**
- 2 emplois permanents à temps complet de gardien-brigadier de police municipale à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.
  - 3 emplois permanents à temps complet de brigadier-chef principal de police municipale à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

### 4° DECIDE

la suppression de l'emploi suivant :

#### **Filière administrative - catégorie hiérarchique C :**

- 2 emplois permanents à temps complet d'adjoint administratif territorial à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.
- 3 emplois permanents à temps complet d'adjoint administratif territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.

#### **Filière technique – catégorie hiérarchique C :**

- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**
- 1 emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**

#### **Filière culturelle – catégorie hiérarchique B :**

- 1 emploi permanent à temps non complet, d'une durée hebdomadaire de service de 18 heures, d'assistant d'enseignement artistique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe, discipline formation musicale, **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**

#### **Filière culturelle – catégorie hiérarchique A :**

- 1 emploi permanent à temps non complet (17 heures 30 hebdomadaires de service) d'attaché territorial principal de conservation du patrimoine **à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022.**

### **5° APPROUVE**

en conséquence le nouveau tableau des effectifs du personnel de la Ville d'Obernai dans sa nouvelle nomenclature ;

### **6° RAPPELLE**

qu'il appartient à Monsieur le Maire en sa qualité d'autorité territoriale de nomination de procéder aux recrutements sur les emplois permanents et non permanents de la Collectivité et dans la limite des crédits inscrits au budget primitif de l'exercice 2022.

\*\*\*\*\*

**N°119/05/2022      CREATION D'UN EMPLOI D'APPRENTI AU SEIN DU CAMPING MUNICIPAL**

#### **INTRODUCTION**

L'article 20 de la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail dispose que les conditions d'accueil et de formation des apprentis font l'objet d'un avis du CT ou de toute autre instance compétente au sein de laquelle siègent les représentants du personnel.

L'apprentissage est un dispositif de **formation initiale en alternance** dans le cadre **d'un contrat de travail de droit privé** : tout en travaillant dans une collectivité territoriale, l'apprenti(e) suit des cours dans un Centre de Formation d'Apprentis (CFA).

L'apprenti(e) est alternativement dans la collectivité sous la conduite d'un maître d'apprentissage et dans le centre de formation avec des formateurs. Le savoir professionnel acquis dans la collectivité d'accueil est complété par des cours de formation générale et technologique en vue de l'obtention d'un diplôme ou d'un titre enregistré au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP).

Cette formation peut être aménagée pour être adaptée aux personnes en situation de handicap, on parle alors d'apprentissage aménagé.

L'apprenti(e) s'engage à travailler pour la collectivité employeur pendant la durée du contrat, à suivre sa formation et à se présenter aux épreuves du diplôme ou titre prévu dans le contrat.

En vue de contribuer au développement de l'apprentissage et de satisfaire au souhait des instances nationales de conclure des contrats en alternances, il s'avère nécessaire de continuer de se mobiliser pour la relance de l'emploi.

Il est important de participer **au développement de l'apprentissage** dans le secteur public en répondant à l'attente de nombreux jeunes dont l'objectif est de **préparer efficacement un diplôme.**

Ces objectifs ont été réaffirmés par le Gouvernement notamment au travers de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 modifiée pour la liberté de choisir son avenir professionnel et de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la fonction publique.

## **I LE CADRE JURIDIQUE**

- Code du travail et notamment les articles L. 6211-1 et suivants,
- Code Général de la Fonction Publique,
- Loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 modifiée, portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle,
- Loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes,
- Loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 modifiée, relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,
- Loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée, relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 modifiée, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,
- Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 modifiée, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,
- Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 modifiée, pour la liberté de choisir son avenir professionnel,
- Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
- Loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022,
- Ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,
- Décret n° 93-162 du 2 février 1993 modifié, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,
- Décret n° 2016-1998 du 30 décembre 2016 modifié, fixant la liste des collectivités territoriales autorisées à participer aux expérimentations prévues aux articles 76 et 77 de la Loi n° 2016-1088,
- Décret n° 2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,
- Décret n°2020-1622 du 18 décembre 2020 modifié, relatif aux modalités de versement de l'aide financière exceptionnelle pour le recrutement d'apprentis par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,
- Décret n° 2022-280 du 28 février 2022 relatif aux modalités de versement aux centres de formation des apprentis des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant par le Centre national de la fonction publique territoriale,
- Circulaire n° 2007-04 du 24 janvier 2007, précisant les modalités de détermination de la rémunération à verser aux différents apprentis au vu de leur niveau et du diplôme préparé,
- Circulaire du 8 avril 2015 relative à la mise en œuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial.

## **II LE DISPOSITIF**

### **1) Cadre général**

Du CAP au Bac+5, l'apprentissage prépare à des diplômes de tous niveaux et diverses filières sont représentées (technique, administrative, sanitaire et sociale, ...). Avoir recours à l'apprentissage c'est **contribuer à la professionnalisation des jeunes** sur son territoire, **transmettre les savoirs** professionnels et anticiper ou pallier les difficultés de recrutement sur certains métiers.

Le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé. Le Code du travail définit le contrat d'apprentissage comme un contrat de travail d'un type particulier :

- **Particulier quant à son objet** puisqu'il permet aux jeunes d'acquérir simultanément une expérience professionnelle pratique en collectivité ainsi qu'une formation théorique sanctionnée par un diplôme ;
- **Particulier quant aux intéressés** puisque le jeune doit répondre à des conditions d'âge, de scolarité et d'aptitude, et la collectivité doit désigner un maître d'apprentissage ;
- **Particulier quant à son exécution** puisque l'apprenti(e) bénéficie de conditions de travail aménagées lui garantissant plus de protection, et l'employeur bénéficie d'incitations notamment financières.

La loi n°2018-771 susvisée a modifié la limite supérieure d'âge d'entrée en apprentissage de 25 à 29 ans révolus, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Ainsi, l'apprenti(e) doit avoir **entre 16 ans et 29 ans révolus** au début du contrat.

Des dérogations à la limite d'âge (*inférieure, supérieure, ou sans limite supérieure*) existent, sous certaines conditions (*Art. L. 6222-2 du code du travail*). Ainsi, il n'y a pas de limite d'âge maximale pour un apprenti(e) handicapé(e).

Les jeunes ayant 15 ans au terme de l'année civile peuvent être inscrits, sous statut scolaire, dans un lycée professionnel ou CFA, sous deux conditions :

- Avoir achevé la scolarité au collège ;
- Commencer une formation conduisant à la délivrance d'un diplôme ou titre à finalité professionnelle enregistré au RNCP.

La limite d'âge n'est pas applicable dans plusieurs cas, notamment lorsque :

- Le contrat d'apprentissage fait suite à un contrat d'apprentissage précédemment exécuté et conduit à un niveau de diplôme supérieur à celui obtenu à l'issue du contrat précédent,
- Lorsqu'il y a eu rupture de contrat pour des causes indépendantes de la volonté de l'apprenti(e) ou suite à une inaptitude physique et temporaire de celui-ci.

### **2) Contrat et durée de travail**

Le contrat d'apprentissage est **un contrat de droit privé** auquel s'applique la plupart des dispositions du Code du Travail. Toutefois, certaines dispositions propres au secteur public ont été instituées en complément du droit commun par la loi n° 92-675 susvisée.

Le contrat d'apprentissage étant un **contrat à durée déterminée**, la durée du contrat est au moins égale à celle du cycle de formation qui fait l'objet du contrat. Elle peut être prolongée en cas d'échec à l'examen. Elle est fixée en fonction du type de profession et du niveau de qualification préparé.

L'article 53 de la loi n° 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi précise que chaque partie pourra mettre fin au contrat de manière unilatérale « jusqu'à l'échéance **des 45 premiers jours**, consécutifs ou non, de formation pratique en entreprise effectuée par l'apprenti(e) ». Cette mesure permet de juger réellement les compétences de

l'apprenti(e) sur le temps passé au sein de la collectivité. Durant cette période, le contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties sans préavis, ni indemnités. En cas d'absence de l'apprenti(e) pour maladie durant la période d'essai, celle-ci est suspendue et prolongée d'autant.

Un employeur de droit public peut conclure avec le même apprenti(e) jusqu'à trois contrats d'apprentissage successifs.

Les apprentis sont tenus de respecter la durée légale de travail (35 heures) et l'horaire collectif en vigueur au sein du service qui l'accueille.

Pour les apprentis de moins de 18 ans, les heures supplémentaires ne sont pas autorisées. Des dérogations existent : les apprentis de plus de 16 ans peuvent réaliser des heures supplémentaires sur accord de l'inspecteur du travail pour un plafond de 5 heures par semaine.

Pour les apprentis de plus de 18 ans les heures supplémentaires sont autorisées dans la limite de 48 heures de travail total sur une semaine ou 44 heures en moyenne de travail total sur une période de 12 semaines.

L'apprenti(e) est soumis(e) **aux mêmes règles et dispositions** en vigueur au sein de la collectivité.

### 3) Les congés

Le calendrier scolaire ne s'applique pas aux apprentis. Ils bénéficient des congés payés selon les mêmes modalités que l'ensemble des agents, ainsi que des jours fériés. Ils ont également droit aux autorisations spéciales d'absence, selon les mêmes modalités que les agents de droit public. Lorsqu'en fin de contrat l'apprenti(e) n'a pas pris ses congés, en tant qu'agent de droit privé, il bénéficie d'une indemnité compensatrice de congés payés.

Pour préparer leurs examens, les apprentis ont droit à un congé spécial de 5 jours ouvrables. Pendant ce congé, le salaire est maintenu. Ce congé ne relève pas des congés annuels ou du temps de formation. Il doit intervenir dans le mois qui précède les épreuves de l'examen préparé.

### 4) Dispositions financières

Le CNFPT accompagne les collectivités dans la formation de leurs 14 500 apprentis, en prenant en charge une partie du financement de leur formation depuis 2020.

Afin de permettre à l'établissement d'assurer cette mission dans les meilleures conditions, la loi de finances 2022 a prévu un nouveau mode de financement de ces coûts de formation :

- Pour tous les contrats signés dès 2022, le coût de la formation en apprentissage est **pris en charge à 100% par le CNFPT dans la limite de montants maximums** arrêtés en concertation avec l'État et France Compétences.
- L'employeur public doit prendre en charge, le cas échéant, la différence entre le coût de la formation et le montant maximum de prise en charge par le CNFPT.
- En contrepartie, le CNFPT est attributaire d'une **nouvelle cotisation** dédiée à l'apprentissage à un taux fixé chaque année, dans la limite **de 0,1 %** ;
- La prise en charge financière par le CNFPT est soumise à un accord préalable de financement, qui doit intervenir avant la signature du contrat de l'apprenti ;
- Les contrats signés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2022 relèvent toujours de l'ancien dispositif de financement (50 % CNFPT, 50 % Collectivité) ;
- Le CNFPT a adopté un **taux minoré pour 2022 de 0,05 %** pour la contribution des collectivités territoriale dédiée à l'apprentissage.
- Le décret n° 2022-280 susvisé fixe les modalités de versement aux centres de formation des apprentis des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant par le Centre national de la fonction publique territoriale.

Suite à la parution de la loi n° 2019-828 susvisée, la rémunération minimale de l'apprenti(e) dans le secteur public comme dans le secteur privé est déterminée par les articles D. 6222-26 et suivants du Code du Travail.

L'apprenti(e) perçoit un salaire dont le montant, déterminé **en pourcentage du SMIC** et fixé par décret, varie en fonction de l'âge du bénéficiaire, de l'ancienneté dans le contrat.

Lorsqu'un(e) apprenti(e) conclut un nouveau contrat avec le même employeur, sa rémunération est au moins égale à celle qu'il percevait lors de la dernière année d'exécution du précédent contrat, sauf si l'application de la rémunération en fonction de son âge est plus favorable (Art. D. 6222-31 du code du travail).

|  | Rémunération des apprentis à compter du 8 août 2019 (loi n° 2019- 828) |                    |                    |
|--|--|--------------------|--------------------|
|  | Année du contrat   |                    |                    |
| Âge  | 1ère   | 2ème               | 3ème               |
| -18 ans  | 27%<br>410,73 €  | 39%<br>593,28 €    | 55%<br>836,67 €    |
| 18-20 ans                                      | 43%<br>654,12 €  | 51%<br>775,82 €    | 67%<br>1 019,22 €  |
| 21 ans à 25 ans                                | 53%<br>806,25 €  | 61%<br>927,64 €    | 78%<br>1 186,55 €  |
| 26 ans et plus                                 | 100 %<br>1521,22 €   | 100 %<br>1521,22 € | 100 %<br>1521,22 € |
| Valeur du SMIC au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 |  |                    |                    |

(Article D. 6222-26 du code du travail et décret n°93-162 du 2 février 1993)

Les majorations de rémunération sont applicables à compter du début du mois qui suit la date d'anniversaire de l'apprenti(e) (Art. D. 6222-34 du code du travail).

Les apprentis de moins de 16 ans bénéficient d'une rémunération identique à celle prévue pour les apprentis de 16-17 ans (Art. D. 6222-27 du code du travail).

Les apprentis préparant une licence professionnelle ou signant leur premier contrat d'apprentissage en master II, perçoivent une rémunération au moins égale à la rémunération afférente à une deuxième année d'apprentissage.

Le contrat d'apprentissage peut être prolongé d'une année supplémentaire en raison du handicap (article R. 6222-47 du code du travail).

L'apprenti(e) est affilié(e) au régime général de la sécurité sociale (pour les risques maladie, maternité, invalidité, décès) et au régime complémentaire de retraite des agents contractuels des collectivités territoriales (IRCANTEC). Il ne paie cependant aucune cotisation. L'apprenti(e) est également exonéré(e) de la CSG et de la CRDS.

#### **L'employeur public est exonéré des cotisations suivantes :**

- Des cotisations patronales relatives aux assurances sociales (*maladie, maternité, invalidité, décès*), aux allocations familiales ;
- De la totalité des cotisations salariales d'origine légale et conventionnelle dues au titre des salaires versés à l'apprenti(e) ;
- Des cotisations patronales d'assurance chômage versées par les employeurs qui ont adhéré au régime d'assurance chômage.

**Des aides** sont ouvertes tant pour l'apprenti(e) que pour la collectivité.

#### 5) Maître d'apprentissage

Pendant sa formation pratique, l'apprenti(e) est sous la conduite **d'un maître d'apprentissage**.

Le maître d'apprentissage a pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti(e) des compétences correspondant à la qualification recherchée et au titre ou diplôme préparé, en liaison avec le centre de formation d'apprentis ou l'établissement de formation. Le nombre d'apprentis suivi par un maître d'apprentissage est limité à deux.

**La fonction tutorale** peut être partagée **entre plusieurs agents** constituant une équipe tutorale au sein de laquelle sera désigné un « maître d'apprentissage référent », qui assurera la coordination de l'équipe et la liaison avec le CFA ou l'établissement de formation. Cette organisation peut être pertinente pour garantir une continuité dans le suivi de l'apprenti(e).

Sont réputées remplir la condition de compétence professionnelle exigée d'un maître d'apprentissage :

- Les personnes titulaires d'un diplôme ou d'un titre relevant du domaine professionnel correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti(e) et d'un niveau au moins équivalent, justifiant de 2 années d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé ;
- Les personnes justifiant de 3 années d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé et d'un niveau minimal de qualification déterminé par la commission départementale de l'emploi et de l'insertion ;
- Les personnes possédant une expérience professionnelle de 3 ans en rapport avec le diplôme ou le titre préparé par l'apprenti(e) après avis du recteur, du directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou du directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale.

S'il a le statut de fonctionnaire, le maître d'apprentissage bénéficie d'une NBI dans les conditions prévues par le décret n°2006-779 du 03 juillet 2006 modifié portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la FPT.

#### 6) Résiliation du contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage peut être rompu :

- **pendant la période d'essai**, par l'une ou l'autre des parties, sans préavis et sans indemnité ;
- **après la période d'essai** :
  - en cas d'obtention du diplôme préparé,
  - d'un commun accord entre l'employeur et l'apprenti(e),
  - par jugement du conseil des prud'hommes en cas de faute grave ou manquement grave de l'une des parties,
  - en cas de résiliation judiciaire due à l'inaptitude de l'apprenti(e) à exercer le métier auquel il voulait se préparer.

### **III LE DISPOSITIF FIXE AU SEIN DE NOTRE COLLECTIVITE**

Suite au retour d'expérience positif concernant l'accueil d'une apprentie au sein de la DRH, la collectivité avait souhaité poursuivre cette démarche et contribuer ainsi **au développement de l'apprentissage** dans le secteur public.

L'organe délibérant a d'ores et déjà acté la création de plusieurs postes supplémentaires en qualité d'apprenti au sein des différentes directions de la collectivité (*Cf. procès-verbaux du CT commun du 16 décembre 2019, du 22 juin 2020, du 07 décembre 2020 et du 15 février 2021*).

Avec l'aval unanime de l'autorité territoriale et des Adjoints au Maire, il est proposé l'accueil d'un apprenant au sein du Camping Municipal « Les Berges de l'Ehn » dans les conditions suivantes :

- **Direction concernée** : Camping Municipal.
- **Nombre d'apprentis** : 1 apprenti(e).
- **Spécialité et niveau du (des) diplôme(s) préparé(s)** :
  - Diplôme de niveau 5 ou 6.

- Dans les domaines du tourisme, de l'hôtellerie, de l'animation touristique.
- **Conditions d'accueil :**
  - Lieu : Au sein de la direction concernée.
  - Horaire : Selon protocole ARTT en vigueur.
  - Matériels mis à disposition : matériel informatique, matériel et fournitures bureautique, logiciels bureautique et métier ....
  - Conditions d'hygiène et de sécurité : Cf. DUERP unité 3. Aucune mesure particulière au regard des fonctions exercées.
  - Pas de travail de nuit.
- **Maître d'apprentissage :**
  - Maître d'apprentissage - Tuteur :
    - Contractuel de droit privé
    - Diplôme : BTS animation et gestion touristiques locales.
    - Expérience : 14 ans.
  - Moyens mis à disposition :
    - Formation, si nécessité, notamment par le biais du CNFPT.
    - Temps dédié pour le suivi et l'accompagnement de l'apprenti(e).
    - Soutien de la hiérarchie.

L'apprenti(e) n'effectuera pas certains travaux interdits aux jeunes âgés de quinze ans à moins de dix-huit ans, listés dans le Code du Travail (*atteinte à la moralité, risques pour la santé, ...*).

**Le descriptif de poste de l'apprenti(e)** est joint au présent rapport de présentation. Conséquemment, il sera également procédé au changement de l'organigramme détaillé de la DIFEP.

Ce point a été présenté pour avis aux membres de la Commission des Finances, de l'Économie et de l'Organisation Générale en sa séance du 14 septembre 2022.

Les conditions d'accueil et de formation des apprentis ont également été présentées pour avis aux membres du Comité Technique commun lors de la séance du 5 septembre 2022.

**Au regard des éléments susmentionnés, il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage.**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL à l'unanimité,**

- VU** le Code du travail et notamment les articles L. 6211-1 et suivants,
- VU** le Code Général de la Fonction Publique,
- VU** la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 modifiée, portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle,
- VU** la loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 modifiée, relative au développement d'activités pour l'emploi des jeunes,
- VU** la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 modifiée, relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,
- VU** la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée, relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- VU** la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 modifiée, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,
- VU** la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 modifiée, relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,
- VU** la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 modifiée, pour la liberté de choisir son avenir professionnel,

- VU** la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la fonction publique,
- VU** l'Ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,
- VU** le décret n° 93-162 du 2 février 1993 modifié, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,
- VU** le décret n° 2016-1998 du 30 décembre 2016 modifié, fixant la liste des collectivités territoriales autorisées à participer aux expérimentations prévues aux articles 76 et 77 de la Loi n° 2016-1088,
- VU** le décret n° 2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,
- VU** le décret n° 2020-1622 du 18 décembre 2020 relatif aux modalités de versement de l'aide financière exceptionnelle pour le recrutement d'apprentis par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant,
- VU** le décret n° 2022-280 du 28 février 2022 relatif aux modalités de versement aux centres de formation des apprentis des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant par le Centre national de la fonction publique territoriale,
- VU** la circulaire n° 2007-04 du 24 janvier 2007, précisant les modalités de détermination de la rémunération à verser aux différents apprentis au vu de leur niveau et du diplôme préparé,
- VU** la circulaire du 08 avril 2015 relative à la mise en œuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

**CONSIDÉRANT** que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus (*des dérogations à la limite d'âge existent, sous certaines conditions*) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

**CONSIDÉRANT** que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

**VU** l'avis du Comité Technique commun en sa séance du 5 septembre 2022 ;

**VU** l'avis émis par la Commission des Finances, de l'Économie et de l'Organisation Générale en sa séance du 13 septembre 2022 ;

**SUR** le Rapport de Présentation portant exposé des motifs ;

**et**

après en avoir délibéré,

### 1° DECIDE

le recours au contrat d'apprentissage.

### 2° DECIDE

de conclure dès la rentrée scolaire 2022/2023, un contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :

| Service  | Nombre de postes | Diplôme       | Spécialité                                     | Durée de la Formation |
|--|------------------|---------------|--|-----------------------|
| DiFEP<br><br>Camping Municipal<br>« Le Vallon de l'Ehn » | 1                | Niveau 5 ou 6 | Tourisme, hôtellerie,<br>animation touristique | 1 an ou<br>2 ans      |

### 3° DIT

que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif de l'exercice 2022.

### 4° AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

\*\*\*\*\*

#### N° 120/05/2022      **RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE POUR L'EXERCICE 2021 DE LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE OBERNAI HABITAT**

Conformément aux textes régissant les rapports entre les Sociétés d'Economie Mixte Locales et les collectivités publiques actionnaires, l'article L.1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que :

**« Les organes délibérants des collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au Conseil d'Administration ou au Conseil de Surveillance, et qui porte notamment sur les modifications de statuts qui ont pu être apportées à la société d'économie mixte ».**

Cette disposition vise à **garantir l'information des collectivités actionnaires dans un souci de transparence**, renforcé par ailleurs par la loi du 2 janvier 2002 tendant à moderniser le statut des SEML.

En effet, il appartient aux collectivités publiques actionnaires majoritaires de veiller, par l'intermédiaire de leurs représentants au sein du Conseil d'Administration ou de Surveillance, à la conformité des activités de la SEML aux missions constitutives qui lui ont été assignées afin de conserver la maîtrise de leur outil.

Un tel impératif répond à l'objet même des sociétés d'économie mixte locales créées en vue de l'exercice d'une activité d'intérêt général conformément à l'article L.1521-1 du CGCT.

Par ailleurs, compte tenu de leur participation majoritaire au capital des SEML, **les collectivités territoriales sont également responsables de la bonne gestion** de ces sociétés.

Dans cette perspective et comme tout actionnaire d'une société commerciale, elles doivent être informées des résultats de la gestion administrative, financière et comptable de la SEML.

Devant ces différentes considérations, le rapport annuel visé à l'article L.1524-5 du CGCT constitue donc un **support formel pertinent pour permettre aux collectivités territoriales d'effectuer leur contrôle légal sur les SEML** dont elles détiennent une participation.

D'autre part et en ce qui concerne le contenu des rapports annuels, la loi se borne à citer expressément les modifications statutaires affectant les SEML.

En leur qualité de responsables de la gestion des SEML, il est en outre légitime que les collectivités actionnaires disposent au-delà des informations sur la vie de la société, **d'un aperçu sur sa situation financière** retracée chaque année dans les comptes sociaux comportant le bilan, les comptes de résultat et les annexes, ces documents devant dès lors être intégrés également dans le rapport annuel.

Le rapport peut également être alimenté de tous autres indicateurs utiles à une bonne perception **des activités déployées par la SEML**, au travers d'un mémoire synthétique présentant l'ensemble des actions conduites dans son domaine d'intervention pendant l'exercice considéré.

Les textes ne contenant aucune mention quant aux délais de présentation du document en laissant ainsi aux acteurs locaux une relative liberté d'organisation, il a été suggéré de s'inspirer du dispositif similaire applicable aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale au sens de l'article L.5211-39 du CGCT qui impose à leurs présidents d'adresser chaque année, avant le 30 septembre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement pour l'exercice écoulé.

Le rapport annuel d'activité pour l'exercice 2021 transmis par Monsieur le Président de la SEML OBERNAI HABITAT, joint à l'ordre du jour, est donc soumis à l'examen de l'assemblée **qui en prendra acte, sans vote et observations éventuelles.**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**à l'unanimité,**

**VU** la loi N° 83-597 du 7 juillet 1983 modifiée relative aux Sociétés d'Economie Mixte Locales ;

**VU** la loi N° 2002-1 du 2 janvier 2002 modifiée tendant à moderniser le statut des Sociétés d'Economie Mixte locales ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1524-5 et L.2541-12 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires d'une société d'économie mixte se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an, et qui porte notamment sur ses modifications de statuts ;

**CONSIDERANT** que la portée et les conditions d'application de ce texte ont fait l'objet de précisions de la doctrine administrative portant tant sur le contenu que sur les modalités de présentation de ce rapport qui vise à garantir l'information et les missions de contrôle des collectivités actionnaires dans un souci de transparence ;

**CONSIDERANT** que Monsieur le Président de la SEML OBERNAI HABITAT a communiqué son rapport d'activité pour l'exercice 2021 qui est dès lors soumis à l'examen de l'assemblée délibérante ;

**SUR LE RAPPORT DE PRESENTATION** préalable ;

**PREND ACTE**

du rapport annuel d'activité pour l'exercice 2021 de la Société d'Economie Mixte locale OBERNAI HABITAT tel qu'il a été présenté.

\*\*\*\*\*

**N°121/05/2022 RAPPORTS ANNUELS POUR L'EXERCICE 2021 DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE COOPERATION INTERCOMMUNALE : COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE**

L'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales impose aux Présidents des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) d'adresser chaque année, avant le 30 septembre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement pour l'exercice écoulé accompagné du compte administratif approuvé par l'organe délibérant, et qui doit être présenté devant chaque Conseil Municipal des communes membres.

Les textes étant muets sur le contenu de ce rapport, il appartient à chaque exécutif des EPCI d'en arrêter librement le contenu et les modalités.

Aussi et conformément aux dispositions légales, l'assemblée délibérante prendra connaissance des documents transmis par Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile et portant sur le **rapport de l'exercice 2021 retraçant l'activité de l'EPCI** complété, dans les mêmes formes, par **les rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau, de l'assainissement et de l'élimination des déchets.**

Selon les textes, ces rapports joints à l'ordre du jour doivent faire l'objet d'une communication en séance publique de l'organe délibérant au cours de laquelle les représentants de la Ville d'OBERNAI siégeant auprès du Conseil de Communauté seront entendus conformément au premier alinéa de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette audition des représentants peut notamment s'inscrire dans le cadre des comptes-rendus biannuels qui leur sont imposés en application du second alinéa de l'article précité.

Le Conseil Municipal **prendra donc acte de cette communication** dans sa séance plénière du 26 septembre 2022 par consignation au procès-verbal, **sans vote et avec observations éventuelles**.

**LE CONSEIL MUNICIPAL  
à l'unanimité,**

**VU** la loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

**VU** la loi N° 2010-788 du 12 juillet 2010 modifiée portant engagement national pour l'environnement ;

**VU** la loi N° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

**VU** la loi N° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages ;

**VU** le décret N° 2000-404 du 11 mai 2000 modifié relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2224-5 et L.5211-39 ;

**SUR LE RAPPORT DE PRESENTATION** préalable ;

**PREND ACTE**

- d'une part du Rapport Annuel pour l'exercice 2021 présenté par Monsieur le Président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE portant sur l'activité de l'EPCI ;
- d'autre part des rapports annuels pour l'exercice 2021 relatifs au prix et à la qualité des services publics de l'élimination des déchets, de l'eau potable et de l'assainissement tels qu'ils ont été adoptés par son organe délibérant.

\*\*\*\*\*

**N°122/05/2022 PART COMMUNALE DE LA TAXE D'AMENAGMEENT – DEFINITION DES  
MODALITES ET CONDITIONS DE REVERSEMENT PARTIEL DU PRODUIT A  
LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE**

**Rappels sur la Taxe d'Aménagement**

Instituée depuis le 1<sup>er</sup> mars 2012 par la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 à l'occasion d'une réforme de la fiscalité de l'urbanisme, la taxe d'aménagement (TA) a progressivement remplacé les quinze taxes et participations d'urbanisme versées jusqu'à présent par les constructeurs pour participer au financement d'équipements publics, et en particulier la Taxe locale d'équipement (TLE).

Régie actuellement par les articles L.331-1 et suivants du Code de l'Urbanisme et, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, par les articles 1635 quater A et suivants du Code Général des Impôts, la taxe d'aménagement s'applique à toutes les opérations soumises à autorisation d'urbanisme. Elle est ainsi établie sur la construction, la reconstruction, l'agrandissement des bâtiments et certains aménagements tels que piscines, aires de stationnement hors construction... Elle est due par le détenteur de l'autorisation (permis de construire, permis d'aménager ou déclaration préalable de travaux) mais également par les personnes responsables d'une construction illégale ou en infraction avec l'autorisation.

Sont exonérés de plein droit du paiement de la taxe une liste limitative d'ouvrages tels que les constructions relatives à un équipement affecté à un service public ou d'utilité publique, les aménagements prescrits par un plan de prévention des risques naturels, la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit depuis moins de 10 ans, les constructions de surface inférieure à 5 m<sup>2</sup>, les constructions et aménagements réalisées en OIN (opération d'intérêt national), ZAC ou à l'occasion d'un PUP (projet urbain partenarial).

La taxe d'aménagement due par les redevables est constituée de deux parts :

- une part communale (ou intercommunale) enregistrée en section d'investissement et destinée à financer les équipements publics (réseaux, voiries) dont vont bénéficier les futures constructions,
- une part départementale émergeant en section de fonctionnement est servant notamment à financer la politique d'Espaces Naturels Sensibles (ENS) et le Conseil d'Architecture Urbanisme Environnement (CAUE).

Son calcul prend en compte la surface de construction taxable à laquelle est appliquée, après abattements éventuels, une valeur forfaitaire (définie nationalement). A cette base taxable est ensuite appliquée un taux d'imposition défini localement.

A Obernai, et suite à la délibération n° 119/05/2011 du 26 septembre 2011, le taux de la part communale de la taxe d'aménagement applicable est un taux unique de 5% pour l'ensemble du territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme. La valeur forfaitaire par emplacement de stationnement hors surfaces bâties a par ailleurs été fixé à 5 000 €.

Le produit moyen encaissé s'élevait à 750 000 €/an entre 2017 et 2021, dont environ 200 000 €/an en moyenne au titre des autorisations accordées au sein des Zones d'Activités Economiques.

### **Avènement de l'obligation de partage de la part communale de taxe d'aménagement entre les communes et leur intercommunalité**

L'article 109 de la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 a modifié les modalités de partage de la part communale de taxe d'aménagement entre les communes et leur Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre en le rendant obligatoire lorsque les communes la perçoivent. Jusqu'alors, ce partage des communes vers leurs intercommunalités était facultatif alors que l'inverse était déjà obligatoire dans les cas où la taxe était directement perçue par les EPCI.

Ainsi, l'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme dispose désormais que « tout ou partie de la taxe [d'aménagement] perçue par la commune est reversé à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités ».

Cette obligation sera reprise au 16° du I de l'article 1379 du Code Général des Impôts : « Sur délibérations concordantes, prises dans les conditions prévues au VI de l'article 1639 A bis, de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et du conseil municipal de la commune membre intéressée, la commune reverse tout ou partie de la taxe [d'aménagement] à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de sa compétence ».

Si la loi est désormais sans équivoque sur l'obligation de partage de la taxe d'aménagement entre les communes qui la perçoivent sur leur territoire et l'EPCI dont ils sont membres, elle laisse une certaine marge d'appréciation locale quant aux modalités et conditions de ce partage et notamment la part à reverser.

Ce reversement peut concerner tout ou partie de la taxe perçue par la commune et tenir compte de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la commune, des compétences intercommunales.

*Les modalités de partage sont décidées par accords concordants des EPCI et des communes concernées (à la majorité simple) et se traduisent dans le cadre d'une convention entre les deux parties.*

### **Modalités de partage de la part communale de taxe d'aménagement proposées sur le territoire**

De manière générale, et a fortiori depuis l'instauration de la Fiscalité Professionnelle Unique sur notre territoire au 1<sup>er</sup> janvier 2016, chaque nouveau transfert de compétence des communes à la Communauté de Communes du Pays de Sainte-Odile fait l'objet d'une évaluation des charges nettes (fonctionnement essentiellement) afférentes à ladite compétence et un ajustement des attributions de compensation versées par l'EPCI aux communes est effectué après avis de la Commission locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

Néanmoins, la CCPO doit parfois faire face à des charges importantes non « anticipables » dans ledit mécanisme.

Cela est particulièrement prégnant au niveau des charges afférentes aux Zones d'Activités Economiques, dont les charges d'entretien (routes, éclairage public...) relèvent de la compétence intercommunale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 consécutivement au transfert, à cette même date, de la compétence de développement économique dans l'ensemble de ses aspects conformément à la loi NOTRe.

Afin de permettre à la CCPO d'assumer lesdites charges des équipements publics au niveau des ZAE relevant de sa compétence, il est proposé d'axer le partage de la part communale de taxe d'aménagement sur les recettes générées par les autorisation d'urbanisme délivrées au sein des périmètres des ZAE.

A noter que lesdits périmètres ont été clairement définis et délimités à l'occasion notamment de la mise à disposition des biens concomitamment au transfert de la compétence de développement économique (cf. notamment délibération n°113/06/2017 du 4 décembre 2017) et/ou ultérieurement (cf. délibération de ce jour concernant la ZAE de la Divinele).

Une quotité de reversement à la CCPO à hauteur de 50% de la taxe d'aménagement correspondante est proposée.

En résumé, les modalités et conditions de partage de la part communale de taxe d'aménagement proposées sur le territoire seraient les suivantes :

- champ d'application : parcelles situées dans le périmètre des zones d'activités économiques implantés sur le territoire communal, zones existantes et/ou à venir,
- quotité : 50% du produit de la part communale de taxe d'aménagement perçu,
- date d'effet : application sur les montants perçus par la commune à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 quelle que soit la date de délivrance de l'autorisation d'urbanisme,
- périodicité : reversement annuel par la Ville à la CCPO avant le 30 juin N+1 de l'année suivant l'exercice concerné sur la base des montants de taxe encaissés au cours de l'exercice budgétaire N.

Une convention reprenant les modalités ci-dessus sera formalisée, à laquelle sera annexée les plans des périmètres concernés.

Hormis pour l'adjonction d'un périmètre suite à la création d'une nouvelle ZAE, toute modification de ces modalités devra être adoptée par délibérations concordantes ultérieures.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**à l'unanimité,**

**VU** la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 instituant une réforme de la fiscalité de l'urbanisme ;

- VU** la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 et notamment son article 109 modifiant les modalités de partage de la taxe d'aménagement entre les communes et leur Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ;
- VU** l'Ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2541-12 ;
- VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.331-1 et suivants ;
- VU** le Code Général des Impôts et notamment, dans leur rédaction applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, ses articles 1379, 1635 quater A et suivants et 1639 A bis ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-5, L.1611-4, L.2311-7 et L.2541-12-10° ;
- VU** sa délibération n°119/05/2011 du 26 septembre 2011 portant fixation de la part communale de la taxe d'aménagement sur le territoire de la Ville d'Obernai dans le cadre de la réforme de la fiscalité de l'urbanisme ;

**CONSIDERANT** l'obligation de partage de la part communale de taxe d'aménagement entre les communes et leur Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre lorsque les communes la perçoivent ;

**CONSIDERANT** que les modalités et conditions de partage doivent être définies par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et du Conseil Municipal de la commune membre intéressée, en tenant compte de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de la commune, des compétences intercommunales ;

**SUR PROPOSITION** de la Commission des Finances, de l'Economie et de l'Organisation Générale en sa séance du 13 septembre 2022 ;

**et**

après en avoir délibéré,

### **1° RAPPELLE**

à titre liminaire que les conditions d'application de la taxe d'aménagement sur le territoire de la commune d'Obernai, définies par délibération du Conseil Municipal n°119/05/2011 du 26 septembre 2011 demeurent inchangées dans l'intégralité de leurs dispositions ;

### **2° ADOPTE**

le principe de reversement par la Ville d'Obernai à la Communauté de Communes du Pays de Sainte-Odile, d'une partie du produit de la part communale perçue par la commune selon les modalités et conditions suivantes :

- champ d'application : parcelles situées dans le périmètre des zones d'activités économiques implantés sur le territoire communal, zones existantes et/ou à venir,
- quotité : 50% du produit de la part communale de taxe d'aménagement perçu,
- date d'effet : application sur les montants perçus par la commune à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 quelle que soit la date de délivrance de l'autorisation d'urbanisme,
- périodicité : reversement annuel par la Ville à la CCPO avant le 30 juin N+1 de l'année suivant l'exercice concerné sur la base des montants de taxe encaissés au cours de l'exercice budgétaire N ;

### **3° PRECISE**

qu'hormis pour l'adjonction d'un périmètre suite à la création d'une nouvelle ZAE, toute modification de ces modalités devra être adoptée par délibérations concordantes ultérieures ;

### **4° AUTORISE**

le Maire ou son Adjoint délégué à signer toute pièce nécessaire à la concrétisation du présent dispositif et notamment la convention de reversement de la taxe d'aménagement reprenant les modalités ci-dessus énoncées, à laquelle sera annexée les plans des périmètres concernés.

\*\*\*\*\*

#### **N°123/05/2022 CONVENTION D'IMPLANTATION ET D'USAGE POUR L'UTILISATION PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL POUR LES EQUIPEMENTS DE COLLECTE DES DECHETS – AVENANT POUR INTEGRATION DES EQUIPEMENTS DE COLLECTE AERIENS (BORNES D'APPORT BIODECHETS ET CONTENEURS A VERRE)**

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses obligations issues des Lois dites Grenelle 1 de l'Environnement, la Communauté de Communes du Pays de Sainte-Odile a introduit une part incitative dans la facturation du service de collecte et de traitement des déchets dont elle détient la compétence.

La CCPO a concomitamment renouvelé son parc de contenants d'ordures ménagères en nouveaux bacs pucés, qui sont adaptés aux logements individuels. Pour équiper les logements collectifs en vue d'une tarification basée sur la production d'ordures ménagères, la CCPO a installé des équipements collectifs enterrés équipés d'un système de contrôle d'accès (badge personnel remis à chaque résident de l'immeuble collectif et permettant un enregistrement précis sur la production d'ordures ménagères).

Afin de permettre l'installation de ces dispositifs enterrés sur le domaine public, et par délibération n°055/04/2015 du 22 juin 2015, le Conseil Municipal a approuvé la mise à disposition, à titre gratuit, pour une durée de 10 ans renouvelable, de sites relevant du domaine public communal au profit de la CCPO. Une convention d'implantation et d'usage a été signée à cet effet.

Dans le cadre du déploiement du tri à la source des biodéchets, la CCPO souhaite installer, sur le domaine public communal, des bornes d'apport. Une phase test est prévue dès le mois d'octobre 2022 à proximité des logements d'Obernai Habitat. Des conteneurs à verre complémentaires seront également implantés.

Il est ainsi proposé de conclure un avenant à la convention primitive et portant sur la mise à disposition complémentaire du domaine public communal à la CCPO aux fins d'implantation et d'exploitation, par cette dernière, d'équipements de collecte de déchets aériens. Les autres conditions restent inchangées, en particulier concernant la durée et les conditions financières (gratuité).

Par ailleurs, la CCPO assurera, comme actuellement, les opérations de vidage, nettoyage/désinfection complet et de maintenance des équipements, en nombre suffisant et à sa charge.

Un exemplaire du projet d'avenant est joint au présent rapport.

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la conclusion de l'avenant décrit ci-dessus, et d'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à procéder à sa signature.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL à l'unanimité,**

**VU** la Loi N°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

- VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L 2122-1 à L 2122-3 ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2541-12-4 ;
- VU** les statuts de la Communauté des Communes du Pays de Sainte Odile, intégrant notamment sa compétence en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- VU** la délibération n°2015/02/08 du 15 avril 2015 de la Communauté des Communes du Pays de Sainte Odile, approuvant l'installation de conteneurs enterrés sur des espaces publics de la Ville d'OBERNAI, permettant de contrôler les ordures ménagères et ainsi instaurer une part incitative dans la facturation du service de collecte et de traitement des déchets (obligation instaurée par le Grenelle 1 de l'Environnement) ;
- VU** la délibération n°055/04/2015 du 22 juin 2015 du Conseil Municipal portant approbation de la mise à disposition de sites relevant du domaine public communal au profit de la Communauté de Communes du Pays de Sainte-Odile afin de permettre à celle-ci d'implanter des conteneurs enterrés ;
- VU** la convention y afférente signée le 23 juillet 2015 ;

**CONSIDERANT** le projet de la Communauté des Communes du Pays de Sainte Odile de déployer le tri à la source des biodéchets, et la nécessité, pour la CCPO d'installer pour ce faire, sur le domaine public communal, des bornes d'apport, concomitamment au projet d'installation de conteneurs à verre complémentaires ;

**SUR AVIS** de la Commission des Finances, de l'Economie et de l'Organisation Générale en sa séance du 13 septembre 2022 ;

**SUR** les exposés préalables résultant du rapport de présentation ;

**et**

après en avoir délibéré,

### **1° ACCEPTE**

la mise à disposition de sites complémentaires relevant du domaine public communal au profit de la Communauté des Communes du Pays de Sainte Odile afin de permettre à celle-ci d'implanter des bornes d'apport à biodéchets et des conteneurs à verre ;

### **2° DECIDE**

la conclusion, avec la Communauté des Communes du Pays de Sainte Odile, d'un avenant à la convention d'implantation et d'usage pour les conteneurs enterrés pour la collecte des déchets ménagers et assimilés, conclue le 23 juillet 2015, tel qu'il figure en annexe de la présente délibération ;

### **3° AUTORISE**

Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à ledit avenant et engager toute autre démarche nécessaire à la concrétisation du présent dispositif.

\*\*\*\*\*

**N°124/05/2022    BATIMENT CLUB-HOUSE AU SEIN DU STADE OMNISPORTS D'OBERNAI –  
ECHEANCE DU BAIL A CONSTRUCTION  
AFFECTATION DES LOCAUX A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2022**

Par bail à construction signé le 14 mars 1998, suite à une délibération du Conseil Municipal du 2 juin 1997, la Ville d'Obernai a consenti, au profit de l'association Football Club des Sports Réunis d'Obernai (FCSRO), à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1997 pour une durée de 25 ans, la jouissance

exclusive d'un terrain de 17 ares situé au sein de l'emprise du Stade Omnisports d'Obernai, avec charge pour le preneur d'y édifier un bâtiment à usage de club-house et d'un logement F3.

Ledit bâtiment édifié comprend ainsi :

- au rez-de-chaussée : un club house à usage du FCSRO (environ 229 m<sup>2</sup>),
- au rez-de-chaussée : une salle de réunion/club house destiné aux SRO Athlétisme (environ 84 m<sup>2</sup>),
- au premier étage : un logement de type F3 (environ 61 m<sup>2</sup>), destiné à être cédé à la SEML Obernai Habitat (à l'époque SOGICOBE) : la cession a été effectuée en 1998 et la SEML a intégré l'appartement dans son parc locatif,
- au premier étage : un grenier (environ 122 m<sup>2</sup>), utilisé par le FCSRO comme lieu de stockage.

Un avenant a été conclu en décembre 2006 afin de distraire dudit bail 0,25 ares de l'assiette au sol (dans le cadre de l'aménagement du centre aquatique L'O).

Le bail à construction prévoyait qu'« à l'expiration du bail par arrivée du terme ou résiliation amiable ou judiciaire, toutes les constructions édifiées par le preneur [FCSRO] sur le terrain loué ainsi que toutes les améliorations de quelque nature qu'elles soient, deviendront de plein droit et sans indemnités la propriété du bailleur [la Ville d'Obernai], sans que cette accession ait besoin d'être constatée dans un acte ».

Le bail arrive à échéance au 31 octobre 2022; par conséquent, la propriété de l'ensemble des biens revient de plein droit à la Ville d'Obernai.

Il est proposé d'assurer la continuité des usages actuels des locaux selon les conditions qui suivent.

#### **Club-House du FCSRO et des SRO Athlétisme et grenier**

- Conclusion d'une convention de mise à disposition des locaux avec chaque association ;
- Durée : 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022 avec possibilité de renouvellement express ;
- Usage des locaux : usage associatif en local de réunion et de convivialité ;
- Conditions financières : gratuité de la mise à disposition, les preneurs assumant l'ensemble des taxes et charges locatives et d'entretien incombant normalement à un locataire (fluides, petit entretien...).

#### **Logement F3**

- Conclusion d'une convention de mise à disposition avec la SEML Obernai Habitat, afin de lui permettre de poursuivre la gestion du bail locatif en cours ;
- Durée : jusqu'à la cessation du bail en cours (bail non conventionné conclu le 9 juillet 2020 pour une durée de 6 ans) ;
- Conditions financières : gratuité de la mise à disposition, la SEML encaissant les loyers et assurant l'ensemble des taxes et charges relevant normalement du propriétaire pour lesdits locaux.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL à l'unanimité,**

**VU** la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2144-3, L.2241-1 et L.2541-12-4° et R.2241-1 ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et en particulier ses articles L.2221-1 et suivants et R.2222-5 ;

**VU** le Code Civil et en particulier ses articles 537 alinéa 2 et 1713 et suivants ;

**VU** sa délibération du 2 juin 1997 portant approbation de la conclusion d'un bail à construction d'une durée de 25 ans au bénéfice du Football Club des Sports Réunis d'Obernai (FCSRO) pour un terrain d'une superficie de 17 ares situé au sein du Stade Omnisports d'Obernai, en vue de la

construction d'un bâtiment à usage de club-house ainsi qu'un logement de type F3 destiné à être vendu à la Société d'Economie Mixte SOGICOBE ;

**VU** le bail à construction signé le 14 mars 1998 avec effet au 1<sup>er</sup> novembre 1997 ;

**VU** l'acte de vente du 3 juillet 1998 portant sur la cession, par le FCSRO au profit de la SEM SOGICOBE, de l'appartement F3 aménagé au premier étage de l'ensemble immobilier édifié ;

**VU** sa délibération n°085/06/2006 du 11 septembre 2006 portant approbation d'un avenant au bail à construction corrélativement à la cession au profit de la Communauté de Communes du Pays de Sainte-Odile, dans le cadre de l'aménagement du centre aquatique L'O, d'une emprise au sol de 0,25 ares distraite de l'assiette du bail à construction primitif ;

**VU** l'avenant au bail à construction signé en conséquence le 22 décembre 2006 ;

**CONSIDERANT** que le bail précité prévoit qu'« à l'expiration du bail par arrivée du terme ou résiliation amiable ou judiciaire, toutes les constructions édifiées par le preneur [FCSRO] sur le terrain loué ainsi que toutes les améliorations de quelque nature qu'elles soient, deviendront de plein droit et sans indemnités la propriété du bailleur [la Ville d'Obernai], sans que cette accession ait besoin d'être constatée dans un acte » ;

**CONSIDERANT** l'arrivée à échéance du bail au 31 octobre 2022, entraînant de fait la pleine propriété, à la Ville d'Obernai, de l'ensemble immobilier composé, sur une assiette foncière de 16.75 ares, des éléments suivants :

- au rez-de-chaussée : un club house à usage du FCSRO (environ 229 m<sup>2</sup>),
- au rez-de-chaussée : une salle de réunion/club house destiné aux SRO Athlétisme (environ 84 m<sup>2</sup>),
- au premier étage : un logement de type F3 (environ 61 m<sup>2</sup>), intégré au sein du parc locatif de la SEML Obernai Habitat, et faisant l'objet d'un bail conclu le 9 juillet 2020 pour une durée de 6 ans en application de l'article L.315-2 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- au premier étage : un grenier (environ 122 m<sup>2</sup>), utilisé par le FCSRO comme lieu de stockage.

**CONSIDERANT** qu'il appartient à l'assemblée délibérante, seule compétente pour décider de la conclusion de contrats de location et de mise à disposition de bien meubles et immeubles pour une durée supérieure à six ans, de se prononcer sur l'affectation des locaux ;

**SUR AVIS** de la Commission des Finances, de l'Economie et de l'Organisation Générale en sa séance du 13 septembre 2022 ;

**SUR** les exposés préalables résultant du rapport de présentation ;

**et**

après en avoir délibéré,

### **1° PREND ACTE**

du fait qu'à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022, à l'expiration du bail à construction susvisé par arrivée du terme, toutes les constructions édifiées sur le terrain cadastré sur le ban d'Obernai en section 15 parcelle 220 lieu-dit Leimtal, ainsi que toutes les améliorations de quelque nature qu'elles soient, reviennent de plein droit et sans indemnités en pleine propriété à la Ville d'Obernai, sans que cette accession ait besoin d'être constatée dans un acte ;

### **2° AFFIRME**

le souhait de continuité des usages actuels en locaux associatifs au profit du Football Club des Sports Réunis d'Obernai (FCSRO) et du SRO Athlétisme ;

### 3° DECIDE

en conséquence une convention de mise à disposition des locaux avec chacune des associations selon les modalités suivantes :

- Association Football Club des Sports Réunis d'Obernai (FCSRO)
  - Désignation : un club house au rez-de-chaussée (environ 229 m<sup>2</sup>) et un grenier utilisé comme lieu de stockage au premier étage (environ 122 m<sup>2</sup>),
  - Durée : 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022 avec possibilité de renouvellement express ;
  - Usage des locaux : usage associatif en local de réunion et de convivialité ;
  - Conditions financières : gratuité de la mise à disposition, les preneurs assumant l'ensemble des taxes et charges locatives et d'entretien incombant normalement à un locataire (fluides, petit entretien...).
  
- Association SRO Athlétisme
  - Désignation : une salle de réunion/club house au rez-de-chaussée (environ 84 m<sup>2</sup>),
  - Durée : 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022 avec possibilité de renouvellement express ;
  - Usage des locaux : usage associatif en local de réunion et de convivialité ;
  - Conditions financières : gratuité de la mise à disposition, les preneurs assumant l'ensemble des taxes et charges locatives et d'entretien incombant normalement à un locataire (fluides, petit entretien...).

### 4° DECIDE

eu égard au bail d'habitation conclu par la SEML Obernai Habitat le 9 juillet 2020 pour une durée de 6 ans au niveau du logement F3 situé au premier étage de l'ensemble immobilier, de poursuivre cet usage jusqu'à la cessation dudit bail en cours ;

### 5° DECIDE

la poursuite de la gestion du bail locatif en cours par la SEML OBERNAI HABITAT par la conclusion en conséquence, avec la SEML, d'une convention selon les modalités suivantes :

- Désignation : un logement de type F3 (environ 61 m<sup>2</sup>)
- Durée : jusqu'à la cessation du bail en cours (bail non conventionné conclu le 9 juillet 2020 pour une durée de 6 ans) ;
- Conditions financières : gratuité de la mise à disposition, la SEML encaissant les loyers et assurant l'ensemble des taxes et charges relevant normalement du propriétaire pour lesdits locaux.

### 6° AUTORISE

Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer tout document nécessaire à la concrétisation de ce dispositif.

#### **N°125/05/2022 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE L'ASSOCIATION EUROPEENNE CONTRE LES LEUCODYSTROPHIES (ELA)**

Fondée en 1992, l'Association Européenne contre les Leucodystrophies (ELA), parrainée par Zinédine Zidane, regroupe des familles qui se mobilisent pour vaincre ces maladies génétiques rares qui affectent la myéline (gaine du nerfs) du système nerveux et qui engendrent des situations de handicap très lourd.

Depuis 1994, l'opération citoyenne METS TES BASKETS ET BATS LA MALADIE, soutenue chaque année par le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, est proposée aux établissements scolaires avec l'objectif de sensibiliser partout en France les jeunes à la maladie, au handicap, et récolter les fonds nécessaires pour soutenir ses missions de développement de la recherche médicale et d'accompagnement des familles touchées par la maladie.

Au cours de l'année scolaire 2021/2022, ce sont plus de 500 000 élèves de tous niveaux qui ont participé à l'opération et notamment 100 élèves issus du Lycée Paul Emile Victor d'Obernai.

Afin de soutenir les efforts des élèves dans cet élan de solidarité et l'Association ELA, il est proposé d'accorder à ladite association une subvention exceptionnelle à hauteur de 150 €.

Les crédits seront prélevés sur le compte 6748 du budget 2022 de la Ville.

**LE CONSEIL MUNICIPAL  
à l'unanimité,**

- VU** la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Loi D.C.R.A.) et notamment son article 10 ;
- VU** pour son application le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu à l'article 10 de la loi DCRA du 12 avril 2000 ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-5, L.1611-4, L.2311-7 et L.2541-12-10° ;
- VU** la demande présentée par l'Association Européenne contre les Leucodystrophies (ELA) portant sur un soutien financier de la Ville d'Obernai aux actions de l'Association, en complément de la mobilisation solidaire d'élèves de la commune par leur participation à l'opération « Mets tes baskets et bats la maladie » ;

**CONSIDERANT** l'intérêt de cette démarche, en soutien aux actions de l'Association mais également à la démarche de la jeunesse obernoise ;

**SUR** avis de la Commission des Finances, de l'Economie et de l'Organisation Générale en sa séance du 13 septembre 2022 ;

**SUR** les exposés préalables résultant du Rapport de Présentation ;

**et**

après en avoir délibéré,

**1° DECIDE**

d'attribuer à l'Association Européenne contre les Leucodystrophies (ELA) une subvention exceptionnelle de 150 € en soutien aux actions de l'Association et en complément de la mobilisation solidaire d'élèves de la commune par leur participation à l'opération « Mets tes baskets et bats la maladie » ;

**2° DIT**

que les crédits nécessaires à son versement seront prélevés de l'article 6748 du budget 2022 de la Ville ;

**3° SOULIGNE**

qu'il sera procédé au versement de la subvention sur production du compte-rendu financier dans les conditions de contrôle de conformité visées par le décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 et l'Arrêté Ministériel du 11 octobre 2006 dont les modalités seront précisées dans la convention à intervenir à cet effet, que le Maire ou son adjoint délégué est autorisé à signer.

\*\*\*\*\*

N°126/05/2022

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A  
L'ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE EUROPE D'OBERNAI EN  
SOUTIEN A LA PARTICIPATION DE L'EQUIPE D'ATHLETISME AUX  
CHAMPIONNATS DE FRANCE UNSS**

L'Association Sportive (UNSS) du Collège Europe d'Obernai a sollicité une aide financière exceptionnelle de la Ville d'Obernai en soutien à la participation de l'équipe mixte d'athlétisme aux Championnats de France qui se sont déroulés à Dreux du 7 au 10 juin 2022.

Cette participation fait suite aux bons résultats obtenus par l'équipe composée de 6 élèves sous la direction de deux professeurs du collège, et résulte d'un investissement important des élèves ainsi que de la politique éducative de l'établissement qui favorise l'épanouissement de chaque élève au travers d'activités éducatives variées.

Cet engagement a d'ailleurs permis à l'équipe de remporter le titre de championne d'Académie de cette discipline et de se classer en 68<sup>ème</sup> position sur 95 équipes et 37<sup>ème</sup> sur 54 en catégorie « établissement » aux Championnats de France à Dreux.

Le coût total de ce déplacement s'est élevé à 1 490 €, comprenant le déplacement, l'hébergement et les repas sur place.

Compte tenu de l'intérêt, en termes de promotion du territoire, de la présence d'une délégation obernoise à cette compétition et afin de soutenir les élèves et l'établissement dans cette aventure sportive, il est proposé d'allouer une subvention exceptionnelle à hauteur de 200 €. Les crédits seront prélevés sur le compte 6748 du budget 2022 de la Ville.

**LE CONSEIL MUNICIPAL  
à l'unanimité,**

- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Loi D.C.R.A.) et notamment son article 10 ;
- VU** pour son application le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- VU** l'Arrêté Ministériel du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu à l'article 10 de la loi DCRA du 12 avril 2000 ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-5, L.1611-4, L.2311-7 et L.2541-12-10° ;
- VU** la demande présentée par l'Association Sportive (UNSS) du Collège Europe d'Obernai tendant à solliciter une participation financière de la Ville d'Obernai en soutien à la participation de l'équipe d'athlétisme aux Championnats de France du 7 au 10 juin 2022 ;

**CONSIDERANT** l'intérêt de cette participation, concourant au rayonnement sportif de la Ville d'Obernai ;

**SUR PROPOSITION** de la Commission des Finances, de l'Economie et de l'Organisation Générale en sa séance du 13 septembre 2022 ;

**SUR** les exposés préalables résultant du Rapport de Présentation ;

**et**

après en avoir délibéré,

## **1° DECIDE**

d'attribuer à l'Association Sportive (UNSS) du Collège Europe d'Obernai une subvention exceptionnelle de 200 € en soutien à la participation de l'équipe d'athlétisme composée d'élèves de l'établissement aux Championnats de France qui se sont déroulés à Dreux du 7 au 10 juin 2022 ;

## **2° DIT**

que les crédits nécessaires à son versement seront prélevés de l'article 6748 du budget 2022 de la Ville ;

## **3° SOULIGNE**

qu'il sera procédé au versement de la subvention sur production du compte-rendu financier dans les conditions de contrôle de conformité visées par le décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 et l'Arrêté Ministériel du 11 octobre 2006 dont les modalités seront précisées dans la convention à intervenir à cet effet, que le Maire ou son adjoint délégué est autorisé à signer.

\*\*\*\*\*

## **N°127/05/2022      DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE L'EXERCICE 2022 DM 1**

Dans sa séance du 7 mars 2022, le Conseil Municipal a approuvé les budgets primitifs de l'exercice 2022.

Il convient désormais d'adopter une décision modificative prenant en compte diverses modifications mineures essentiellement en fonctionnement, dont le détail a été examiné par les Commissions Réunies dans leur réunion du 13 septembre 2022.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Par 28 voix pour et 5 abstentions**

**(Mme Catherine EDEL-LAURENT, Mme Elisabeth COUVREUX, M. Guy LIENHARD,  
M. Roger OHRESSER, M. Jean-Louis REIBEL)**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1612-11, L.2224-2 et L.2312-1 ;

**VU** sa délibération N° 054/02/2022 du 7 mars 2022 portant adoption des Budgets Primitifs de l'exercice 2022 ;

**CONSIDERANT** que la réalisation de certaines opérations induit des réajustements tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement ;

**CONSIDERANT** qu'il convient par conséquent d'adopter une décision modificative du Budget de l'exercice 2022 ;

**SUR EXAMEN** des Commissions réunies en leur séance du 13 septembre 2022 ;

**et**

après en avoir délibéré ;

## **1° APPROUVE**

la **DECISION MODIFICATIVE N° 1 DES BUDGETS DE L'EXERCICE 2022** conformément aux écritures figurant dans les états annexes ;

## **2° CONSTATE**

que ces mouvements relèvent le niveau global en équilibre consolidé des crédits votés lors de l'adoption des budgets primitifs à 46 276 790,93 € en section de fonctionnement et respectivement à 32 223 399,23 € en section d'investissement.

## **3° AUTORISE**

Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à engager les opérations d'investissement nouvelles inscrites au budget dans le cadre de cette décision modificative, à réaliser toutes les démarches visant à leur concrétisation et à solliciter, le cas échéant, les subventions correspondantes auprès des organismes financeurs.



**CONVENTION DE RETROCESSION D'OUVRAGES COLLECTIFS  
DANS LE DOMAINE PUBLIC**

**Conclue en application de l'article R 442-8 du Code de l'Urbanisme**

Entre les soussignés,

1. La Ville d'OBERNAI, représentée par M. Bernard FISCHER, Maire, agissant au nom de la Ville d'OBERNAI et en vertu d'une délibération N°.../.../2022 du 26 septembre 2022 ;  
ci-après dénommée « la Ville d'OBERNAI »,
2. La Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (CCPSO), représentée par M. Bernard FISCHER, Président, agissant au nom de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile en vertu d'une délibération N°2022/.../... du 28 septembre 2022 ;  
ci-après dénommée « la CCPSO »,
3. L'aménageur, dénommé Société KS PROMOTION, dont le siège social est situé 10, rue de l'Atome à 67800 BISCHHEIM, immatriculée au SIRET sous le n°48390973500027,  
Représentée par M. FAURIE Frédéric, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,  
ci-après dénommé « l'Aménageur »,

## **Préambule**

Une opération d'aménagement à usage d'activités est projetée par l'Aménageur.

Cette opération prévoit l'aménagement d'un terrain situé 30, rue du Général Leclerc à OBERNAI et cadastré comme suit :

Section 75                      Parcelle 407                      d'une surface de 294,10 ares

En vue de la réalisation de l'opération, l'Aménageur a déposé un permis d'aménager en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020 portant le n°PA 067.348.20.M0002, délivré en date du 30 novembre 2020 à la société ACTIS, transféré le 31 mars 2022 à la société KS PROMOTION.

Le projet a fait l'objet d'un permis d'aménager modificatif, délivré le 31 mars 2022.

Le plan d'aménagement, ainsi que la définition des travaux à réaliser dans le cadre de l'opération, sont détaillés dans le dossier de demande du PA.

Le parti général d'aménagement permet la création de 5 lots cessibles destinés à l'accueil de nouvelles activités économiques, séparés d'une voirie centrale bidirectionnelle, permettant aux différents flux de rejoindre les lots aménagés au sein du lotissement.

Considérant que cette voie centrale de l'opération, aujourd'hui dénommée « Rue de la Divinale » par délibération du Conseil Municipal du 28 juin 2021, est destinée à être ouverte à la circulation publique, que les réseaux sous voirie (assainissement, eau potable, électricité, communications téléphoniques, ...), les ouvrages accessoires à la voirie (éclairage, signalisation, réseaux d'eaux pluviales, arbres d'alignement, ...), ainsi que les poteaux ou puits d'incendie et ouvrages d'assainissement accessoires à la voirie, constituent des équipements à vocation publique, l'Aménageur a sollicité la Ville d'OBERNAI en vue d'organiser les modalités de leur incorporation au domaine public par courrier daté du 28 avril 2022.

La voie, les réseaux sous voirie et ouvrages constituant l'accessoire de la voie à intégrer dans le domaine public de la Ville d'OBERNAI et de la CCPSO, seront ci-après désignés sous la mention « les Ouvrages ».

Ceci étant précisé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **Article 1 - Objet**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de transfert, dans le domaine public de la Ville d'OBERNAI et de la CCPSO, des voies et réseaux de l'opération intégrés dans la rue de la Divinale et de définir les conditions dans lesquelles ils seront réalisés et réceptionnés, en application des articles R 431-24 et R 442-8 du Code de l'Urbanisme.

## **Article 2 – Ouvrages à intégrer au domaine public**

Les ouvrages destinés à être cédés à la Ville d'OBERNAI comprennent :

- la voie centrale de l'opération et l'ensemble des équipements connexes qui en constituent l'accessoire (signalétique, avaloirs de rue, trottoirs, pistes cyclables, zones de stationnement, ...),
- les réseaux d'éclairage public et ses équipements connexes (armoire, etc),
- les réseaux de télécommunications électroniques,
- les ouvrages de protection incendie,
- le réseau d'eaux pluviales ainsi que le bassin de rétention et d'infiltration des eaux pluviales de voirie.

Les ouvrages destinés à être cédés à la CCPSO comprennent :

- les réseaux d'assainissement, leur branchement (canalisations et regard de visite),
- le réseau d'eau potable et ses branchements.

Des particularités sont détaillées ci-après :

### **2.1 Emprise à intégrer au domaine public**

L'Aménageur réalisera son opération conformément aux plans de composition joints en annexe n°3 à la présente convention.

Ceux-ci constituent des documents susceptibles de subir quelques ajustements par d'éventuelles autorisations modificatives.

L'évolution des plans de compositions projetés donnera lieu à PA/PC modificatifs. Dans ce cas et en tout état de cause, l'aménagement des espaces communs sera réalisé en conformité avec les plans correspondant à l'autorisation d'urbanisme en vigueur. Ils se substitueront alors de plein droit, sans formalité, aux plans joints en annexe n°3.

### **2.2 Réseaux concédés**

Lorsque l'exploitation de certains réseaux a été concédée par la Ville d'OBERNAI ou par la CCPSO, les concessionnaires devront eux-mêmes s'occuper du transfert des ouvrages concernés à leur profit. Une fois transférés, ces réseaux s'analyseront en biens de retour : ils reviendront en conséquence à la Ville d'OBERNAI ou la CCPSO gratuitement en fin de concession, sauf stipulation contraire.

L'Aménageur veillera à soumettre les documents d'exécution des ouvrages concernés au concessionnaire, pour approbation préalable à tout début d'exécution des travaux.

Il est précisé que la Ville d'OBERNAI ou la CCPSO resteront propriétaires des réseaux dont elles ont la concession.

### **2.3 Infrastructures de communications électroniques**

Les ouvrages de communications électroniques, qui seront transférés à la Ville d'OBERNAI, sont les ouvrages d'infrastructures de réseaux, à savoir les réseaux souterrains de gaines et ouvrages connexes (chambres de tirage, chambres de visite, ...). La Ville d'OBERNAI procèdera à l'intégration des infrastructures de télécommunications électroniques dans son domaine public après validation du concessionnaire.

Les câbles, prises et autres éléments actifs seront à poser, ou à financer, par l'opérateur de communications électroniques occupant le réseau de gaine concerné. S'ils sont posés par l'Aménageur pour le compte d'un opérateur de communications électroniques, l'opérateur devra être présent aux réunions de réception des ouvrages et les réceptionner sous sa responsabilité.

## **2.4 Parcelles des futures voies et emprises publiques**

La propriété des terrains d'assiette des Ouvrages sera transférée à la Ville d'OBERNAI, en même temps que celle des ouvrages.

Il est rappelé que l'emprise de la voie centrale devra être définie par une ou des parcelles cadastrales distinctes du reste du foncier, non démembrées et dûment matérialisées sur le terrain par des bornes conformément au droit local.

**Sauf exception dûment validée par elle et sous réserve des dispositions de l'article 4.2, ces parcelles seront transférées à la Ville d'OBERNAI, libres de toutes servitudes, charges et hypothèques.**

L'Aménageur veillera au respect, par le géomètre chargé des opérations de délimitation et d'arpentage, des dispositions figurant au permis d'aménager. Le projet de procès-verbal d'arpentage sera soumis à la Ville d'OBERNAI pour validation préalable à son dépôt au service du cadastre territorialement compétent.

L'aménageur veillera à dissocier les parcelles accueillant les éventuels transformateurs électriques qui ne seront pas intégrés à des constructions privées. Celles-ci seront rétrocédées à la Ville d'OBERNAI pour être conservées dans le domaine privé avec constitution d'une servitude spécifique au profit d'ESR (Electricité Strasbourg Réseaux).

## **2.5 Réseau d'assainissement et d'eau potable**

Les ouvrages à intégrer au domaine public de la CCPSO comprennent les ouvrages d'eau et d'assainissement figurant au permis d'aménager, et décrits dans les plans d'assainissement et AEP (annexe 3).

Au préalable, l'Aménageur devra fixer une date de basculement de la maintenance et du suivi des ouvrages avec la CCPSO.

La CCPSO sera invitée par l'Aménageur aux réunions de chantier et à la réception des travaux, préalablement au transfert des ouvrages à son profit.

## **2.6 Réseau d'éclairage public**

La propriété du réseau d'éclairage public sera transférée à la Ville d'OBERNAI.

Les ouvrages comprennent les réseaux décrits au plan d'éclairage public joint au permis d'aménager.

L'Aménageur prendra à sa charge tous les frais relatifs au raccordement des ouvrages et autres frais de branchement électrique. Dans le cas d'une installation raccordée à un nouveau point de comptage au réseau d'électricité, il supportera les consommations électriques jusqu'au transfert de propriété des ouvrages.

Au préalable, l'Aménageur devra fixer une date de basculement de la maintenance et du suivi des ouvrages avec la Ville d'OBERNAI.

La Ville d'OBERNAI sera invitée par l'Aménageur aux réunions de chantier et à la réception des travaux, préalablement au transfert des ouvrages à son profit.

## **2.7 Espaces verts**

Les arbres d'alignement et les fosses de plantation implantés le long des voies sont considérés comme un équipement accessoire faisant partie intégrante de la voirie et donc des ouvrages. Leur propriété sera transférée à la Ville d'OBERNAI.

## **Article 3 – Qualité et réception des ouvrages**

### **3.1 Dispositions générales**

L'Aménageur est seul maître d'ouvrage des travaux à réaliser. Ce faisant, il obtiendra l'ensemble des autorisations préalables requises par le Code de l'Urbanisme et le Code de l'Environnement, et la direction et la réception des travaux relèveront de sa seule responsabilité.

Le contrôle éventuellement exercé par la Ville d'OBERNAI et la CCPSO, tel que décrit par la présente convention et en particulier au présent article, est ainsi réalisé en leur seule qualité de futur propriétaire des ouvrages. La Ville d'OBERNAI et la CCPSO ne se substituent ainsi ni à la fonction de maître d'ouvrage, ni à celle de maître d'œuvre, ni à celle d'aucun autre intervenant à l'acte de construire, lesquels restent en tout état de cause seuls maîtres et responsables des décisions finalement prises jusqu'au transfert effectif de la propriété des ouvrages.

L'Aménageur ne pourra en conséquence se prévaloir d'aucune carence ou défaillance de la Ville d'OBERNAI et de la CCPSO dans l'exercice de son droit de contrôle, lequel n'est destiné qu'à préparer et faciliter le transfert des ouvrages dans leur patrimoine.

### **3.2 Conformité des ouvrages**

Les ouvrages devront se conformer à la réglementation nationale et locale (loi sur l'eau, plan local d'urbanisme, règlement de voirie, règlement général du service de l'assainissement, règlement général du service des eaux, règlement de collecte des déchets ménagers, etc ...), aux normes en vigueur et aux règles de l'art.

En cas de réalisation de l'opération par tranches successives, l'Aménageur pourra solliciter auprès de la Ville d'OBERNAI et de la CCPSO, la communication de prescriptions techniques actualisées afin de pouvoir intégrer toute évolution des normes ou des usages en matière de suivi de travaux, dans les travaux à engager sur les nouvelles tranches.

D'une façon générale, les ouvrages devront être dimensionnés pour répondre aux fonctionnalités arrêtées dans le permis d'aménager.

La Ville d'OBERNAI et la CCPSO solliciteront, pour tout ou partie des travaux à réaliser, la communication d'un avant-projet ou du dossier de consultation des entreprises en amont de la commande passée par l'Aménageur auprès de ces derniers, ou tout autre document utile selon les prescriptions techniques annexées. L'Aménageur s'engage à donner suite à toute demande émise en ce sens par écrit, dans un délai de 10 jours calendaires.

L'Aménageur désignera au sein de sa maîtrise d'œuvre, un référent, contact privilégié de la Ville d'OBERNAI et la CCPSO, chargé de centraliser et de communiquer à la Ville d'OBERNAI et la CCPSO toute pièce et document utile à la mise en œuvre des dispositions de la présente convention.

### **3.3 Exécution et suivi des travaux**

L'Aménageur assurera la direction, le contrôle et la réception des travaux. Il veillera à procéder aux tests et contrôles sollicités par les services de la Ville d'OBERNAI et la CCPSO et transmettra les résultats des tests et contrôles effectués.

Les services de la Ville d'OBERNAI et de la CCPSO pourront participer aux réunions de chantier et de réception de travaux, s'ils le jugent utile.

A cet égard, l'Aménageur s'engage à informer la Ville d'OBERNAI et la CCPSO de la progression du chantier. Elles devront, notamment, être conviées à toutes les réunions de chantier organisées avec les différentes parties concernées, et pourra ainsi, si elles le jugent utile, participer aux réceptions de chaque phase de travaux.

## **Article 4 – Modalités de transfert de la propriété des ouvrages**

### **4.1 Conditions préalables au transfert de propriété des ouvrages**

Le transfert de propriété des ouvrages interviendra après la réalisation de **la totalité des travaux de construction et d'aménagement**, pour éviter la détérioration des voies et réseaux.

Le transfert de propriété des ouvrages ne pourra en tout état de cause intervenir que lorsque les conditions suivantes auront été remplies :

- l'Aménageur a procédé à la réception des travaux, en ayant préalablement invité la Ville d'OBERNAI et la CCPSO à y assister ;
- l'Aménageur a reçu l'accord des services concessionnaires mentionnés à l'article 2.2 pour la prise en charge de l'ensemble des réseaux ;
- l'Aménageur a déposé une déclaration attestant l'achèvement des travaux ;
- l'Aménageur a obtenu l'attestation prévue à l'article R 462-10 du Code de l'Urbanisme, attestant la non contestation de la conformité des travaux avec le permis ;
- la Ville d'OBERNAI et la CCPSO ont reçu de l'Aménageur l'ensemble des documents techniques nécessaires à la définition et à l'exploitation des ouvrages, notamment le Dossier des ouvrages exécutés ;
- la Ville d'OBERNAI et la CCPSO ont reçu de l'Aménageur l'ensemble des pièces juridiques nécessaires à la présentation du classement et transfert de propriété en Conseil Municipal ;
- la Ville d'OBERNAI et la CCPSO ont pris une décision explicite d'acceptation du transfert des ouvrages, laquelle sera formalisée dans un « PV d'acceptation des ouvrages en vue de leur intégration au domaine public routier ».

Les dispositions relatives à la mise en œuvre de cette clause, et notamment la composition des dossiers techniques à communiquer à la Ville d'OBERNAI et la CCPSO, sont plus amplement détaillées en annexes des présentes.

L'Aménageur prend à sa charge l'intégralité des frais nécessaires aux opérations préalables au transfert de propriété.

Jusqu'au transfert de propriété, l'Aménageur est tenu d'assurer la garde et l'entretien des ouvrages, à supporter toutes les responsabilités liées à la maîtrise d'ouvrage et à la propriété des biens susvisés.

Dans le cas d'une opération par tranches de viabilisation, le transfert de propriété pourra se faire par tranche.

## **4.2 Transfert de propriété**

Le transfert de propriété des ouvrages sera matérialisé dans un acte de vente des ouvrages au prix de l'euro symbolique, après approbation de la cession et du classement dans le domaine public par le Conseil Municipal de la Ville d'OBERNAI.

Si les parcelles destinées à être intégrées dans le domaine public ne sont pas libres de toutes charges, servitudes ou hypothèques, l'Aménageur s'engage à prendre en charge les frais d'acte notarié nécessaires à la régularisation de ces transferts de propriété, ainsi que l'intégralité des frais liés au dit transfert et à faire communiquer un projet d'acte de vente à la Ville d'OBERNAI.

### **Article 5 – Création d'une association syndicale**

L'Aménageur s'engage à créer une association syndicale dans toutes les hypothèses où, au moment de la signature de la convention, certains espaces communs ne sont pas destinés à être intégrés dans le domaine public en application de la présente convention.

### **Article 6 – Dispositions transitoires**

Dans l'attente de l'intégration des ouvrages au domaine public de la Ville d'OBERNAI et de la CCPSO, l'Aménageur, s'il est constructeur, s'oblige :

- à formuler une demande en amont, auprès de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile, de tout projet de raccordement et de déversement d'eaux usées domestiques et non domestiques au réseau d'assainissement,
- à ne réaliser les travaux de raccordement d'assainissement qu'après autorisation de la CCPSO,
- à formuler une demande de raccordement au réseau d'eau auprès de la CCPSO.

Dans les autres cas, l'Aménageur veillera (clause à intégrer dans les actes de vente des terrains), à ce que les acquéreurs ou locataires de terrains à bâtir :

- formulent une demande auprès de la CCPSO en amont de tout projet de raccordement et de déversement d'eaux usées domestiques et non domestiques au réseau d'assainissement,
- ne réalisent les travaux de raccordement qu'après autorisation de la CCPSO.

### **Article 7 - Garanties**

L'Aménageur déclare s'engager à prendre toutes dispositions utiles pour garantir à la Ville d'OBERNAI et la CCPSO la réalisation des travaux conformément aux dispositions des annexes aux présentes.

En outre, il s'engage à fournir à la Ville d'OBERNAI et à la CCPSO, à la date du dépôt de la déclaration d'ouverture de chantier :

- une attestation d'assurance couvrant ses risques professionnels et en particulier sa qualité de constructeur non réalisateur,
- les attestations d'assurance de tous les intervenants à l'acte de construire,

- la justification de la garantie financière d'achèvement des travaux.

Un délai de 2 années sera appliqué pour appréhender les malfaçons éventuelles sur les ouvrages transférés et définis à l'article 2 de la présente convention.

Ce délai débute dès la signature de l'acte notarié constatant le transfert de propriété, entre l'Aménageur et Monsieur le Maire de la Ville d'OBERNAI.

Toutes malfaçons, descellement d'ouvrages de voirie, mise à niveau éventuelle, dépérissement ou non reprise de plantations, et tout autre défaut pouvant être constatés, seront remis en état à la charge de l'Aménageur.

Pendant cette période, les délégataires du service d'assainissement et du service de l'eau potable, assureront uniquement la gestion des réseaux sans intervention pour malfaçons ou dégradation prématurée de tout ou partie des réseaux ou d'équipement.

En cas de voirie provisoire, dont la finition n'a pas eu lieu pendant cette période, le délégataire ne sera pas responsable du scellement et de la mise à niveau de tous éléments se trouvant sur cette voirie jusqu'à ce que les finitions aient été réalisées sous le contrôle des exploitants des réseaux et infrastructures.

## **Article 8 – Validité de la convention**

### **8.1 Condition suspensive ou entrée en vigueur de la présente convention**

La présente convention n'entre en vigueur qu'à l'approbation du permis d'aménager.

### **8.2 Durée de validité**

La présente convention prendra fin au jour du transfert de propriété de la totalité des ouvrages dans le patrimoine de la Ville d'OBERNAI et de la CCPSO.

### **8.3 Clause résolutoire**

La présente convention sera résiliée de plein droit dans les cas suivants :

- annulation définitive ou retrait du permis de construire ou d'aménager,
- renonciation expresse de l'Aménageur au projet,
- caducité du permis de construire ou d'aménager.

La Ville d'OBERNAI et/ou la CCPSO pourront de même prononcer la résiliation de la présente convention en cas de non-respect, par l'Aménageur, de l'un des engagements contractuels souscrit au titre de la présente convention. Cette sanction ne pourra toutefois être appliquée qu'après mise en demeure, adressée à l'Aménageur, d'avoir à satisfaire ses obligations contractuelles dans un délai raisonnable compte tenu de la nature du manquement, délai qui ne saurait en tout état de cause être inférieur à 15 jours calendaires à compter de la réception de la mise en demeure.

En cas de résiliation de la présente convention, l'Aménageur devra :

- soit constituer une association syndicale formée des acquéreurs des lots, à laquelle seront dévolus la propriété, la gestion et l'entretien des espaces et équipements communs (en application de l'article R 442-7 du Code de l'Urbanisme),
- soit attribuer les espaces et équipements communs en propriété aux acquéreurs des lots (en application de l'article R 442-8 du Code de l'Urbanisme).

Quelle que soit l'hypothèse ayant conduit à la résiliation de la présente convention, l'Aménageur ne pourra exiger de la Ville d'OBERNAI et de la CCPSO le remboursement des frais qu'il aura engagés dans l'opération (tant pour la procédure administrative que pour la réalisation des

travaux) ni de façon générale, le paiement d'une quelconque indemnité, qu'elle qu'en soit la nature.

#### **8.4 Transfert du permis**

Dans le cas d'un transfert, à un tiers, du permis délivré à l'appui des présentes, l'Aménageur invitera le futur bénéficiaire du permis à solliciter un avenant à la présente convention, et à en respecter les principes.

#### **8.5 Documents contractuels**

La présente convention est établie en quatre exemplaires originaux. Elle se compose des présentes et des modalités pratiques d'application tels que détaillés dans ses annexes, à savoir :

- annexe n°1 : Schématique procédurale
- annexe n°2 : Prescriptions techniques en vue de la réalisation des ouvrages
- annexe n°3 : Plans de composition détaillant les ouvrages visés par la présente convention et programme des travaux (dossier de permis d'aménager)
- annexe n°4 : Listes des pièces à remettre en fin de travaux (D.O.E.)
- annexe n°5 : Liste des services référents et contacts utiles.

Acte établi à OBERNAI

Le

Pour la Ville d'OBERNAI  
Bernard FISCHER, Maire

Pour la Communauté de Communes  
du Pays de Sainte Odile  
Bernard FISCHER, Président

Pour l'Aménageur,  
Société KS PROMOTION  
Monsieur FAURIE Frédéric

# TABLEAU DES EFFECTIFS VILLE D'OBERNAI

## Emplois permanents

Mise à jour : 16/08/2022  
Dernier mouvement : 27/06/2022

Légende : TC : Temps complet  
TNC : Temps non complet

Tit. : Titulaire  
Contr. : Contractuel

| Filière                              | Cadre d'emplois                              | Grade  | Catégorie hiérarchique | Effectif au 1er janvier 2022 |          |           |           |           |           | CREATION  |          |                |          |                |          | SUPPRESSION         |          |                |          |                    |          | Effectif corrigé à ce jour |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|--------------------------------------|--|--|------------------------|------------------------------|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------|----------------|----------|----------------|----------|---------------------|----------|----------------|----------|--------------------|----------|----------------------------|----------|------------------|----------|-----------------|----------|----------------------|----------|----------------|----------|------------|----------|----------|----------|--------|-------|
|                                      |  |  |                        | budgétaire                   |          |           | pourvu    |           |           | Besoin    |          | Suite Concours |          | Pour Av. grade |          | Pour Promo. Interne |          | Transformation |          | Non pourvu recruté |          | Départ                     |          | Après nomination |          | Après Av. grade |          | Après Promo. Interne |          | Transformation |          | budgétaire |          |          | pourvu   |        |       |
|                                      |  |  |                        | TC                           | TNC      | Total     | Tit.      | Contr.    | Total     | TC        | TNC      | TC             | TNC      | TC             | TNC      | TC                  | TNC      | TC             | TNC      | TC                 | TNC      | TC                         | TNC      | TC               | TNC      | TC              | TNC      | TC                   | TNC      | TC             | TNC      | TC         | TNC      | Total    | Tit.     | Contr. | Total |
| Administrative                       | Adjoints administratifs territoriaux         | Adjoint administratif territorial                          | C                      | 4                            | 0        | 4         | 3         | 1         | 4         | 3         |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe |                        | 10                           | 0        | 10        | 8         | 1         | 9         | 4         |          | 1              |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe |                        | 8                            | 0        | 8         | 8         | 0         | 8         | 4         |          |                |          | 3              |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      | <b>TOTAL Adjoints administratifs</b>         |  |                        | <b>22</b>                    | <b>0</b> | <b>22</b> | <b>19</b> | <b>2</b>  | <b>21</b> | <b>11</b> | <b>0</b> | <b>1</b>       | <b>0</b> | <b>3</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |        |       |
|                                      | Rédacteurs territoriaux                      | Rédacteur  | B                      | 3                            | 0        | 3         | 3         | 0         | 3         | 1         |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Rédacteur Principal de 2ème classe                         |                        | 1                            | 0        | 1         | 1         | 0         | 1         | 1         |          |                |          | 2              |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Rédacteur Principal de 1ère classe                         |                        | 2                            | 0        | 2         | 2         | 0         | 2         | 1         |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      | <b>TOTAL Rédacteurs territoriaux</b>         |  |                        | <b>6</b>                     | <b>0</b> | <b>6</b>  | <b>6</b>  | <b>0</b>  | <b>6</b>  | <b>3</b>  | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>2</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> | <b>0</b> |          |        |       |
|                                      | Attachés territoriaux                        | Attaché Territorial  | A                      | 5                            | 0        | 5         | 3         | 1         | 4         | 1         |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Attaché Principal  |                        | 2                            | 0        | 2         | 1         | 0         | 1         |           |          |                |          | 1              |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
| Attaché hors classe                  |  |  | 0                      | 0                            | 0        | 0         | 0         | 0         |           |           |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
| <b>TOTAL Attachés territoriaux</b>   |  |  | <b>7</b>               | <b>0</b>                     | <b>7</b> | <b>4</b>  | <b>1</b>  | <b>5</b>  | <b>1</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>1</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> |          |          |        |       |
| Emploi fonctionnel de direction      | D.G.S. communes de 10000 à 20000 habitants   | A  | 1                      | 0                            | 1        | 1         | 0         | 1         |           |           |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      | D.G.A.S. communes de 10000 à 20000 habitants |  | 2                      | 0                            | 2        | 2         | 0         | 2         |           |           |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
| <b>TOTAL Emploi fonctionnel</b>      |  |  | <b>3</b>               | <b>0</b>                     | <b>3</b> | <b>3</b>  | <b>0</b>  | <b>3</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> |          |          |        |       |
| <b>TOTAL filière administrative</b>  |  |  |                        | <b>38</b>                    | <b>0</b> | <b>38</b> | <b>32</b> | <b>3</b>  | <b>35</b> | <b>15</b> | <b>0</b> | <b>1</b>       | <b>0</b> | <b>6</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> |          |          |        |       |
| Animation                            | Adjoints territoriaux d'animation            | Adjoint territorial d'animation                            | C                      | 4                            | 0        | 4         | 1         | 2         | 3         | 1         |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Adjoint territorial d'animation Principal de 2ème classe   |                        | 4                            | 0        | 4         | 2         | 1         | 3         |           |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Adjoint territorial d'animation Principal de 1ère classe   |                        | 0                            | 0        | 0         | 0         | 0         | 0         |           |          |                |          | 2              |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
| <b>TOTAL Adjoint d'animation</b>     |  |  | <b>8</b>               | <b>0</b>                     | <b>8</b> | <b>3</b>  | <b>3</b>  | <b>6</b>  | <b>1</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   |          |          |          |        |       |
| <b>TOTAL filière animation</b>       |  |  |                        | <b>8</b>                     | <b>0</b> | <b>8</b>  | <b>3</b>  | <b>3</b>  | <b>6</b>  | <b>1</b>  | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> |          |          |        |       |
| Technique                            | Adjoints techniques territoriaux             | Adjoint technique territorial                              | C                      | 9                            | 5        | 14        | 4         | 7         | 11        | 5         |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Adjoint technique territorial principal de 2ème classe     |                        | 25                           | 0        | 25        | 11        | 8         | 19        | 4         |          |                |          | 1              |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Adjoint technique territorial principal de 1ère classe     |                        | 22                           | 0        | 22        | 18        | 1         | 19        | 4         |          |                |          | 4              |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      | <b>TOTAL Adjoints techniques</b>             |  |                        | <b>56</b>                    | <b>5</b> | <b>61</b> | <b>33</b> | <b>16</b> | <b>49</b> | <b>13</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>5</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> | <b>0</b> |          |        |       |
|                                      | Agents de maîtrise territoriaux              | Agent de Maîtrise  | C                      | 0                            | 0        | 0         | 0         | 0         | 0         | 1         |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Agent de maîtrise principal                                |                        | 4                            | 0        | 4         | 4         | 0         | 4         | 1         |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      | <b>TOTAL Agents de maîtrise</b>              |  |                        | <b>4</b>                     | <b>0</b> | <b>4</b>  | <b>4</b>  | <b>0</b>  | <b>4</b>  | <b>2</b>  | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> | <b>0</b> |          |        |       |
|                                      | Techniciens territoriaux                     | Technicien territorial                                     | B                      | 0                            | 0        | 0         | 0         | 0         | 0         | 4         |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Technicien principal de 2ème classe                        |                        | 1                            | 0        | 1         | 0         | 1         | 1         | 4         |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      |  | Technicien principal de 1ère classe                        |                        | 3                            | 0        | 3         | 3         | 0         | 3         | 4         |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
| <b>TOTAL Technicien territoriaux</b> |  |  | <b>4</b>               | <b>0</b>                     | <b>4</b> | <b>3</b>  | <b>1</b>  | <b>4</b>  | <b>12</b> | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> |          |          |        |       |
| Ingénieurs territoriaux              | Ingénieur                                    | A  | 3                      | 0                            | 3        | 2         | 1         | 3         | 1         |           |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
|                                      | Ingénieur principal                          |  | 1                      | 0                            | 1        | 0         | 0         | 0         |           |           |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |                            |          |                  |          |                 |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |        |       |
| <b>TOTAL Ingénieur territoriaux</b>  |  |  | <b>4</b>               | <b>0</b>                     | <b>4</b> | <b>2</b>  | <b>1</b>  | <b>3</b>  | <b>1</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> |          |          |        |       |
| <b>TOTAL filière technique</b>       |  |  |                        | <b>68</b>                    | <b>5</b> | <b>73</b> | <b>42</b> | <b>18</b> | <b>60</b> | <b>28</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>5</b>       | <b>0</b> | <b>1</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> |          |          |        |       |

| Filière  | Cadre d'emplois   | Grade  | Catégorie hiérarchique | Effectif au 1er janvier 2022 |           |           |           |           |           | CREATION |          |                |          |                |          |                     |          | SUPPRESSION    |          |                    |          |          |          |                  |          | Effectif corrigé à ce jour |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|--|---|--|------------------------|------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------|----------|----------------|----------|----------------|----------|---------------------|----------|----------------|----------|--------------------|----------|----------|----------|------------------|----------|----------------------------|----------|----------------------|----------|----------------|----------|------------|------|--------|--------|--|--|
|  |   |  |                        | budgétaire                   |           |           | pourvu    |           |           | Besoin   |          | Suite Concours |          | Pour Av. grade |          | Pour Promo. Interne |          | Transformation |          | Non pourvu recruté |          | Départ   |          | Après nomination |          | Après Av. grade            |          | Après Promo. Interne |          | Transformation |          | budgétaire |      |        | pourvu |  |  |
|  |   |  |                        | TC                           | TNC       | Total     | Tit.      | Contr.    | Total     | TC       | TNC      | TC             | TNC      | TC             | TNC      | TC                  | TNC      | TC             | TNC      | TC                 | TNC      | TC       | TNC      | TC               | TNC      | TC                         | TNC      | TC                   | TNC      | TC             | TNC      | Total      | Tit. | Contr. | Total  |  |  |
| C<br>u<br>l<br>t<br>u<br>r<br>e<br>l<br>l<br>e   | Adjoints territoriaux du patrimoine                                   | Adjoint territorial du patrimoine                            | C                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  |   | Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème Classe   |                        | 4                            | 0         | 4         | 4         | 0         | 4         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  |   | Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère Classe   |                        | 1                            | 0         | 1         | 1         | 0         | 1         |          |          |                |          | 3              |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  | <b>TOTAL Adjoint du patrimoine</b>                                    |  |                        | <b>5</b>                     | <b>0</b>  | <b>5</b>  | <b>5</b>  | <b>0</b>  | <b>5</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>3</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   |      |        |        |  |  |
|  | Assistants conservation du patri. et de biblio.                       | Assistant de conservation                                    | B                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  |   | Assistant de conservation principal 2ème classe              |                        | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  |   | Assistant de conservation principal 1ère classe              |                        | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  | <b>TOTAL Assistants conservation du patrimoine et de bibliothèque</b> |  |                        | <b>0</b>                     | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> |            |      |        |        |  |  |
|  | Bibliothécaires   | bibliothécaires  | A                      | 1                            | 0         | 1         | 1         | 0         | 1         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  |   | <b>TOTAL bibliothécaires</b>                                 |                        | <b>1</b>                     | <b>0</b>  | <b>1</b>  | <b>1</b>  | <b>0</b>  | <b>1</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> |            |      |        |        |  |  |
|  | Assistants d'enseignement artistique                                  | Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 2ème classe | B                      | 0                            | 12        | 12        | 1         | 11        | 12        |          | 3        |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  |   | Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 1ère classe |                        | 9                            | 6         | 15        | 14        | 0         | 14        |          | 4        |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  |   | <b>TOTAL Assistants d'enseignement artistique</b>            |                        | <b>9</b>                     | <b>18</b> | <b>27</b> | <b>15</b> | <b>11</b> | <b>26</b> | <b>0</b> | <b>7</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>1</b> |            |      |        |        |  |  |
|  | Attachés territoriaux de conservation du patrimoine                   | Attaché Territorial de Conservation du Patrimoine            | A                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  |   | Attaché Territorial Principal de Conservation du Patrimoine  |                        | 0                            | 1         | 1         | 1         | 0         | 1         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
| <b>TOTAL Attachés conservation du patrimoine</b> |   |  | <b>0</b>               | <b>1</b>                     | <b>1</b>  | <b>1</b>  | <b>0</b>  | <b>1</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       |          |            |      |        |        |  |  |
| Conservateurs des bibliothèques                  | Conservateur de Bibliothèques   | A  | 0                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         |           |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  | <b>TOTAL Conservateur de Bibliothèques</b>                            |  | <b>0</b>               | <b>0</b>                     | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       |          |            |      |        |        |  |  |
| Professeur d'enseignement artistique             | Professeur d'enseig. Arti. classe Normale                             | A  | 1                      | 0                            | 1         | 0         | 1         | 1         |           |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  | Professeur d'enseig. Arti. hors classe                                |  | 0                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         |           |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  | <b>TOTAL Professeur d'enseignement artistique</b>                     |  | <b>1</b>               | <b>0</b>                     | <b>1</b>  | <b>0</b>  | <b>1</b>  | <b>1</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       |          |            |      |        |        |  |  |
| <b>TOTAL filière culturelle</b>                  |   |  | <b>16</b>              | <b>19</b>                    | <b>35</b> | <b>22</b> | <b>12</b> | <b>34</b> | <b>0</b>  | <b>7</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>3</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>1</b> |                |          |            |      |        |        |  |  |
|  |   |  |                        | <b>0</b>                     | <b>2</b>  | <b>0</b>  | <b>4</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>1</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>0</b>       |          |            |      |        |        |  |  |
|  |   |  |                        | <b>18</b>                    | <b>19</b> | <b>37</b> | <b>21</b> | <b>10</b> | <b>31</b> |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            |      |        |        |  |  |

| Filière   | Cadre d'emplois  | Grade  | Catégorie hiérarchique | Effectif au 1er janvier 2022 |           |           |           |           |           | CREATION |          |                |          |                |          |                     |          | SUPPRESSION    |          |                    |          |          |          |                  |          | Effectif corrigé à ce jour |           |                      |           |                |           |            |           |          |           |    |    |
|---|--|--|------------------------|------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------|----------|----------------|----------|----------------|----------|---------------------|----------|----------------|----------|--------------------|----------|----------|----------|------------------|----------|----------------------------|-----------|----------------------|-----------|----------------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|----|----|
|   |  |  |                        | budgétaire                   |           |           | pourvu    |           |           | Besoin   |          | Suite Concours |          | Pour Av. grade |          | Pour Promo. Interne |          | Transformation |          | Non pourvu recruté |          | Départ   |          | Après nomination |          | Après Av. grade            |           | Après Promo. Interne |           | Transformation |           | budgétaire |           |          | pourvu    |    |    |
|   |  |  |                        | TC                           | TNC       | Total     | Tit.      | Contr.    | Total     | TC       | TNC      | TC             | TNC      | TC             | TNC      | TC                  | TNC      | TC             | TNC      | TC                 | TNC      | TC       | TNC      | TC               | TNC      | TC                         | TNC       | TC                   | TNC       | TC             | TNC       | Total      | Tit.      | Contr.   | Total     |    |    |
| S<br>o<br>c<br>i<br>a<br>l<br>e<br><br>e<br>t<br><br>M<br>é<br>d<br>i<br>c<br>o<br>-<br>S<br>o<br>c<br>i<br>a<br>l<br>e | Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles | A.T.S.E.M. Principal de 2ème Classe                  | C                      | 6                            | 2         | 8         | 5         | 1         | 6         |          |          | 1              |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           |                | 6         | 3          | 9         | 6        | 1         | 7  |    |
|   |  | A.T.S.E.M. Principal de 1ère classe                  | C                      | 9                            | 1         | 10        | 10        | 0         | 10        |          |          |                |          | 1              |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           |                |           | 8          | 3         | 11       | 10        | 0  | 10 |
|   | <b>TOTAL Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles</b>   |  |                        | <b>15</b>                    | <b>3</b>  | <b>18</b> | <b>15</b> | <b>1</b>  | <b>16</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>1</b>       | <b>0</b> | <b>1</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b>  | <b>0</b>             | <b>0</b>  | <b>14</b>      | <b>6</b>  | <b>20</b>  | <b>16</b> | <b>1</b> | <b>17</b> |    |    |
|   | Auxiliaires de puériculture territoriaux               | Auxiliaire de Puériculture de Classe normale         | B                      | 7                            | 0         | 7         | 2         | 5         | 7         | 3        |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           |                | 10        | 0          | 10        | 6        | 4         | 10 |    |
|   |  | Auxiliaire de Puériculture de Classe supérieure      | B                      | 6                            | 0         | 6         | 6         | 0         | 6         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           |                | 5         | 1          | 6         | 6        | 0         | 6  |    |
|   | <b>TOTAL Aux. Pueric.</b>                              |  |                        | <b>13</b>                    | <b>0</b>  | <b>13</b> | <b>8</b>  | <b>5</b>  | <b>13</b> | <b>3</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>1</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>1</b>                   | <b>0</b>  | <b>15</b>            | <b>1</b>  | <b>16</b>      | <b>12</b> | <b>4</b>   | <b>16</b> |          |           |    |    |
|   | Educateurs territoriaux de jeunes enfants              | Educateur de Jeunes Enfants                          | A                      | 4                            | 0         | 4         | 4         | 0         | 4         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           |                | 4         | 0          | 4         | 3        | 0         | 3  |    |
|   |  | Educateur de Jeunes Enfants de classe exceptionnelle | A                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         |          |          |                |          | 1              |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           |                | 1         | 0          | 1         | 0        | 0         | 0  |    |
|   | <b>TOTAL Educateurs de jeunes enfants</b>              |  |                        | <b>4</b>                     | <b>0</b>  | <b>4</b>  | <b>4</b>  | <b>0</b>  | <b>4</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>1</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b>  | <b>0</b>             | <b>5</b>  | <b>0</b>       | <b>5</b>  | <b>3</b>   | <b>0</b>  | <b>3</b> |           |    |    |
|   | Infirmiers territoriaux en soins généraux              | Infirmier en soins généraux                          | A                      | 1                            | 0         | 1         | 1         | 0         | 1         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           |                | 1         | 0          | 1         | 1        | 0         | 1  |    |
|   |  | Infirmier en soins généraux hors classe              | A                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           |                | 0         | 0          | 0         | 0        | 0         | 0  |    |
|   | <b>TOTAL infirmiers territoriaux</b>                   |  |                        | <b>1</b>                     | <b>0</b>  | <b>1</b>  | <b>1</b>  | <b>0</b>  | <b>1</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b>  | <b>1</b>             | <b>0</b>  | <b>1</b>       | <b>1</b>  | <b>0</b>   | <b>1</b>  |          |           |    |    |
|   | Psychologues territoriales                             | Psychologue de Classe Normale                        | A                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           |                | 0         | 0          | 0         | 0        | 0         | 0  |    |
|   |  | Psychologue Hors Classe                              | A                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           |                | 0         | 0          | 0         | 0        | 0         | 0  |    |
|   | <b>TOTAL Psychologues territoriales</b>                |  |                        | <b>0</b>                     | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b>  | <b>0</b>             | <b>0</b>  | <b>0</b>       | <b>0</b>  | <b>0</b>   | <b>0</b>  |          |           |    |    |
| Puéricultrices territoriales  | Puéricultrice de classe supérieure                     | A  | 0                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         |           |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           | 0              | 0         | 0          | 0         | 0        | 0         |    |    |
|   | Puéricultrice hors classe                              | A  | 0                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         |           |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           | 0              | 0         | 0          | 0         | 0        | 0         |    |    |
|   | Puéricultrice cadre santé                              | A  | 0                      | 0                            | 0         | 0         | 0         | 0         |           |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |           |                      |           | 0              | 0         | 0          | 0         | 0        | 0         |    |    |
| <b>TOTAL Puéricultrices territoriales</b>   |  |  | <b>0</b>               | <b>0</b>                     | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b>  | <b>0</b>             | <b>0</b>  | <b>0</b>       | <b>0</b>  |            |           |          |           |    |    |
| <b>TOTAL filières sociale et médico-sociale</b>   |  |  | <b>33</b>              | <b>3</b>                     | <b>36</b> | <b>28</b> | <b>6</b>  | <b>34</b> | <b>3</b>  | <b>0</b> | <b>1</b> | <b>0</b>       | <b>2</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>1</b> | <b>0</b> | <b>35</b>        | <b>7</b> | <b>42</b>                  | <b>32</b> | <b>5</b>             | <b>37</b> |                |           |            |           |          |           |    |    |

| Filière                              | Cadre d'emplois                            | Grade   | Catégorie hiérarchique | Effectif au 1er janvier 2022 |     |       |        |        |       | CREATION |     |                |     |                |     |                     |     | SUPPRESSION    |     |                    |     |        |     |                  |     | Effectif corrigé à ce jour |     |                      |     |                |     |            |      |        |        |     |    |     |   |
|--------------------------------------|--|---|------------------------|------------------------------|-----|-------|--------|--------|-------|----------|-----|----------------|-----|----------------|-----|---------------------|-----|----------------|-----|--------------------|-----|--------|-----|------------------|-----|----------------------------|-----|----------------------|-----|----------------|-----|------------|------|--------|--------|-----|----|-----|---|
|                                      |  |   |                        | budgétaire                   |     |       | pourvu |        |       | Besoin   |     | Suite Concours |     | Pour Av. grade |     | Pour Promo. Interne |     | Transformation |     | Non pourvu recruté |     | Départ |     | Après nomination |     | Après Av. grade            |     | Après Promo. Interne |     | Transformation |     | budgétaire |      |        | pourvu |     |    |     |   |
|                                      |  |   |                        | TC                           | TNC | Total | Tit.   | Contr. | Total | TC       | TNC | TC             | TNC | TC             | TNC | TC                  | TNC | TC             | TNC | TC                 | TNC | TC     | TNC | TC               | TNC | TC                         | TNC | TC                   | TNC | TC             | TNC | Total      | Tit. | Contr. | Total  |     |    |     |   |
| S<br>é<br>c<br>u<br>r<br>i<br>t<br>é | Brigadier de Police Municipale             | Gardien-Brigadier de Police Municipale                          | C                      | 4                            | 0   | 4     | 3      | 0      | 3     | 2        |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 5    | 0      | 5      | 3   | 0  | 3   |   |
|                                      |  | Brigadier Chef Principal de Police Municipale                   |                        | 4                            | 0   | 4     | 4      | 0      | 4     | 3        |     |                |     | 1              |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 8    | 0      | 8      | 5   | 0  | 5   |   |
|                                      | TOTAL Brigadier de Police Municipale       |   |                        | 8                            | 0   | 8     | 7      | 0      | 7     | 5        | 0   | 0              | 0   | 1              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 13         | 0    | 13     | 8      | 0   | 8  |     |   |
|                                      | Chefs Police Municipale                    | Chef de police Municipale                                       | B                      | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 0    | 0      | 0      | 0   | 0  | 0   |   |
|                                      |  | TOTAL Chefs de Police Municipale                                |                        |                              | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 0    | 0      | 0      | 0   | 0  | 0   |   |
|                                      | Chefs de service de Police Municipale      | Chef de service P. M.   | B                      | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     | 2        |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 0    | 0      | 0      | 0   | 0  | 0   |   |
|                                      |  | Chef de service de P. M. principal 2ème classe                  |                        | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     | 2        |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 1    | 0      | 1      | 1   | 0  | 1   |   |
|                                      |  | Chef de service de P. M. principal 1ère classe                  |                        | 2                            | 0   | 2     | 2      | 0      | 2     | 1        |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            |      | 1      | 0      | 1   | 1  | 0   | 1 |
|                                      |  | TOTAL Chefs de service de Police Municipale                     |                        |                              | 2   | 0     | 2      | 2      | 0     | 2        | 5   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 2    | 0      | 2      | 2   | 0  | 2   |   |
|                                      | TOTAL filière sécurité                     |   |                        |                              | 10  | 0     | 10     | 9      | 0     | 9        | 10  | 0              | 0   | 0              | 1   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 15   | 0      | 15     | 10  | 0  | 10  |   |
| S<br>p<br>o<br>r<br>t<br>i<br>v<br>e | Opérateurs territoriaux des A.P.S.         | Opérateur des Act. Phys. et Sport.                              | C                      | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     | 0          | 0    | 0      | 0      | 0   | 0  |     |   |
|                                      |  | Opérateur des Act. Phys. et Sport. Qualifié                     |                        | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 0    | 0      | 0      | 0   | 0  | 0   |   |
|                                      | TOTAL Opérateurs territoriaux des A.P.S.   |   |                        | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 0    | 0      | 0      | 0   | 0  | 0   |   |
|                                      | Educatrices territoriales des A.P.S.       | Educateur des Activités Physiques et Sportives                  | B                      | 1                            | 0   | 1     | 1      | 0      | 1     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 1    | 0      | 1      | 1   | 0  | 1   |   |
|                                      |  | Educateur des Activités Physiques et Sportives Ppal 2ème classe |                        | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 0    | 0      | 0      | 0   | 0  | 0   |   |
|                                      |  | Educateur des Activités Physiques et Sportives Ppal 1ère classe |                        | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            |      | 0      | 0      | 0   | 0  | 0   | 0 |
|                                      | TOTAL Educatrices territoriales des A.P.S. |   |                        | 1                            | 0   | 1     | 1      | 0      | 1     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 1          | 0    | 1      | 1      | 0   | 1  |     |   |
|                                      | Conseillers territoriaux A.P.S.            | Conseiller Territ. Act. Phys. et Sport.                         | A                      | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 0    | 0      | 0      | 0   | 0  | 0   |   |
|                                      |  | TOTAL Conseillers territoriaux A.P.S.                           |                        |                              | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 0    | 0      | 0      | 0   | 0  | 0   |   |
|                                      | TOTAL filière sportive                     |   |                        |                              | 1   | 0     | 1      | 1      | 0     | 1        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 1    | 0      | 1      | 1   | 0  | 1   |   |
| TOTAL toutes Filières                |  |   |                        | 174                          | 27  | 201   | 137    | 42     | 179   | 57       | 7   | 2              | 0   | 17             | 0   | 1                   | 0   | 0              | 0   | 2                  | 24  | 2      | 8   | 4                | 2   | 0                          | 4   | 0                    | 0   | 0              | 1   | 2          | 209  | 31     | 240    | 142 | 39 | 181 |   |

## TABLEAU DES EFFECTIFS VILLE D'OBERNAI Emplois non permanents Accroissement temporaire d'activité

Mise à jour : 16/08/2022  
Dernier mouvement : 14/12/2015

Légende : TC : Temps complet  
TNC : Temps non complet

Tit. : Titulaire  
Contr. : Contractuel

| Filière   | Cadre d'emplois  | Grade  | Catégorie hiérarchique | Effectif au 1er janvier 2022 |          |          |          |          |          | CREATION |          |                |          |                |          |                     |          | SUPPRESSION    |          |                    |          |          |          |                  |          | Effectif corrigé à ce jour |          |                      |          |                |          |            |          |          |          |  |  |  |
|---|--|--|------------------------|------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------------|----------|----------------|----------|---------------------|----------|----------------|----------|--------------------|----------|----------|----------|------------------|----------|----------------------------|----------|----------------------|----------|----------------|----------|------------|----------|----------|----------|--|--|--|
|   |  |  |                        | budgétaire                   |          |          | pourvu   |          |          | Besoin   |          | Suite Concours |          | Pour Av. grade |          | Pour Promo. Interne |          | Transformation |          | Non pourvu recruté |          | Départ   |          | Après nomination |          | Après Av. grade            |          | Après Promo. Interne |          | Transformation |          | budgétaire |          |          | pourvu   |  |  |  |
|   |  |  |                        | TC                           | TNC      | Total    | Tit.     | Contr.   | Total    | TC       | TNC      | TC             | TNC      | TC             | TNC      | TC                  | TNC      | TC             | TNC      | TC                 | TNC      | TC       | TNC      | TC               | TNC      | TC                         | TNC      | TC                   | TNC      | TC             | TNC      | Total      | Tit.     | Contr.   | Total    |  |  |  |
| Administrative                                  | Adjoint administratifs territoriaux                    | Adjoint administratif territorial                | C                      | 1                            | 0        | 1        | 0        | 0        | 0        |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            | 1        | 0        | 1        |  |  |  |
|   |  | <b>TOTAL Adjoint administratifs</b>              |                        | <b>1</b>                     | <b>0</b> | <b>1</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          |            | <b>1</b> | <b>0</b> | <b>1</b> |  |  |  |
|   | <b>TOTAL filière administrative</b>                    |  | <b>1</b>               | <b>0</b>                     | <b>1</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |          |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          | <b>1</b>   | <b>0</b> | <b>1</b> |          |  |  |  |
| Technique                                       | Adjoint techniques territoriaux                        | Adjoint technique territorial                    | C                      | 1                            | 1        | 2        | 0        | 0        | 0        |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          | 1          | 1        | 2        |          |  |  |  |
|   |  | <b>TOTAL Adjoint techniques</b>                  |                        | <b>1</b>                     | <b>1</b> | <b>2</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          | <b>1</b>   | <b>1</b> | <b>2</b> |          |  |  |  |
|   | Techniciens territoriaux                               | Technicien principal de 2ème classe              | B                      | 0                            | 0        | 0        | 0        | 0        | 0        |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          | 0          | 0        | 0        |          |  |  |  |
|   |  | <b>TOTAL Techniciens territoriaux</b>            |                        | <b>0</b>                     | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          | <b>0</b>   | <b>0</b> | <b>0</b> |          |  |  |  |
| <b>TOTAL filière technique</b>                  |  | <b>1</b>   | <b>1</b>               | <b>2</b>                     | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |          |          |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                | <b>1</b> | <b>1</b>   | <b>2</b> |          |          |  |  |  |
| Culturelle                                      | Assistants d'enseign. Artistique                       | Assistant d'Enseignement Artistique Ppl 2ème Cl. | B                      | 0                            | 0        | 0        | 0        | 0        | 0        |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                | 0        | 0          | 0        |          |          |  |  |  |
|   |  | Assistant d'Enseignement Artistique Ppl 1ère Cl. |                        | 0                            | 0        | 0        | 0        | 0        | 0        |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                |          | 0          | 0        | 0        |          |  |  |  |
| <b>TOTAL Asst. Enseig. Artist.</b>              |  | <b>0</b>   | <b>0</b>               | <b>0</b>                     | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |          |          |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> |          |          |  |  |  |
| <b>TOTAL filière culturelle</b>                 |  | <b>0</b>   | <b>0</b>               | <b>0</b>                     | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |          |          |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> |          |          |  |  |  |
| Sociale et Médico-Sociale                       | Agents territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles | A.T.S.E.M. Principal de 2ème Classe              | C                      | 1                            | 0        | 1        | 0        | 0        | 0        |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                | 1        | 0          | 1        |          |          |  |  |  |
|   |  | <b>TOTAL A.T.S.E.M.</b>                          |                        | <b>1</b>                     | <b>0</b> | <b>1</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          |                | <b>1</b> | <b>0</b>   | <b>1</b> |          |          |  |  |  |
| <b>TOTAL filières sociale et médico-sociale</b> |  | <b>1</b>   | <b>0</b>               | <b>1</b>                     | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |          |          |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |          |                    |          |          |          |                  |          |                            |          |                      |          | <b>1</b>       | <b>0</b> | <b>1</b>   |          |          |          |  |  |  |
| <b>TOTAL Général</b>                            |  | <b>3</b>   | <b>1</b>               | <b>4</b>                     | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>             | <b>0</b> | <b>3</b>       | <b>1</b> | <b>4</b>   | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |  |  |  |

# TABLEAU DES EFFECTIFS VILLE D'OBERNAI

## Emplois non permanents

### Accroissement saisonnier d'activité

Mise à jour : 16/08/2022  
 Dernier mouvement : 29/07/2022

Légende : TC : Temps complet  
 TNC : Temps non complet

Tit. : Titulaire  
 Contr. : Contractuel

| Filière   | Cadre d'emplois  | Grade  | Catégorie hiérarchique | Effectif au 1er janvier 2022 |     |       |        |        |       | CREATION |     |                |     |                |     |                     |     | SUPPRESSION    |     |                    |     |        |     |                  |     | Effectif corrigé à ce jour |     |                      |     |                |     |            |      |        |        |   |   |   |   |   |   |
|---|--|--|------------------------|------------------------------|-----|-------|--------|--------|-------|----------|-----|----------------|-----|----------------|-----|---------------------|-----|----------------|-----|--------------------|-----|--------|-----|------------------|-----|----------------------------|-----|----------------------|-----|----------------|-----|------------|------|--------|--------|---|---|---|---|---|---|
|   |  |  |                        | budgétaire                   |     |       | pourvu |        |       | Besoin   |     | Suite Concours |     | Pour Av. grade |     | Pour Promo. Interne |     | Transformation |     | Non pourvu recruté |     | Départ |     | Après nomination |     | Après Av. grade            |     | Après Promo. Interne |     | Transformation |     | budgétaire |      |        | pourvu |   |   |   |   |   |   |
|   |  |  |                        | TC                           | TNC | Total | Tit.   | Contr. | Total | TC       | TNC | TC             | TNC | TC             | TNC | TC                  | TNC | TC             | TNC | TC                 | TNC | TC     | TNC | TC               | TNC | TC                         | TNC | TC                   | TNC | TC             | TNC | Total      | Tit. | Contr. | Total  |   |   |   |   |   |   |
| Administrative                                  | Adjoint administratifs territoriaux                    | Adjoint administratif territorial                      | C                      | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     | 1        |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 1    | 0      | 1      |   |   |   | 0 | 0 | 0 |
|   |  | <b>TOTAL Adjoint administratifs</b>                    |                        | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     | 1        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 0    | 1      | 0      | 1 |   |   |   | 0 | 0 |
|   | <b>TOTAL filière administrative</b>                    |  | 0                      | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 1     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 1    | 0      | 1      |   |   |   | 0 | 0 | 0 |
| Technique                                       | Adjoint techniques territoriaux                        | Adjoint technique territorial                          | C                      | 7                            | 1   | 8     | 0      | 0      | 0     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 7    | 1      | 8      |   |   |   | 3 | 3 | 3 |
|   |  | <b>TOTAL Adjoint techniques</b>                        |                        | 7                            | 1   | 8     | 0      | 0      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 7    | 1      | 8      |   |   |   | 3 | 3 | 3 |
|   | Techniciens territoriaux                               | Technicien principal de 2ème classe                    | B                      | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 0    | 0      | 0      |   |   |   | 0 | 0 | 0 |
|   |  | <b>TOTAL Techniciens territoriaux</b>                  |                        | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 0    | 0      | 0      |   |   |   | 0 | 0 | 0 |
| <b>TOTAL filière technique</b>                  |  | 7  | 1                      | 8                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 7          | 1    | 8      |        |   |   | 3 | 3 | 3 |   |
| Culturelle                                      | Assistants d'enseign. Artistique                       | Assistant d'Enseignement Artistique principal 2ème Cl. | B                      | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     | 0          | 0    | 0      |        |   |   | 0 | 0 | 0 |   |
|   |  | Assistant d'Enseignement Artistique principal 1ère Cl. |                        | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     |            | 0    | 0      | 0      |   |   |   | 0 | 0 | 0 |
| <b>TOTAL Asst. Enseig. Artist.</b>              |  | 0  | 0                      | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 0    | 0      |        |   |   | 0 | 0 | 0 |   |
| <b>TOTAL filière culturelle</b>                 |  | 0  | 0                      | 0                            | 0   | 0     | 0      | 0      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 0    | 0      |        |   |   | 0 | 0 | 0 |   |
| Animation                                       | Adjoint territoriaux d'animation                       | Adjoint territorial d'animation                        | C                      | 1                            | 2   | 3     | 0      | 1      | 1     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     | 1          | 2    | 3      |        |   |   | 1 | 1 | 1 |   |
|   |  | <b>TOTAL Adjoint d'animation</b>                       |                        | 1                            | 2   | 3     | 0      | 1      | 1     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 0          | 1    | 2      | 3      |   |   |   | 1 | 1 | 1 |
| <b>TOTAL filière animation</b>                  |  | 1  | 2                      | 3                            | 0   | 1     | 1      | 0      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 1          | 2    | 3      |        |   |   | 1 | 1 | 1 |   |
| Sociale et Médico-Sociale                       | Agents territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles | A.T.S.E.M. Principal de 2ème Classe                    | C                      | 1                            | 0   | 1     | 0      | 1      | 1     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     | 1          | 0    | 1      |        |   |   | 0 | 0 | 0 |   |
|   |  | <b>TOTAL A.T.S.E.M.</b>                                |                        | 1                            | 0   | 1     | 0      | 1      | 1     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 1          | 0    | 1      |        |   |   | 0 | 0 | 0 |   |
|   | Educatrices territoriales de jeunes enfants            | Educatrice de Jeunes Enfants                           | A                      | 1                            | 0   | 1     | 0      | 0      | 0     |          |     |                |     |                |     |                     |     |                |     |                    |     |        |     |                  |     |                            |     |                      |     |                |     | 1          | 0    | 1      |        |   |   | 0 | 0 | 0 |   |
|   |  | <b>TOTAL Educatrices de jeunes enfants</b>             |                        | 1                            | 0   | 1     | 0      | 0      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 0   | 1          | 0    | 1      |        |   |   | 0 | 0 | 0 |   |
| <b>TOTAL filières sociale et médico-sociale</b> |  | 2  | 0                      | 2                            | 0   | 1     | 1      | 0      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 2   | 0          | 2    |        |        |   | 0 | 0 | 0 |   |   |
| <b>TOTAL Général</b>                            |  | 10   | 3                      | 13                           | 0   | 2     | 2      | 1      | 0     | 0        | 0   | 0              | 0   | 0              | 0   | 0                   | 0   | 0              | 0   | 0                  | 0   | 0      | 0   | 0                | 0   | 0                          | 0   | 0                    | 0   | 0              | 11  | 3          | 14   | 0      | 4      | 4 |   |   |   |   |   |

## TABLEAU DES EFFECTIFS VILLE D'OBERNAI Emplois non permanents Vacataires

Mise à jour : 16/08/2022  
Dernier mouvement : 28/09/2015

Légende : TC : Temps complet  
TNC : Temps non complet

Vac : Vacataire  
Contr. : Contractuel

| Catégorie            | Emploi                                   | Catégorie hiérarchique | Effectif au 1er janvier 2022 |          |          |          |          |          | CREATION |          |                |          |                |          |                     |          |                | SUPPRESSION |                    |          |          |          |                  |          |                 |          | Effectif corrigé à ce jour |          |                |          |            |          |          |        |  |  |
|----------------------|--|------------------------|------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------------|----------|----------------|----------|---------------------|----------|----------------|-------------|--------------------|----------|----------|----------|------------------|----------|-----------------|----------|----------------------------|----------|----------------|----------|------------|----------|----------|--------|--|--|
|                      |  |                        | budgétaire                   |          |          | pourvu   |          |          | Besoin   |          | Suite Concours |          | Pour Av. grade |          | Pour Promo. Interne |          | Transformation |             | Non pourvu recruté |          | Départ   |          | Après nomination |          | Après Av. grade |          | Après Promo. Interne       |          | Transformation |          | budgétaire |          |          | pourvu |  |  |
|                      |  |                        | Vac                          | TNC      | Total    | Tit.     | Contr.   | Total    | TC       | TNC      | TC             | TNC      | TC             | TNC      | TC                  | TNC      | TC             | TNC         | TC                 | TNC      | TC       | TNC      | TC               | TNC      | TC              | TNC      | TC                         | TNC      | TC             | TNC      | Total      | Tit.     | Contr.   | Total  |  |  |
| Vacataire            | Vacataire (recensement de la population) |                        | 4                            | 0        | 4        |          | 0        | 0        |          |          |                |          |                |          |                     |          |                |             |                    |          |          |          |                  |          |                 |          |                            |          |                |          |            |          |          |        |  |  |
|                      | TOTAL Vacataires                         |                        | 4                            | 0        | 4        | 0        | 0        | 0        | 0        | 0        | 0              | 0        | 0              | 0        | 0                   | 0        | 0              | 0           | 0                  | 0        | 0        | 0        | 0                | 0        | 0               | 0        | 0                          | 0        | 0              | 0        | 0          | 0        | 0        | 0      |  |  |
|                      | TOTAL Vacataires                         |                        | 4                            | 0        | 4        | 0        | 0        | 0        | 0        | 0        | 0              | 0        | 0              | 0        | 0                   | 0        | 0              | 0           | 0                  | 0        | 0        | 0        | 0                | 0        | 0               | 0        | 0                          | 0        | 0              | 0        | 0          | 0        | 0        | 0      |  |  |
| <b>TOTAL Général</b> |  |                        | <b>4</b>                     | <b>0</b> | <b>4</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b>    | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> | <b>0</b> |        |  |  |

## TABLEAU DES EFFECTIFS VILLE D'OBERNAI Emplois non permanents Contrat de projet

Mise à jour : 16/08/2022  
Dernier mouvement : 27/09/2021

Légende : TC : Temps complet  
TNC : Temps non complet

Contr. : Contractuel

| Catégorie            | Emploi                  | Catégorie hiérarchique | Effectif au 1er janvier 2022 |          |          |          |          |          | CREATION |          |                |          |                |          |                     |          |                | SUPPRESSION |                    |          |          |          |                  |          |                 |          | Effectif corrigé à ce jour |          |                |          |            |          |          |        |  |  |
|----------------------|-------------------------|------------------------|------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------------|----------|----------------|----------|---------------------|----------|----------------|-------------|--------------------|----------|----------|----------|------------------|----------|-----------------|----------|----------------------------|----------|----------------|----------|------------|----------|----------|--------|--|--|
|                      |                         |                        | budgétaire                   |          |          | pourvu   |          |          | Besoin   |          | Suite Concours |          | Pour Av. grade |          | Pour Promo. Interne |          | Transformation |             | Non pourvu recruté |          | Départ   |          | Après nomination |          | Après Av. grade |          | Après Promo. Interne       |          | Transformation |          | budgétaire |          |          | pourvu |  |  |
|                      |                         |                        | Projet                       | TNC      | Total    | Tit.     | Contr.   | Total    | TC       | TNC      | TC             | TNC      | TC             | TNC      | TC                  | TNC      | TC             | TNC         | TC                 | TNC      | TC       | TNC      | TC               | TNC      | TC              | TNC      | TC                         | TNC      | TC             | TNC      | Total      | Tit.     | Contr.   | Total  |  |  |
| Technicien           | Ingénieurs territoriaux | Ingénieur territorial  | 0                            | 0        | 0        |          | 0        | 0        | 1        |          |                |          |                |          |                     |          |                |             |                    |          |          |          |                  |          |                 |          |                            |          |                |          |            |          |          |        |  |  |
|                      | TOTAL contrat de projet |                        | 0                            | 0        | 0        | 0        | 0        | 0        | 1        | 0        | 0              | 0        | 0              | 0        | 0                   | 0        | 0              | 0           | 0                  | 0        | 0        | 0        | 0                | 0        | 0               | 0        | 0                          | 0        | 0              | 0        | 0          | 0        | 0        | 0      |  |  |
|                      | TOTAL contrat de projet |                        | 0                            | 0        | 0        | 0        | 0        | 0        | 1        | 0        | 0              | 0        | 0              | 0        | 0                   | 0        | 0              | 0           | 0                  | 0        | 0        | 0        | 0                | 0        | 0               | 0        | 0                          | 0        | 0              | 0        | 0          | 0        | 0        | 0      |  |  |
| <b>TOTAL Général</b> |                         |                        | <b>0</b>                     | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>1</b> | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>            | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b>    | <b>0</b>           | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b>         | <b>0</b> | <b>0</b>        | <b>0</b> | <b>0</b>                   | <b>0</b> | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>   | <b>0</b> | <b>0</b> |        |  |  |





## SAEM OBERNAI HABITAT RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ

### EXERCICE 2021



34, rue du Maréchal Koenig à 67210 OBERNAI

☎ : 03 88 95 56 76 Email ✉ : [contact@obernai-habitat](mailto:contact@obernai-habitat) Site Internet : [www.obernai-habitat.fr](http://www.obernai-habitat.fr)

# SAEM OBERNAI HABITAT RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ

## EXERCICE 2021

### SOMMAIRE

|                           |  |             |
|---------------------------|--|-------------|
| <b>PRÉAMBULE</b>          |  | <b>p.1</b>  |
| <b>PREMIÈRE PARTIE :</b>  | <b>Évolutions statutaires<br/>Mouvements au sein du Conseil d'Administration</b> | <b>p.5</b>  |
| <b>SECONDE PARTIE :</b>   | <b>Présentation des comptes de l'exercice 2021</b>                               | <b>p.6</b>  |
| <b>TROISIÈME PARTIE :</b> | <b>Patrimoine - Gestion locative</b>   | <b>p.11</b> |

## PRÉAMBULE

Conformément aux prescriptions de l’article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales actionnaires de sociétés d’économie mixte se prononcent sur un rapport écrit qui leur est soumis annuellement par leurs représentants au Conseil d’Administration.

La SAEM OBERNAI Habitat est issue de la fusion-absorption, le 28 juin 2002 de la SAEM SOGICOBE par la SAEM Haute-Ehn. A l’occasion de cette fusion, le montant du capital social de la société a été porté à 250 000 €. Il est constitué de 5 000 actions d’une valeur nominale de 50 €, réparties comme suit :

### *Composition du capital social*

| <b>ACTIONNAIRES</b>     | <b>NOMBRE D’ACTIONS</b> | <b>% DU CAPITAL SOCIAL</b> |
|-------------------------|-------------------------|----------------------------|
| Ville d’Obernai         | 3 192                   | 63,84                      |
| Groupe Domial           | 1 600                   | 32                         |
| Caisse d’Epargne        | 200                     | 4                          |
| Crédit Mutuel d’Obernai | 2                       | 0,04                       |
| Alsace Habitat          | 2                       | 0,04                       |
| M. Denis GEISSMANN      | 2                       | 0,04                       |
| M. Martial FEURER       | 2                       | 0,04                       |
| <b>TOTAL</b>            | <b>5 000</b>            | <b>100</b>                 |

### *Composition du Conseil d’Administration*

Le Conseil d’Administration de la SAEM compte 12 administrateurs dont 8 élus représentant la Ville d’Obernai, ainsi que 2 représentants des locataires :

| <b>ADMINISTRATEURS REPRESENTANT LA VILLE D’OBERNAI majoritaire avec 3192 actions = 63.84 %</b> |   |
|--|---|
| M. Bernard FISCHER   | Président Directeur Général de la SAEM OBERNAI HABITAT<br>par décision du C.A. du 12/05/2014<br>Maire de la Ville d’Obernai |
| Mme Isabelle OBRECHT   | Adjointe au Maire   |
| M. Robin CLAUSS  | Adjoint au Maire  |
| Mme Sophie ADAM  | Conseillère Municipale  |
| Mme Elisabeth DEHON  | Conseillère Municipale  |
| Mme Dominique ERDRICH  | Conseillère Municipale  |
| Mme Céline OHRESSER-OPPENHAUSER  | Conseillère Municipale  |
| M. Ethem YILDIZ  | Conseiller Municipal  |
| <b>AUTRES ADMINISTRATEURS</b>  |   |
| GRUPE DOMIAL<br>ACTIONNAIRE avec 1600 actions = 32 %   | Représenté par M. Christian KIEFFER - Directeur Territorial<br>Bas-Rhin   |
| CAISSE D’EPARGNE GRAND EST EUROPE<br>ACTIONNAIRE avec 200 actions = 4 %                        | Représentée par M. Olivier KOESTER  |
| CAISSE DE CREDIT MUTUEL DU PAYS DE<br>SAINTE-ODILE<br>ACTIONNAIRE avec 2 actions = 0,04 %      | Représentée par son Président M. Raymond LANOË  |
| ALSACE HABITAT<br>ACTIONNAIRE avec 2 actions = 0,04 %  | Représentée par M. Nabil BENNACER   |
| <b>REPRESENTANTS ELUS DES LOCATAIRES</b>   |   |
| Mme Françoise FREY   | Représentante élue des locataires   |
| M. Didier SERGENT  | Représentant élu des locataires   |

### **Objet statutaire**

L’objet principal de la société est la construction et la gestion d’immeubles collectifs ou individuels à usage principal d’habitation et bénéficiant de financements de l’Etat.

La société a également vocation à intervenir :

- dans le cadre de réhabilitation d’immeubles, propriété de la société, ou dans le cadre de conventions passées avec des tiers
- dans l’aménagement de terrains
- dans la location ou la vente de biens immeubles
- dans des opérations d’aménagement telles que définies à l’article L. 300-1 du Code de l’urbanisme

La possibilité pour la société de réhabiliter du patrimoine ancien et de mener des opérations d’aménagement urbain est issue d’une modification statutaire intervenue par décision de l’Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 2003.

### **Création d’une Société Anonyme de Coordination « Habitat Rhéna » avec DOMIAL**

Afin de satisfaire à l’article 81 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l’aménagement et du numérique (ELAN), par délibération en date du 17 novembre 2020, le Conseil d’Administration a décidé la prise de participation de 6 % (7 200 €) au capital de la société de coordination « Habitat Rhéna » créée avec l’actionnaire DOMIAL, qui détient les 94 % restants (112 800 €). Par arrêté du 16 juillet 2021, la société de coordination est agréée pour l’exercice de son activité sur le territoire national.

### **Effectif**

Au 31 décembre 2021, l’effectif est de 14 salariés, selon l’organigramme ci-après reproduit.

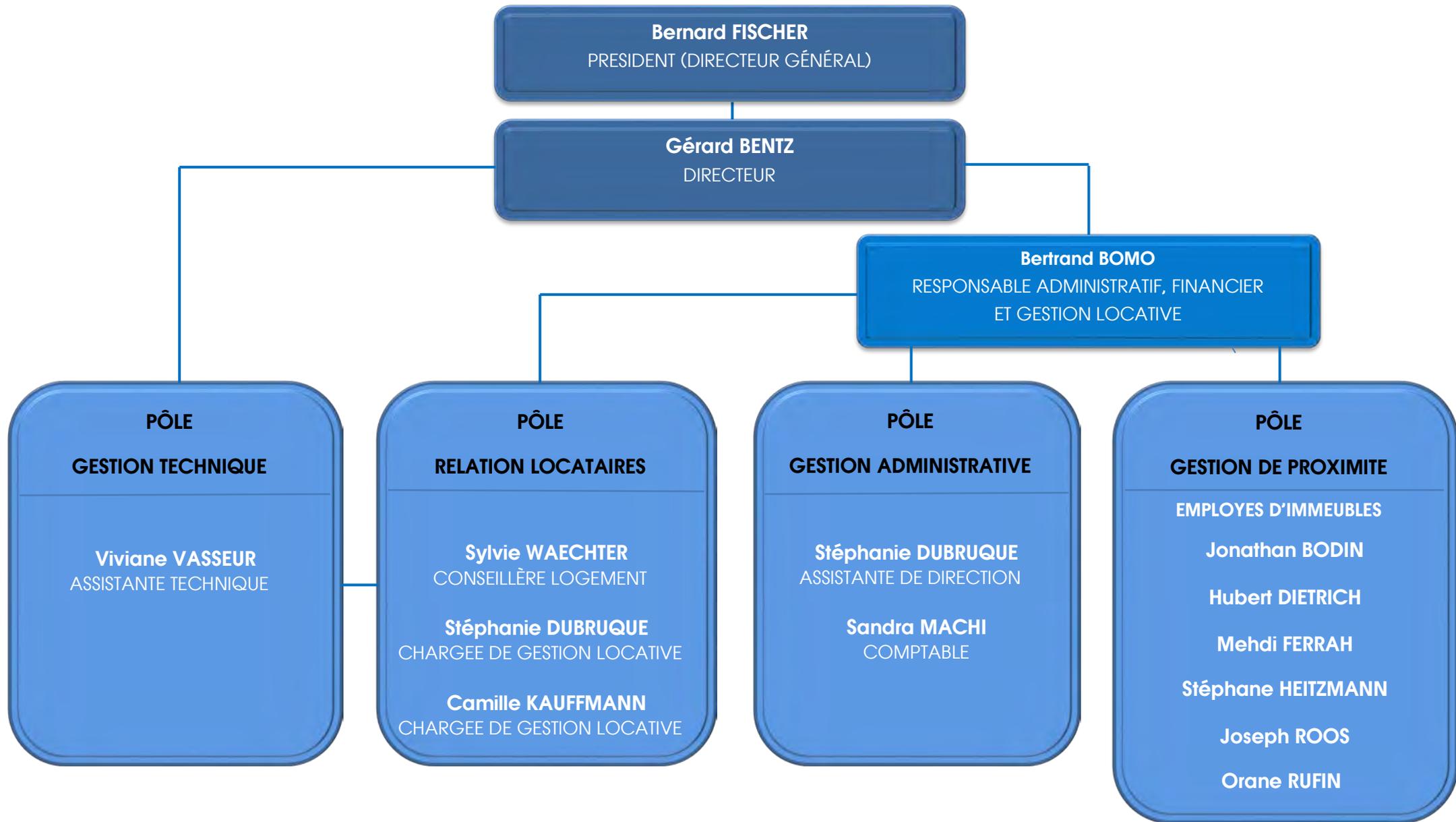
➤ **Administratifs**

|                   |                   |
|-------------------|-------------------|
| <b>Hommes : 3</b> | <b>Femmes : 5</b> |
|-------------------|-------------------|

➤ **Employés d’immeubles :**

|                   |
|-------------------|
| <b>Hommes : 6</b> |
|-------------------|

# ORGANIGRAMME AU 31/12/2021



**SAEM OBERNAI HABITAT  
RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ  
EXERCICE 2021**

**PREMIÈRE PARTIE**

**EVOLUTIONS STATUTAIRES ET  
MOUVEMENTS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

## **EVOLUTIONS STATUTAIRES MOUVEMENTS AU SEIN DU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

### *Evolution statutaires*

Il n’a été procédé à aucune modification des statuts au cours de l’exercice 2021.

### *Mouvements au sein du Conseil d’Administration*

Par délibération du Directoire de la Caisse d’Epargne Grand Est Europe en date du 26 avril 2021, M. Olivier KOESTER a été désigné représentant permanent de ladite société au sein du Conseil d’Administration de la SAEM Obernai Habitat succédant ainsi à M. François WEISSBECK.

**SAEM OBERNAI HABITAT  
RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ  
EXERCICE 2021**

**SECONDE PARTIE**

**PRÉSENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2021**

## **PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS DE L’EXERCICE 2021**

Le Bilan et le Compte de Résultat sont ci-après reproduits.

# BILAN - ACTIF

100908 - S.A. OBERNAI HABITAT

Du 01/01/2021 au 31/12/2021

| ACTIF  | Valeurs au 31/12/21  |                    |                      | % de l'actif | Valeurs au 31/12/20  | % de l'actif |
|--|----------------------|--------------------|----------------------|--------------|----------------------|--------------|
|  | Val. Brutes          | Amort. & dépr      | Val. Nettes          |              |                      |              |
| Capital souscrit non appelé                      |                      |                    |                      |              |                      |              |
| <b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>                          |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Immobilisations incorporelles                    |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Frais d'établissement                            |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Frais de développement                           |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Concessions, brevets et droits similaires        | 44 744,94            | 44 254,41          | 490,53               |              | 802,53               |              |
| Fonds commercial (1)                             |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Autres immobilisations incorporelles             |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Immobilisations incorporelles en cours           |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Avances et acomptes                              |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Immobilisations corporelles                      |                      |                    |                      | 64,57        |                      | 65,35        |
| Terrains   | 1 946 105,52         |                    | 1 946 105,52         |              | 1 946 105,52         |              |
| Constructions                                    | 35 151 602,80        | 17 984 028,40      | 17 167 574,40        |              | 13 624 614,77        |              |
| Installations tech., matériel & outillages       | 184 457,94           | 178 792,12         | 5 665,82             |              | 5 045,44             |              |
| Autres immobilisations corporelles               | 155 483,53           | 139 848,20         | 15 635,33            |              | 21 125,89            |              |
| Immobilisations corporelles en cours             | 410 746,29           |                    | 410 746,29           |              | 2 097 350,31         |              |
| Avances et acomptes                              |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Immobilisations financières (2)                  |                      |                    |                      | 0,02         |                      |              |
| Participations                                   |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Créances rattachées à des participations         |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Autres titres immobilisés                        | 7 200,00             |                    | 7 200,00             |              |                      |              |
| Prêts  |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Autres immobilisations financières               |                      |                    |                      |              |                      |              |
| <b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>                    | <b>37 900 341,02</b> | <b>18 346 923,</b> | <b>19 553 417,89</b> | <b>64,59</b> | <b>17 695 044,46</b> | <b>65,36</b> |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                           |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Stocks et en-cours                               |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Matières premières et autres appro               |                      |                    |                      |              |                      |              |
| En-cours de production (biens et services)       |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Produits intermédiaires et finis                 |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Marchandises                                     |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Avances et acomptes versés sur commandes         | 183,45               |                    | 183,45               |              | 1 114,45             |              |
| Créances   |                      |                    |                      | 1,43         |                      | 2,20         |
| Clients (3)                                      | 332 995,46           |                    | 332 995,46           |              | 232 818,40           |              |
| Clients douteux, litigieux (3)                   | 207 577,62           | 207 574,69         | 2,93                 |              | 2,91                 |              |
| Clients factures à établir (3)                   |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Autres créances (3)                              | 98 024,52            |                    | 98 024,52            |              | 362 973,78           |              |
| Fournisseurs débiteurs                           | 770,72               |                    | 770,72               |              | 1 203,57             |              |
| Capital souscrit - appelé non versé              |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Valeurs mobilières de placement                  |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Actions propres                                  |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Autres titres                                    | 815,00               |                    | 815,00               |              | 815,00               |              |
| Instruments de trésorerie                        |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Disponibilités                                   | 10 224 325,30        |                    | 10 224 325,30        | 33,77        | 8 716 205,77         | 32,19        |
| Charges constatées d'avance (3)                  | 61 839,16            |                    | 61 839,16            | 0,20         | 64 742,95            | 0,24         |
| <b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>                     | <b>10 926 531,23</b> | <b>207 574,69</b>  | <b>10 718 956,54</b> | <b>35,41</b> | <b>9 379 876,83</b>  | <b>34,64</b> |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices       |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Primes de remboursement des emprunts             |                      |                    |                      |              |                      |              |
| Ecarts de conversion actif                       |                      |                    |                      |              |                      |              |
| <b>TOTAL ACTIF GÉNÉRAL</b>                       | <b>48 826 872,25</b> | <b>18 554 497,</b> | <b>30 272 374,43</b> | <b>100</b>   | <b>27 074 921,29</b> | <b>100</b>   |

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an (brut)

(3) Dont à plus d'un an (brut)

# BILAN - PASSIF

100908 - S.A. OBERNAI HABITAT

Du 01/01/2021 au 31/12/2021

| PASSIF   | Valeurs au<br>31/12/21 | % du<br>passif | Valeurs au<br>31/12/20 | % du<br>passif |
|--|------------------------|----------------|------------------------|----------------|
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                                    |                        |                |                        |                |
| Capital (dont versé : 250 000,00 )                         | 250 000,00             | 0,83           | 250 000,00             | 0,92           |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport                     | 172 959,15             | 0,57           | 172 959,15             | 0,64           |
| Écarts de réévaluation                                     |                        |                |                        |                |
| Écart d'équivalence  |                        |                |                        |                |
| Réserves   |                        | 46,83          |                        | 49,42          |
| Réserve légale   | 25 000,00              |                | 25 000,00              |                |
| Réserves statutaires ou contractuelles                     | 8 727 000,00           |                | 8 727 000,00           |                |
| Réserves réglementées                                      |                        |                |                        |                |
| Autres réserves  | 5 424 000,00           |                | 4 629 000,00           |                |
| Report à nouveau   | 431,11                 |                | 511,35                 |                |
| Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)                 | 812 157,47             | 2,68           | 794 919,76             | 2,94           |
| <b>SITUATION NETTE</b>                                     | <b>15 411 547,73</b>   | <b>50,91</b>   | <b>14 599 390,26</b>   | <b>53,92</b>   |
| Subventions d'investissement                               | 2 389 750,46           | 7,89           | 2 486 062,47           | 9,18           |
| Provisions réglementées                                    | 254 848,43             | 0,84           | 240 548,12             | 0,89           |
| <b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>                              | <b>18 056 146,62</b>   | <b>59,65</b>   | <b>17 326 000,85</b>   | <b>63,99</b>   |
| <b>AUTRES FONDS PROPRES</b>                                |                        |                |                        |                |
| Produit des émissions de titres participatifs              |                        |                |                        |                |
| Avances conditionnées                                      |                        |                |                        |                |
| <b>TOTAL AUTRES FONDS PROPRES</b>                          |                        |                |                        |                |
| <b>PROVISIONS</b>  |                        |                |                        |                |
| Provisions pour risques                                    | 22 489,00              |                | 22 489,00              |                |
| Provisions pour charges                                    | 115 142,61             |                | 112 865,83             |                |
| <b>TOTAL PROVISIONS</b>                                    | <b>137 631,61</b>      | <b>0,45</b>    | <b>135 354,83</b>      | <b>0,50</b>    |
| <b>DETTES (1)</b>  |                        |                |                        |                |
| Emprunts obligataires convertibles                         |                        |                |                        |                |
| Autres emprunts obligataires                               |                        |                |                        |                |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | 10 510 338,63          | 34,72          | 8 146 908,69           | 30,09          |
| Emprunts et dettes financières diverses (3)                | 459 153,45             | 1,52           | 474 879,50             | 1,75           |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours           | 66 462,41              | 0,22           | 81 132,28              | 0,30           |
| Fournisseurs   | 276 015,28             | 0,91           | 141 400,57             | 0,52           |
| Fournisseurs, factures non parvenues                       | 106 077,45             | 0,35           | 112 342,13             | 0,41           |
| Dettes fiscales et sociales                                | 170 956,42             | 0,56           | 178 001,30             | 0,66           |
| Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés            | 334 819,27             | 1,11           | 368 081,57             | 1,36           |
| Autres dettes  | 154 773,29             | 0,51           | 110 819,57             | 0,41           |
| Instruments de trésorerie                                  |                        |                |                        |                |
| Produits constatés d'avance                                |                        |                |                        |                |
| <b>TOTAL DETTES</b>  | <b>12 078 596,20</b>   | <b>39,90</b>   | <b>9 613 565,61</b>    | <b>35,51</b>   |
| Écarts de conversion passif                                |                        |                |                        |                |
| <b>TOTAL PASSIF GÉNÉRAL</b>                                | <b>30 272 374,43</b>   | <b>100</b>     | <b>27 074 921,29</b>   | <b>100</b>     |

(1) Dont à plus d'un an

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

(3) Dont emprunts participatifs

10 216 081,69

1 796 052,10

8 041 339,56

1 572 226,05

# COMPTE DE RÉSULTAT

100908 - S.A. OBERNAI HABITAT

Du 01/01/2021 au 31/12/2021

|  | Du 01/01/21<br>Au 31/12/21 | % CA          | Du 01/01/20<br>Au 31/12/20 | % CA          | Variation         |             |
|--|----------------------------|---------------|----------------------------|---------------|-------------------|-------------|
|  |                            |               |                            |               | en valeur         | en %        |
| Produits d'exploitation (1)  |                            |               |                            |               |                   |             |
| Ventes de marchandises   |                            |               |                            |               |                   |             |
| Production vendue (biens et services)                              | 4 084 041,64               | 100,00        | 3 939 662,20               | 100,00        | 144 379,44        | 3,66        |
| <b>Montant net du chiffre d'affaires</b>                           | <b>4 084 041,64</b>        | <b>100,00</b> | <b>3 939 662,20</b>        | <b>100,00</b> | <b>144 379,44</b> | <b>3,66</b> |
| Production stockée   |                            |               |                            |               |                   |             |
| Production immobilisée   | 19 345,27                  | 0,47          |                            |               | 19 345,27         |             |
| Subventions d'exploitation   |                            |               |                            |               |                   |             |
| Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges | 22 892,41                  | 0,56          | 105 817,57                 | 2,69          | -82 925,16        | -78,37      |
| Autres produits  | 10,58                      |               | 130,08                     |               | -119,50           | -91,87      |
| <b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                           | <b>4 126 289,90</b>        | <b>101,03</b> | <b>4 045 609,85</b>        | <b>102,69</b> | <b>80 680,05</b>  | <b>1,99</b> |
| Charges d'exploitation (2)   |                            |               |                            |               |                   |             |
| Achats de marchandises   |                            |               |                            |               |                   |             |
| Variation de stocks  |                            |               |                            |               |                   |             |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements          |                            |               |                            |               |                   |             |
| Variation de stocks  |                            |               |                            |               |                   |             |
| Autres achats et charges externes                                  | 1 559 875,12               | 38,19         | 1 450 991,03               | 36,83         | 108 884,09        | 7,50        |
| Impôts, taxes et versements assimilés                              | 322 251,79                 | 7,89          | 321 377,02                 | 8,16          | 874,77            | 0,27        |
| Salaires et traitements  | 480 433,06                 | 11,76         | 460 417,21                 | 11,69         | 20 015,85         | 4,35        |
| Charges sociales   | 197 887,12                 | 4,85          | 182 161,85                 | 4,62          | 15 725,27         | 8,63        |
| Dot. aux amortissements et dépréciations                           |                            |               |                            |               |                   |             |
| Sur immobilisations : dot. aux amorts                              | 707 071,52                 | 17,31         | 672 445,89                 | 17,07         | 34 625,63         | 5,15        |
| Sur immobilisations : dot. aux dépréc.                             |                            |               |                            |               |                   |             |
| Sur actif circulant : dot. aux dépréc.                             | 33 493,54                  | 0,82          | 38 704,04                  | 0,98          | -5 210,50         | -13,46      |
| Dotations aux provisions   | 2 276,78                   | 0,06          | 30 357,06                  | 0,77          | -28 080,28        | -92,50      |
| Autres charges   | 5 197,17                   | 0,13          | 85 598,45                  | 2,17          | -80 401,28        | -93,93      |
| <b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>                            | <b>3 308 486,10</b>        | <b>81,01</b>  | <b>3 242 052,55</b>        | <b>82,29</b>  | <b>66 433,55</b>  | <b>2,05</b> |
| <b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>                                     | <b>817 803,80</b>          | <b>20,02</b>  | <b>803 557,30</b>          | <b>20,40</b>  | <b>14 246,50</b>  | <b>1,77</b> |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun           |                            |               |                            |               |                   |             |
| Bénéfice ou perte transférée                                       |                            |               |                            |               |                   |             |
| Perte ou bénéfice transféré  |                            |               |                            |               |                   |             |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

# COMPTE DE RÉSULTAT - SUITE

100908 - S.A. OBERNAI HABITAT

Du 01/01/2021 au 31/12/2021

|  | Du 01/01/21<br>Au 31/12/21 | % CA          | Du 01/01/20<br>Au 31/12/20 | % CA          | Variation         |               |
|--|----------------------------|---------------|----------------------------|---------------|-------------------|---------------|
|  |                            |               |                            |               | en valeur         | en %          |
| <b>Produits financiers</b>                                   |                            |               |                            |               |                   |               |
| De participation (3)   |                            |               |                            |               |                   |               |
| Autres valeurs mob. créances d'actif immo. (3)               |                            |               |                            |               |                   |               |
| Autres intérêts et produits assimilés (3)                    | 40 675,69                  | 1,00          | 33 026,83                  | 0,84          | 7 648,86          | 23,16         |
| Reprises sur prov., dépréciations, transferts                |                            |               |                            |               |                   |               |
| Différences positives de change                              |                            |               |                            |               |                   |               |
| Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement |                            |               |                            |               |                   |               |
| <b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</b>                         | <b>40 675,69</b>           | <b>1,00</b>   | <b>33 026,83</b>           | <b>0,84</b>   | <b>7 648,86</b>   | <b>23,16</b>  |
| <b>Charges financières</b>                                   |                            |               |                            |               |                   |               |
| Dot. amortissements, dépréc., prov.                          |                            |               | 633,16                     | 0,02          | -633,16           | -100,00       |
| Intérêts et charges assimilées (4)                           | 110 182,37                 | 2,70          | 104 021,31                 | 2,64          | 6 161,06          | 5,92          |
| Différences négatives de change                              |                            |               |                            |               |                   |               |
| Charges sur cession de valeurs mobilières de placement       |                            |               |                            |               |                   |               |
| <b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES</b>                         | <b>110 182,37</b>          | <b>2,70</b>   | <b>104 654,47</b>          | <b>2,66</b>   | <b>5 527,90</b>   | <b>5,28</b>   |
| <b>RÉSULTAT FINANCIER</b>                                    | <b>-69 506,68</b>          | <b>-1,70</b>  | <b>-71 627,64</b>          | <b>-1,82</b>  | <b>2 120,96</b>   | <b>2,96</b>   |
| <b>RÉSULTAT COURANT avant impôts</b>                         | <b>748 297,12</b>          | <b>18,32</b>  | <b>731 929,66</b>          | <b>18,58</b>  | <b>16 367,46</b>  | <b>2,24</b>   |
| <b>Produits exceptionnels</b>                                |                            |               |                            |               |                   |               |
| Sur opérations de gestion                                    | 542,00                     | 0,01          | 16 361,00                  | 0,42          | -15 819,00        | -96,69        |
| Sur opérations en capital                                    | 96 312,01                  | 2,36          | 96 304,51                  | 2,44          | 7,50              | 0,01          |
| Reprises sur provisions, dépréciations, transfert de charges | 4 264,17                   | 0,10          | 15 133,67                  | 0,38          | -10 869,50        | -71,82        |
| <b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>                      | <b>101 118,18</b>          | <b>2,48</b>   | <b>127 799,18</b>          | <b>3,24</b>   | <b>-26 681,00</b> | <b>-20,88</b> |
| <b>Charges exceptionnelles</b>                               |                            |               |                            |               |                   |               |
| Sur opérations de gestion                                    |                            |               | 4 399,00                   | 0,11          | -4 399,00         | -100,00       |
| Sur opérations en capital                                    | 245,35                     | 0,01          | 187,60                     |               | 57,75             | 30,78         |
| Dot. amortissements, dépréciations, prov.                    | 18 564,48                  | 0,45          | 37 053,48                  | 0,94          | -18 489,00        | -49,90        |
| <b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                     | <b>18 809,83</b>           | <b>0,46</b>   | <b>41 640,08</b>           | <b>1,06</b>   | <b>-22 830,25</b> | <b>-54,83</b> |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>                                 | <b>82 308,35</b>           | <b>2,02</b>   | <b>86 159,10</b>           | <b>2,19</b>   | <b>-3 850,75</b>  | <b>-4,47</b>  |
| <b>Participation des salariés aux résultats</b>              |                            |               |                            |               |                   |               |
| Impôt sur les bénéfices                                      | 18 448,00                  | 0,45          | 23 169,00                  | 0,59          | -4 721,00         | -20,38        |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                    | <b>4 268 083,77</b>        | <b>104,51</b> | <b>4 206 435,86</b>        | <b>106,77</b> | <b>61 647,91</b>  | <b>1,47</b>   |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>                                     | <b>3 455 926,30</b>        | <b>84,62</b>  | <b>3 411 516,10</b>        | <b>86,59</b>  | <b>44 410,20</b>  | <b>1,30</b>   |
| <b>Bénéfice ou Perte</b>                                     | <b>812 157,47</b>          | <b>19,89</b>  | <b>794 919,76</b>          | <b>20,18</b>  | <b>17 237,71</b>  | <b>2,17</b>   |

(3) Dont produits concernant les entités liées  
(4) Dont intérêts concernant les entités liées

**SAEM OBERNAI HABITAT  
RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ  
EXERCICE 2021**

**TROISIÈME PARTIE**

**PATRIMOINE - GESTION LOCATIVE**

**CONSTRUCTION - REHABILITATION**

## PATRIMOINE – GESTION LOCATIVE – CONSTRUCTION - REHABILITATION

### 1. LE PARC IMMOBILIER D’OBERNAI HABITAT

Obernai Habitat gère **756 logements locatifs** à caractère social et **443 garages, 6 emplacements privatifs et 38 emplacements de stationnement simple en sous-sol**, situés sur le territoire de la commune d’Obernai. 88 % des logements sont conventionnés. L’âge moyen du patrimoine immobilier est de 42 ans.

- *Programme Foyer « Résidence Hohenbourg »*

*Adresse :* 3 et 7 Rue du Foyer

*Nombre :* 70 logements

*Mise en service :* 1968 et 1977



- *Programme « Avenue des Champs Verts / Allée des Roseaux »*

*Adresse :* 13 – 25 Avenue des  
Champs Verts  
2 – 4 Allée des Roseaux

*Nombre :* 93 logements

*Mise en service :* 1978 à 1982



- *Programme « 12-32 Rue du Maréchal Koenig »*

*Adresse :* 12 – 32 Rue du  
Maréchal Koenig

*Nombre :* 72 logements

*Mise en service :* 1986



○ **Programme « 36 Rue du Maréchal Koenig »**

*Adresse :* 36 Rue du Maréchal  
Koenig

*Nombre :* 3 logements

*Mise en service :* 1990



○ **Programme « 38 Rue du Maréchal Koenig »**

*Adresse :* 38 Rue du Maréchal  
Koenig

*Nombre :* 3 logements

*Mise en service :* 1991



○ **Programme « 40 Rue du Maréchal Koenig »**

*Adresse :* 40 Rue du Maréchal  
Koenig

*Nombre :* 6 logements

*Mise en service :* 1991



○ **Programme « Boulevard d'Europe / Rue Marcel Klein »**

*Adresse :* 45 – 57 Bld d'Europe  
5 – 7 Rue Marcel Klein

*Nombre :* 112 logements

*Mise en service :* 1971 à 1972



○ *Programme « Place de Gail »*

*Adresse :* 1 – 40 Place de Gail  
43 Bld d’Europe

*Nombre :* 108

*Mise en service :* 1963



○ *Programme « Place d’Europe »*

*Adresse :* 1 – 18 Place d’Europe

*Nombre :* 180 logements

*Mise en service :* 1966 à 1968



○ *Programme « Clos des Vignes »*

*Adresse :* 29e Rue du Gal Leclerc

*Nombre :* 6 logements

*Mise en service :* 1994



○ *Programme logement « Club House »*

*Adresse :* Rue du Stade

*Nombre :* 1 logement

*Mise en service :* 1998



○ **Programme « La Résidence du Cèdre »**

Adresse : 2-4 Square Bugeaud

Nombre : 24 logements

Mise en service : 2008



○ **Programme « Logements Freppel »**

Adresse : 29-31 Rue du Gal Gouraud

Nombre : 7 logements

Mise en service : 2009



○ **Programme « Lisières du Parc »**

Adresse : 1-9 Rue des Chênes

Nombre : 40 logements

Mise en service : 2015



○ **Programme « Square Saint Charles »**

Adresse : 10 Square Saint Charles

Nombre : 6 logements

Mise en service : 2017



○ **Programme « Les Lauriers »**

Adresse : 19 Place d’Europe

Nombre : 25 logements

Mise en service : 2021



## RECAPITULATIF DU PARC LOCATIF DE LA SOCIÉTÉ AU 31 DECEMBRE 2021

| Programme             | Adresse  | Total garages | Total logements | T1        | T2        | T3         | T4         | T5        | Logts conventionnés | Nb logts réhabilités |
|-----------------------|--|---------------|-----------------|-----------|-----------|------------|------------|-----------|---------------------|----------------------|
| KOENIG                | 40 RUE DU MARECHAL KOENIG                              | 6             | 6               |           |           | 2          | 2          | 2         | 6                   |                      |
|                       | 12-32 RUE DU MARECHAL KOENIG                           | 72            | 72              | 13        | 17        | 23         | 17         | 2         | 72                  |                      |
|                       | 36 RUE DU MARECHAL KOENIG                              | 3             | 3               |           | 1         | 1          |            | 1         |                     |                      |
|                       | 38 RUE DU MARECHAL KOENIG                              | 5             | 3               |           |           | 1          | 2          |           |                     |                      |
| GAIL                  | 1-8 PLACE DE GAIL et 43 BVD D'EUROPE (Collectifs)      | 42            | 76              |           | 17        | 38         | 21         |           | 76                  | 76                   |
|                       | 9-40 PLACE DE GAIL (Individuels)                       |               | 32              |           |           |            | 20         | 12        | 32                  | 32                   |
| CHAMPS VERTS          | 13-25 AVENUE DES CHAMPS VERTS<br>2-4 ALLEE DES ROSEAUX | 85            | 93              | 14        | 21        | 33         | 20         | 5         | 93                  | 93                   |
| PL. EUROPE            | 1-18 PLACE D'EUROPE                                    | 55            | 180             |           | 2         | 91         | 72         | 15        | 178                 | 180                  |
| BVD. EUROPE           | 45-57 BOULEVARD D'EUROPE<br>et 5-7 RUE MARCEL KLEIN    | 96            | 112             |           | 8         | 37         | 52         | 15        | 112                 | 112                  |
| FOYER HOHENBOURG      | 3 RUE DU FOYER   | 8             | 31              | 20        | 11        |            |            |           |                     | 31                   |
|                       | 7 RUE DU FOYER   |               | 39              | 38        |           |            | 1          |           |                     | 38                   |
| CLUB HOUSE            | RUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY                  |               | 1               |           |           | 1          |            |           |                     |                      |
| CLOS DES VIGNES       | 29 RUE DU GENERAL LECLERC                              | 7             | 6               |           |           |            | 4          | 2         |                     |                      |
| CEDRE                 | 2-4 SQUARE BUGEAUD                                     | 24            | 24              |           | 2         | 10         | 10         | 2         | 24                  |                      |
| FREPPPEL              | 29 et 31 RUE DU GENERAL GOURAUD                        |               | 7               |           |           | 3          | 2          | 2         | 7                   |                      |
| PARC                  | 1-9 RUE DES CHENES                                     | 40            | 40              | 2         | 9         | 16         | 11         | 2         | 40                  |                      |
| SQUARE                | 10 SQUARE SAINT CHARLES                                |               | 6               |           | 2         |            | 2          | 2         | 6                   |                      |
| LAURIERS              | 19 PLACE D'EUROPE<br>4 AVENUE DE GAIL                  |               | 25              |           | 6         | 15         | 4          |           |                     |                      |
| <b>TOTAL BAILLEUR</b> |  | <b>443</b>    | <b>756</b>      | <b>87</b> | <b>96</b> | <b>271</b> | <b>240</b> | <b>62</b> | <b>646</b>          | <b>562</b>           |

## 2. INDICATEURS RELATIFS A LA GESTION LOCATIVE

### 2.1. Vacance commerciale et mouvements sur le parc

Au 31 décembre 2021, les pertes de loyer pour vacance commerciale de logements et de garages se chiffrent à 6 701,62 € contre 6 228,12 € en 2019. Le taux d’occupation du patrimoine est proche des 100%.

Pendant l’année 2021, 51 résiliations de logements (6,75 % du parc) et 44 résiliations de garages/emplacements privatifs (9,03 % du parc) ont été enregistrées :

| Mouvements enregistrés           |  |                  |           |             |                  |
|----------------------------------|--|------------------|-----------|-------------|------------------|
| Programmes                       | Adresses   | Nbre de logement | Départs   | Relogements | Taux de rotation |
| Avenue des Champs Verts          | 13 au 25 Avenue des Champs Verts<br>2 et 4 Allée des Roseaux | 93               | 7         | /           | 7,53 %           |
| Rue du Maréchal Koenig           | 12-32 Rue du Maréchal Koenig<br>36-40 Rue du Maréchal Koenig | 84               | 6         | /           | 7,14 %           |
| Club House                       | 1 Rue du Stade   | 1                | 0         | /           | -                |
| Place de Gail Collectif          | 1-8 Place de Gail Collectif<br>et 43 Boulevard d’Europe      | 76               | 5         | 2           | 6,58 %           |
| Place de Gail Individuel         | 9-40 Place de Gail Individuel                                | 32               | 6         | /           | 18,75 %          |
| Bld d’Europe<br>Rue Marcel Klein | 45-57 Boulevard d’Europe<br>5-7 Rue Marcel Klein             | 112              | 5         | 1           | 4,46 %           |
| Résidence du Cèdre               | 2-4 Square Bugeaud   | 24               | 1         | /           | 4,17 %           |
| Place d’Europe                   | 1-18 Place d’Europe  | 180              | 9         | 5           | 5,00 %           |
| Clos des Vignes                  | 29 <sup>e</sup> Rue du Général Leclerc                       | 6                | 0         | /           | -                |
| Foyer Hohenbourg                 | 3 – 7 Rue du Foyer   | 70               | 8         | /           | 11,43 %          |
| Logements Freppel                | 29 et 31 Rue du Général Gouraud                              | 7                | 0         | /           | -                |
| Les Lisières du Parc             | 1-9 Rue des Chênes   | 40               | 3         | 1           | 7,50 %           |
| Square Saint Charles             | 10 Square Saint Charles                                      | 6                | 1         | /           | 16,67 %          |
| Résidence Les Lauriers           | 4 Avenue de Gail<br>19 Place d’Europe                        | 25               | 0         | /           | -                |
| <b>TOTAL</b>                     |  | <b>756</b>       | <b>51</b> | <b>9</b>    | <b>6,75 %</b>    |

Evolution du taux de rotation :

| ANNEE | TAUX   | TENDANCE |
|-------|--------|----------|
| 2021  | 6,75 % | ↗        |
| 2020  | 6,57 % | ↘        |
| 2019  | 8,75 % | ↗        |

## 2.2. Satisfaction des locataires

Parallèlement à la dernière enquête triennale de satisfaction, Obernai Habitat s’emploie à évaluer annuellement le niveau de satisfaction des locataires entrants et sortants.

- Enquête de satisfaction 2021 auprès des locataires entrants

Parallèlement à la dernière enquête triennale de satisfaction, Obernai Habitat s’emploie à évaluer annuellement le niveau de satisfaction des locataires entrants et sortants.

- Enquête de satisfaction 2021 auprès des locataires entrants

Taux de participation : 78 % (en hausse de 20 points par rapport à 2020)  
Globalement, **97 %** des locataires entrants sont satisfaits d’Obernai Habitat (identique à 2020).

Les nouveaux locataires sont **particulièrement satisfaits** :

- de la qualité et de la disponibilité de l’accueil des services (100 %)
- de la qualité des informations données lors de la signature du contrat (100 %)
- de la prestation assurée par le gardien d’immeubles (98 %)
- de la qualité des renseignements fournis lors de l’état de lieux (97 %)
- du montant du loyer et du montant des charges (93 %)
- du rapport qualité/prix et du montant du loyer de leur logement (93 %)
- de l’ambiance générale et vos premiers contact avec les voisins (93 %)

- Enquête de satisfaction 2021 auprès des locataires sortants

Taux de participation : 22 % (en baisse de 24 points par rapport à 2020)  
Globalement, **91 %** des locataires sortants sont satisfaits d’Obernai Habitat (identique à 2020).

Ils sont **particulièrement satisfaits** :

- de la qualité et la disponibilité de l’accueil de nos services (100 %)
- de la qualité des informations fournies en réponse aux attentes (100 %)
- des délais de réponses aux demandes (100 %)
- de la taille du logement (100 %)
- du montant du loyer (100 %)
- de la clarté des renseignements donnés suite au dépôt du préavis (100 %)
- du déroulement de l’état des lieux de sortie (100 %)

Accusé de réception en préfecture  
067-246701080-20220629-20220318VD-DE  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
DU PAYS DE SAINTE ODILE

RAPPORT  
D'ACTIVITÉ  
GÉNÉRAL  
2021

Article L.521-39 du Code général  
des collectivités territoriales

BERNARDSWILLER - INNENHEIM - KRAUTERGERSHEIM - MEISTRATZHEIM - NIEDERNAI - OBERNAI

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE**

36-38 rue du Maréchal Koenig - CS 50085 - 67213 Obernai Cedex  
03 88 95 53 52 | ccps@ccps.com | www.cc-paysdesainteodile.fr

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Préambule</b> .....  | <b>3</b>  |
| <b>I) Bilan institutionnel et fonctionnel</b> .....   | <b>4</b>  |
| <b>1 - Présentation du territoire</b> .....   | <b>5</b>  |
| <b>2 - Les compétences de la CCPO</b> .....   | <b>9</b>  |
| <b>A - La valorisation du patrimoine</b> .....  | <b>10</b> |
| <b>B - Le soutien aux associations et organismes</b> .....                                  | <b>11</b> |
| <b>C - L'aménagement numérique du territoire</b> .....                                      | <b>12</b> |
| <b>D - Le Pôle Administratif et Technique Intercommunal</b> .....                           | <b>15</b> |
| <b>E - L'enfance et la jeunesse</b> .....   | <b>16</b> |
| <b>F - Le développement durable</b> .....   | <b>19</b> |
| <b>G - La promotion du tourisme</b> .....   | <b>22</b> |
| <b>H - Le développement économique</b> .....  | <b>24</b> |
| <b>I - Mobilité, transports</b> .....   | <b>29</b> |
| <b>J - L'urbanisme et le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI)</b> .....              | <b>34</b> |
| <b>K - Les équipements aquatiques</b> .....   | <b>36</b> |
| <b>L - Les Parcs d'Activités Économiques</b> .....  | <b>38</b> |
| <b>M - La gestion du service ordures ménagères et assimilés</b> .....                       | <b>40</b> |
| <b>N - L'eau et l'assainissement</b> .....  | <b>42</b> |
| <b>O - La Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI)</b> .....   | <b>43</b> |
| <b>P - L'Aire d'Accueil des Gens du Voyage (AAGV)</b> .....                                 | <b>43</b> |
| <b>Q - Les marchés publics</b> .....  | <b>44</b> |
| <b>3 - Les élus de la CCPO en 2021</b> .....  | <b>43</b> |
| <b>4 - Le Conseil de Communauté</b> .....   | <b>48</b> |
| <b>5 - Le Bureau des Maires</b> .....   | <b>53</b> |
| <b>6 - L'activité des Commissions Permanentes</b> .....                                     | <b>55</b> |
| <b>A - Eau et assainissement</b> .....  | <b>55</b> |
| <b>B - Déchets - environnement</b> .....  | <b>55</b> |
| <b>C - Développement et cadre de vie</b> .....  | <b>55</b> |
| <b>D - Commission urbanisme</b> .....   | <b>56</b> |
| <b>E - Commission d'Appels d'Offres (CAO)</b> .....   | <b>56</b> |
| <b>F - Commission d'Ouverture des Plis (COP-DSP)</b> .....                                  | <b>56</b> |
| <b>G - Commissions réunies</b> .....  | <b>56</b> |
| <b>7 - L'administration générale</b> .....  | <b>57</b> |
| <b>8 - Bilan communication et réseaux</b> .....   | <b>59</b> |
| <b>II) Les faits marquants de l'année 2021</b> .....  | <b>60</b> |
| <b>III) Annexes*</b>  |           |
| - Rapport du compte administratif 2021  |           |
| - Rapport sur le prix et la qualité du service public ordures ménagères 2021                |           |
| - Rapports sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement 2021 |           |
| - Rapports sur l'exploitation du réseau de transport public urbain 2021                     |           |

*\*diffusées lors de l'envoi officiel aux Mairies ; rapports transmis aux élus lors de la séance plénière de juin 2022.*

#### **RAPPORT D'ACTIVITÉ GÉNÉRAL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE**

**Directeurs de la publication :** Bernard FISCHER, Audrey SCHIMBERLÉ

**Conception et graphisme :** Léa FRICKERT, Service Communication de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile |

**Crédits Photos :** Ville d'Obernai, Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile, Airdiasol, Paul Seners, Office du tourisme Obernai, Adobestock.com, Flaticon®, Freepik®.

En vertu de l'article L.5211-39 du Code général des collectivités territoriales, **le Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au Maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.**

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale sont entendus.

**Le présent rapport constitue le rapport d'activité de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile pour l'année 2021**, il est composé d'un bilan général de l'activité administrative de l'établissement.

Il est accompagné règlementairement du compte administratif de la collectivité et de son rapport adopté par l'Assemblée Délibérante le 29 juin 2022.

Le rapport sur le prix et la qualité des services publics des ordures ménagères fait également partie intégrante de l'activité de l'établissement en 2021. Il est présenté à l'Assemblée Délibérante dans sa séance du 29 juin 2022 et fait également l'objet d'un envoi aux communes membres.

Les rapports sur l'exploitation du réseau de transport public urbain 2021 et sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement, sont présentés à l'Assemblée Délibérante dans sa séance du 29 juin 2022.

Enfin, l'article L5211-39 du Code général des collectivités territoriales impose à l'Établissement Public de Coopération Intercommunale de mentionner le détail des dépenses par commune.



*L'année 2021 a encore été marquée par la crise sanitaire de Covid19. Les activités et les services ont été impactés à différents niveaux, différents plans de continuité d'activité ont été enclenchés dans les services délégués et dans les services en régie.*

*La Communauté de Communes et les 6 communes ont fait preuve de flexibilité pour la mise en œuvre des protocoles sanitaires, des gestes barrières et pour la distribution d'équipements de protection individuelle (masques, gants, gel hydroalcoolique...).*

# I) BILAN INSTITUTIONNEL ET FONCTIONNEL

La **Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (CCPO)** a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

Elle regroupe les communes de :

- **Bernardswiller,**
- **Innenheim,**
- **Krautergersheim,**
- **Meistratzheim,**
- **Niedernai,**
- **Obernai.**

Selon la population légale 2018 de l'INSEE, la CCPO compte 19 442 habitants.

## • LA POPULATION 6 COMMUNES



Bernardswiller :  
**1 481 habitants**



Innenheim :  
**1 190 habitants**



Krautergersheim :  
**1 741 habitants**



Meistratzheim :  
**1 519 habitants**

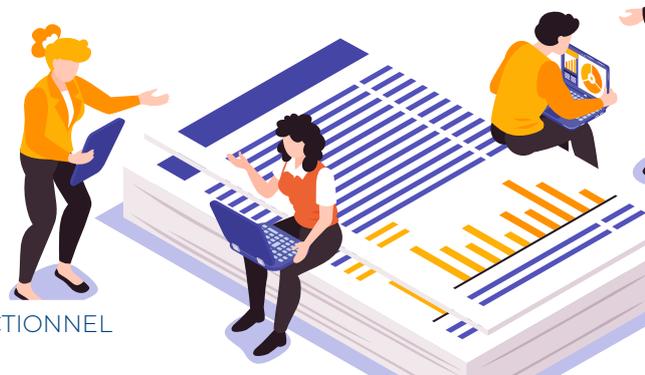


Niedernai :  
**1 290 habitants**



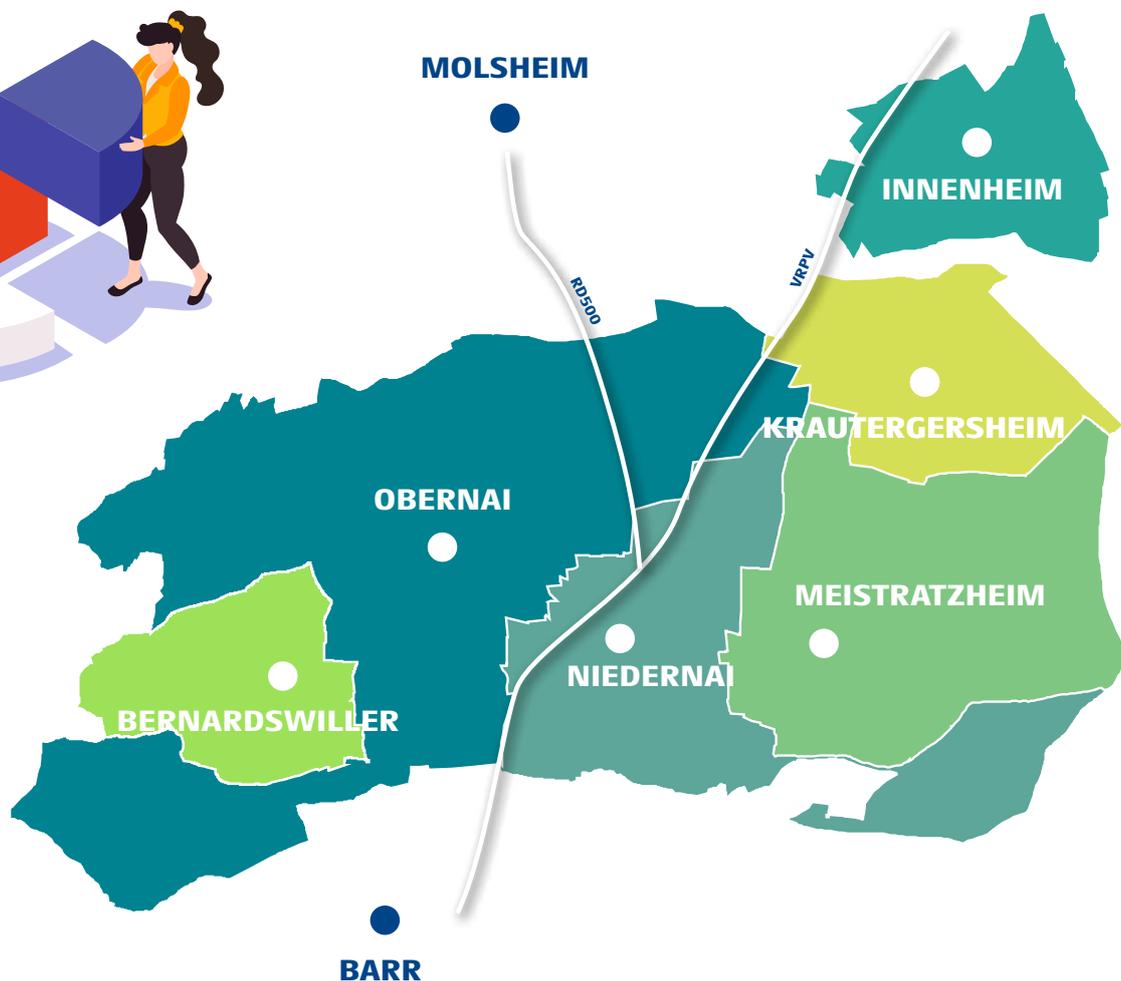
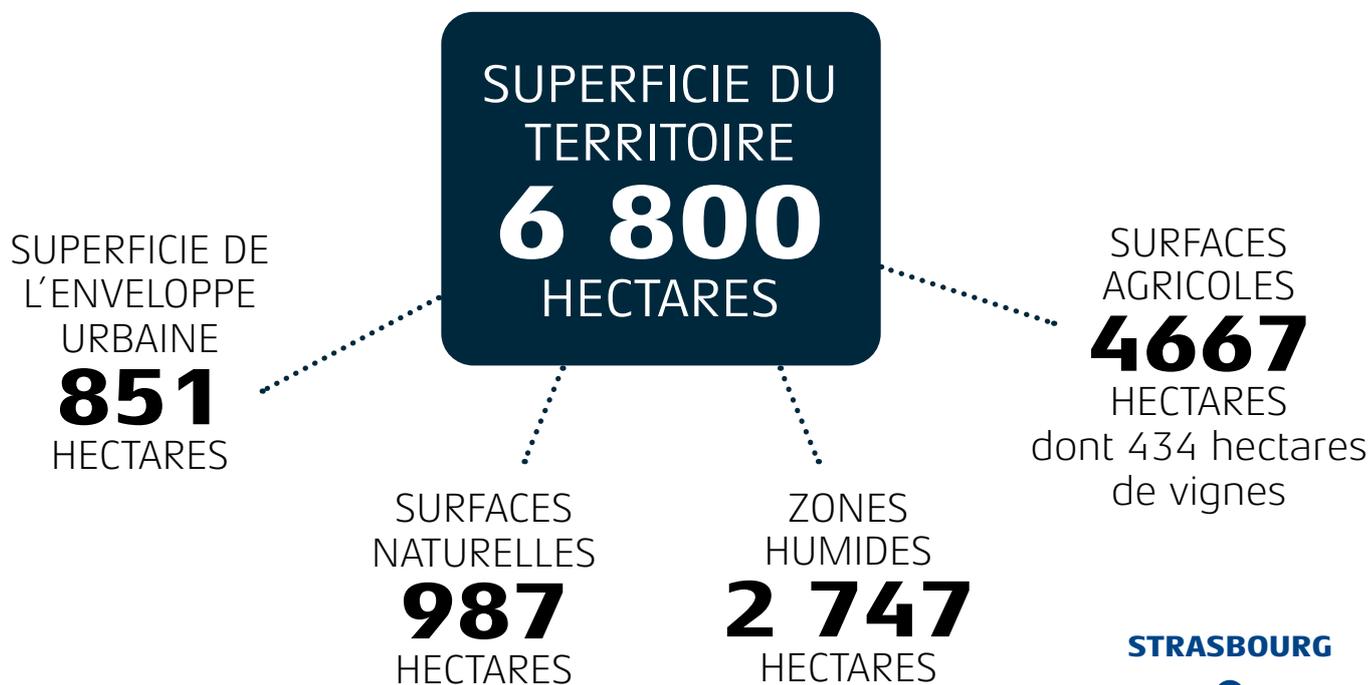
Obernai :  
**12 221 habitants**

**TOTAL : 19 442 habitants**



# PRÉSENTATION DU TERRITOIRE

## • L'organisation du territoire



# QUI SONT VOS ÉLUS COMMUNAUTAIRES ?

Composé des élus des 6 communes du Pays de Sainte Odile, le Conseil Communautaire compte 26 délégués communautaires. Tous ont été élus au suffrage universel le 6 juin 2020 pour un mandat de 6 ans (2020-2026). Ils siègent dans l'assemblée au prorata du nombre d'habitants de chaque commune.

Le Bureau des Maires se compose des Maires des 6 communes.



## LE BUREAU DES MAIRES



**Bernard FISCHER**  
Maire d'Obernai  
Président de la Communauté  
de Communes



**René HOELT**  
Maire de Krautergersheim  
Vice-Président de la  
Communauté de Communes  
en charge du PETR, du  
tourisme, de l'économie et de la  
représentation



**Jean-Claude JULLY**  
Maire d'Innenheim  
Vice-Président de la  
Communauté de Communes  
en charge de l'urbanisme



**Valérie RUSCHER**  
Maire de Niedernai  
Vice-Présidente de la  
Communauté de Communes en  
charge du développement et du  
cadre de vie



**Norbert MOTZ**  
Maire de Bernardswiller  
Vice-Président de la  
Communauté de Communes en  
charge de l'environnement et de  
la gestion des déchets



**Claude KRAUSS**  
Maire de Meistratzheim  
Vice-Président de la  
Communauté de Communes  
en charge de l'eau et de  
l'assainissement

## LES 26 CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES

### Bernardswiller

Norbert MOTZ  
Edith HIRTZ  
Pascal MAEDER

### Innenheim

Jean-Claude JULLY  
Christiane SAETTEL

### Krautergersheim

René HOELT  
Corinne WEBER  
Denis LEHMANN

### Meistratzheim

Claude KRAUSS  
Myriam GEWINNER  
Francis WAGENTRUTZ

### Niedernai

Valérie RUSCHER  
Dominique JOLLY

### Obernai

Bernard FISCHER  
Isabelle OBRECHT  
Robin CLAUSS  
Isabelle SUHR  
Frank BUCHBERGER  
Marie-Christine SCHATZ  
Jean-Jacques STAHL  
Sophie SCHULTZ-SCHNEIDER  
Christian WEILER  
Adeline STAHL  
Martial FEURER  
Jean-Louis REIBEL  
Catherine EDEL-LAURENT

L'organigramme des commissions thématiques (Eau et Assainissement, Environnement et Déchets, Développement et Cadre de Vie, Urbanisme) et règlementaires est consultable sous :  
[www.cc-paysdesainteodile.fr/les-commissions](http://www.cc-paysdesainteodile.fr/les-commissions)

# L'ÉQUIPE PROFESSIONNELLE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

## PRÉSENTATION DES 15 AGENTS



**Audrey SCHIMBERLE**  
Directrice Générale  
des Services



**Clément KERN**  
Responsable des  
Finances



**Farah MEDDAH**  
Responsable Juridique  
et de la Commande  
Publique



**Etienne JUND**  
Responsable du  
Développement et  
des Mobilités



**Valérie HEYD**  
Responsable du  
Développement  
Durable



**Jean-Marc MATTEN**  
Responsable Eau et  
Assainissement



**Patricia LUFT**  
Assistante de  
Direction



**Alexandre POIROT**  
Responsable du  
Développement  
Economique



**Diane ALMERAS**  
Chargée  
de mission  
Urbanisme



**Léa FRICKERT**  
Chargée de  
Communication



**Mélanie STOCKY**  
Assistante de  
Gestion



**Amélie BERREL**  
Gestionnaire des  
Marchés Publics



**Matthieu LITZELMANN**  
Manager  
du commerce



**Sylvie NEYER-WAGNER**  
Animatrice Relais  
Assistants Maternels



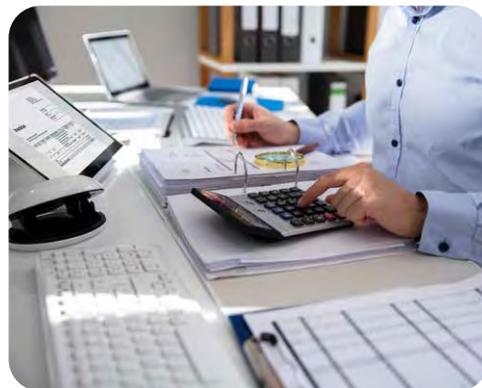
**Isabelle DA MOTA**  
Animatrice Relais  
Assistants Maternels

*agents installés au Pré'O*

La Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (CCPO) est dotée d'une **équipe administrative et technique de 15 agents**.

Depuis sa création en 1999, la CCPO a intégré progressivement dans ses statuts de nombreuses compétences.

Historiquement compétente **en eau, en assainissement et dans la gestion des déchets**, aujourd'hui la CCPO se charge de nombreuses compétences, **les piscines intercommunales, le tourisme, l'environnement, l'accueil périscolaire...**



**De nombreux services sont externalisés mais il est important de conserver un suivi efficace des contrats.**

Sous l'égide de la Directrice, 6 agents sont spécialisés dans leur domaine d'activité ; les mobilités, le développement durable, l'eau, l'assainissement, le développement économique et l'urbanisme ; 6 agents sont affectés à l'administration générale et interviennent à la fois pour la gestion courante de la CCPO et de façon transversale en appui aux collègues pour la gestion des compétences ; 2 agents sont basés au Pré'O et gèrent le Relais d'Assistants Maternels.

# COMMUNAUTÉ DE COMMUNES INTÈGRE DE NOUVEAUX LOCAUX

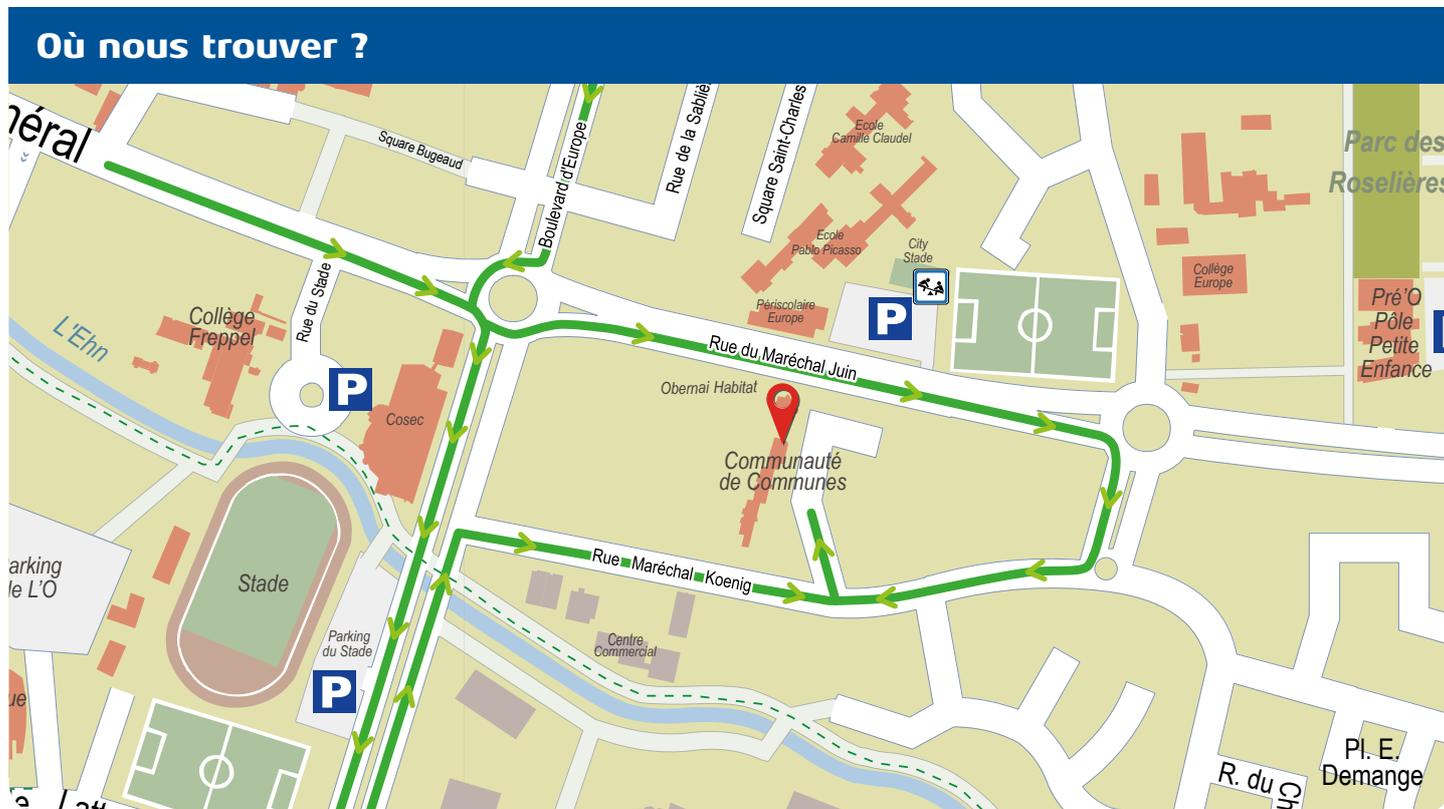
En 2021, une partie des services ainsi que l'accueil de la Communauté de Communes et le service des déchets ont intégré les locaux du **36 rue du Maréchal Koenig à Obernai**, précédemment occupés par les services du Trésor Public.

D'autres services sont restés en place au 38 rue du Maréchal Koenig mais le public n'a plus la possibilité d'accéder à ces locaux.

Les locaux du 36 rue du Maréchal Koenig permettent **d'offrir aux usagers un accueil plus spacieux, adapté aux personnes à mobilité réduite ainsi qu'aux nouvelles normes de distanciation sociale.**

**L'accueil de la Communauté de Communes se fait désormais uniquement au 36 rue du Maréchal Koenig.**

Une nouvelle signalétique a été installée pour guider les usagers vers les nouveaux locaux.



# 2. LES COMPÉTENCES DE LA CCPO

Dans le cadre de l'application de différentes lois (NoTRE, MAPTAM, ALUR, LOM), un transfert important de compétences a été opéré des communes vers l'intercommunalité ces dernières années. Les statuts de la Communauté de Communes ont été modifiés à plusieurs reprises par arrêté préfectoral. La dernière version en vigueur date du 25 juin 2021. Les statuts sont organisés par « blocs » de compétences, en partie I, les compétences obligatoires, en partie II, les compétences optionnelles, et enfin en partie III, les compétences facultatives.

Le transfert des compétences a entraîné de plein droit le transfert des biens et équipements nécessaires à l'exercice des services publics transférés, mais également le transfert des droits et obligations qui leur sont attachés. Ces dispositions ont conduit à l'élaboration de nombreux procès-verbaux de mise à disposition établis contradictoirement entre les représentants des communes et de la Communauté de Communes bénéficiaire.



# LA VALORISATION DU PATRIMOINE

## 1. Le dispositif de valorisation du patrimoine mis en place depuis 2003

La CCPO a instauré dès 2003 un dispositif d'aide pour encourager la valorisation du patrimoine bâti non protégé.

Les aides financières de la CCPO concernent :

- Pour les maisons construites avant 1945 : les travaux de crépissage et de mise en peinture (aide CCPO uniquement),
- Pour les maisons construites avant 1900 : sont également subventionnables les travaux de couverture, les ouvrants, le réaménagement des auvents ou la réfection des éléments en pierre de taille.

Les propriétaires bénéficient également d'un appui technique avec les conseils du CAUE 67.

### Le bilan depuis 2003 :

Depuis la mise en place du dispositif d'aide en faveur de la valorisation du patrimoine, en 2003, la CCPO a versé 226 676 € de subvention, et ceci en faveur de 268 bâtiments rénovés.

En 2021, la CCPO a accompagné 6 rénovations de bâtiments. Par ailleurs, 4 dossiers sont en cours de traitement. Les architectes conseils du CAUE ont apporté un appui à une vingtaine de foyers en 2020.

## 2. Le nouveau dispositif de « Sauvegarde et de valorisation de l'habitat patrimonial »

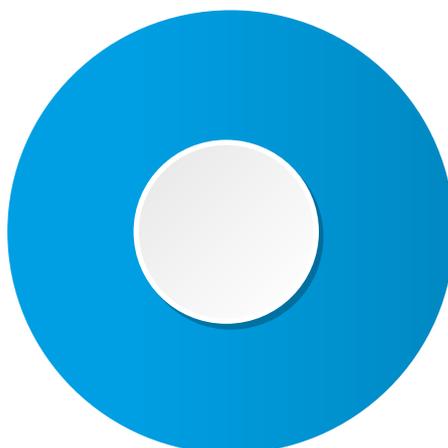
Par délibération du 17 décembre 2019, la Communauté de Communes a adhéré au nouveau dispositif « Sauvegarde et valorisation de l'habitat patrimonial » proposé par la Collectivité Européenne d'Alsace.

Ce dispositif est complémentaire au dispositif de la CCPO et il permettra d'encourager les projets plus globaux de rénovation, y compris pour des travaux d'amélioration thermique.

Deux projets ont bénéficié de ce dispositif en 2021 pour un montant d'aide total de 5 818 €.



### DÉPENSES 2021 :

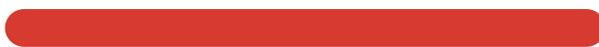


● Obernai : 8 092,92 €

**TOTAL : 8 092,92 €**

# B - LE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS ET ORGANISMES

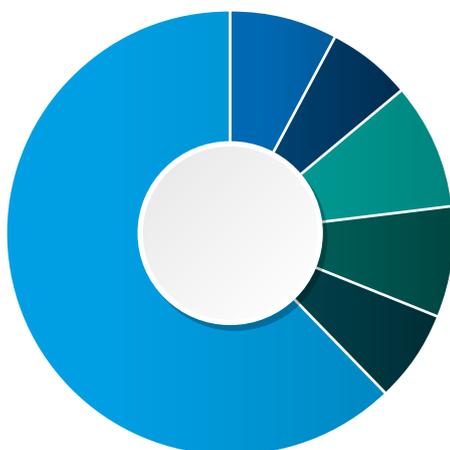
## • Contribution aux organismes institutionnels

|  |                               |          |
|--|-------------------------------|----------|
|  | PETR Piémont des Vosges ..... | 94 655 € |
|  | SM Bassin de l'Ehn .....      | 83 620 € |

## • Soutien aux associations et partenaires

|  |   |          |
|--|---|----------|
|    | Mission Locale .....                                    | 19 019 € |
|    | Alsace destination tourisme .....                       | 6 000 €  |
|    | Champ du Feu .....                                      | 4 000 €  |
|    | Opérations festives .....                               | 3 000 €  |
|    | Associations Sportives des collèges .....               | 2 355 €  |
|    | Coopératives scolaires .....                            | 2 094 €  |
|   | PAEJ (Point d'accueil et d'écoute jeunesse) .....       | 1 500 €  |
|  | AMF .....   | 500 €    |
|  | Vélo et Sports du Plein Air (Manif. Champ du feu) ..... | 400 €    |
|  | Maths Sans Frontières .....                             | 250 €    |
|  | ADIRA .....   | 70 €     |

## DÉPENSES 2021\* :



|   |                               |
|---|-------------------------------|
|  | Bernardswiller : 17 036,66 €  |
|  | Innenheim : 13 663,63 €       |
|  | Krautergersheim : 19 700,79 € |
|  | Meistratzheim : 17 368,25 €   |
|  | Niedernai : 14 784,17 €       |
|  | Obernai : 134 909,80 €        |

**TOTAL : 217 463,30 €**

\*Ratio des dépenses par habitant (hors valorisation du patrimoine et hors compostage)

# U L'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE DU TERRITOIRE

L'aménagement numérique du territoire a été introduit par le schéma d'aménagement numérique porté par les Départements, la Région et l'Etat.

Ce schéma régional prévoit le raccordement à la fibre optique de 475 000 prises, dont 10 674 dans les 6 communes du Pays de Sainte Odile. Pour le raccordement à la fibre optique des foyers et des entreprises sur notre territoire, la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile participe à hauteur de 1 880 025 €.

## • Les objectifs du THD Alsace :

- ▶ Assurer l'aménagement solidaire et l'attractivité économique de l'ensemble du territoire alsacien,
- ▶ Permettre aux différents opérateurs de proposer un service de qualité à un tarif abordable.

## • Une DSP (délégation de service public) à cet effet :

La DSP concerne la conception, l'établissement, l'exploitation, la commercialisation et le financement du réseau très haut débit FttH (Fiber to the Home).

### Elle prévoit :

- une tranche ferme concernant environ 700 communes et 380 000 prises. Les six communes de la CCPO sont dans cette tranche.
- une tranche conditionnelle concernant des communes déjà couvertes par un réseau câblé modernisé, soit une centaine de communes et environ 98 000 prises.

Après mise en concurrence de trois offres, la Région a attribué et signé le contrat de DSP le 5 décembre 2015 pour une durée de trente ans avec le groupement d'entreprises NGE Concessions (mandataire), Altitude Infrastructure, Miranda et Callisto ; groupement substitué par la Société ROSACE le 5 avril 2016.



## • Les engagements contractuels de la Société ROSACE :

- Desservir les 129 communes prioritaires dans un délai de 3 ans maximum. Sont concernées Bernardswiller et Meistratzheim,
- Desservir toutes les communes restantes de la tranche ferme dans un délai maximum de 6 ans. Sont concernées Innenheim, Krautergersheim, Niedernai et Obernai,
- Affecter une ingénierie du réseau conforme aux attentes des opérateurs et aux préconisations de l'Etat,
- Créer une société dédiée et apporter des garanties financières suffisantes (Société ROSACE),
- Exploiter et commercialiser les DSP existantes à leur terme : Alsace Connexia (2020), Haut-Rhin Telecom (2021) et NET67 (2016).

Le contrat de concession conclu entre la Région et ROSACE prévoit une subvention publique globale de 163,9 millions d'euros pour la tranche ferme (soit 36% du total des investissements).

Après déduction des participations de l'Europe (FEDER) et de l'Etat (FSN), qui représentent 48,50 % du montant de cette subvention publique (montant final en cours de calcul par l'Etat – Mission Très Haut- Débit), les participations de la Région et des différentes collectivités d'Alsace s'élèvent comme suit :

- **Région** : 11 688 187 € (7,13 %) de la subvention publique attendue,
- **Collectivité européenne d'Alsace** : 6 721 792 € (4,1 %) de la subvention publique attendue.

Les investissements à réaliser par la Société ROSACE sont dédiés à la réalisation des réseaux de transport et de distribution, à la pose des armoires de télécommunications et au déploiement de la fibre optique. Le coût total du projet est de 450 M€.

La Région assure le préfinancement de la subvention publique attendue par le concessionnaire. En effet, le projet sera partiellement financé par des aides de l'Etat et du FEDER (fonds européens), les aides de la Région, de la Collectivité Européenne d'Alsace et par les contributions des collectivités locales communes ou communauté de communes sur la base d'un forfait par prise.

## • La compétence intercommunale :

Le développement de l'aménagement numérique a été abordé de manière globale à l'échelle du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile. La prise de compétence par l'intercommunalité permet de rendre attractif le territoire et doit permettre un déploiement rapide du FttH (Fiber to the Home : fibre à chaque habitation), de désigner un interlocuteur unique en matière d'aménagement numérique et d'assurer une solidarité financière entre les communes.

Les statuts approuvés par arrêté préfectoral le 30 mai 2016 ont ainsi donné compétence à la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile pour l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile au Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) régional et son financement.

Une convention de financement pour la réalisation du réseau d'initiative publique régional de très haut débit en Alsace a été signée entre la Région Grand Est et la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile. Elle fixe notamment les modalités de la participation financière de la Communauté de Communes aux dépenses relatives à la mise en œuvre du très haut débit.

La participation financière de la Communauté de Communes, pour le périmètre de la tranche ferme est arrêtée à : 10 743 prises x 175 € = 1 880 025 €

| CODE INSEE    | COMMUNES        | PRISES TOTALES (APS 2013) | PARTICIPATION FINANCIÈRE |
|---------------|-----------------|---------------------------|--------------------------|
| 67031         | Bernardswiller  | 819 prises                | 143 325 €                |
| 67223         | Innenheim       | 574 prises                | 100 450 €                |
| 67248         | Krautergersheim | 846 prises                | 148 050 €                |
| 67286         | Meistratzheim   | 808 prises                | 141 400 €                |
| 67329         | Niedernai       | 568 prises                | 99 400 €                 |
| 67348         | Obernai         | 7 128 prises              | 1 247 400 €              |
| <b>Totaux</b> |                 | <b>10 743 prises</b>      | <b>1 880 025 €</b>       |

La région propose la fibre auprès de la Communauté de Communes à un appel de fonds progressif par commune ou par zone arrière de sous-répartiteur optique (encore appelé point de mutualisation), au-fur-et-à-mesure de l'avancement des travaux et après déclaration par le concessionnaire ROSACE de la mise en service commerciale auprès des opérateurs.

**Depuis 2017, les habitants des communes prioritaires de Bernardswiller et de Meistratzheim peuvent bénéficier de la fibre optique depuis une prise installée à leur domicile. Les offres commerciales d'abonnement à la fibre optique sont proposées par les fournisseurs d'accès à internet.**

**À Obernai, le déploiement de la fibre a démarré en 2018 par les quartiers Ouest les moins bien desservis en débit internet. Il s'est poursuivi à l'Est en 2020 et 2021. Un dernier secteur sera ouvert à la commercialisation début 2022.**

### Calendrier prévisionnel de déploiement de la fibre optique

|  |   |
|--|---|
| <b>Bernardswiller et Meistratzheim</b> | <b>Fibre déployée depuis 2017</b>   |
| <b>Obernai</b>                         | En 2018, les quartiers Ouest<br>En 2019-2020, le centre-ville<br>En 2021-2022, les autres quartiers |
| <b>Niedernai</b>                       | Ouverture commerciale en 2021   |
| <b>Krautergersheim et Innenheim</b>    | <b>Ouverture commerciale en 2022</b>  |

**En 2017, 284 725 € ont été dépensés pour Bernardswiller et Meistratzheim.**

**En 2021, 99 400 € ont été dépensés pour Niedernai.**

**Le budget 2021 prévoyait une participation intercommunale pour la Ville d'Obernai :  
7 128 prises x 175 € = 1 247 400 €**

**Les fonds n'ont pas encore été versés, puisque le déploiement sur la Ville d'Obernai se terminera début 2022. Les communes de Krautergersheim et Innenheim seront également raccordées en 2022.**

# D - LE PÔLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE INTERCOMMUNAL

**Un marché public de prestations intellectuelles relatif à la mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un projet de construction du siège administratif de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (CCPO) a été attribué au bureau d'études « TOUT UN PROGRAMME » pour un montant total de 27 800,00 euros HT soit 33 360,00 euros TTC.**

Afin de mener à bien cette opération d'envergure, un préprogramme a été établi par le titulaire du marché public précité comprenant :

- L'établissement d'études préalables : analyse du site et des bâtiments existants, analyse de la demande, des attentes et du besoin, etc.,
- L'évaluation des besoins et des exigences spécifiques : approches des principaux objectifs qualitatifs et quantitatifs de l'opération, étude des fonctions, des contraintes et des circuits,
- Les pistes envisageables : établissement des scénarios,
- Etude de faisabilité,
- Etablissement du préprogramme.

Le préprogramme est accompagné d'une évaluation de l'enveloppe financière du montant des travaux de construction chiffrés et estimés à 5 500 000 € HT

Le rapport de préprogrammation et l'enveloppe budgétaire allouée à l'exécution de l'opération de construction ont fait l'objet d'une validation en séance de Commissions Réunies en date du 10 mars 2021 et en séance plénière du 28 avril 2021.

L'arrêté du 10 avril 2017 relatif aux constructions à énergie positive et à haute performance environnementale sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, de ses établissements publics et des collectivités territoriales, détaille les exigences auxquelles sont soumises les constructions neuves.

C'est dans ces conditions et dans un souci d'amélioration de la performance énergétique et environnementale que la CCPO fera preuve d'exemplarité en la matière en atteignant les seuils fixés par la réglementation en vigueur.

## Planning de l'opération

- Programme de l'opération : avril 2021,
- Sélection du maître d'œuvre (concours) : mai - décembre 2021,
- Lancement des marchés publics de travaux : 3<sup>ème</sup> trimestre 2022,
- Choix des titulaires : automne 2022,
- Travaux : hiver 2022 / automne 2024.

La mise en service de l'équipement est prévue courant 2024. Le jury s'est réuni à deux reprises en 2021 pour sélectionner le lauréat du concours d'architecture.

**Le Cabinet d'architectes « AJEANCE » a été désigné comme mandataire du groupement d'opérateurs économiques et est composé d'une équipe de 14 personnes comprenant 4 architectes associés, 9 architectes et 1 assistant administratif.**

**Le groupement d'opérateurs économiques prend la forme d'un groupement conjoint composé des bureaux d'études suivants :**

- ▶ Le **Cabinet d'architectes « AJEANCE »** pour les prestations d'architecture et d'OPC : mandataire du groupement,
- ▶ Le **Bureau d'études « DYNAMIX »** pour les prestations relatives à la structure générale du bâtiment,
- ▶ Le **Bureau d'études « SOLARES BAUEN »** pour les prestations fluides, performances énergétiques et électricité,
- ▶ Le **Bureau d'études « SCENE ACOUSTIQUE »** pour les prestations relatives à l'acoustique du bâtiment,
- ▶ Le **Bureau d'études « ECHOES »** pour les prestations d'économie de la construction,
- ▶ Le **Bureau d'études « ACT'BOIS »** pour les prestations afférentes aux structures bois du bâtiment.

En effet, il est ressorti des débats et de l'avis du jury de concours que les prestations proposées (dossier administratif et pièces techniques) par le groupement d'opérateurs économiques lauréat correspondent aux exigences du programme et critères définis dans le règlement de la consultation.



# E - L'ENFANCE ET LA JEUNESSE



Signature du contrat de délégation de service public entre la Communauté de Communes et l'ALEF.

## • Péricolaires

### Historique du service :

- **2004** : Ouverture des premiers périscolaires et soutiens aux investissements communaux en matière de périscolaire :
  - > DSP de gestion et d'exploitation des accueils périscolaires (attribuée à l'Association de Loisirs Educatifs et de Formation : ALEF),
  - > Ouverture de 3 sites (Obernai Freppel et Parc – Niedernai).
- **2007** : ouverture de l'accueil périscolaire à Krautergersheim,
- **2008** : ouverture du service périscolaire à Meistratzheim,
- **2010** : ouverture des services périscolaires Obernai Europe et Innenheim,
- **2011** : ouverture en janvier des locaux définitifs du périscolaire d'Innenheim et ouverture à la rentrée de septembre du dernier service périscolaire de la CCPO à Bernardswiller,
- **2014** : renouvellement de la Délégation de Service Public pour la période 2015/2021.
- **2021** : renouvellement de la Délégation de Service Public pour la période 2021/2027.

**Toutes les communes de la CCPO sont dotées d'un accueil périscolaire.**

### Les huit structures périscolaires du territoire comptaient 540 places en septembre 2021 :

- En moyenne, 453 enfants ont été accueillis chaque jour entre 11h30 et 13h30,
- En moyenne, 306 enfants ont été accueillis chaque jour entre 16h00 et 18h30,
- En moyenne, 123 enfants ont été accueillis les mercredis, 64 enfants durant les petites vacances et enfin 47 enfants durant les vacances d'été (hors DSP).

Le rapport financier fait apparaître, pour l'exercice 2021, un total des dépenses égal à 1 621 156,45 € nécessaires au fonctionnement des huit structures. Le financement du service est composé des recettes suivantes :

- Facturation des prestations aux familles : 1 014 614,22 €,
- Perception de diverses subventions et participations : 146 569,83 €,
- Participation intercommunale attendue : 497 011,02 €,
- Remboursement à la CCPO : 4 449,64 €.



## Travaux de rénovation des périscolaires

### Des travaux d'amélioration des structures « périscolaires » ont été réalisés en 2021 :

- **Périscolaire de Innenheim** : pose de stores,
- **Périscolaire Europe** : peintures,
- **Périscolaire Parc** : finalisation de la reprise des sols au droit de la cuisine.

Un marché public de travaux alloti a été rédigé et soumis à la mise en concurrence. Les entreprises titulaires des différents lots ont été désignées.

### • Animation jeunes

Depuis le début de l'année 2013, l'animation jeunesse est prise en charge par un marché public de services, sur une durée de 2 ans, par le Centre Arthur Rimbaud d'Obernai.

Le marché a été renouvelé fin d'année 2020 pour la période 2021/2022.

### • Accueils de Loisirs Sans Hébergement durant les vacances d'été (ALSH été)

La CCPO a pris cette compétence afin de conserver une offre de loisirs « été » à Obernai et dans les villages suite à un désengagement de la CAF du Bas-Rhin.

La CCPO finance désormais les organismes gestionnaires à savoir l'ALEF pour les villages de Krautergersheim et Innenheim à hauteur de 15 225 € et le CSC Arthur Rimbaud pour Obernai à hauteur de 16 500 €.

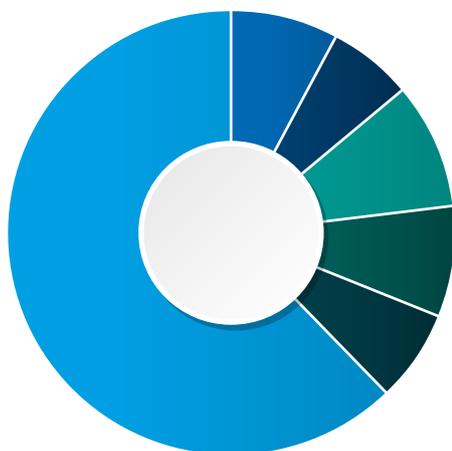
En 2022, une enveloppe budgétaire a été inscrite pour la finalisation de certains travaux notamment au périscolaire de Niedernai et au périscolaire de Krautergersheim.

**La CCPO a versé un fonds de concours à la Commune de Meistratzheim dans le cadre des travaux d'extension du périscolaire situé au sein de l'ancien presbytère.**

1,5 ETP des animateurs du Centre accompagnent les jeunes dans leurs projets et pour des activités. Les locaux jeunes sont proposés dans les villages de la CCPO. Des permanences ont lieu au sein des deux collèges du territoire. De nombreuses animations sont proposées dans les cinq villages de la CCPO.



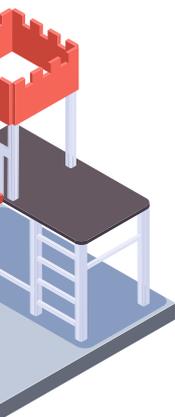
### DÉPENSES 2021\* :



|   |                               |
|---|-------------------------------|
| ● | Bernardswiller : 58 909,40 €  |
| ● | Innenheim : 47 246,12 €       |
| ● | Krautergersheim : 68 121,40 € |
| ● | Meistratzheim : 60 055,96 €   |
| ● | Niedernai : 51 120,70 €       |
| ● | Obernai : 466 491,25 €        |

**TOTAL : 751 944,84 €**

*\*Ratio des dépenses par habitant (investissements compris)*



## Le Relais Petite Enfance

Accusé de réception en préfecture  
067-246701080-20220628-20220318V0-DE  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022

Les Relais Petite Enfance (RPE) sont les interlocuteurs privilégiés dans la relation entre le parent employeur et l'assistante maternelle salariée. Ils jouent un rôle essentiel dans la bonne diffusion de l'information et pour répondre aux attentes des parents employeurs et de leurs salariées.

La mise en place de Relais est encouragée par la CAF. Les Relais sont un service public municipal ou intercommunal, la compétence étant progressivement transférée aux intercommunalités.

**Le Relais a été créé en 1995  
par la Ville d'Obernai.**



Le Relais est animé, depuis 2008, par une Éducatrice de Jeunes Enfants, fonctionnaire à temps partiel (à 50% soit 17,5h par semaine). Un second temps partiel à 50% a été recruté en 2019.

Depuis 2015, le Relais a ses locaux dans l'Espace Petite Enfance « Le Pré'O », et dispose d'un bureau et d'un espace d'accueil et accède (le lundi matin) à deux salles d'activités au Pré'O pour l'organisation d'ateliers.

**Le Relais intercommunal depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.**

La compétence « Relais Petite Enfance » est devenue intercommunale depuis début janvier 2018. C'est dorénavant la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (CCPO) qui gère ce service, le personnel et les missions du Relais. Des animations sont proposées pour les Assistants Maternels et les jeunes enfants au Pré'O mais également dans les villages depuis 2019.

Les dépenses 2021 du Relais Petite Enfance s'élèvent à 10 843,14 €.

| Nombre d'assistants maternels | 2020       | 2021       | 2021 / 2020 |
|-------------------------------|------------|------------|-------------|
| <b>Bernardswiller</b>         | 17         | 16         | -6%         |
| <b>Innenheim</b>              | 12         | 12         | 0%          |
| <b>Krautergersheim</b>        | 22         | 18         | -18%        |
| <b>Meistratzheim</b>          | 11         | 12         | 9%          |
| <b>Niedernai</b>              | 14         | 13         | -7%         |
| <b>Obernai</b>                | 70         | 66         | -6%         |
| <b>TOTAUX</b>                 | <b>146</b> | <b>137</b> | <b>-6%</b>  |
| <b>dont en activité</b>       | <b>126</b> | <b>110</b> |             |



Plusieurs actions ont été menées en faveur du développement durable et touchent de façon transversale différentes politiques de la CCPO :

## • Développement du compostage individuel

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, les foyers du territoire qui font l'acquisition d'un composteur peuvent percevoir une subvention de 20 €. **En 2021, la CCPO a subventionné l'achat de 34 composteurs pour 31 maisons individuelles et 3 appartements.**

Dans le cadre de la délégation de service public en vigueur, **Véolia a mis en ligne une plateforme Internet regroupant des vidéos et des tutoriels pour répondre aux questions des usagers sur le compost : [www.ccpso.infocompost.fr](http://www.ccpso.infocompost.fr).** L'animateur de la plateforme est un référent sur le thème du compostage.



Les principales actions de prévention en 2021 ont été les suivantes :

**Opération broyage des déchets de taille sur les déchèteries intercommunales.** Cette opération est organisée sur les deux déchèteries. Elle s'est déroulée de mi-janvier jusqu'à la fin du mois de mars. Les déchets de taille étaient déposés en tas puis broyés par un prestataire. Le broyat était récupéré par les habitants comme paillage ou apport dans un composteur. **Cette opération a permis de détourner environ 153 tonnes de déchets verts et a produit 170 m<sup>3</sup> de broyat.**



**NON** à la publicité et aux journaux d'annonces



**STOP PUB**

*Réduisons vite nos déchets !*

**Merci**

**OUI** à l'info des collectivités

**Autocollants stop-pub** : un stock est toujours disponible dans les locaux de la CCPO. Une nouvelle commande de 1 500 exemplaires a été réceptionnée en 2021.

## • Réalisation d'une recette anti-gaspi

Durant la période de fermeture des restaurants, la CCPO a profité de la disponibilité d'un chef étoilé Obernois pour filmer la réalisation d'une recette faite à base de restes alimentaires. L'objectif était de démontrer qu'il est facile de ré-accommoder des restes pour éviter de les jeter.

### • Communication lors de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets (SERD)

C'est un moment privilégié pour communiquer sur la réduction de la production de déchets. En 2021, un plan de communication spécifique a été établi pour rebondir au niveau local sur cet événement et des vidéos ont été créées sur différentes thématiques. L'édition 2021 a été marquée par le lancement du Repair'café le 20 novembre. Chaque jour un thème différent était mis en avant à travers un visuel ou une vidéo :

- Le contenu de la poubelle
- Stop Pub
- L'impact du look
- Le compost
- Adoption de poules
- Lutte contre le gaspillage alimentaire
- Noël Vert
- Furoshiki ou l'art d'emballer sans déchets



## REPAIR CAFE

**Samedi 20 novembre 2021, 9 bénévoles se sont réunis au Périscolaire Europe à Obernai pour proposer aux visiteurs de les aider à réparer leur petit électroménager cassé, abîmé ou en panne lors d'un moment convivial.**

Toute la journée des appareils audio, des aspirateurs, des machines à café... ont été apportés.

Bilan de l'opération : **36,19 kg de déchets ont pu être évités grâce aux réparations de nos 9 bénévoles !**

**Au total, 31 objets ont ainsi été pris en charge par les bénévoles :**

- **14 appareils** ont pu être réparés sur place.
- **10 appareils** ont fait l'objet de conseils pour être réparés.
- **7 appareils** ont été déclarés irréparables.



## Plantation d'une haie pour la biodiversité à la déchèterie d'Obernai

Lors de la construction de la déchèterie d'Obernai en 2005, une haie a été plantée pour son intégration paysagère. Cette haie était composée de frênes et d'arbustes. Suite à une maladie, la quasi-totalité des frênes ont dû être abattus. Pour maintenir la cohérence paysagère et agir en faveur de la biodiversité, une nouvelle haie a été plantée au mois de février 2021. La CCPO a retenu pour cette plantation, des espèces produisant des fruits ou des graines favorables aux oiseaux et leur offrant un habitat. Les végétaux sont issus d'une pépinière locale.

**Au total 240 végétaux ont été plantés au mois de février et dès l'automne suivant, la plupart portaient déjà des fruits.**

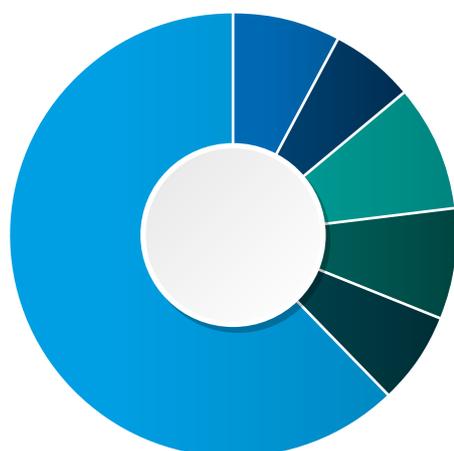
Février 2021

Juillet 2021

Septembre 2021



### DÉPENSES 2021\* :



|                 |               |
|-----------------|---------------|
| Bernardswiller  | : 3 103,57 €  |
| Innenheim       | : 2 489,10 €  |
| Krautergersheim | : 3 588,89 €  |
| Meistratzheim   | : 3 163,97 €  |
| Niedernai       | : 2 693,23 €  |
| Obernai         | : 24 576,52 € |

**TOTAL : 39 615,29 €**

*\*Ratio des dépenses par habitant*

# G - LA PROMOTION DU TOURISME

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile est compétente de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, s'agissant de la compétence de promotion du tourisme.

La Communauté de Communes perçoit la taxe de séjour du territoire intercommunal. Le produit de cette taxe s'élève en moyenne à 200 000 € par an, hors du fait de la crise sanitaire, la CCPO a perçu en 2021 uniquement 88 000 €.

La promotion du tourisme est confiée à l'Office de Tourisme. Les relations entre l'Office de Tourisme et la Communauté de Communes sont régies par une convention d'objectifs triennale et par une convention financière annuelle. Les fonds versés permettent de couvrir l'animation touristique du territoire (accueil permanent des touristes à l'Office de Tourisme d'Obernai, animations saisonnières, concerts de Noël...).

## • Partageons nos coups de cœur

En 2020, la Communauté de Communes a lancé un marché public de services relatif à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de communication en vue de promouvoir la Ville d'Obernai et les Terres de Sainte Odile dans un cadre touristique pour l'année 2021.

Deux agences de communication y ont répondu et la Creative Agency, basée à Obernai a été sélectionnée sur la pertinence de ses propositions.

En 2021, cette nouvelle stratégie de communication, nommée « Obernai : Partageons nos coups de cœur » a été déployée au national grâce aux médias presse, web et radios.

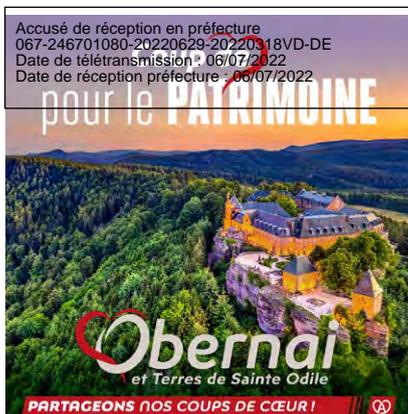
L'objectif de la campagne Partageons nos coups de cœur était d'attirer à nouveau les touristes à Obernai et au Pays de Sainte Odile malgré la période Covid.

60 offres ont été recensées auprès des commerçants, des hébergeurs et des restaurateurs du territoire. Toutes ces offres ont été mises en avant et consultables sur le site créé spécialement pour l'opération : [www.partageonsnoscoupsdecoeur.alsace](http://www.partageonsnoscoupsdecoeur.alsace)



À son arrivée chez un hébergeur, le touriste recevait une pochette où se trouvaient un badge et un carton expliquant l'opération et comment profiter de ces offres à sa disposition. Il pouvait ainsi consulter toutes les offres en cours et se rendre chez le commerçant de son choix participant à l'opération, présenter son badge et bénéficier ainsi d'une réduction, d'un cadeau, etc.

Une campagne radio a été diffusée sur les 10 plus grandes aires urbaines françaises : Bordeaux, Grenoble, IDF, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Rennes, Toulouse, Strasbourg (selon radio) à raison de 7 spots de 20 secondes, par jour, sur une semaine.



### Les radios sélectionnées ont été :

- Chérie FM, avec 1 901 000 auditeurs quotidiens dont 60% de femmes et 70% de 25-59 ans.
- Nostalgie, avec 3 227 000 auditeurs quotidiens dont 53% d'hommes et 47% de femmes et 59% des 35-59 ans.

Une campagne de publicité a également été lancée sur Facebook. Cette campagne reprenait les visuels de l'opération sous forme de vidéo. Il a été démontré que les vidéos ont plus d'impact sur les utilisateurs des réseaux sociaux.

**Cette campagne de publicité a permis de toucher plus de 75 000 personnes. Les vidéos ont été vues plus de 262 000 fois dont 250 000 lectures intégrales. Les spots ont donc permis de capter l'attention !**

**Les publications sur la page de l'Office de Tourisme d'Obernai ont généré plus de 140 000 vues.**

**Un jeu concours a été organisé sur cette même page et a permis de toucher 12 000 personnes, générer 214 réactions, 169 partages et 201 commentaires.**

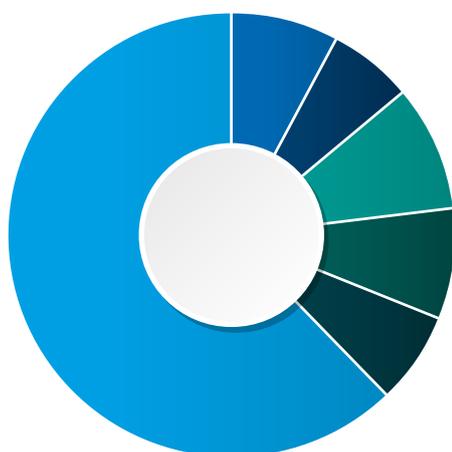
**Un voyage de presse ainsi qu'un voyage influenceurs ont été organisés au mois de juin.**

Richard Bayon, journaliste à Info Travel, 57 000 visiteurs uniques par mois et Dominique Bouchet journaliste à Travel Style, 20 000 visiteurs uniques par mois ont été invités pour 2 jours de découvertes au Pays de Sainte Odile du 9 au 10 juin 2021. L'article « Atouts cœur à Obernai Sainte Odile » a été publié par Info Travel en juin 2021 et l'article « Obernai, reine d'Alsace » a été publié par Travel Style en juillet 2021.

Les influenceurs Travel With Meyl, 34 100 abonnés et La Valise à Fleurs, 25 400 abonnés ont également été conviés du 13 au 15 juin 2021 pour l'un et du 18 au 20 juin 2021 pour l'autre.

Travel With Meyl a publié 59 stories permanentes, un post qui a généré 621 likes ainsi qu'un article documenté sur son blog. La Valise à Fleurs a publié 50 stories permanentes, 3 posts, 12 photos pour un total de 2 071 likes ainsi qu'un article documenté sur le blog.

### DÉPENSES 2021\* :



- Bernardswiller : 29 175,99 €
- Innenheim : 23 399,54 €
- Krautergersheim : 33 738,41 €
- Meistratzheim : 29 743,85 €
- Niedernai : 25 318,50 €
- Obernai : 231 038,63 €

**TOTAL : 372 414,92 €**

*\*Ratio des dépenses par habitant*

# H - LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

## • Une stratégie de développement économique durable pour le territoire

La Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile est le principal pôle d'emplois du Piémont des Vosges, avec **801 établissements et 11 000 emplois (dont 9 500 salariés) sur le territoire.**

L'indicateur de concentration d'emplois est élevé (125 %), il y a en effet **plus d'emplois sur le territoire que d'actifs ayant un emploi et résidant sur le territoire.**

Enfin, **236 commerces de détail dont 56 alimentaires et 180 non-alimentaires,** viennent compléter ces chiffres clés de l'économie.



Réunion « Attractivité et enjeux du territoire »

Le développement économique repose dorénavant essentiellement sur la Région et sur les collectivités locales.

La Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile peut agir dans trois grandes thématiques :

- **l'attractivité du territoire par le soutien aux entreprises,** l'animation de réseaux, l'accompagnement de projets,
- **les actions d'intérêt communautaire par le soutien aux commerces,** l'aide à l'implantation d'entreprises, la création d'un schéma de développement commercial dans l'espace communautaire,
- **la gestion et l'animation des parcs d'activités.**

## • Une stratégie autour de 4 axes

**Les Elus de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile ont manifesté la volonté de structurer le développement économique du territoire durant la période du mandat 2020-2026.**

Un certain nombre d'actions ont été menées sur le terrain entre mars et septembre 2021 parmi lesquelles :

- **des rencontres avec les Elus** de chaque commune sur le thème de l'économie,
- **des prises de contacts et des visites d'entreprises et de commerces,**
- **des réunions de travail avec des chefs d'entreprises,**
- **le lancement des premières études** sur le commerce et sur un Tiers-Lieu,
- **l'état des lieux et la rédaction d'une stratégie de développement économique durable** pour le territoire sur la période 2021-2025.

**La durabilité d'une économie** peut se définir comme la capacité des entreprises et des collectivités à aller vers une triple performance basée sur les trois piliers du développement durable :

- **Environnemental :** compatibilité entre l'activité de l'entreprise de la collectivité et le maintien des écosystèmes,
- **Social :** conséquences sociales et sociétales de l'activité de l'entreprise de la collectivité pour l'ensemble de ses parties prenantes,
- **Economique :** l'activité doit être viable.

**La stratégie a donc été structurée autour des quatre axes suivants :**



## Création d'un Espace Entreprises

Les Elus ont décidé de doter le territoire d'un « Espace Entreprises - Tiers-Lieu » en s'appuyant sur une étude d'opportunité et de positionnement.

Parmi les nombreux impacts socio-économiques et environnementaux de ce projet, les Tiers-Lieux :

- renforcent **l'attractivité et la dynamisation du territoire**,
- favorisent l'ancrage de **la création d'entreprises**,
- rassemblent les entrepreneurs d'un territoire, encouragent de nouveaux actifs à venir s'installer et **donnent ainsi lieu à des projets innovants**,
- participent à une démarche de **redynamisation de commerces**, en leur donnant un nouvel élan,
- contribuent à une **meilleure qualité de vie et améliorent la performance** des actifs, entreprises individuelles, usagers utilisant les tiers-lieux, par moins de temps passé sur les déplacements domicile/travail,
- **apportent une parfaite réponse aux enjeux environnementaux** par une réduction des déplacements domicile/travail et donc de la pollution.



L'enjeu est de répondre à une **demande latente des entreprises, des entrepreneurs et des salariés du territoire**. Cette attente s'est accentuée avec la crise sanitaire qui a fait émerger de nouveaux modes de travail et notamment le télétravail.

La Communauté de Communes s'est portée acquéreur d'un **espace de bureaux de 660 m<sup>2</sup> et de places de stationnement équipées d'ombrières photovoltaïques** pour y héberger ce lieu.

Une enquête en ligne a permis de rassembler **plus de 230 réponses sur les besoins et les attentes des actifs du territoire**.

Les réponses ont été maintenant analysées et consolidées. Elles permettront de **co-construire l'offre de ce futur espace avec les partenaires et acteurs économiques** du territoire concernés.

## • Les dépenses courantes liées à la compétence développement économique

La Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile supporte des dépenses liées à l'exploitation courante de ses parcs d'activités.

Il s'agit des dépenses liées aux frais d'électricité, d'entretien des espaces verts, d'interventions diverses en cas de sinistres (changement de lampadaires...).

## Les actions de soutien à l'économie

En 2021, des **actions de soutien aux commerçants** ont été organisées par la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile afin de soutenir l'économie fortement impactée par les effets de la crise sanitaire.



### **Dimanche Shopping**

**Les commerçants d'Obernai ont reçu l'autorisation d'ouvrir leurs commerces les dimanches 17, 24 et 31 janvier 2021 de 9h à 17h30.**

Une affiche a été créée pour l'occasion et distribuée à tous les commerçants. Les commerçants ont ainsi pu participer à la diffusion de l'information en l'affichant sur leur vitrine.

La communication a également été assurée à travers les réseaux sociaux et sites internet de la Communauté de Communes et de la Ville d'Obernai.

Une insertion presse a été publiée dans 2 éditions du Courrier des Vosges.

### **Shopping d'été**

Les samedis 3 juillet, 7 août et 4 septembre 2021 de 14h à 18h, la Ville d'Obernai et la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile **ont organisé les après-midis « Shopping d'été ».**

Lors de ces après-midis, les commerçants et métiers de bouche disposant d'une boutique, d'un bar, café ou restaurant dans le périmètre du centre-ville d'Obernai ont pu procéder à une vente « hors les murs » sur le trottoir, devant leur magasin.

Le centre-ville a exclusivement été réservé aux piétons.

À partir de 13h30 les rues du centre-ville ont été fermées à la circulation automobile pour la bonne organisation de l'après-midi. L'accès au Parking des Fines Herbes a cependant été préservé.

Une ambiance musicale a été assurée par l'Office de Tourisme d'Obernai.

En allant à la rencontre des commerçants avant le début de l'opération, ils nous ont fait part de leur grande satisfaction de voir ce type d'événement organisé par la CCPO et la Ville d'Obernai.

Un flyer a été distribué en toutes boîtes aux lettres sur l'ensemble du périmètre impacté par la fermeture des rues du centre-ville à la circulation et au stationnement. Des affiches 2m<sup>2</sup> ont été placées dans le mobilier de la Ville d'Obernai.

**Un communiqué de presse a été envoyé à tous les contacts presse du territoire pour relayer l'information. Une insertion presse de l'affiche a été publiée dans le Courrier des Vosges, sur 3 éditions.**

**Des spots publicitaires ont également été diffusés sur Top Music et Dreyeckland, une semaine avant chaque date à raison de 7 à 8 spots par jour.**

**Une campagne de communication digitale a également été déployée sur les réseaux sociaux et sites internet de la Communauté de Communes et de la Ville d'Obernai.**



## Shopping de Noël

067-246701080-20220629-20220318VD-DE  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de publication : 07/2022

A l'approche des fêtes de fin d'année et pour inciter les habitants de la CCPO à acheter et consommer local, la **Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile** a réédité la campagne « **Shopping de Noël** ».

Des affiches « **Shopping de Noël : soutenez vos commerces** » et « **Tables de Noël : pensez à vos producteurs locaux** » ont été éditées en deux versions : Obernai et Pays de Sainte Odile.

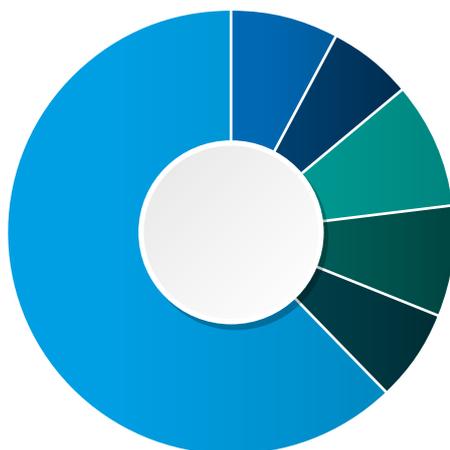
Ces affiches ont ensuite été distribuées aux commerçants et producteurs locaux. Des formats 2m<sup>2</sup> ont été imprimés et installés sur les panneaux au centre-ville.



Le visuel a également été diffusé dans la presse locale, notamment dans le Courrier des Vosges où il a occupé un espace d'une demi-page.

**60 000 sacs à baguettes et viennoiseries ont été imprimés et distribués aux boulangers de tout le territoire.** L'impact des sacs à baguettes auprès de la cible a été très positif.

## DÉPENSES 2021\* :



- Bernardswiller : 8 629,99 €
- Innenheim : 6 921,37 €
- Krautergersheim : 9 979,51 €
- Meistratzheim : 8 797,96 €
- Niedernai : 7 488,98 €
- Obernai : 68 339,10 €

**TOTAL : 110 156,90 €**

\*Ratio des dépenses par habitant

## Développement économique

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la Communauté de Communes est compétente, en vertu de ses statuts, en matière d'actions de développement économique pour l'aménagement et la gestion notamment de ses Parcs d'Activités mais également pour le tourisme, la politique locale du commerce et le soutien aux activités commerciales. Le territoire compte plusieurs Parcs d'Activités avec des entreprises de toutes tailles et la demande d'implantation de nouvelles entreprises ne cesse de croître.

Le 1<sup>er</sup> février 2021, la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile a recruté un agent en charge du développement économique du territoire.

L'un des principaux projets 2021 de la Communauté de Communes a été l'élaboration d'une stratégie de développement économique pour le territoire.



Aux côtés des élus, il est le référent des entreprises implantées sur le territoire et traite les nouvelles demandes d'implantation.

Il travaille également sur des projets spécifiques et des recommandations à faire auprès des Elus, notamment sur le développement d'un réseau d'acteurs économiques sur le territoire.

Dans le cadre de la stratégie de développement économique, la politique locale du commerce et le soutien aux activités commerciales ont été traités. Les recommandations ont abouti au recrutement d'un Manager du commerce.

## Manager du commerce

**Le commerce connaît de profondes mutations depuis ces derniers mois et ces dernières années et celles-ci s'accroissent avec la crise sanitaire actuelle. C'est pourquoi les Elus ont souhaité anticiper et répondre aux attentes de demain en matière d'offre commerciale sur leur territoire.**



Afin de relever ce défi face aux nouveaux enjeux économiques, techniques et sociétaux, la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile a procédé au recrutement d'un manager du commerce.

L'agent a été recruté le 1<sup>er</sup> décembre 2021. Il a comme rôle de :

- concevoir les opérations, les projets d'actions commerciales, les politiques collectives d'animation et de promotion,
- s'appuyer sur les études / diagnostics existants pour faire la proposition d'un plan d'actions dont les objectifs sont :
  - le développement de l'offre commerciale,
  - la modernisation du commerce,
- mettre en œuvre le plan d'actions validé.

Son action s'exerce en étroite collaboration avec les Elus des communes et de l'intercommunalité, les associations de commerçants, avec les Conseillers commerce des Chambres de Commerce et d'Industrie et des Chambres de Métiers et de l'Artisanat dans le cadre de la création et de l'entretien de synergies entre les différents acteurs.

Le point essentiel de son métier réside dans sa connaissance du tissu commercial et à sa faculté de transposer ses acquis dans un domaine nécessitant un haut niveau relationnel et ce sur tout le territoire.

## TRANSPORT PUBLIC URBAIN **PASS'O**

Le transfert de la compétence mobilité a entraîné le transfert des contrats et des biens rattachés à la compétence transférée à compter du 1er juillet 2021. Ainsi, la CCPO est devenue titulaire de plein droit et dans les mêmes conditions du contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du réseau de transport urbain Pass'O, en lieu et place de la Ville d'Obernai qui a cédé sa compétence.

La Ville d'Obernai a mis en place un transport public urbain en 2005, en confiant la gestion du service à un prestataire spécialisé via un contrat de délégation de service public.

Le service public Pass'O se caractérise par une vision volontariste d'organisation des déplacements au sein d'Obernai et promeut des valeurs de mobilité répondant à des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et d'aménagement :

- Une offre de mobilité adaptée aux enjeux d'une ville moyenne
- Une dimension économique
- Une offre intermodale
- Une dimension sociale et solidaire
- Une dimension environnementale

### • Le réseau Pass'O

- 1 - **Deux lignes régulières** : les lignes A et B ;
- 2 - **Des services à la demande fonctionnant sur réservation** : la navette Temp'O, le transport à la demande Pass'O+, le service de « Porte à Porte » destiné aux personnes de plus de 70 ans ou à mobilité réduite et le service Flex'O ;
- 3 - **Des services spéciaux** (navette du Marché de Noël) ;
- 4 - **Le service Vél'O de location de vélos**, comprenant 10 vélos à assistance électrique.

### • L'offre kilométrique et la contribution financière

Le contrat de délégation comprend les deux éléments centraux suivants :

- L'offre kilométrique globale
- La contribution financière forfaitaire de la collectivité

Soit au total : 5 741 872 € (hors formule d'actualisation des prix)

### • La fréquentation du réseau Pass'O

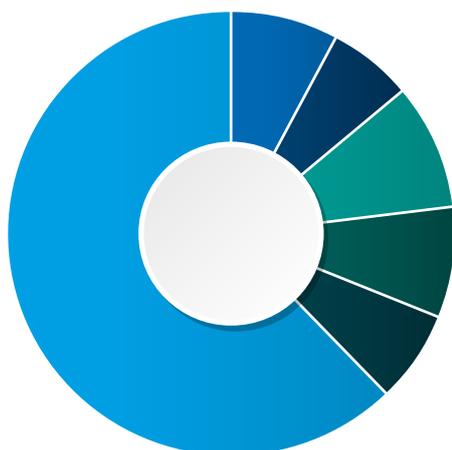


Les fréquentations annuelles des dernières années : 92 034 voyages en 2017, 89 305 en 2018, 84 298 en 2019, 42 486 en 2020 et 53 133 au 31.12.21.

La pandémie a fortement impacté les fréquentations :

- en 2020 : -49,6% par rapport à la fréquentation de 2019
- en 2021 : +25,1% par rapport à la fréquentation de 2020.

### DÉPENSES 2021\* :



|   |                               |
|---|-------------------------------|
| ● | Bernardswiller : 30 772,23 €  |
| ● | Innenheim : 24 680,66 €       |
| ● | Krautergersheim : 35 606,18 € |
| ● | Meistratzheim : 31 401,04 €   |
| ● | Niedernai : 26 724,29 €       |
| ● | Obernai : 243 819,81 €        |

**TOTAL : 393 004,21 €**

\*Ratio des dépenses par habitant

# LE TRANSPORT A LA DEMANDE (TAD)



Depuis 2003, la Communauté de Communes du Pays de Sainte-Odile (CCPO) a mis en place un service de Transport à la Demande « COM'TAXI ». Ce transport public se veut complémentaire aux services de transport en commun existants (trains TER, cars des lignes scolaires et lignes interurbaines Fluo Grand Est 67, bus du transport urbain d'Obernai Pass'0). Il est

destiné à faciliter le transport des personnes au sein du territoire afin d'accéder aux différents services et commerces, à raison d'un maximum de 3 allers-retours par semaine.

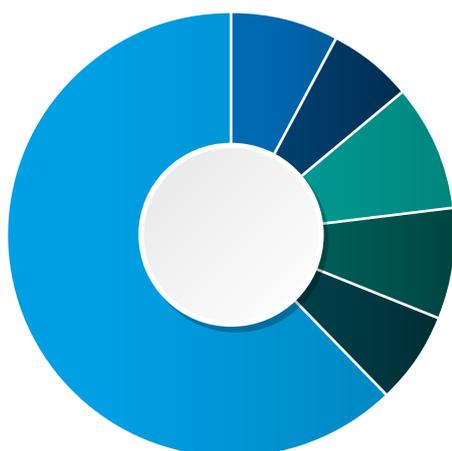
Depuis 2003, 14 511 trajets ont été effectués par plus de 620 usagers.

En 2021, 537 déplacements ont été effectués, une fréquentation encore fortement impactée par la Covid19.

Le financement de ce service de transport est couvert à 16,9% par les usagers, la Communauté de Communes finance 53,1% et la Région Grand Est 30%.



## DÉPENSES 2021\* :



|   |                            |
|---|----------------------------|
| ● | Bernardswiller : 672,01 €  |
| ● | Innenheim : 538,96 €       |
| ● | Krautergersheim : 777,10 € |
| ● | Meistratzheim : 685,09 €   |
| ● | Niedernai : 583,16 €       |
| ● | Obernai : 5 321,54 €       |

**TOTAL : 8 577,87 €**

*\*Ratio des dépenses par habitant*

## LES PISTES ET ITINÉRAIRES CYCLABLES

### • Le réseau

La Communauté de Communes bénéficie d'un maillage complet de son territoire en itinéraires cyclables en site propre ou à usage mixte agricole-cyclable. Les 30 km d'itinéraires cyclables intercommunaux sont utilisés tout au long de l'année par les habitants de la CCPO pour des déplacements utilitaires ou de loisirs mais également par des cyclotouristes.

Le cyclotourisme génère des retombées économiques en hausse. Les dépenses moyennes par jour d'un cyclotouriste sont plus importantes que celles d'un touriste.

Notre territoire est directement concerné par le développement du cyclotourisme, grâce à sa situation, à proximité de Strasbourg et de la frontière allemande et sur le tracé de l'EuroVelo 5 et de la Véloroute du Vignoble. Des retombées économiques sont aussi remarquées dans certains commerces des communes de la CCPO.

La promotion du cyclotourisme est réalisée par les instances régionales (dont le site [www.alsaceavelo.com](http://www.alsaceavelo.com)) et par l'Office de Tourisme d'Obernai. Par ailleurs, des services de location de vélo sont proposés à Obernai.

**Obernai / Bernardswiller :**  
1,15 km, piste mixte,

**Obernai / Bischoffsheim :**  
1,80 km, piste mixte,

**Obernai / Goxwiller :**  
1,40 km piste mixte,

**Obernai / Krautergersheim :**  
4,84 km, piste mixte avec passage  
d'engins agricoles,

**Obernai / Niedernai :**  
1,85 km en site propre,

**Niedernai / Meistratzheim :**  
1,4 km, piste en site propre,

**Innenheim / Krautergersheim :**  
1,5 km, piste en site propre

**Niedernai / Valff :**  
950 mètres, piste mixte,

**Innenheim / Griesheim-près-  
Molsheim :**  
2,30 km, piste en site propre,

**Meistratzheim / Krautergersheim :**  
2,7 km, en site propre,

**Bernardswiller / Heiligenstein :**  
1,2 km piste mixte,

**Krautergersheim / Hindisheim :**  
4,7 km de piste cyclable  
(maîtrise d'ouvrage départementale).

**Bernardswiller / Ottrott :**  
2,1 km, piste mixte avec passage  
d'engins viticoles,

## Le dernier itinéraire créé en 2021

La Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile a décidé, dans le cadre de l'exécution de son Plan Vélo Intercommunal, de réaliser l'itinéraire cyclable Bernardswiller / Ottrott sur une distance de 2,1 km. Le tronçon se situe au cœur du périmètre viticole de la commune de Bernardswiller, il s'agit d'un itinéraire mixte agricole/cyclable en site propre permettant également le raccordement à la voie verte « portes du bonheur ».



Un marché public de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de l'itinéraire cyclable entre Bernardswiller et Ottrott a été conclu entre la CCPO et le groupement de maîtrise d'œuvre BEREST/PARENTHESSES.



Afin de concrétiser le projet de réalisation de l'itinéraire cyclable entre Bernardswiller et Ottrott la Commune d'OTTROTT a accepté de mettre à disposition à titre gratuit le terrain d'assiette situé sur la portion du chemin rural dit « OBERHUETTWEG » de la Commune d'Ottrott compris entre la voie verte et la limite du ban communal de Bernardswiller sur une longueur de 215 mètres au profit de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile. La commune de Bernardswiller était propriétaire du reste de l'emprise.

Dans le cadre des études préalables, tout l'itinéraire a fait l'objet d'une étude environnementale. Le chantier a fait l'objet d'un suivi écologique, les personnels ont été sensibilisés aux espèces faunistiques vivant à proximité (sonneurs à ventre jaune, lézards et toute espèce protégée). Le cabinet ECOLOR a accompagné la CCPO dans ce travail.

Le chantier a pu se dérouler sans atteinte aux espaces naturels et aux espèces sauvages.

À la suite de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence, l'entreprise EUROVIA a été désignée pour les travaux d'aménagement. Ils ont été en charge de purger les sols, de constituer une structure de chaussée, de gérer l'écoulement des eaux de ruissellement, de la pose des enrobés et de la signalétique.



Les travaux se sont déroulés au printemps 2021 et ont pu être réceptionnés dès le 21 avril 2021. L'itinéraire a ainsi pu être utilisé par le grand public dès le printemps 2021.

Accusé de réception en préfecture  
067-246791080-20220629-20220614-VD-DE  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception en préfecture : 06/07/2022

# Les conditions d'accompagnement pour encourager la pratique du vélo

Différentes actions sont conduites pour encourager les déplacements à vélo sur notre territoire et créer une « culture vélo » y compris pour les déplacements quotidiens.

## ► Le Défi-Vélo

La Communauté de Communes est devenue, à compter de 2020, partenaire du défi-vélo régional et organise aussi un challenge intercommunal.

### Bilan de l'édition 2021 du défi :

- Bilan régional : 308 établissements et 2 400 participants, avec 411 920 km parcourus et 59 000 kg de CO<sup>2</sup> évités. **L'école d'Innenheim est arrivée en seconde place du classement régional et l'école de Krautergersheim en troisième position.**

- Bilan du Pays de Sainte Odile (qui s'est déroulé du 17 mai au 6 juin 2021) : **7 employeurs ont participé au défi « Au boulot, j'y vais à vélo ». Les 8 écoles élémentaires d'Obernai, de Bernardswiller, d'Innenheim, de Niedernai, de Meistratzheim et de Krautergersheim ont participé au défi « A l'école, j'y vais à vélo, à pied ou en trottinette ».** Soit 35 classes participantes et près de 600 enfants qui sont venus à l'école sans voiture durant le défi, soit 80% des enfants.

### Le classement intercommunal :

#### ► LES ÉCOLES

1. Ecole élémentaire d'Innenheim
2. Ecole élémentaire d'Obernai
3. Ecole élémentaire de Meistratzheim

#### ► LES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS

1. Agence DNA d'Obernai
2. Association Dauphins d'Obernai
3. Cabinet géomètre Claude Andres
4. Agence Web671

**Taux de participation**  
(à vélo, à pied ou en trottinette)

89 %

80 %

67 %



## ► La Prime Vélo

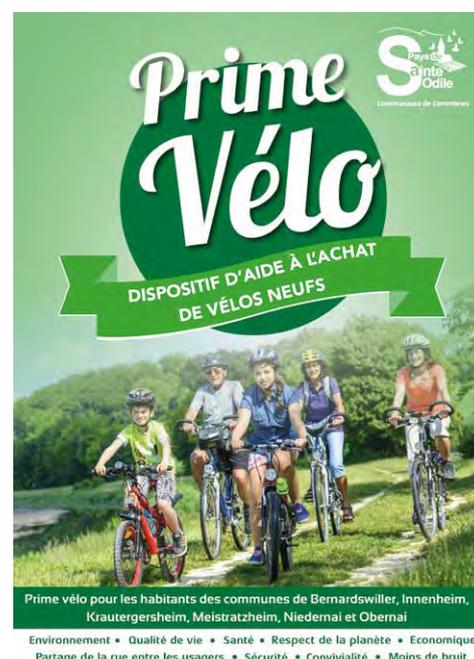
Un dispositif intercommunal d'aide à l'acquisition de vélos neufs a été mis en place par la CCPO le 13 février 2019.

La CCPO a accordé en 2021, 275 aides pour l'achat de 224 vélos à assistance électrique, 47 vélos classiques, 4 vélo cargo ou tricycle. De nombreux bénéficiaires ont indiqué leur intention d'utiliser le vélo pour leurs déplacements quotidiens en remplacement de trajets en voiture.

Depuis la mise en place du dispositif a concerné l'acquisition de 793 vélos neufs .

Le dispositif a été prolongé jusqu'au 31 octobre 2023.

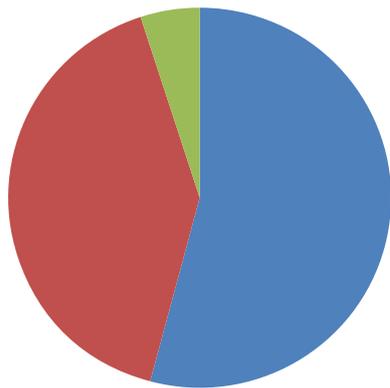
Le montant total des aides s'élève à 28 674 € en 2021.



## Bilan 2021 du dispositif :

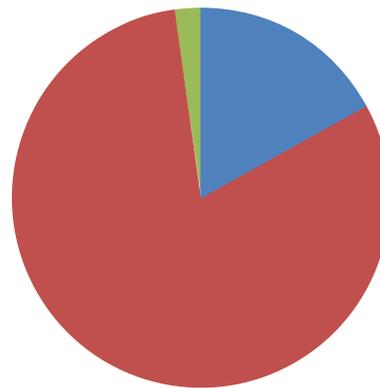
Processus réception en préfecture  
067-248701060-20220629-20220318VD-DE  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022

### Les bénéficiaires :



Femme : 54 %  
Homme : 41 %  
Enfant : 5 %

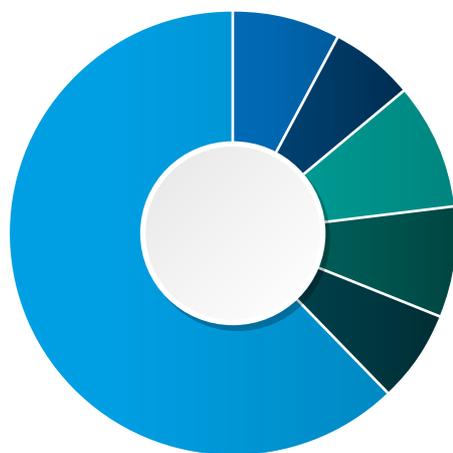
### Les types de vélo :



Vélo classique : 17 %  
VAE : 81 %  
Tricycle-Vélo cargo : 2 %

Dépenses des habitants : **794 573 €**

## DÉPENSES 2021\* :



- Bernardswiller : 39 731,12 €
- Innenheim : 31 864,89 €
- Krautergersheim : 45 944,11 €
- Meistratzheim : 40 504,41 €
- Niedernai : 34 478,08 €
- Obernai : 314 622,48 €

**TOTAL : 507 145,10 €**

\*Ratio des dépenses d'entretien et fonctionnement par habitant



# J - L'URBANISME ET LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL (PLUI)

**La Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile a voté la prise de compétence en matière de Plan local d'urbanisme (PLU) le 23 novembre 2016, avec effet au 1er janvier 2017.**

L'article 136 de la loi Alur du 24 mars 2014 prévoyait le transfert automatique de la compétence aux communautés de communes à compter du 27 mars 2017, sauf si la collectivité organisait son transfert de manière volontaire avant cette date. C'est l'option qui a été choisie par la CCPO.



**Depuis le transfert de compétence, la CCPO a œuvré à diverses évolutions des documents d'urbanisme communaux :**

- 2017 : modification des PLU de Krautergersheim, Meistratzheim et Obernai ;
- 2018 : modification simplifiée du PLU d'Innenheim et mise en compatibilité du document afin d'intégrer la déclaration de projet relative à l'autoroute A355 portée par les services de l'Etat (Contournement Ouest de Strasbourg) ;
- 2018 / 2019 : révision du POS de Bernardswiller en PLU.



En 2021, la CCPO a conduit une procédure de modification du PLU de Meistratzheim en collaboration avec la commune, ayant pour principal objet d'ajuster les règles d'utilisation du sol en zone « A Urbaniser » à vocation économique (IAUx). Ces évolutions ont permis de mettre à jour les règles du PLU applicables sur la zone d'activités du Bruch, projet mené par ailleurs par la collectivité au cours de l'année. Les évolutions ont notamment concerné la hauteur maximale des constructions, les règles de stationnement, ou encore la part d'espaces verts sur les parcelles.

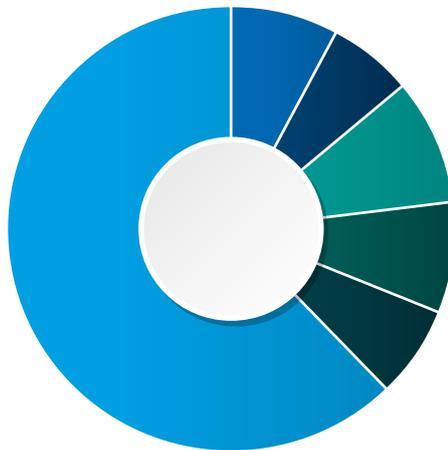
### • L'élaboration d'un Règlement local de la publicité intercommunal (RLPi) :

Il vise à mieux réglementer la publicité extérieure et les enseignes et nourrit ainsi l'ambition d'améliorer la qualité du cadre de vie, de lutter contre les nuisances visuelles, de favoriser la mise en valeur du paysage et du patrimoine culturel et de participer aux efforts d'économies d'énergies. Celui-ci a été prescrit le 25 septembre 2019 et sa réalisation a été confiée à la société Cadre & Cités. Il s'appliquera sur l'ensemble du territoire au cours de l'année 2022.

### • L'élaboration d'un Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) :

En 2020, un appel d'offres a été lancé pour l'élaboration du PLUi. La mission d'étude a été confiée au bureau d'études spécialisé Cittanova. Après un travail de pré-diagnostic réalisé par le bureau d'études en 2021, la CCPO a prescrit officiellement l'élaboration du PLUi le 10 novembre 2021 et a initié sa réalisation. Ce document unique remplacera à terme les six PLU communaux actuels et intégrera également un volet habitat valant Programme local de l'habitat (PLH). Il devrait entrer en application courant 2024. De nombreux temps d'échange avec la population et les acteurs du territoire sont planifiés courant 2022 dans le cadre de la concertation.

## DÉPENSES 2021\* :



|   |                              |
|---|------------------------------|
| ● | Bernardswiller : 4 251,30 €  |
| ● | Innenheim : 3 409,60 €       |
| ● | Krautergersheim : 4 916,10 € |
| ● | Meistratzheim : 4 334,04 €   |
| ● | Niedernai : 3 689,22 €       |
| ● | Obernai : 33 665,17 €        |

**TOTAL : 54 265,43 €**

*\*Ratio des dépenses par habitant*

### Recrutement d'une chargée d'urbanisme

**Afin de mener à bien ces missions, la CCPO a créé un poste de chargé(e) de l'urbanisme en avril 2021.**

Le 1<sup>er</sup> avril 2021, l'agent a intégré l'équipe professionnelle de la Communauté de Communes en tant que chargée d'urbanisme.

Elle assure une assistance technique dans le cadre de la collaboration avec les communes membres et un conseil en matière d'urbanisme prévisionnel (SCoT, PLU...) ainsi que le suivi de l'approbation du RLPi et participe aux travaux du PETR.

En lien avec le bureau d'études, elle suit et anime l'ensemble de la procédure d'élaboration du PLUi et des procédures communales ; ainsi que des processus généraux de concertation mis en place, et plus généralement, elle participe aux réflexions en matière d'aménagement et de projet urbain menées par les communes en lien avec les services opérationnels.

Son poste consiste également à gérer l'ensemble des activités inhérentes à l'élaboration du PLUi (gestion administrative et juridique, communication, concertation, etc.) ainsi que l'intervention et la production du Bureau d'Études. Elle participe à la définition et à la mise en œuvre des orientations stratégiques en matière d'urbanisme et d'aménagement.



Depuis le 27 décembre 2010, et dans le respect des procédures de mise en concurrence, les équipements aquatiques de la CCPO, L'O et la piscine Plein-Air ouverte en 2016, sont exploités en délégation de service public.



L'objectif majeur de la collectivité est de ne pas prendre tous les risques liés à l'exploitation du service, par ce biais la CCPO transfère une bonne part de responsabilité au délégataire et bénéficie de l'expertise d'un tiers en termes de gestion (commercial, marketing, RH, comptable, réglementaire, etc.).

Reste à la charge de la Communauté de Communes, le versement de la contribution forfaitaire pour contrainte de service public : 1 190 199,24 €.

La CCPO entreprend chaque année des travaux d'investissement afin d'améliorer la performance énergétique des équipements ou afin de les maintenir en bon état de fonctionnement.

En 2021 : pose du pentagliss, divers aménagements intérieurs et frais de fonctionnement de l'ensemble du bâtiment pour 459 460,69 €.

La Communauté de Communes prend en charge le transport des scolaires (maternelles – élémentaires) des 6 communes de la Communauté de Communes pour la pratique de la natation scolaire à L'O à hauteur de 2 110 € en 2021.



Chaque année, la Communauté de Communes entreprend des travaux d'investissement afin d'améliorer la performance énergétique des équipements ou afin de les maintenir en bon état de fonctionnement.

Cette année, le pentaglisse abîmé par le temps, a été remplacé par **une nouvelle structure durable entièrement en inox.**

## 27 décembre 2010

- Ouverture de l'Espace Aquatique L'O.
- À ce jour, plus de 3 millions de visiteurs ont fréquenté L'O.
- Ouverture du Rest'O.

## 11 juin 2016

Ouverture de la Piscine Plein-Air.

## 25 septembre 2019

Attribution d'une convention provisoire de gestion pour la gestion et l'exploitation de l'Espace Aquatique L'O et de la Piscine Plein-Air à la Société Récréa, pour la période 2019-2020.

## 25 novembre 2020

Attribution après mise en concurrence de la DSP 2020-2027 à la Société Récréa.

## 13 avril 2021

Le pentaglisse abîmé par le temps, a été remplacé par **une nouvelle structure durable entièrement en inox.**



## • L'unité de cogénération

Un des principaux investissements concerne l'installation d'une unité de cogénération sur l'emplacement d'une ancienne chaudière.

Disposer d'une unité de cogénération dans un espace aquatique est très rare alors même que ces installations sont énergivores. La société ENGIE Solutions, sous-traitant du délégataire, est en charge de l'installation de cette unité de cogénération.

Le principe de la cogénération est de produire localement de l'électricité à partir d'une énergie thermique (gaz naturel pour l'espace aquatique l'O), tout en récupérant la chaleur produite.

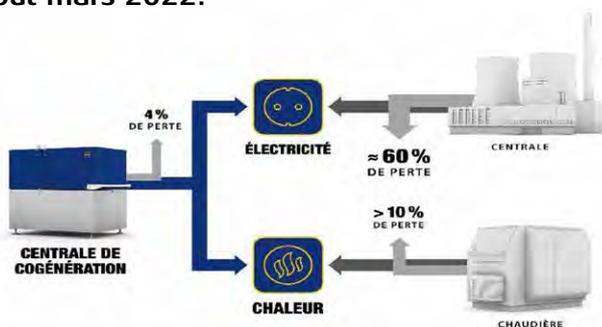
Depuis la chaufferie, l'unité de cogénération permettra de chauffer les bassins et les locaux de l'Espace Aquatique l'O grâce à sa puissance thermique de 286 kW. Simultanément, elle produira de

l'électricité qui sera revendue au fournisseur d'électricité local.

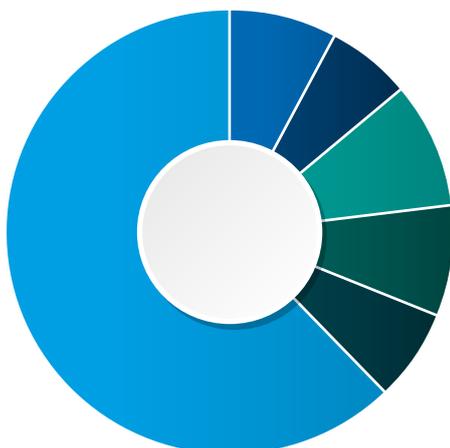
Le pic de production de cette unité de cogénération s'étendra de novembre à mars, soit la période correspondante au plus important besoin en chauffage du bâtiment. Son fonctionnement est prévu pour 3 500 heures, soit une disponibilité de 96,5%. Elle couvrira ainsi la majeure partie des besoins de chaleur sur cette période.

L'unité de cogénération produira 600 MWh /an soit l'équivalent de la consommation électrique d'environ 135 foyers.

Conformément aux termes du contrat, le délégataire réalise l'investissement (estimé à 240 000 €), financé par la Communauté de Communes. L'unité de cogénération sera installée mardi 4 janvier 2022 à l'Espace Aquatique l'O, elle entrera en fonctionnement début mars 2022.



## DÉPENSES 2021\* :



- Bernardswiller : 133 289,79 €
- Innenheim : 106 900,20 €
- Krautergersheim : 154 133,09 €
- Meistratzheim : 135 884,02 €
- Niedernai : 115 666,91 €
- Obernai : 1 055 494,11 €

**TOTAL : 1 701 368,12 €**

dont 10 538 € de taxe foncière  
\*Ratio des dépenses par habitant  
(investissements et entretien compris)

# L - LES PARCS D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

## • Le Parc d'Activités du Bruch à Meistratzheim



Le Parc d'Activités du Bruch est localisé à l'entrée Est au lieudit « Im Rechen », de la commune de Meistratzheim. Sa création est prévue sur une emprise de 3,19 hectares.

Le projet prévoit l'aménagement de parcelles de tailles moyennes et diversifiées, répondant aux besoins des demandes des entreprises. Il permettra le développement ou l'installation de nouvelles activités.

Le projet retenu consiste à réaliser en une tranche unique un lotissement à usage d'activités comprenant une dizaine de lots, compris entre 15 et 62 ares.

Les règles de performance environnementale ont été renforcées pour répondre aux enjeux de développement durable via le permis d'aménager :

- **Performance énergétique des constructions renforcée** (objectif : RE2020).
- **Confort thermique** : protections solaires aux ouvertures, systèmes de rafraîchissement passif.
- **Systèmes de production d'énergie photovoltaïque** en toiture.
- **Nouvelles mobilités** :
  - Pré-équipement de 10% des places de stationnement pour la recharge des véhicules électriques,
  - Des locaux vélos plus qualitatifs (plus sécurisés et mieux dimensionnés).
- **Espaces verts augmentés de 10 à 20 % et favorables à la biodiversité.**

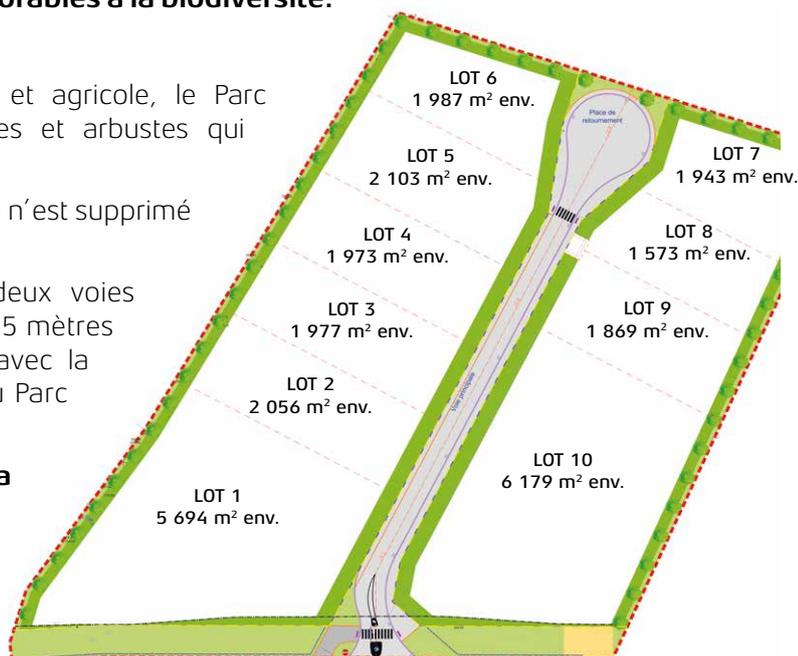
Véritable transition paysagère entre milieu urbain et agricole, le Parc d'Activités du Bruch sera doté d'essences d'arbres et arbustes qui favoriseront la biodiversité.

Aucun élément particulier lié au paysage du site actuel n'est supprimé ou modifié.

L'entrée du Parc d'Activités se caractérise par deux voies séparées par un îlot et d'un accès piéton/cycliste de 5 mètres de large. Cet aménagement assure la continuité avec la voie verte projetée le long de la limite Sud-Ouest du Parc d'Activités, et qui la reliera au village.

**Ce Parc d'Activités permettra de doter la commune de Meistratzheim d'un lotissement dédié à l'accueil des activités économiques.**

Les entreprises feront acte de candidature pour leur projet d'implantation à Meistratzheim.



## • Réhabilitation de la rue du Général Leclerc à Obernai

La Divinale était l'ancienne cave coopérative d'Obernai dont l'activité s'est arrêtée en 2013.

Au total, le site de 3 hectares devrait accueillir **une trentaine d'entreprises**, mêlant des activités commerciales, tertiaires et libérales ainsi que des entreprises artisanales.

À l'entrée de la zone, un bâtiment accueillera des bureaux sur trois niveaux. L'arrière de la zone accueillera deux bâtiments d'activités.

Sur l'artère principale du site, rétrocédée à la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile, sera créé un arrêt Pass'O. **Un réseau de pistes cyclables en site propre desservira la Divinale par la rue du Général Leclerc. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Plan Vélo de la Ville d'Obernai et sera cofinancé par la Communauté de Communes.**



**Les travaux de réhabilitation de la friche ont démarré, la zone devrait être terminée début 2023 et pourra accueillir près de 200 emplois.**

**Les travaux de voirie au droit de la rue du Général Leclerc démarreront en 2022.**

### • Le Parc d'Activités Economique Intercommunal

**2014** : arrivée des entreprises FESTEIN Charcuterie Vallée de la Bruche, ROMA et Transports HUCK.

**En 2016** : installation de l'entreprise Est PR, groupement d'entreprises spécialisées dans l'automobile.

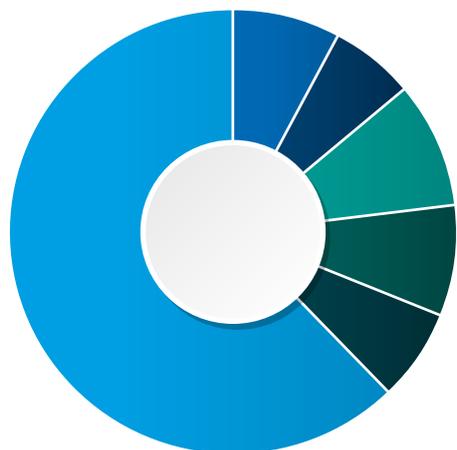
**En 2018** : installation de l'entreprise ROMA. Le site accueille une usine de fabrication de volets.

La totalité de la surface du PAEI a été vendue. La viabilité définitive de la voirie a été réalisée par la CCPO en 2019. Le budget est en cours de clôture.

Le Parc d'Activités Economiques représente environ 220 emplois.



### DÉPENSES 2021\* :



|   |                               |
|---|-------------------------------|
| ● | Bernardswiller : 27 317,09 €  |
| ● | Innenheim : 21 909,49 €       |
| ● | Krautergersheim : 31 608,28 € |
| ● | Meistratzheim : 27 875,29 €   |
| ● | Niedernai : 23 723,65 €       |
| ● | Obernai : 216 443,44 €        |

**TOTAL : 348 876,64 €**

\*Ratio des dépenses par habitant



# M - LA GESTION DU SERVICE ORDURES MÉNAGÈRES ET ASSIMILÉS

La Communauté de Communes est compétente pour la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés. Le service se décompose en 5 collectes :

- **Les ordures ménagères** en porte à porte et en apport volontaire qui seront incinérées,
- **Les emballages ménagers recyclables** en porte à porte et en apport volontaires qui seront recyclés,
- **Les biodéchets** en porte à porte qui seront méthanisés,
- **Le verre** en apport volontaire qui sera recyclé,
- **Les déchèteries** en apport volontaire dont les déchets apportés seront valorisés dans les filières adaptées.

Depuis 2015, la Communauté de Communes installe des conteneurs enterrés pour la collecte des ordures ménagères, des emballages recyclables et du verre ceci dans le cadre de la redevance incitative. **Le déploiement des conteneurs enterrés s'est poursuivi en 2021.**

Après une gestion du service par un marché public alloti, la CCPO a souhaité confier la gestion du service des déchets ménagers et assimilés à un prestataire unique, par la mise en place d'une délégation de service public de type « affermage ». **Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la DSP de gestion du service est confié au groupement ONYX Est / Alpha du Groupe Veolia pour un durée de 8 années (jusqu'au 31/12/2024).**

Les prestations suivantes ont été confiées au délégataire qui en assume la gestion et l'organisation à ses risques et périls :

- **Collecte des ordures ménagères,**
- **Collecte et traitement de la collecte sélective,**
- **Collecte et traitement des biodéchets,**
- **Collecte et traitement du verre,**
- **Gestion des déchèteries,**
- **Facturation du service aux usagers,**
- **Communication et sensibilisation.**



Pour 2021, le coût du service s'élève à 2 537 594 € HT.

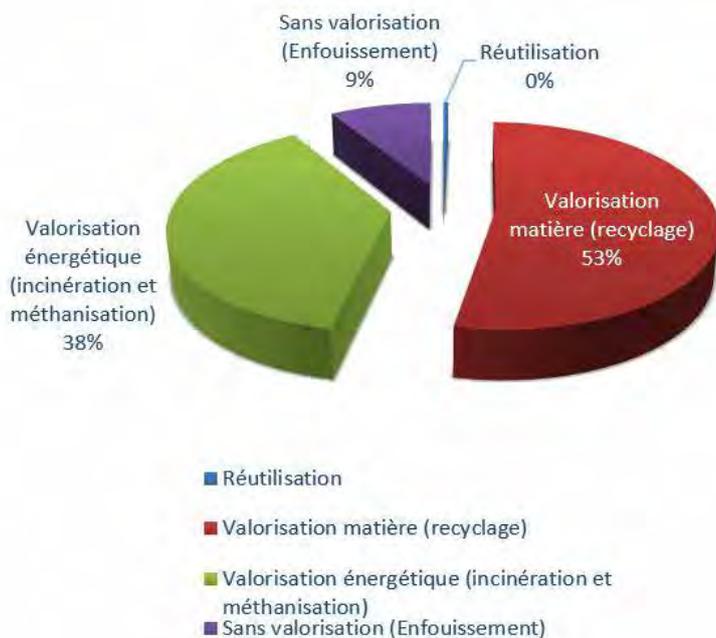
Ces charges sont comptabilisées en totalité dans les comptes du délégataire.

La CCPO supporte uniquement les charges d'investissement comptabilisées dans le budget annexe de la CCPO.



Le taux de valorisation des déchets permet de connaître, pour chaque déchet collecté par la CCPO, la part qui est recyclée (valorisation matière), la part qui est incinérée (valorisation énergétique) et la part qui est enfouie (sans valorisation). Grâce à la « Recyclerie », installée sur chaque déchèterie, des objets apportés sont réutilisés. Ils n'entrent plus dans une filière de traitement.

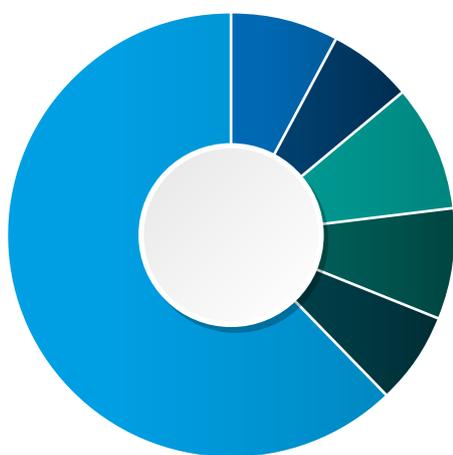
Pour 11 986,42 tonnes traitées, 10 937,13 tonnes ont été valorisées, soit 91,22 %.



**Le taux de valorisation se maintient par rapport à l'année précédente, 91,22 %**

Le service dessert 19 442 habitants (INSEE 2021) et 977 usagers assimilés (artisans, commerçants, professionnels libéraux, administrations, gîtes et meublés touristique). Ci-dessous un extrait des dépenses d'investissement financées en 2021.

**DÉPENSES 2021 :**



- Bernardswiller : 7 140,04 €
- Innenheim : 5 726,41 €
- Krautergersheim : 8 256,57 €
- Meistratzheim : 7 279,01 €
- Niedernai : 6 196,02 €
- Obernai : 122 892,13 €

**TOTAL : 157 490,17 €**

# N - L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

## • Production et distribution d'eau potable :

En date du 23 novembre 2016, l'Assemblée Délibérante de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile a voté en faveur de l'attribution de la Délégation de Service Public de production et de distribution d'eau potable de la CCPO. Le contrat a été attribué à la société SUEZ Eau France au 1er janvier 2017 pour une durée de 15 ans (2017/2031).

- 6 028 abonnés
- 154,4 km de réseaux
- 1,3 M de M<sup>3</sup> d'eau produite
- 8 captages, 1 forage, 3 usines d'eau, 5 réservoirs...
- 1 interconnexion de 7km

Globalement, le coût du service est égal à 2 447 270 €. Il s'équilibre avec le prix de l'eau (2 453 280 €). Ceci lui permet de fonctionner de manière autonome.



## EXECUTION BUDGETAIRE DES INVESTISSEMENTS EAU POTABLE 2021

| Code         | Communes      | Description                | Dépenses           |
|--------------|---------------|----------------------------|--------------------|
| 386          | Toutes        | Travaux divers hors marché | 3 340,95 €         |
| 441          | Meistratzheim | Rue Gare - Tramway         | 86,02 €            |
| 443          | Meistratzheim | Route de Strasbourg        | 650,58 €           |
| 445          | Obernai       | Rue Houblon place 27       | 32 242,83 €        |
| 452          | Innenheim     | Rue de la Liberté          | 57 491,53 €        |
| 453          | Meistratzheim | Rue des Vosges             | 720 €              |
| <b>TOTAL</b> |               |                            | <b>94 531,91 €</b> |



## • Collecte des eaux usées :

En date du 19 juin 2008, l'Assemblée Délibérante de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile a voté en faveur de l'attribution de la Délégation de Service Public pour l'entretien des réseaux et la collecte des eaux usées de la CCPO. Le contrat a été attribué à la Société VEOLIA Eau au 1<sup>er</sup> juillet 2008 pour une durée de 12 ans (2008/2020), il a été prolongé jusqu'en juin 2024.

- 5 791 abonnés
- 109 km de réseaux d'assainissement (séparatif et unitaire)
- 1,15 M de M<sup>3</sup> d'eaux usées collectées
- Mise en œuvre du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

Globalement, le coût du service est égal à 791 838 €. Il s'équilibre avec le prix de l'eau (727 762 €). Ceci lui permet de fonctionner de manière autonome.

## EXECUTION BUDGETAIRE DES INVESTISSEMENTS ASSAINISSEMENT 2021

067-246701080-20220629-20220318VD-DE  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022

| Code         | Communes        | Description                   | Dépenses            |
|--------------|-----------------|-------------------------------|---------------------|
| 386          | Toutes communes | Travaux divers assainissement | 72 694,41 €         |
| 430          | Obernai         | Rue Baegert Dietrich          | 90,35 €             |
| 442          | Krautergersheim | Traversée du village          | 1 164 €             |
| 443          | Meistratzheim   | Contournement Rue de la Gare  | 5 047,28 €          |
| 444          | Meistratzheim   | Route de Strasbourg           | 34 705,37 €         |
| 447          | Obernai         | Rue de la Sablière            | 56 093,69 €         |
| 449          | Obernai         | Parking Capucinière           | 2 280 €             |
| <b>TOTAL</b> |                 |                               | <b>172 075,10 €</b> |

## O - LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI)

La création et l'attribution de la compétence GEMAPI au bloc communal vise à assurer un lien étroit et pérenne entre la politique d'urbanisme et les missions relatives à la prévention du risque inondation et à la gestion des milieux aquatiques.

Pour garantir l'exercice de cette compétence à une échelle hydrographique cohérente, les EPCI à fiscalité propre peuvent adhérer à un syndicat mixte et lui transférer ou lui déléguer en tout ou partie la compétence GEMAPI.

L'exercice de la compétence « aménagement et entretien des cours d'eau » relève de l'alinéa 2 du chapitre I de l'article L211-7 du Code de l'environnement. Jusqu'à ce jour le Syndicat Mixte pour l'entretien des cours d'eau du bassin de l'Ehn-Andlau-Scheer, créé en 2001 pour organiser **une gestion cohérente et durable sur l'ensemble du bassin**, est en charge de cette compétence. Son fondement s'est appuyé sur l'existence antérieure d'un syndicat fluvial qui avait en charge les travaux hydrauliques depuis 1891.

## P - L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

**Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, en vertu des dispositions de la loi NOTRE, la CCPO est compétente de plein droit pour la compétence aménagement, entretien et gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage, en lieu et place de ses communes membres.**

Les dépenses de ce budget sont financées par les usagers, l'Etat, le Département du Bas-Rhin et la CCPO.

En 2021, la CCPO a contribué directement au financement de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage à hauteur de 85 500 €.

Les dépenses totales 2021 du budget se sont élevées à 216 811 €.

La Société VAGO est titulaire d'un marché public de services pour la gestion et l'exploitation de l'Aire. Ils affectent du personnel pour le gardiennage et l'accompagnement des usagers. Ils sont titulaires d'une régie de recettes pour l'encaissement des locations et des fluides.



## ETAT RECAPITULATIF DES MARCHÉS PUBLICS DE MOINS DE 40 000€ HT SOUSCRITS PAR LA COLLECTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2021

### BUDGET PRINCIPAL

(conformément à l'article R2196-1 du code de la commande publique)

| Date de notification | Nature du marché                             | Procédure de passation | Titulaire          | Objet du marché   | Montant HT          |
|----------------------|--|------------------------|--------------------|---|---------------------|
| 28/01/2021           | Marché public de fourniture                  | Consultation           | ANDRES             | Marché public de fourniture d'un lave-vaisselle professionnel pour le Rest'o  | 8 495,00 €          |
| 28/01/2021           | Marché public de travaux                     | Consultation           | OBRECHT            | Marché public de travaux électrique dans le cadre du remplacement des faux plafonds des vestiaires de l'espace aquatique l'O  | 8 825,50 €          |
| 15/09/2021           | Marché public de services                    | Consultation           | STIEBIG KEOLIS     | Accord cadre à émission de bons de commande Transport scolaire l'O  | 6 500,00 €          |
| 01/10/2021           | Marché public de services                    | Consultation           | ITHEA Conseil      | Elaboration d'un diagnostic territorial social  | 21 210,00 €         |
| 04/03/2021           | Marché public de travaux                     | Consultation           | Ledermann          | Marché public de fourniture pour le remplacement des claustras  | 12 248,00 €         |
| 04/03/2021           | Marché public de Services                    | Consultation           | Ledermann          | Marché public d'entretien et reprise des espaces verts sur le parking de l'O  | 8 104,00 €          |
| 04/03/2021           | Marché public de travaux                     | Consultation           | Storexpert         | Marché public de fourniture et pose de stores intérieurs pour le périscolaire d'Innenheim   | 4 367,20 €          |
| 28/04/2021           | Marché public de travaux                     | Consultation           | Olivier DENNY      | Marché public de travaux de peinture pour la rénovation du siège au 36  | 10 731,81 €         |
| 28/04/2021           | Marché public de Prestations intellectuelles | Consultation           | Creative agency    | Marché public de services relatif à la mise en œuvre de communication touristique "Partageons nos coups de cœur"  | 39 311,23 €         |
| 28/04/2021           | Marché public de travaux                     | Consultation           | GT AGENCEMENT      | Marché public de travaux d'agencement pour la rénovation du siège -36   | 11 110,14 €         |
| 10/05/2021           | Marché public de travaux                     | Consultation           | PCR                | Marché public de travaux de reféction du carrelage dans la cuisine du périscolaire Parc à Obernai   | 6 645,20 €          |
| 09/07/2021           | Marché public de fourniture                  | Consultation           | SEGILOG            | Marché public de fourniture d'un logiciel de gestion financière   | 11 700,00 €         |
| 09/07/2021           | Marché public de fourniture                  | Consultation           | INITIAL            | Marché public de fourniture de produit d'entretien  | 5 799,12 €          |
| 02/07/2021           | Marché public de Prestations intellectuelles | Consultation           | Relais Entreprises | Marché public relatif à l'étude d'opportunité et de positionnement d'un espace entreprise sur la Communauté de Communes   | 17 000,00 €         |
| 02/07/2021           | Marché public de fourniture                  | Consultation           | BODET              | Marché public de fourniture d'un logiciel de gestion des absences   | 4 635,04 €          |
| 02/07/2021           | Marché public de services                    | Consultation           | SERNET             | Marché public de prestation d'entretien des locaux administratifs   | 17 450,76 €         |
| 29/07/2021           | Marché public de services                    | Consultation           | CCI Alsace         | Marché public de services relatif au soutien aux centralités rurales et urbaines Lot 1 : Prestations relatives à l'établissement d'un panorama Commerce et consommation                           | 4 600,00 €          |
| 29/07/2021           | Marché public de services                    | Consultation           | CCI Alsace         | Marché public de services relatif au soutien aux centralités rurales et urbaines Lot 2 : Prestations relatives à la mise en place d'un diagnostic de l'attractivité des centralités du territoire | 18 400,00 €         |
| 23/09/2021           | Marché public de fourniture                  | Consultation           | ANDRES             | Marché public de fourniture et pose d'un module deux foyers à induction pour le Rest'o  | 8 533,20 €          |
| 01/10/2021           | Marché public de services                    | Consultation           | Orange Business    | Marché public de services d'abonnement de téléphonie  | 7 320,00 €          |
| 17/11/2021           | Marché public de services                    | Consultation           | DEMATIS            | Marché public d'achat d'unités de publication d'avis des marchés publics  | 7 000,00 €          |
| <b>Total</b>         |  |                        |                    |   | <b>222 535,44 €</b> |

067-246701080-20220629-20220318VD-DE  
Date de notification : 06/07/2022  
Date de clôture : 06/07/2022

## ETAT RECAPITULATIF DES MARCHES PUBLICS DE MOINS DE 40 000€ HT SOUSCRITS PAR LA COLLECTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2021

BUDGETS ANNEXES : ORDURES MENAGERES, EAU, ASSAINISSEMENT, AAGV ET ZONE D'ACTIVITES

(conformément à l'article R2196-1 du code de la commande publique)

| Date de notification | Nature du marché            | Procédure de passation | Titulaire               | Objet du marché  | Montant HT         |
|----------------------|-----------------------------|------------------------|-------------------------|--|--------------------|
| 04/03/2021           | Marché public de travaux    | Consultation sur devis | BTP STEGER              | Marché public de travaux de réfection de l'assainissement au carrefour de la rue de Sélestat et de la place du marché à Obernai                      | 24 667,00 €        |
| 11/03/2021           | Marché public de travaux    | Consultation sur devis | BEYER                   | Marché public de travaux de création d'un banchement d'eaux pluviales rue de la Gare à Obernai   | 8 836,81 €         |
| 22/04/2021           | Marché public de travaux    | Consultation sur devis | Terrassement du Piémont | Marché public de travaux sur le réseau d'assainissement 7 rue de la 1ere DFL à Obernai   | 8 213,64 €         |
| 26/04/2021           | Marché de services          | Consultation sur devis | TRADIM                  | Marché public pour la gestion informatisée des distributeurs automatiques de sacs de tri   | 5 200,00 €         |
| 10/05/2021           | Marché de travaux           | Consultation sur devis | SUEZ                    | Travaux de renouvellement des branchements et de raccordement d'une conduite d'eau potable - rue de la Tuileries et rue du Château à Krautergersheim | 13 193,24 €        |
| 12/05/2021           | Marché public de travaux    | Consultation sur devis | MANERGO                 | Marché public de fourniture de collecteurs d'huile   | 7 137,00 €         |
| 28/05/2021           | Marché de travaux           | Consultation sur devis | EARL Kuntzmann          | Marché public de réalisation de sous semis de maïs dans l'aire d'alimentation du forage de Krautergersheim   | 2 795,52 €         |
| 01/06/2021           | Marché public de travaux    | Consultation sur devis | Gaz de Barr             | Marché public de travaux de branchement au gaz naturel pour la ZA du Bruch   | 13 000,00 €        |
| 01/06/2021           | Marché de fournitures       | Consultation sur devis | ESE                     | Marché public de fourniture de bacs de tri   | 10 137,00 €        |
| 14/09/2021           | Marché public de fourniture | Consultation sur devis | EUROVIA                 | Marché public de fourniture et pose de clôture petite faune  | 10 608,00 €        |
| <b>Total</b>         |                             |                        |                         |  | <b>103 788,21€</b> |

## ETAT RECAPITULATIF DES MARCHES PUBLICS DE PLUS DE 40 000€ HT SOUSCRITS PAR LA COLLECTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2021

BUDGET PRINCIPAL

(conformément à l'article R2196-1 du code de la commande publique)

| Date de notification | Nature                                       | Procédure de passation | Titulaire         | Durée   | Objet du marché   | Montant HT          |
|----------------------|--|------------------------|-------------------|---------|---|---------------------|
| 03/05/2021           | Marché public de prestations intellectuelles | Procédure adaptée      | CITTANOVA         | 46 mois | Marché public relatif à l'élaboration du PLUi                                       | 241 200,00 €        |
| 04/08/2021           | Marché public de service                     | Procédure adaptée      | LEDERMANN PAYSAGE | 2 ans   | Accord cadre à émission de bons de commande relatif à l'entretien des espaces verts | 57 700,00 €         |
| <b>TOTAL</b>         |  |                        |                   |         |   | <b>298 900,00 €</b> |

Etat de Recapitulatif  
067-246701080-20220629-20220318VD-DE  
Date de réception préfecture : 06/07/2022

# ETAT RECAPITULATIF DES MARCHES PUBLICS DE PLUS DE 40 000€ HT SOUSCRITS PAR LA COLLECTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2021

BUDGETS ANNEXES : ORDURES MENAGERES, EAU, ASSAINISSEMENT, AAGV ET ZONES D'ACTIVITES

(conformément à l'article R2196-1 du code de la commande publique)

| Date de notification  | Nature                                       | Procédure de passation | Titulaire        | Durée       | Objet du marché  | Montant HT          |
|---|--|------------------------|------------------|-------------|--|---------------------|
| <b>Marché public de travaux relatif à la création de la ZA du Bruch</b>   |  |                        |                  |             |  |                     |
| 03/05/2021  | Marché public de travaux                     | Procédure adaptée      | EUROVIA          | 10 semaines | Marché public de travaux relatif à la création de la Zone d'Activités du Bruch à Meistratzheim<br>Lot 1 : Voirie   | 226 865,15 €        |
| 03/05/2021  | Marché public de travaux                     | Procédure adaptée      | EUROVIA          | 10 semaines | Marché public de travaux relatif à la création de la Zone d'Activités du Bruch à Meistratzheim<br>Lot 2 : Travaux d'assainissement et adduction en eau potable | 258 482,55 €        |
| 03/05/2021  | Marché public de travaux                     | Procédure adaptée      | UME              | 6 semaines  | Marché public de travaux relatif à la création de la Zone d'Activités du Bruch à Meistratzheim<br>Lot 3 : réseaux secs (avec viabilisation électrique BT)      | 93 288,33 €         |
| 03/05/2021  | Marché public de travaux                     | Procédure adaptée      | SOBECA           | 6 semaines  | Marché public de travaux relatif à la création de la Zone d'Activités du Bruch à Meistratzheim<br>Lot 3 : réseaux secs (hors viabilisation électrique BT)      | 69 993,00 €         |
| 03/05/2021  | Marché public de travaux                     | Procédure adaptée      | EST PAYSAGES     | 3 semaines  | Marché public de travaux relatif à la création de la Zone d'Activités du Bruch à Meistratzheim<br>Lot 4 : Espace Verts et plantations                          | 38 868,06 €         |
| 01/01/2021  | Marché public de service                     | Procédure adaptée      | VAGO             | 2 ans       | Gestion de l'Aire d'accueil des Gens du Voyage de la Communauté de communes du Pays de Sainte Odile  | 76 958,00 €         |
| 08/08/2021  | Marché public de service                     | Procédure adaptée      | TGS              | 4 ans       | Accord cadre à émission de bons de commande relatif à l'inspection vidéo des réseaux d'assainissement  | 91 635,00 €         |
| 04/03/2021  | Marché public de prestations intellectuelles | Procédure adaptée      | INDDIGO          | 9 mois      | Marché public de prestation intellectuelles portant sur l'étude préalable à l'instauration d'un dispositif de tri à la source des biodéchets                   | 54 655,00 €         |
| <b>Marché public de fourniture et pose de distributeur de sacs de tri</b> |  |                        |                  |             |  |                     |
| 10/03/2021  | Marché public de fourniture                  | Procédure adaptée      | CASIER Français  | 9 mois      | Marché public de fourniture et pose de distributeurs de sacs de tri<br>Lot 1 : Fourniture et pose des distributeurs  | 36 557,60 €         |
| 10/03/2021  | Marché public de fourniture                  | Procédure adaptée      | Metallerie AMANN | 1 semaine   | Marché public de fourniture et pose de distributeurs de sacs de tri<br>Lot 2 : Metallerie  | 5 410,00 €          |
| <b>Total</b>  |  |                        |                  |             |  | <b>952 712,69 €</b> |

# LES ÉLUS DE LA CCPO EN 2021

La Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile est présidée par M. Bernard FISCHER, Maire d'Obernai.

Le Conseil de Communauté est composé de 26 élus. Le Conseil de Communauté délègue au Président un certain nombre de décisions, qui sont présentées régulièrement à l'Assemblée Délibérante.

## Mise en place de la dématérialisation des Conseils de Communauté

La Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile a mis en œuvre la dématérialisation du Conseil de Communauté. Dans un souci d'impact positif sur l'environnement avec une production de documents « papier » moindre, l'envoi des invitations et des dossiers de présentation relatifs aux Conseils de Communauté se fait dorénavant par le biais d'une plateforme internet dédiée.

Pendant la séance, des tablettes sont mises à disposition des élus afin de leur permettre une consultation et une lecture en direct des points abordés. Les conseillers qui le souhaitent peuvent aussi utiliser leurs propres équipements.

## • Le Conseil de Communauté

|   | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|------|------|------|
| Nombre de conseils  | 6    | 8    | 8    |
| Nombre de délibérations                                       | 111  | 108  | 126  |
| Nombre de décisions du Président                              | 81   | 64   | 67   |
| Nombre de décisions du Président «droit de préemption urbain» | 224  | 271  | 255  |
| Extension / modification de compétences                       | /    | /    | 1    |

## • Taux de présence des membres élus au Conseil Communautaire

| 2020          | 30.01.20 | 30.04.20 | 06.06.20 | 17.06.20 | 22.07.20 | 23.09.20 | 25.11.20 | 16.12.20 |
|---------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Présent       | 19       | 24       | 24       | 26       | 24       | 23       | 24       | 22       |
| Absent excusé | 8        | 4        | 2        | /        | 2        | 3        | 2        | 4        |
| Procuration   | 4        | 3        | 2        | /        | 2        | 3        | 2        | 4        |
| Absent        | 1        | 0        | 0        | 0        | 0        | 0        | 0        | 0        |
|               | 67,9%    | 85,7%    | 92,3%    | 100%     | 92,3%    | 88,5%    | 92,3%    | 84,6%    |

| 2021          | 27.01.21 | 24.03.21 | 28.04.21 | 30.06.21 | 28.07.21 | 29.09.21 | 10.11.21 | 15.12.21 |
|---------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Présent       | 24       | 26       | 24       | 20       | 22       | 17       | 20       | 17       |
| Absent excusé | 2        | 0        | 1        | 6        | 4        | 9        | 6        | 9        |
| Procuration   | 1        | 0        | 1        | 6        | 4        | 9        | 6        | 9        |
| Absent        | 0        | 0        | 1        | 0        | 0        | 0        | 0        | 0        |
|               | 92,3%    | 100,0%   | 92,3%    | 76,9%    | 84,6%    | 65,4%    | 76,9%    | 65,4%    |

Moyenne taux de présence 2020 : 87,95%

**Moyenne taux de présence 2021 : 81,73%**

## Les ordres du jour des Conseils de Communauté :

### • Séance du 27 janvier 2021

1. Délégations permanentes du Président – articles L. 5211-10 du CGCT et L. 5211-9 : compte rendu d'information au 31/12/2020,
2. Rapport sur les orientations budgétaires 2021 (n°2021/01/02),
3. Budget annexe des ordures ménagères exercice 2021 – admission en non-valeur de créances irrécouvrables et éteintes (n°2021/01/03),
4. Désignation de délégués dans les organismes extérieurs – Renouveau pour le syndicat mixte du bassin de l'Ehn suite à la refonte statutaire de l'organisme (n°2021/01/04),
5. Adhésion au Syndicat Mixte pour l'entretien des cours d'eau du bassin de l'Ehn, Andlau Scheer (n°2021/01/05),
6. Attribution de subventions pour l'acquisition et l'utilisation d'un composteur individuel sur le territoire de la CCPO – janvier 2021 (n°2021/01/06),
7. Modification du règlement intérieur du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile-mandat 2020-2026 (n°2021/01/07),
8. Attribution de subventions pour l'acquisition de vélos neufs – janvier 2021 (n°2021/01/08).

### • Séance du 24 mars 2021

1. Délégations permanentes du Président – articles L. 5211-10 du CGCT et L. 5211-9 : compte rendu d'information au 09/03/2021 (n°2021/02/01)
2. Modification statutaire – transfert de la compétence mobilité et ses modalités à la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/02/02)
3. Installation d'une unité de micro-cogénération à l'Espace Aquatique L'O (n°2021/02/03)
4. Demande de permis d'aménager pour la création de la Zone d'Activités du BRUCH à Meistratzheim (n°2021/02/04)
5. Désignation de délégués dans les organismes extérieurs – Etablissement Public Foncier d'Alsace (n°2021/02/05)
6. Mise à disposition de fonctionnaires territoriaux de la Ville d'Obernai auprès de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – Urbanisme (n°2021/02/06)
7. Attribution de subventions pour la valorisation du patrimoine et pour la sauvegarde de l'habitat patrimonial – mars 2021 (n°2021/02/07)
8. Piste cyclable entre Niedernai et Meistratzheim – acquisition foncière à Meistratzheim (n°2021/02/08).
9. Création d'une autorisation de programme et de crédits de paiement pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) (n°2021/02/09)
10. Création d'une autorisation de programme et de crédits de paiement pour la requalification de la voirie rue du Général Leclerc à Obernai (n°2021/02/10)
11. Création d'une autorisation de programme et de crédits de paiement pour la construction du pôle administratif et technique intercommunal (n°2021/02/11)
12. Reprise anticipée des résultats de l'exercice clos 2020 (n°2021/02/12)
13. Fixation des allocations compensatrices 2021 dans le cadre de la Fiscalité Professionnelle Unique (n°2021/02/13)
14. Budget primitif : fixation des taux d'imposition pour l'exercice 2021 (n°2021/02/14)
15. Fixation du produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) pour l'exercice 2021 (n°2021/02/15)
16. Budget Primitif exercice 2021 : budget principal et budgets annexes (n°2021/02/16)
17. Office de tourisme d'Obernai : attribution d'une subvention pour l'exercice 2021 (n°2021/02/17)
18. Versement d'une participation de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile à l'association ALEF au titre de l'exécution du contrat de Délégation de Service Public portant exploitation des structures périscolaires pour la période 2015/2021 – année 2021 (n°2021/02/18)
19. Renouveau de la convention de collecte séparée des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ménagers avec l'OCAD3E (n°2021/02/19)
20. Renouveau des conventions relatives aux lampes usagées collectées par les communes et les EPCI avec l'OCAD3E et ECOSYSTEM (n°2021/02/20)

21. Attribution de subventions pour l'acquisition et l'utilisation d'un composteur individuel sur le territoire de la CCPO – mars 2021 (n°2021/02/21)  
Accusé de réception en préfecture : 06/07/2022  
067-246701080-20220629-20220318VD-DE  
Date de transmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022

22. Attribution de subventions pour l'acquisition et l'utilisation d'un récupérateur d'eau de pluie sur le territoire de la CCPO – mars 2021 (n°2021/02/22)

23. Marché public de travaux de renouvellement d'eau potable et réhabilitation des réseaux d'assainissement, route de Strasbourg à Meistratzheim - conclusion d'un protocole transactionnel (n°2021/02/23)

## • Séance du 28 avril 2021

1. Délégations permanentes du Président – articles L. 5211-10 du CGCT et L. 5211-9 : compte rendu d'information au 09/04/2021 (n°2021/03/01),
2. Validation du préprogramme de l'opération de construction du Pôle Administratif et Technique de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile à Obernai (n°2021/03/02)
3. Lancement du concours de maîtrise d'œuvre et composition du jury de concours pour l'opération de construction du Pôle Administratif et Technique de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/03/03),
4. Création d'une commission de contrôle des comptes (n°2021/03/04),
5. Attribution du marché public de prestations intellectuelles relatif à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal pour le compte de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/03/05),
6. Attribution de subventions pour l'acquisition de vélos neufs – avril 2021 (n°2021/03/06),
7. Cession de parcelles de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile à la Commune de Niedernai (n°2021/03/07),
8. Conclusion de conventions de groupement de commandes entre la Commune de Meistratzheim, la Commune d'Innenheim, la Commune de Niedernai et la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – études et travaux de renouvellement de réseaux et de voiries (n°2021/03/08)
9. Conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile et la Ville d'Obernai pour l'opération d'aménagement global rue du Général Leclerc à Obernai – extension du périmètre de la convention à l'ensemble du Plan Vélo Urbain d'Obernai (n°2021/03/09)
10. Conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile et la Ville d'Obernai dans le cadre de la restructuration et du réaménagement du secteur du Rempart Monseigneur Caspar – extension du périmètre de la convention à l'ensemble de la trame viaire du cœur de la Ville d'Obernai (n°2021/03/10),
11. Délégation de service public pour l'exploitation par affermage du service de production et de distribution d'eau potable – approbation des travaux de rénovation des réservoirs d'eau potable de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile au titre de la première tranche de travaux (n°2021/03/11)
12. Convention d'aide au fonctionnement de l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage à souscrire avec la Collectivité Européenne d'Alsace et l'Etat pour l'exercice 2021 (n°2021/03/12)
13. Décision Modificative n°1 – budget principal et budgets annexes (n°2021/03/13)
14. Attribution de subventions pour l'acquisition et l'utilisation d'un composteur individuel sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – avril 2021 (n°2021/03/14)
15. Attribution de subventions pour l'acquisition et l'utilisation d'un récupérateur d'eau de pluie sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – avril 2021 (n°2021/03/15)

## • Séance du 30 juin 2021

1. Délégations permanentes du Président – articles L. 5211-10 du CGCT et L. 5211-9 : compte rendu d'information au 14/06/2021 (n°2021/04/01),
2. Budget annexe des ordures ménagères - rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés 2020 (n°2021/04/02)
3. Budget annexe des ordures ménagères - rapport annuel sur la délégation de service public pour la gestion par affermage du service de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés – période 2017/2024 – année 2020 (n°2021/04/03)
4. Attribution de subventions pour l'acquisition et l'utilisation d'un composteur individuel sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – juin 2021 (n°2021/04/04)
5. Attribution de subventions pour l'acquisition et l'utilisation d'un récupérateur d'eau de pluie sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – juin 2021 (n°2021/04/05)
6. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – année 2020 (n°2021/04/06)
7. Budget annexe de l'eau potable – rapport annuel sur la délégation de service public de l'eau potable – année 2020 (n°2021/04/07)
8. Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (collectif et non collectif) – année 2020 (n°2021/04/08)

**10. Approbation des statuts renouvelés du Syndicat Mixte pour l'entretien des cours d'eau du bassin de l'Ehn Andlau Scheer (n°2021/04/10)**

11. Convention de prestations de services du Syndicat Mixte pour l'entretien des cours d'eau du bassin de l'Ehn Andlau Scheer portant sur la mise en œuvre d'un programme d'entretien des cours d'eau au profit de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/04/11)
12. Rapport d'activité général de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – année 2020 (n°2021/03/12)
13. Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des structures périscolaires : clôture de l'exercice financier 2020 du délégataire (Association ALEF) et approbation du rapport d'activités 2020 (n°2021/03/13)
14. Rapport annuel de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des équipements aquatiques intercommunaux - année 2020 (n°2021/04/14)
15. Transfert de la compétence mobilité au profit de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – mise à disposition des biens (n°2021/04/15)
16. Avenant au contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du réseau de transport public urbain et conventions nécessaires à l'exercice de la compétence mobilité – changement de titulaire (n°2021/04/16)
17. Approbation de la grille tarifaire applicable au service public de transport urbain et modification du règlement intérieur (n°2021/04/17)
18. Financement de la compétence mobilité – instauration du versement mobilité et détermination du taux de versement (n°2021/04/18)
19. Instauration et fixation de l'indemnité compensatoire des personnes qualifiées membres du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour l'opération de construction du pôle administratif et technique de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/04/19)
20. Ouverture de postes – besoin occasionnel (n°2021/04/20)
21. Approbation des comptes administratifs et des comptes de gestion de l'exercice 2020 (n°2021/04/21)
22. Affectation des résultats de l'exercice 2020 (n°2021/04/22)
23. Décision Modificative n°2 – budget principal et budgets annexes (n°2021/04/23)
24. Modification des allocations compensatrices 2021 dans le cadre du passage à la fiscalité professionnelle unique – prise en compte des charges nettes de la compétence « mobilités » (n°2021/04/24)
25. Ouverture budget annexe « mobilités » (n°2021/04/25)
26. Budget primitif exercice 2021 : budget annexe « mobilités » (n°2021/04/26)
27. Clôture et dissolution du budget annexe « Parc d'Activités Economiques Intercommunal » (n°2021/04/27)
28. Avis de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile sur le projet de plan de gestion des risques d'inondation 2022-2027 – Bassin Rhin-Meuse (n°2021/04/28)

## • Séance du 28 juillet 2021

1. Contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation par affermage des structures d'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) 2021 2027 – choix du délégataire (n°2021/05/01)
2. Parc d'activités du Bruch – engagement de la commercialisation : définition des principes généraux de la cession des lots (n°2021/05/02)
3. Demandes de subventions régionales pour la réalisation d'études sur le commerce de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/05/03)
4. Demande de subvention forfaitaire pour le cofinancement d'un poste de manager du commerce pour la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile auprès de la Banque des Territoires (n°2021/05/04)
5. Conclusion d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile et la commune de Meistratzheim – opération globale relative à la réhabilitation extérieure du presbytère de Meistratzheim (n°2021/05/05)
6. Mise à jour des droits et tarifs des services publics locaux – Aire d'Accueil des Gens du Voyage (n°2021/05/06)
7. Attribution de subventions pour l'acquisition de vélos neufs – juillet 2021 (n°2021/05/07)
8. Conclusion d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile et la commune de Krautergersheim – travaux d'eau potable et de voirie rue du Château (n°2021/05/08)
9. Avis de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile sur le projet de subdivision d'un lot propriété de la Société de crédit-bail SOGEFIMUR SA situé au Parc d'Activités Economiques Intercommunal (n°2021/05/09)
10. Candidature en groupement de collectivités avec la ville d'Obernai à l'appel à projets « Aménagements cyclables » au titre du fonds Mobilités actives

## • Séance du 29 septembre 2021

Accusé de réception en préfecture  
067-246701080-20220629-20220318VD-DE  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de publication : 09/08/2021  
1. Délégations permanentes du Président – articles L. 5211-10 du CGCT et L. 5211-9 : compte rendu d'information au 14/09/2021 (n°2021/06/01)

2. Procès-verbal de mise à disposition des biens dans le cadre de l'exercice de la compétence gestion des équipements d'accueil périscolaire et centre de loisirs - périscolaire d'Innenheim (n°2021/06/02)
3. Procès-verbal de mise à disposition des biens dans le cadre de l'exercice de la compétence gestion des équipements d'accueil périscolaire et centre de loisirs -- périscolaire de Niedernai avenant n°1 (n°2021/06/03)
4. Procès-verbal de mise à disposition des biens dans le cadre de l'exercice de la compétence gestion des équipements d'accueil périscolaire et centre de loisirs -- périscolaire de Meistratzheim avenant n°1 (n°2021/06/04)
5. Prolongation du dispositif d'aide à l'acquisition de vélos neufs (n°2021/06/05)
6. Attribution de subventions pour l'acquisition de vélos neufs – septembre 2021 (n°2021/06/06)
7. Attribution de subventions pour la valorisation du patrimoine et pour la sauvegarde de l'habitat patrimonial – septembre 2021 (n°2021/06/07)
8. Modification du tableau des effectifs – ouverture d'un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe (n°2021/06/08)
9. Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales – fixation de la répartition 2021 (n°2021/06/09)
10. Décision modificative n°3 – budget principal et budgets annexes (n°2021/06/10)
11. Attribution de subventions pour l'acquisition et l'utilisation d'un récupérateur d'eau de pluie sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – septembre 2021 (n°2021/06/11)
12. Attribution de subventions pour l'acquisition et l'utilisation d'un composteur individuel sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – septembre 2021 (n°2021/06/12)
13. Rapport annuel d'activités 2020 – Syndicat Mixte du Bassin de l'Ehn (n°2021/06/13)
14. Demande d'une subvention régionale pour la réalisation d'une étude d'opportunité et de positionnement d'un espace entreprises sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile

## • Séance du 10 novembre 2021

1. Délibération prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLUi-H), arrêtant les modalités de la collaboration entre la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile et les communes membres, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation préalable avec le public (n°2021/07/01)
2. Marché public de prestations intellectuelles relatif à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) pour le compte de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – avenant n°1 prestations supplémentaires (n°2021/07/02)
3. Stratégie de développement économique durable de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile pour la période 2021-2025 (n°2021/07/03)
4. Modification du tableau des effectifs – ouverture d'un poste de rédacteur territorial « Manager du commerce » (n°2021/07/04)
5. Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des structures périscolaires : clôture de l'exercice financier 2021 du délégataire, l'Association ALEF (n°2021/07/05)
6. Versement d'une participation de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile à l'Association ALEF au titre de l'exécution du contrat de Délégation de Service Public portant exploitation des structures périscolaires pour la période 2021/2027- année 2021 (n°2021/07/06)
7. Attribution de subventions pour l'acquisition de vélos neufs – novembre 2021 (n°2021/07/07)
8. Accord cadre à émission de bons de commande relatif à la fourniture, la pose et la mise en service de conteneurs enterrés pour le compte de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – avenant n°2 relatif au versement d'une indemnité d'imprévision (n°2021/07/08)
9. Participation à la fourniture de supports de collecte « conteneurs enterrés » - révision des tarifs (n°2021/07/09)
10. Attribution de subventions pour l'acquisition et l'utilisation d'un composteur individuel sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – novembre 2021 (n°2021/07/10)

## • Séance du 15 décembre 2021

1. Délégations permanentes du Président – articles L. 5211-10 du CGCT et L. 5211-9 : compte rendu d'information au 02/12/2021 (n°2021/08/01)
2. Concours de maîtrise d'œuvre pour l'opération de construction du pôle administratif et technique de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile – choix du lauréat (n°2021/08/02)
3. Procès-verbal de mise à disposition des biens dans le cadre de l'exercice de la compétence « Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs » - Piscine Plein Air à Obernai (n°2021/08/03)

4. Procès-verbal de mise à disposition des biens dans le cadre de l'exercice de la compétence « Mobilités » sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/08/04)

5. Procès-verbal de mise à disposition des biens dans le cadre de l'exercice de la compétence « Relais d'Assistants Maternels » au profit de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/08/05)
6. Procès-verbal de mise à disposition des biens dans le cadre de l'exercice de la compétence « Gestion des équipements d'accueil périscolaire et accueils de loisirs » - Périscolaire Le Parc à Obernai – Avenant n°1 (n°2021/08/06)
  7. Comité des partenaires de la mobilité de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/08/07)
  8. Renouvellement de la convention de délégation d'organisation du service public de transport à la demande entre les Communautés de Communes du Piémont des Vosges et la Région Grand Est (n°2021/08/08)
  9. Instauration du forfait mobilités durables au bénéfice des agents de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/08/09)
  10. Prime d'intéressement à la performance collective des services (n°2021/08/10)
  11. Modification du règlement de service pour la collecte des déchets ménagers et assimilés de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/08/11)
  12. Convention de reversement entre la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile et le groupement Onyx Est/Alpha au titre de l'exécution du contrat de Délégation de Service Public portant sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés (2017-2024) – Année 2022 (n°2021/08/12)
  13. Contrat pour le financement de la collecte des déchets recyclables avec Citeo – Avenants (n°2021/08/13)
  14. Contrat territorial du mobilier usagé pour la période 2019-2023 avec Eco-Mobilier – Avenant (n°2021/08/14)
  15. Arrêt du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (n°2021/08/15)
  16. Rapport sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2022 (n°2021/08/16)
  17. Autorisation d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses d'investissement avant le vote du budget 2022 (n°2021/08/17)
  18. Décision Modificative n°4 – budget principal et budgets annexes (n°2021/08/18).

**Durant l'année 2021, 67 décisions du Président prises par délégation de l'Assemblée Délibérante ont été émises.**

**Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Communauté de Communes est compétente pour les décisions portant sur l'exercice du droit de préemption urbain. Durant l'année 2021, 255 décisions ont été émises :**

- |                                |                              |
|--------------------------------|------------------------------|
| - <b>Bernardswiller : 19,</b>  | - <b>Meistratzheim : 21,</b> |
| - <b>Innenheim : 12,</b>       | - <b>Niedernai : 12,</b>     |
| - <b>Krautergersheim : 40,</b> | - <b>Obernai : 151.</b>      |

(conformément à l'article 107 du Décret du 25 mars 2016)

## Le Bureau des Maires se compose de :

- Bernard FISCHER, Président de la CCPO,
- René HOELT, Vice-Président en charge notamment du PETR, du tourisme, de l'économie de la représentation, de l'aire des Gens du Voyage
- Jean-Claude JULLY, Vice-Président en charge de l'Urbanisme,
- Valérie RUSCHER, Vice-Présidente en charge du Développement et du Cadre de Vie,
- Norbert MOTZ, Vice-Président en charge de l'Environnement et des Déchets
- Claude KRAUSS, Vice-Président en charge de l'Eau et de l'Assainissement,



## • L'activité du Bureau des Maires

Le Bureau des Maires s'est réuni 8 fois en 2021.

| Dates           | Sujets débattus   |
|-----------------|---|
| 20 janvier 2021 | Intervention de M DIRINGER (Ste Tout un Programme) - présentation de l'étude de faisabilité du siège intercommunal<br>Validation ODJ Conseil du 27/01/2021<br>Orientations budgétaires<br>Police pluri-communale<br>Politique touristique<br>Groupement de commandes - balayage des rues communales<br>Points divers  |
| 24 février 2021 | Loi LOM – incidence de la loi sur notre territoire et avis sur la prise de compétence « mobilités »<br>Préparation des commissions réunies du mercredi 10/03/2021 (Loi LOM + siège intercommunal)<br>Calendrier des réunions<br>Points divers : budget 2021 – ouverture de la piscine plein air – avancée PLUI – démarrage de la construction de l'IC Bernardswiller Ottrott - permis d'aménager de la ZA du Bruch...   |
| 21 avril 2021   | Validation de l'Ordre du Jour du Conseil de Communauté du 28/04/2021 et organisation de différents points (rapporteurs des point, jury de concours et commission de contrôle des comptes désignation des membres),<br>Ouverture d'un poste de « Conseiller numérique » avec aide de l'État en juin 2021,<br>Transformation du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance en Conseil Intercommunal (CISPD),<br>Communiqué aux Elus sur la micro cogénération suite à la validation par Electricité de Strasbourg du rachat d'énergie à hauteur de 84 000 €/an,<br>Plan d'implantation des entreprises au sein de l'aménagement « La Divine » à Obernai,<br>Plan d'implantation des entreprises au sein de la zone d'activités du BRUCH à Meistratzheim et introduction de règles de construction favorisant la production d'énergie dans le règlement du lotissement,<br>Avis sur le projet : silo à luzerne à Niedernai,<br>Travaux d'eau et d'assainissement rue du Tramway à Meistratzheim conclusion avec Eiffage d'un protocole d'accord,<br>Mise en œuvre d'une Zone à Faible Emission par l'Eurométropole de Strasbourg - synthèse des échanges avec l'EMS et information de nos populations,<br>Points divers :<br>- Personnes ressources de nos villes/villages pour partager des expériences Obernai – Terres de Sainte Odile (ex : Léon Schall – histoire d'Innenheim et de Krautergersheim)<br>- Diagnostic Territorial – opération grand jeu ALEF été 2021 au périscolaire Europe |

| Dates            | Sujets débattus  |
|------------------|--|
| 8 juin 2021      | <p>Etudes développement économique 2021 -2022</p> <p>Suite à donner aux contacts presse suite à la campagne coups de cœur</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'Obs</li> <li>• L'Officiel</li> <li>• Le Figaro</li> <li>• Le temps d'un voyage</li> </ul> <p>Avis sur l'ODJ du Conseil de Communauté</p> <p>Approbation des RAD ALEF et RECREA pour 2020</p> <p>Remise des badges coups de cœur</p>   |
| 6 juillet 2021   | <p>Périscolaire de Meistratzheim : mandat de maîtrise d'ouvrage de la commune à la CCPO pour les travaux de reprise de la zinguerie, de la peinture et de la couverture</p> <p>Parc d'Activités du Bruch : arrêt des modalités de vente et du prix de vente (voir PJ)</p> <p>Commerce, avis sur les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Etude « Panorama Commerce et Consommation »</li> <li>• Etude « Diagnostic et feuille de route pour le commerce de demain »</li> <li>• Manager du commerce</li> </ul> <p>PLUI (en présence de Yann Jovelet et Mme Beaufrère CITTANOVA) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêt des modalités de concertation</li> <li>• Point d'avancement de la procédure</li> </ul> |
| 20 octobre 2021  | <p>Validation de la délibération portant lancement du PLUi ; cadre légal, objectifs de prescription et modalités de concertation</p> <p>Présentation de la suite de la procédure PLUi et validation des étapes de présentation aux Elus dans le cadre d'un séminaire en 2022</p> <p>Arrêt des modifications des PLU existants de certaines communes de la CCPO</p> <p>Avis sur l'aménagement de la zone IAUX sur le ban communal d'Innenheim</p> <p>Points divers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet solaire à l'espace aquatique L'O</li> <li>• Dauphins d'Obernai</li> <li>• Questionnaire CCI</li> </ul>   |
| 24 novembre 2021 | <p>Echanges avec Madame la Procureure de la République sur les nouvelles orientations de la politique pénale mise en place</p> <p>Ultime avis sur les modifications des PLU communaux – 4 notes – compte-rendu sur le lancement d'un plan climat,</p> <p>Compte-rendu de la réunion AJPO par Mme RUSCHER et M. KRAUSS,</p> <p>Présentation du lancement du diagnostic territorial avec le Bureau d'Etudes ITHEA pour contractualiser avec la CAF au 1er janvier 2023 ,</p> <p>Avis des Maires sur la création du comité des partenaires de la mobilité,</p> <p>Avis des Maires sur le rendu de la phase finale 3 de l'étude préalable à la collecte des « Biodéchets »</p> <p>ZFE : avis des communes, du PETR ou de la CCPO</p>                     |
| 27 novembre 2021 | <p>Orientations budgétaires 2022,</p> <p>Prévisions budgétaires 2022-2024,</p> <p>Ordre du jour du Conseil de Communauté du 15/12/2021.</p>  |



## A- La Commission Permanente Eau et Assainissement :

|                    |    |
|--------------------|----|
| Nombre de membres  | 16 |
| Nombre de réunions | 2  |

Les membres :

- Norbert MOTZ
- Christian SOSSLER
- Hervé BENTZ
- Alain DEMARE
- Didier MEYER
- Thierry STOEFFLER
- Claude KRAUSS
- Francis WAGENTRUTZ
- Jean-Luc KRUGMANN
- Dominique JOLLY
- Maurice FRITZ
- Jean-Jacques STAHL
- Marie Claude SCHMITT
- Benoit ECK
- Jean-Louis NORMANDIN
- Catherine EDEL-LAURENT

## B- La Commission Permanente Déchets - Environnement :

|                    |    |
|--------------------|----|
| Nombre de membres  | 18 |
| Nombre de réunions | 2  |

Les membres :

- Norbert MOTZ
- Dominique ROSFELDER
- Corinne WEBER
- Gaël GREULICH
- Myriam PASTOR
- Gabin KRIEGER
- Isabelle SUHR
- Marie-Christine SCHATZ
- Sandra SCHULTZ
- Pascal MAEDER
- Damien FREYD
- Jean-Michel CHALON
- Myriam GEWINNER
- Concetta BLONDIN
- Robin CLAUSS
- Frank BUCHBERGER
- Céline OHRESSER-OPPENHAUSER
- Jean-Louis REIBEL

## C- La Commission Permanente – Développement et cadre de vie :

|                    |    |
|--------------------|----|
| Nombre de membres  | 19 |
| Nombre de réunions | 3  |

Les membres :

- Valérie RUSCHER
- Edith HIRTZ
- Laurence RUFİ
- Christiane SAETTEL
- Marielle TANGHE
- Corinne WEBER
- Caroline MARCHAL
- Myriam GEWINNER
- Mauricette RAEPEL
- Huguette DOUNIAU
- Grégoire FUCHS
- Maurice FRITZ
- Isabelle SUHR
- Marie-Christine SCHATZ
- Jean-Jacques STAHL
- Sophie SCHULTZ-SCHNEIDER
- Adeline STAHL
- Céline OHRESSER-OPPENHAUSER
- Jean-Louis REIBEL

## D- La Commission urbanisme :

Avisé de recep. On  
07-24674-00-30-30-0220311-1-1  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022

|                    |    |
|--------------------|----|
| Nombre de membres  | 20 |
| Nombre de réunions | 2  |

Les membres :

- Norbert MOTZ
- Christian SOSSLER
- Jean-Claude JULLY
- Céline OFFENBURGER
- Daniel SCHOSSELER
- Denis LEHMANN
- Régis MEYER
- Myriam GEWINNER
- Mauricette RAEPPEL
- Dominique JOLLY
- Grégoire FUCHS
- Jeanine SCHMITT
- Isabelle OBRECHT
- Robin CLAUSS
- Isabelle SUHR
- Frank BUCHBERGER
- Martial FEURER
- Jean-Pierre MARTIN
- Jean-Louis NORMANDIN
- Catherine EDEL-LAURENT

## E- La Commission d'Appel d'Offres (CAO) :

|                    |   |
|--------------------|---|
| Nombre de membres  | 6 |
| Nombre de réunions | 0 |

La Commission d'Appel d'Offres n'est sollicitée que lorsque les seuils sont atteints.

Les membres :

- Bernard FISCHER
- René HOELT,
- Claude KRAUSS,
- Jean-Jacques STAHL,
- Isabelle OBRECHT,
- Christiane SAETTEL

## F- La Commission d'Ouverture des Plis (COP-DSP) :

|                    |   |
|--------------------|---|
| Nombre de membres  | 6 |
| Nombre de réunions | 3 |

Les membres :

- Bernard FISCHER
- Jean-Claude JULLY
- René HOELT
- Claude KRAUSS
- Valérie RUSCHER
- Norbert MOTZ

## G- Les Commissions réunies :

|                    |    |
|--------------------|----|
| Nombre de membres  | 26 |
| Nombre de réunions | 2  |

Les membres :

- Norbert MOTZ
- Edith HIRTZ
- Pascal MAEDER
- Jean-Claude JULLY
- Christiane SAETTEL
- René HOELT
- Corinne WEBER
- Denis LEHMANN
- Claude KRAUSS
- Myriam GEWINNER
- Francis WAGENTRUTZ
- Valérie RUSCHER
- Dominique JOLLY
- Bernard FISCHER
- Isabelle OBRECHT
- Robin CLAUSS
- Isabelle SUHR
- Frank BUCHBERGER
- Marie-Christine SCHATZ
- Jean-Jacques STAHL
- Sophie SCHULTZ-SCHNEIDER
- Christian WEILER
- Adeline STAHL
- Martial FEURER
- Catherine EDEL-LAURENT
- Jean-Louis REIBEL

## • Courriers papiers envoyés

| Année  | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------|------|------|------|
| Nombre | 731  | 787  | 752  |

## • Courriers reçus

| Année  | 2020 | 2021 | 2022 (provisoire) |
|--------|------|------|-------------------|
| Nombre | 2007 | 2252 | 969               |

## • Mandats / Titres

| Budget       | Mandats      |              | Titres     |              |
|--------------|--------------|--------------|------------|--------------|
|              | 2020         | 2021         | 2020       | 2021         |
| ASSAI        | 150          | 57           | 172        | 210          |
| EAU          | 136          | 38           | 105        | 82           |
| OM           | 85           | 46           | 164        | 146          |
| BP           | 1 336        | 1 402        | 459        | 792          |
| PAEI         | 7            | 4            | 0          | 0            |
| AAGV         | 66           | 71           | 29         | 19           |
| ZA Bruch     |              | 48           |            | 3            |
| Mobilités    |              | 7            |            | 9            |
| <b>TOTAL</b> | <b>1 780</b> | <b>1 673</b> | <b>929</b> | <b>1 261</b> |

## • Avis eau/assainissement sur autorisation de construction :

| Type de documents                     | 2020       | 2021       |
|---------------------------------------|------------|------------|
| Certificat d'urbanisme (CU)           | 3          | 12         |
| Permis d'aménager (PA)                | 6          | 7          |
| Permis de démolir (PD)                | 5          | 6          |
| Permis de construire (PC)             | 121        | 122        |
| Déclaration de projet (DP)            | 20         | 31         |
| Demande de branchement                | 57         | 68         |
| Réponse DICT / DR                     | 0          | 0          |
| Contrôle de conformité assainissement | 43         | 75         |
| Avis sur Plan Local d'Urbanisme       | 0          | 0          |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>269</b> | <b>321</b> |

## L'équipe administrative

ccci.e d' r' p' t' r' c' t' u' r' e  
067-467-3333  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022

**Embauche en 2021 :**

3 créations de poste.

1 remplacement de congé maternité de juin à décembre.

1 stagiaire en présentiel 3 semaines BTS Gémeau (gestion et Maîtrise de l'Eau lycée Obernai).

1 projet tutoré : 3 stagiaires BTS Gémeau.

3 saisonniers pour la période estivale.

Au 31/12/2021, l'effectif de la CCPO s'établit à 15 personnes affectées à des emplois permanents.

**TABLEAUX DES EFFECTIFS AU 31/12/2021**

| Personne | Intitulé du poste                        | Statut                           | Catégorie |
|----------|--|----------------------------------|-----------|
| 1        | Directrice Générale des Services         | Attaché Territorial (T)          | A         |
| 1        | Assistante de Direction                  | Adjoint Administratif (T)        | C         |
| 1        | Responsable Eau Assainissement           | Ingénieur Territorial (T)        | A         |
| 1        | Responsable Financier                    | Attaché Territorial (T)          | A         |
| 1        | Responsable Juridique                    | Attaché Territorial (T)          | A         |
| 1        | Agent de développement local             | Ingénieur Territorial (T)        | A         |
| 1        | Chargée de mission développement durable | Technicien Supérieur (T)         | B         |
| 1        | Assistante de Gestion                    | Adjoint Administratif (T)        | C         |
| 1        | Gestionnaire des Marchés Publics         | Adjoint Administratif (T)        | C         |
| 1        | Chargée de communication                 | Rédacteur Territorial (C)        | B         |
| 1        | Relais Assistants Maternels              | Educatrice de Jeunes Enfants (T) | A         |
| 1        | Relais Assistants Maternels              | Educatrice de Jeunes Enfants (T) | A         |
| 1        | Chargée d'urbanisme                      | Attachée territoriale (T)        | A         |
| 1        | Responsable de Développement Economique  | Attaché territorial (C)          | A         |
| 1        | Manager du Commerce                      | Rédacteur territorial (C)        | B         |

Tableau des absences 2021 :

|                 | Janv.     | Fév.       | Mars      | Avril     | Mai       | Juin        | Juil.       | Août      | Sept.     | Oct.      | Nov.      | Déc.      |
|-----------------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-------------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Congés          | 6         | 1          | 11        | 10        | 12,5      | 21,5        | 29          | 67        | 30        | 1         | 19,5      | 41        |
| Récupération    | 0         | 0,5        | 0         | 0         | 4         | 0           | 0,5         | 0         | 0         | 0         | 1,5       | 1,5       |
| RTT             | 2         | 1          | 6         | 3         | 8         | 4           | 2           | 5         | 3         | 0         | 6         | 4         |
| Autres absences | 7         | 2<br>CET   | 0         | 0         | 0,5<br>EM | 1 EM        | 0           | 0         | 1         | 2         | 0         | 20,5      |
| Congé maternité | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0           | 21          | 22        | 21        | 21        | 21        | 23        |
| <b>TOTAL</b>    | <b>15</b> | <b>4,5</b> | <b>17</b> | <b>13</b> | <b>25</b> | <b>26,5</b> | <b>52,5</b> | <b>94</b> | <b>55</b> | <b>24</b> | <b>48</b> | <b>90</b> |
| Effectif        | 12        | 13         | 13        | 13        | 13        | 14          | 14          | 14        | 14        | 14        | 14        | 15        |

Les effectifs totaux incluent les personnels occasionnels.

# BILAN COMMUNICATION ET RÉSEAUX 2021



## • Site Internet

UTILISATEURS :

19 536

NOUVEAUX UTILISATEURS :

+90 %

PAGES CONSULTÉES :

40 559

SUJET LES PLUS CONSULTÉS :

- Documentation administrative (18 %)
  - Déchets (11%)
  - Se déplacer (5 %)



## • Impressions

NOMBRE TOTAL D'IMPRESSIONS :

90 649

TYPES DE DOCUMENTS :

- Magazine intercommunal
  - Flyer, affiche, livret
- Bâche, roll-up, stickers
- Cartes de visite, invitations
  - Sachets baguettes

BUDGET D'IMPRESSION :

22 614,66 €



**IMPRIM'VERT®**

Les papiers utilisés sont certifiés  
recyclé, PEFC ou FSC.



## • Facebook

COUVERTURE DE LA PAGE :

80 553 (+32 % par rapport à 2020)

VISITE DE LA PAGE :

4 997 (-4,8 % par rapport à 2020)

NOUVEAUX ABONNÉS :

258 (-11,3 % par rapport à 2020)

TOTAL D'ABONNÉS :

2 735



## • Instagram

COUVERTURE DE LA PAGE :

932 (+64,2 % par rapport à 2020)

VISITE DE LA PAGE :

316 (+9,7 % par rapport à 2020)

NOUVEAUX ABONNÉS :

59

TOTAL D'ABONNÉS :

1 108



# LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2021

## JANVIER 2021



De nouveaux mobiliers ont été installés au périscolaire du Parc à Obernai.

## FEVRIER 2021



Plantation d'une haie de biodiversité à la déchèterie d'Obernai.

## MARS 2021



Démarrage des permanences de distribution de sacs de tri dans les communes.

De nombreux habitants sont venus récupérer leur dotation.



**Pose de nichoirs à L'O - Espace Aquatique.**

Ces nichoirs permettent aux oiseaux de type moineau domestique, mésange charbonnière et sitelle torchpot d'y installer leurs nichées dès le printemps.

Les oiseaux se nourrissent d'insectes et de chenilles, un bon moyen de lutter contre certains nuisibles sans pesticides !



**En 2010, la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile a investi et mené des travaux d'envergure** pour permettre à ses habitants de profiter d'un espace aquatique intercommunal : L'O – Espace Aquatique à Obernai.

Tout au long de la vie de ce bâtiment, un seul mot d'ordre : l'entretien et la maintenance durables.

Chaque année, la Communauté de Communes entreprend des travaux d'investissement afin d'améliorer la performance énergétique des équipements ou afin de les maintenir en bon état de fonctionnement.

En 2021, le pentaglisser abîmé par le temps, a été remplacé par une nouvelle structure durable entièrement en inox.



Renforcement du réseau d'assainissement unitaire rue du Marché à Obernai par la pose de 30ml de tuyau en PE annelé DN500mm

## MAI 2021



Pose des enrobés sur la piste cyclable reliant Bernardswiller à Ottrott.

Cette piste cyclable de 2,1 km, partagée entre les cyclistes, les promeneurs et les viticulteurs va relier les deux communes au niveau de la Voie Verte.



Organisation d'un voyage de presse dans le cadre de la campagne «Partageons nos coups de coeur».

Deux journalistes ont été invités à découvrir Obernai et les Terres de Sainte Odile afin d'en faire la promotion à travers des articles de presse.

## JUILLET 2021



Remise de récompenses aux élèves de l'école de Krautergersheim dans le cadre du défi-vélo 2021.



Organisation de l'opération «Shopping d'été» les samedis 3 juillet, 7 août et 4 septembre à Obernai. Les commerçants ont reçu l'autorisation de réaliser des ventes «hors les murs» lors de ces après-midis festives.

Accusé de réception en préfecture  
067-246701080-20220629-20220318VD-DE  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022



Organisation d'un voyage influenceurs dans le cadre de l'opération « Partageons nos coups de coeur ».

Deux couples d'influenceurs ont été invités à découvrir Obernai et sa région afin d'en faire la promotion sur les réseaux sociaux.



La Communauté de Communes change de locaux !

Une partie des services de la Communauté de Communes a intégré les locaux du 36 rue du Maréchal Koenig à Obernai, précédemment occupés par les services du Trésor Public.

## AOÛT 2021



Des travaux de réhabilitation intérieur et extérieur ont été réalisés au réservoir de Bernardswiller.

Cette réhabilitation est passée par des travaux d'étanchéité, un renouvellement des conduites d'eau et des accessoires réseaux.

Durant toute la durée des travaux, l'autonomie du réservoir a été assurée par une bache de 30m<sup>3</sup> installée à l'extérieur.

Après une procédure de mise en concurrence, l'Association Familiale de Loisirs Educatifs et de Formation (L'ALEF) a été retenue pour la gestion et l'exploitation des périscolaires de la Communauté de Communes pour la période 2021/2027.

Vendredi 20 août 2021, Bernard FISCHER, le Président de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile, Laurent BECK, le Directeur Général de l'ALEF et Valérie RUSCHER, Vice-Présidente de la Communauté de Communes en charge du développement et du cadre de vie se sont réunis pour signer le contrat de délégation de service public entre la Communauté de Communes et l'ALEF.



## SEPTEMBRE 2021



Visite officielle du chantier du Parc d'Activités de la Divinale à Obernai pour les élus.

Accusé de réception en préfecture  
067-246701080-20220629-20220318VD-DE  
Date de télétransmission : 06/07/2022  
Date de réception préfecture : 06/07/2022



Vendredi 3 septembre 2021, les Elu(e)s de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile ont visité les équipements aquatiques : L'O - Espace Aquatique et la Piscine Plein Air d'Obernai.

Chaque année la Communauté de Communes entreprend des travaux d'investissement afin d'améliorer la performance énergétique des équipements ou afin de les maintenir en bon état de fonctionnement.



Inauguration du salon Job Dating à Obernai, vendredi 10 septembre 2021 en présence de Bernard Fischer, Maire d'Obernai et Président de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile, de Frank Buchberger et Robin Clauss, Adjoint au Maire d'Obernai et de Pascal Wespiser, Président de GEZIM.

De nombreuses entreprises étaient présentes avec des offres de recrutement pour tous les profils.

La Communauté de Communes était présente au salon Biobernai pour faire la promotion de la Prime Vélo mais également renseigner les visiteurs sur les itinéraires cyclables du Pays de Sainte Odile.





Mardi 5 octobre 2021, les commerçants du Pays de Sainte Odile ont été conviés à participer à une soirée sur le thème « Préparer aujourd'hui le commerce de demain ».

Plus de 60 personnes étaient présentes dont 40 commerçants du territoire.

La soirée a débuté par une conférence sur le commerce local par M. David LESTOUX, expert spécialisé en prospective et stratégie commerciales.

S'en est suivie la remise des Trophées Qualité Accueil 2021. Quatre commerçants ont ainsi été récompensés par les Trophées Or : Les Produits d'Alsace, Centrakor, la Boulangerie L'Eden et La Cave Barabos.

Un commerçant a été récompensé par le Trophée Diamant, il s'agit du magasin Mr.Bricolage. Les Trophées Diamant sont décernés aux entreprises ayant reçu l'Or 3 années de suite.



Samedi 20 novembre 2021, la Communauté de Communes a organisé la première édition du Repair' Café à Obernai. Lors d'un moment convivial, 9 réparateurs bénévoles ont pris en charge pas moins de 31 objets et réparé 14 d'entre eux.

Au total, ce sont 36,19 kg de déchets qui ont pu être évités grâce aux réparations des bénévoles.



Mercredi 1er décembre 2021, une quarantaine d'enfants accompagnés de leurs assistantes maternelles ont visité le palais du Pain d'Épices situé à Gertwiller lors d'une sortie organisée par le Relais Petite Enfance de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile.

Après la visite, les enfants ont mis la main à la pâte en décorant eux-mêmes un petit bonhomme en pain d'épices avec de la pâte à sucre et des bonbons de couleurs.



Des travaux ont été réalisés au réservoir enterré situé sur le Mont National d'Obernai.

Cette ancienne construction date de 1893 et alimentait Obernai en eau. Désormais ce réservoir fait partie des 5 réservoirs du réseau qui alimentent tout le territoire de la Communauté de Communes. Les travaux ont laissé apparaître les voûtes réalisées à l'époque, qui permettent de protéger la cuve et qui se trouvent dans un état de conservation remarquable. La dernière fois que l'on a vu ces voûtes, nous étions en 1893.

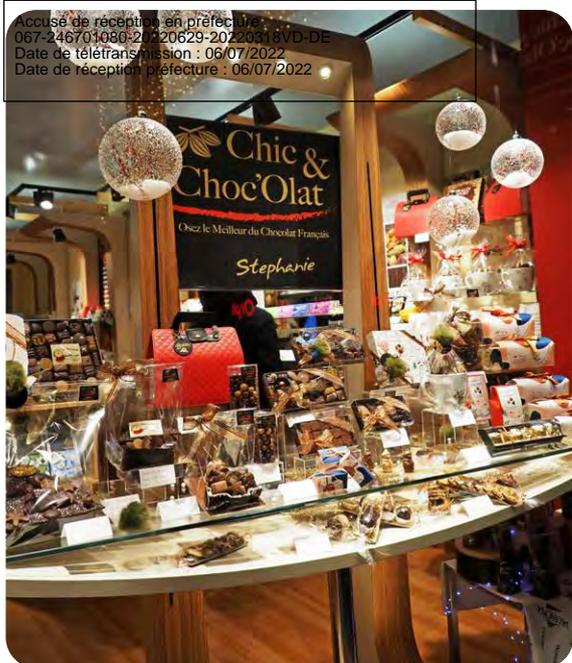
Les travaux d'étanchéité effectués concernaient la chambre de manœuvre, la voûte intérieure et la maçonnerie extérieure.

Toute la tuyauterie intérieure a été refaite en acier inoxydable en remplacement de la fonte grise ainsi que les garde-corps et les échelles.



Vendredi 10 décembre 2021, le Relais Petite Enfance de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile a organisé un atelier de Noël pour les enfants du territoire, accompagnés de leurs assistantes maternelles.

Après avoir assisté à un spectacle musical, le Père Noël leur a rendu visite. Chaque enfant a pu repartir avec un mannele offert par le Père Noël.



Tout le mois de décembre, les rues et les vitrines des commerçants ont été décorées et ont permis de créer une belle ambiance festive.





### **III) Annexes\***

- Rapport du compte administratif 2021
- Rapport sur le prix et la qualité du service public ordures ménagères 2021
- Rapports sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement 2021
- Rapports sur l'exploitation du réseau de transport public urbain 2021

*\*diffusées lors de l'envoi officiel aux Mairies ; rapports transmis aux élus lors de la séance plénière de juin 2022.*

**COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE**

36-38 rue du Maréchal Koenig - CS 50085 - 67213 Obernai Cedex  
03 88 95 53 52 | [ccpso@ccpso.com](mailto:ccpso@ccpso.com) | [www.cc-paysdesainteodile.fr](http://www.cc-paysdesainteodile.fr)



Communauté  
de Communes

---

# RAPPORT COMPTES ADMINISTRATIFS 2021

Budget Principal

Budgets Annexes :

- AAGV
- PAEI
- ZA BRUCH
- ORDURES MENAGERES
- EAU POTABLE
- ASSAINISSEMENT

## Résultats d'exécution du budget principal et des budgets annexes issus du compte de gestion 2021 de la Trésorerie d'Obernai

|  | Résultat cumulé en fin d'exercice 2020 | Part affectée à l'investissement : 2021 | Résultat de l'exercice 2021 | Transfert ou intégration de résultats par opération d'ordre non budgétaire | Résultat cumulé au 31/12/2021 |
|--|--|---|-----------------------------|--|-------------------------------|
| <b>BUDGET PRINCIPAL</b>                  |  |   |                             |  |                               |
| Investissement                           | -1 157 008,79                          | 0,00                                    | 666 506,86                  | 0,00   | <b>-490 501,93</b>            |
| Fonctionnement                           | 8 691 655,55                           | 1 157 008,79                            | 1 251 053,31                | 0,00   | <b>8 785 700,07</b>           |
| <b>Total</b>                             | <b>7 534 646,76</b>                    | <b>1 157 008,79</b>                     | <b>1 917 560,17</b>         | <b>0,00</b>  | <b>8 295 198,14</b>           |
| <b>AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE</b> |  |   |                             |  |                               |
| Investissement                           | -52 647,42                             | 0,00                                    | -1 780,28                   | 0,00   | <b>-54 427,70</b>             |
| Fonctionnement                           | 65 678,23                              | 52 647,45                               | 45 692,55                   | 0,00   | <b>58 723,36</b>              |
| <b>Total</b>                             | <b>13 030,81</b>                       | <b>52 647,45</b>                        | <b>43 912,27</b>            | <b>0,00</b>  | <b>4 295,66</b>               |
| <b>PAEI</b>                              |  |   |                             |  |                               |
| Investissement                           | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                        | 0,00   | <b>0,00</b>                   |
| Fonctionnement                           | 891 534,23                             | 0,00                                    | -891 534,23                 | 0,00   | <b>0,00</b>                   |
| <b>Total</b>                             | <b>891 534,23</b>                      | <b>0,00</b>                             | <b>-891 534,23</b>          | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                   |
| <b>ZA BRUCH</b>                          |  |   |                             |  |                               |
| Investissement                           | -270 993,36                            | 0,00                                    | -348 876,64                 | 0,00   | <b>-619 870,00</b>            |
| Fonctionnement                           | -1 295,88                              | 0,00                                    | 0,00                        | 0,00   | <b>-1 295,88</b>              |
| <b>Total</b>                             | <b>-272 289,24</b>                     | <b>0,00</b>                             | <b>-348 876,64</b>          | <b>0,00</b>  | <b>-621 165,88</b>            |
| <b>ORDURES MENAGERES</b>                 |  |   |                             |  |                               |
| Investissement                           | 353 639,98                             | 0,00                                    | 164 129,00                  | 0,00   | <b>517 768,98</b>             |
| Fonctionnement                           | 592 928,39                             | 0,00                                    | -162 272,88                 | 0,00   | <b>430 655,51</b>             |
| <b>Total</b>                             | <b>946 568,37</b>                      | <b>0,00</b>                             | <b>1 856,12</b>             | <b>0,00</b>  | <b>948 424,49</b>             |
| <b>EAU POTABLE</b>                       |  |   |                             |  |                               |
| Investissement                           | -305 271,59                            | 0,00                                    | 556 696,01                  | 0,00   | <b>251 424,42</b>             |
| Fonctionnement                           | 581 014,33                             | 305 271,59                              | 193 872,76                  | 0,00   | <b>469 615,50</b>             |
| <b>Total</b>                             | <b>275 742,74</b>                      | <b>305 271,59</b>                       | <b>750 568,77</b>           | <b>0,00</b>  | <b>721 039,92</b>             |
| <b>ASSAINISSEMENT</b>                    |  |   |                             |  |                               |
| Investissement                           | -229 284,27                            | 0,00                                    | 489 599,98                  | 0,00   | <b>260 315,71</b>             |
| Fonctionnement                           | 372 184,67                             | 229 284,27                              | 300 559,77                  | 0,00   | <b>443 460,17</b>             |
| <b>Total</b>                             | <b>142 900,40</b>                      | <b>229 284,27</b>                       | <b>790 159,75</b>           | <b>0,00</b>  | <b>703 775,88</b>             |
| <b>MOBILITES</b>                         |  |   |                             |  |                               |
| Investissement                           | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                        | 0,00   | <b>0,00</b>                   |
| Fonctionnement                           | 0,00                                   | 0,00                                    | 77 204,98                   | 0,00   | <b>77 204,98</b>              |
| <b>Total</b>                             | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>                             | <b>77 204,98</b>            | <b>0,00</b>  | <b>77 204,98</b>              |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                     | <b>9 532 134,07</b>                    | <b>1 744 212,10</b>                     | <b>2 340 851,19</b>         | <b>0,00</b>  | <b>10 128 773,16</b>          |

# BUDGET PRINCIPAL

## I. Informations statistiques et fiscales (page 2 du Compte Administratif du Budget Principal)

**Produit des impositions directes par habitant = 436 €** (597 € en 2019 et 519 € en 2020). Ce ratio tient compte de la fiscalité professionnelle reversée en partie par la CCPO aux communes par le biais des allocations compensatrices.

En supprimant du calcul l'incidence de la Fiscalité Professionnelle Unique, le ratio de la CCPO s'établit à 153 €. Il s'élève à 97 € en déduisant le reversement du FPIC. En 2021, la moyenne des EPCI est de 305 € qu'elles aient ou non des allocations compensatrices et du FPIC à reverser.

Sur les 436 € récoltés sur le territoire au titre des taxes locales, seuls 97 € sont réellement utilisés par la CCPO pour l'exécution de ses services.

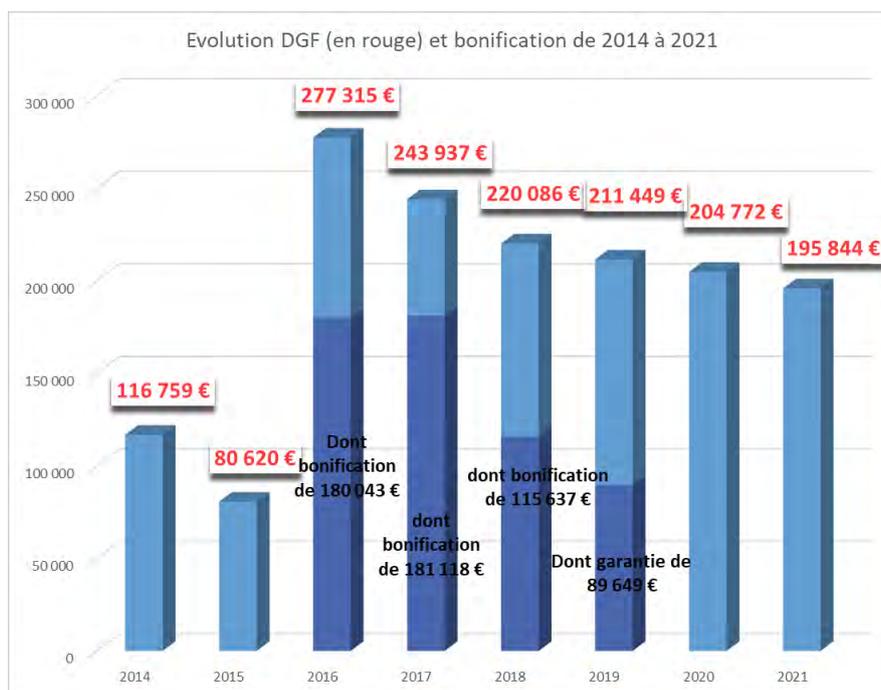
Ce ratio ne cesse de baisser car les produits d'impositions directes disparaissent, remplacés en partie par des compensations de l'Etat qui n'entrent pas dans le calcul de ce ratio (ex : exonération CFE).

**Coefficient d'intégration fiscal = 0,25** (inchangé par rapport à 2020)

Le CIF permet de mesurer l'intégration d'un EPCI à travers le rapport entre la fiscalité qu'il lève et la totalité de la fiscalité levée sur son territoire par les communes et leurs groupements. Il constitue un indicateur des compétences exercées au niveau du groupement. La Préfecture ne communique plus sur le CIF moyen des EPCI. Le dernier connu est celui de 2019 qui s'élevait à 0,38.

Depuis 2017, ce coefficient a fortement baissé à la CCPO (0,37 en 2017), car après plusieurs années basées sur un mode de calcul transitoire du fait du passage à la FPU, le coefficient reprend maintenant l'ensemble des données de la CCPO au réel.

**Dotation Globale de Fonctionnement par habitant 2021 = 10,08 €/habitant** (11,17 € en 2019 et 10,61 € en 2020). La CCPO a touché en 2021 la somme de 195 844 € de DGF. Les dotations de l'Etat ne cessent de baisser.

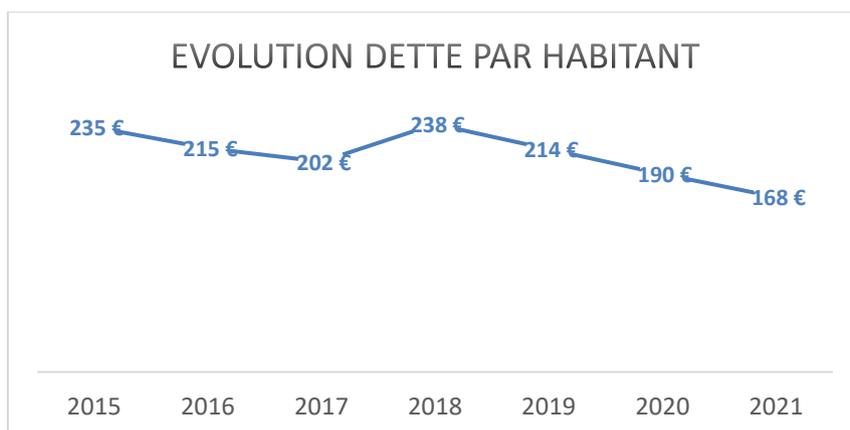


**Produit des impositions directes /population (hors fiscalité reversée) = 436 €**

**Produit des impositions directes /population = 153 €**

En plus des impositions directes, ce 2<sup>e</sup> ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre (ce ratio s'établirait même à 97 € en soustrayant le FPIC).

**Encours de la dette par habitant = 168 €** (214 € en 2019 et 190 € en 2020)



L'augmentation de 2018 correspond à la souscription d'emprunt de 1 000 000 € pour le financement du déploiement de la fibre sur l'ensemble du territoire.

*Détail de l'encours de la dette page 8.*

**Charges réelles de fonctionnement 2021 = 10 863 918,55 €** (9 676 038,46 € en 2019 et 10 856 363,95 € en 2020)

Cette somme tient compte des attributions de compensation (AC) reversées aux communes ainsi que du FPIC. En déduisant les AC et le FPIC, les charges de fonctionnement s'élèvent à 4 269 793,55 € (3 407 394,46 € en 2019 et 4 371 865,49 € en 2020).

*Détail des charges de fonctionnement pages 9 à 12.*

**a. Les résultats**

Le déficit de la section d'investissement s'élève à **490 501,93 €**, et le résultat de la section de fonctionnement est égal à **8 785 700,07 €**.

A la clôture des comptes, le **compte administratif 2021** présente un résultat après affectation de : **8 295 198,14 €**.

**b. L'exécution de la section de fonctionnement (opérations réelles)**

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES   | DEPENSES MANDATEES   | % DE REALISATION |
|-------------|----------------------|----------------------|------------------|
| 2020        | 11 603 850.00        | 10 856 363.95        | 94 %             |
| <b>2021</b> | <b>15 567 955.55</b> | <b>10 863 918.55</b> | <b>70%</b>       |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES   | RECETTES EMISES      | % DE REALISATION |
| 2020        | 12 187 786.00        | 11 682 823.51        | 96 %             |
| <b>2021</b> | <b>12 476 300.00</b> | <b>12 988 467.17</b> | <b>104%</b>      |

**c. L'exécution de la section d'investissement (opérations réelles)**

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES  | DEPENSES REELLES    | % DE REALISATION |
|-------------|---------------------|---------------------|------------------|
| 2020        | 6 016 789.29        | 1 740 583.23        | 29 %             |
| <b>2021</b> | <b>4 478 087.21</b> | <b>1 473 600.47</b> | <b>33%</b>       |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES  | RECETTES EMISES     | % DE REALISATION |
| 2020        | 0.00                | 15 917.14           |                  |
| <b>2021</b> | <b>1 192 104.79</b> | <b>1 266 612.02</b> | <b>106%</b>      |

**III - Détail de l'exécution budgétaire (pages 7 et suivantes de la liasse)**

CC PAYS STE ODILE B PRINCIPAL - CA 2021

|  |           |
|--|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>  | <b>II</b> |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES</b> | <b>A2</b> |

| Chap.  | Libellé                               | Crédits ouverts      | Crédits employés (ou restant à employer) |           |       | Crédits annulés     |
|--|---------------------------------------|----------------------|--|-----------|-------|---------------------|
|  |                                       |                      | Emis                                     | Rattachés | R.à.R |                     |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>              |                                       |                      |  |           |       |                     |
| 011  | Charges à caractère général           | 2 537 930,00         | 859 274,25                               |           |       | 1 678 655,75        |
| 012  | Charges de personnel et frais ass     | 940 000,00           | 827 578,23                               |           |       | 112 421,77          |
| 014  | Atténuations de produits              | 6 601 000,00         | 6 595 394,00                             |           |       | 5 606,00            |
| 65   | Autres charges de gest. cour.         | 5 352 855,55         | 2 497 255,06                             |           |       | 2 855 600,49        |
| 656  | Frais de fonct. groupes d'élus        |                      |  |           |       |                     |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>  |                                       | <b>15 431 785,55</b> | <b>10 779 501,54</b>                     |           |       | <b>4 652 284,01</b> |
| 66   | Charges financières                   | 75 920,00            | 74 651,31                                |           |       | 1 268,69            |
| 67   | Charges exceptionnelles               | 10 250,00            | 9 765,70                                 |           |       | 484,30              |
| 68   | Dotations aux provisions              |                      |  |           |       |                     |
| 022  | Dépenses imprévues                    | 50 000,00            |  |           |       |                     |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionn</b> |                                       | <b>15 567 955,55</b> | <b>10 863 918,55</b>                     |           |       | <b>4 654 037,00</b> |
| 023  | Virement sect. d'inv.                 | 3 342 991,21         |  |           |       |                     |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti   | 1 100 000,00         | 873 495,31                               |           |       | 226 504,69          |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.fonct. |                      |  |           |       |                     |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionn</b> |                                       | <b>4 442 991,21</b>  | <b>873 495,31</b>                        |           |       | <b>226 504,69</b>   |
| <b>TOTAL</b>                                   |                                       | <b>20 010 946,76</b> | <b>11 737 413,86</b>                     |           |       | <b>4 880 541,69</b> |
| D 002  | Déficit de fonctionnement repor       |                      |  |           |       |                     |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>              |                                       |                      |  |           |       |                     |
| 013  | Atténuations de charges               | 135 000,00           | 128 137,08                               |           |       | 6 862,92            |
| 70   | Prod. des services, dom, vtes         | 55 000,00            | 72 383,39                                |           |       | -17 383,39          |
| 73   | Impôts et taxes                       | 9 934 300,00         | 8 480 611,69                             |           |       | 1 453 688,31        |
| 74   | Dotations, participations             | 1 357 000,00         | 3 285 906,39                             |           |       | -1 928 906,39       |
| 75   | Autres prod. de ges. cour.            | 850 000,00           | 877 454,58                               |           |       | -27 454,58          |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>  |                                       | <b>12 331 300,00</b> | <b>12 844 493,13</b>                     |           |       | <b>-513 193,13</b>  |
| 76   | Produits financiers                   |                      |  |           |       |                     |
| 77   | Produits exceptionnels                | 1 000,00             | 177,29                                   |           |       | 822,71              |
| 78   | Reprises sur provisions               | 144 000,00           | 143 796,75                               |           |       | 203,25              |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionn</b> |                                       | <b>12 476 300,00</b> | <b>12 988 467,17</b>                     |           |       | <b>-512 167,17</b>  |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti   |                      |  |           |       |                     |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.fonct. |                      |  |           |       |                     |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionn</b> |                                       |                      |  |           |       |                     |
| <b>TOTAL</b>                                   |                                       | <b>12 476 300,00</b> | <b>12 988 467,17</b>                     |           |       | <b>-512 167,17</b>  |
| R 002  | Excédent de fonctionnement re         | 7 534 646,76         |  |           |       |                     |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b> | <b>A3</b> |

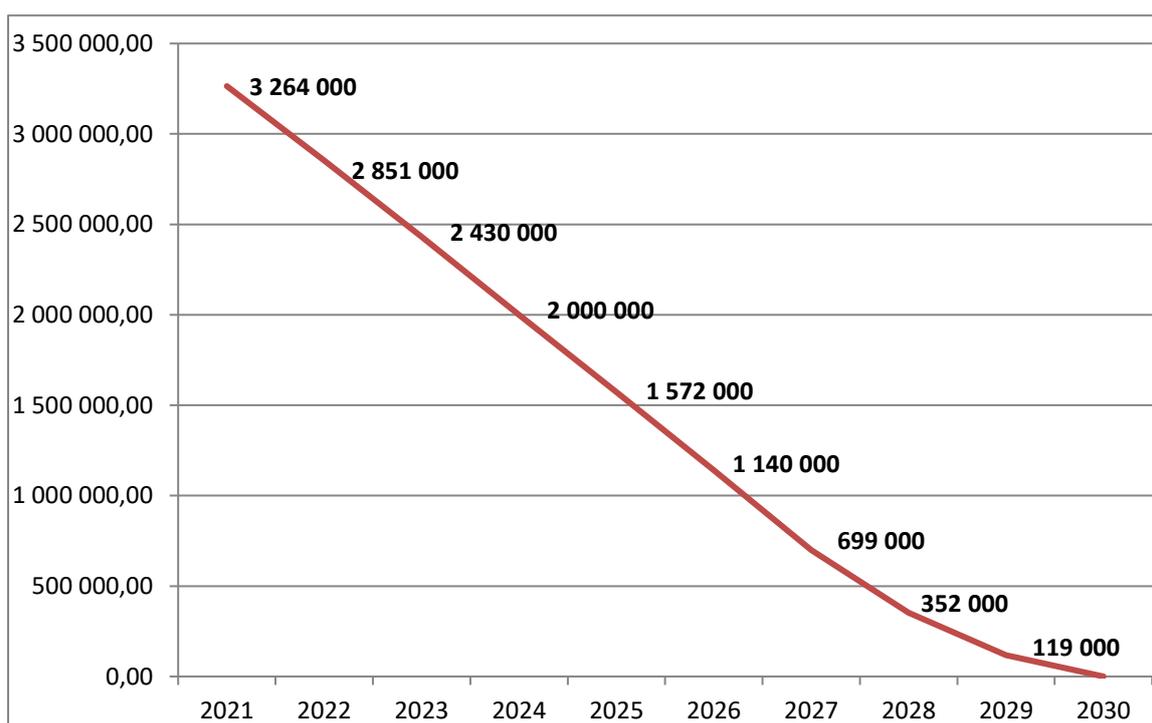
| Chap.                            | Libellé  | Crédits ouverts     | Emis                | Restes à réaliser | Crédits annulés     |
|----------------------------------|--|---------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                     |                     |                   |                     |
| 3...                             | Stocks   |                     |                     |                   |                     |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      | 105 000,00          | 47 895,00           |                   | 57 105,00           |
| 204                              | Subventions d'équipement versées                   | 1 631 400,00        | 130 487,31          |                   | 1 500 912,69        |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        | 1 850 801,01        | 882 897,73          |                   | 967 903,28          |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                     |                     |                   |                     |
| 23                               | Immobilisations en cours                           | 450 000,00          | 814,02              |                   | 449 185,98          |
|                                  | Total des opérations d'équipement                  |                     |                     |                   |                     |
|                                  | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>4 037 201,01</b> | <b>1 062 094,06</b> |                   | <b>2 975 106,95</b> |
| 10                               | Dotations,fonds divers et réserves                 |                     |                     |                   |                     |
| 13                               | Subventions d'investissement                       |                     |                     |                   |                     |
| 16                               | Emprunts et dettes assimilées                      | 404 165,00          | 404 163,61          |                   | 1,39                |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                     |                     |                   |                     |
| 26                               | Particip.créances rattachées à des particip.       |                     |                     |                   |                     |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 | 36 721,20           | 7 342,80            |                   | 29 378,40           |
| 020                              | Dépenses imprévues                                 |                     |                     |                   |                     |
|                                  | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>440 886,20</b>   | <b>411 506,41</b>   |                   | <b>29 379,79</b>    |
|                                  | <b>Total opé.pour compte de tiers</b>              |                     |                     |                   |                     |
|                                  | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>4 478 087,21</b> | <b>1 473 600,47</b> |                   | <b>3 004 486,74</b> |
| 040                              | Op.d'ordre de transfert entre section              |                     |                     |                   |                     |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           |                     |                     |                   |                     |
|                                  | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |                     |                     |                   |                     |
|                                  | <b>TOTAL</b>                                       | <b>4 478 087,21</b> | <b>1 473 600,47</b> |                   | <b>3 004 486,74</b> |
| D 001                            | Solde d'exécution négatif reporté de N-1           | 1 157 008,79        |                     |                   |                     |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                     |                     |                   |                     |
| 3...                             | Stocks   |                     |                     |                   |                     |
| 13                               | Subventions d'investissement                       |                     |                     |                   |                     |
| 16                               | Empr. et dettes assimil.(hors 165)                 |                     |                     |                   |                     |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      |                     |                     |                   |                     |
| 204                              | Subventions d'équipement versées                   |                     |                     |                   |                     |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        |                     |                     |                   |                     |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                     |                     |                   |                     |
| 23                               | Immobilisations en cours                           |                     |                     |                   |                     |
|                                  | <b>Total des recettes d'équipement</b>             |                     |                     |                   |                     |
| 10                               | Dotations,fonds divers et réserves (hors 1068)     | 35 096,00           | 109 603,23          |                   | -74 507,23          |
| 1068                             | Excédents de fonct.capitalisés                     | 1 157 008,79        | 1 157 008,79        |                   |                     |
| 138                              | Autres subv.d'invest.non transf                    |                     |                     |                   |                     |
| 165                              | Dépôts et cautionnements reçus                     |                     |                     |                   |                     |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                     |                     |                   |                     |
| 26                               | Particip.créances rattachées à des particip.       |                     |                     |                   |                     |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 |                     |                     |                   |                     |
| 024                              | Prod. des cessions d'immobilisations               |                     |                     |                   |                     |
|                                  | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>1 192 104,79</b> | <b>1 266 612,02</b> |                   | <b>-74 507,23</b>   |
|                                  | <b>Total opé.pour compte de tiers</b>              |                     |                     |                   |                     |
|                                  | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>1 192 104,79</b> | <b>1 266 612,02</b> |                   | <b>-74 507,23</b>   |
| 021                              | Virement de la section de fonctionnement           | 3 342 991,21        |                     |                   |                     |
| 040                              | Op.d'ordre de transfert entre section              | 1 100 000,00        | 873 495,31          |                   | 226 504,69          |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           |                     |                     |                   |                     |
|                                  | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>4 442 991,21</b> | <b>873 495,31</b>   |                   | <b>226 504,69</b>   |
|                                  | <b>TOTAL</b>                                       | <b>5 635 096,00</b> | <b>2 140 107,33</b> |                   | <b>151 997,46</b>   |
| R 001                            | Solde d'exécution positif reporté de N-1           |                     |                     |                   |                     |

### a. Dette

**CA 2021 480 083,00€**

| Prêt  | Capital initial     | Capital remboursé en 2021 | Intérêts         | Annuités          | Restant dû au 31/12/21 | Taux (fixe)   | Fin        |
|---|---------------------|---------------------------|------------------|-------------------|------------------------|---------------|------------|
| Piscine Tranche 1 2010<br>(renégocié en 2015) | 1 806 309,96        | 114 070,09                | 36 440,55        | 150 510,64        | 1 123 207,66           | 3.05 %        | 30/06/2030 |
| Piscine Tranche 2 2011<br>(renégocié en 2016) | 1 781 176,86        | 146 301,99                | 12 345,05        | 158 647,04        | 1 030 712,90           | 1.10 %        | 30/09/2028 |
| Piscine Tranche 3 2011                        | 700 000,00          | 47 900,79                 | 17 548,01        | 65 448,80         | 336 924,12             | 4.56 %        | 01/06/2027 |
| Emprunt Pistes Cyclables                      | 150 000,00          | 15 316,79                 | 1 091,05         | 16 407,84         | 51 700,77              | 1.78 %        | 31/01/2025 |
| Numérique                                     | 1 000 000,00        | 80 573,94                 | 8 494,74         | 89 068,68         | 721 821,31             | 1.10 %        | 30/06/2030 |
| <b>Totaux</b>                                 | <b>5 437 486,82</b> | <b>404 163,60</b>         | <b>75 919,40</b> | <b>480 083,00</b> | <b>3 264 366,76</b>    | <b>2.32 %</b> |            |

### CAPITAL RESTANT DU EN € AU 31 DECEMBRE DE CHAQUE ANNEE



### b. Economie

**CA 2021 110 156,90 €**

La compétence liée au développement économique du territoire prend de l'ampleur entre l'entretien et le fonctionnement des voiries des zones économiques dont la communauté de communes a la charge, le soutien aux entreprises du territoire et l'avancement du projet de l'Espace Entreprises situé à la Divinale.

**c. Valorisation du patrimoine bâti non protégé**

**CA 2021 8 092,92 €**

Les dépenses réalisées concernent les subventions versées pour 6 rénovations de bâtiments pour un montant total de 8 092,92 €.

**d. Transport à la demande**

**CA 2021 8 577,87 €**

Ces dépenses n'ont pas été comptabilisées dans le budget « mobilités » en 2021. C'est le cas depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

8 121 € ont été consacrés au transport des personnes, y compris les déplacements vers d'autres villes. Un véhicule spécialisé est toujours à la disposition des particuliers pour le transport de personnes à mobilité réduite.

Le reste des dépenses concerne le coût de la ligne téléphonique.

**e. Soutien aux associations et organismes**

**CA 2021 477 463,30 €**  
*(Dont Office de Tourisme 260 000 €)*

| Subventions et Participations            | Dépenses 2021       |
|--|---------------------|
| Adira                                    | 70,00 €             |
| Vespa - Champ du Feu                     | 400,00 €            |
| Mathématiques Sans Frontière             | 250,00 €            |
| Collecte vieux papier écoles et asso     | 2 094,30 €          |
| Association des Maires du Bas-Rhin       | 500,00 €            |
| Association sportive collèges            | 2 355,00 €          |
| ALT Prévention                           | 1 500,00 €          |
| Carpe Diem*                              | 1 500,00 €          |
| Comité Gestion Salle Poly Meistratzheim* | 1 500,00 €          |
| Alsace Destination tourisme              | 6 000,00 €          |
| Com Com Vallée Bruche - Champs du Feu    | 4 000,00 €          |
| Mission Locale                           | 19 019,00 €         |
| PETR                                     | 94 655,00 €         |
| SIVOM                                    | 83 620,00 €         |
| Office de Tourisme                       | 260 000,00 €        |
| <b>Contributions 2021</b>                | <b>477 463,30 €</b> |

*\*Opérations festives 2021 : concert de Noël (Meistratzheim) et marché de Noël (Niedernai)*

**f. Périscolaire, Service Animation Jeunes**

**CA 2021 751 944,84 €**

L'ALEF est titulaire du contrat d'affermage de la CCPO pour la gestion des structures périscolaires du territoire.

Huit structures habilitées à 540 places réparties entre les sites de Parc, Freppel, Europe à Obernai, Niedernai, Meistratzheim, Krautergersheim, Innenheim et Bernardswiller permettent l'accueil d'enfants durant la période scolaire, les mercredis et certaines petites vacances. Pour la gestion de ce service, **543 526,21 € ont été versés à l'ALEF en 2021** (solde 2020 + acomptes 2021).

Des dépenses d'entretien, de réparation, de fluides se sont élevées à 56 178,04 €.

35 878,28 € ont aussi été investis dans des équipements et travaux immobilisés. Il s'agit de travaux d'aménagements, de peintures et de carrelage, ainsi que de quelques électro-ménagers. 31 087,31 € ont été versés à la commune de Meistratzheim au titre d'un fonds de concours pour l'extension du périscolaire.

Durant l'été, des Accueil de Loisirs Sans Hébergement sont proposés aux enfants de 4 à 10 ans. L'ALEF organise cette activité pour un coût de 15 225 € et le Centre Arthur Rimbaud pour 16 500 € (**total de 31 725€**).

Par ailleurs, le Centre Arthur Rimbaud organise depuis 2013 l'animation jeunes. Les 2 animateurs détachés auprès de la CCPO proposent des activités pendant et en dehors des périodes de vacances scolaires à tous les jeunes de 11 à 25 ans. **Ce service a un coût annuel total de 71 400 €.**

**g. Relais Petite Enfance (RPE)**

**CA 2021 10 843,14 €**

Depuis le 1er janvier 2017, la Communauté de Communes a la charge de la gestion du relais des Assistants Maternels. Ce service est assuré par 2 agents à mi-temps. Les dépenses pour les animations, les formations, le petit équipement et les déplacements du personnel s'élèvent à 10 843,14 € pour 2021. Les dépenses de personnel ne sont pas prises en compte dans ce paragraphe.

**h. Urbanisme**

**CA 2021 54 265,43 €**

La compétence « urbanisme », dont la Communauté de Communes a la charge depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, s'est soldée par des dépenses s'élevant à 54 265,43 € correspondant à diverses publications légales et des frais d'études pour le PLUI et le RLPI. La dépense la plus importante correspond à l'étude liée au PLUI qui constitue un investissement s'élevant à 47 895 €.

La Ville d'Obernai refacture une mise à disposition d'un agent pour la gestion d'une partie de cette compétence. Cette charge fait partie des dépenses de personnel et n'a pas été valorisée dans ce paragraphe.

**i. Tourisme**

**CA 2021 319 040,49 €**

La participation au financement de l'Office de Tourisme de 260 000 € figure dans le tableau de la page précédente.

Les autres dépenses correspondent à des dépenses annexes (logiciel de la taxe de séjour, communication liée à la promotion touristique).

### **j. Développement durable**

**CA 2021 39 615,29 €**

Pour 2021, les aides à l'achat de composteurs ont été versées (660 € pour 35 dossiers), les aides à l'achat de récupérateurs d'eau (375 € pour 16 dossiers). L'essentiel des dépenses a été réalisé dans le cadre de la compensation pour cultures favorables au Grand Hamster et la création d'une haie favorable à la biodiversité (31 715,32 €). Le solde des dépenses correspond au soutien à la culture de sous-semis (2 795,52 €) et à des dépenses de communication, ainsi qu'au Repair Café.

### **k. Plan Vélo Intercommunal**

**CA 2021 507 145,10 €**

Les dépenses d'entretien, de petit matériel et de communication liées aux pistes cyclables se sont élevées à 69 670,59 € en 2021.

406 255,80 € ont été dépensés dans le cadre de la réalisation d'un itinéraire mixte agricole cyclable entre Bernardswiller et Ottrott. Une subvention de la CEA sera versée en 2022 d'une valeur de 104 000 €.

Les subventions pour l'acquisition d'un vélo neuf ont été versées à 275 habitants du territoire pour un montant total de 28 674,31 €.

2 544,40 € ont été consacrés au Défi Vélo.

### **l. Equipements Aquatiques**

**CA 2021 1 701 368,12 €**

Depuis décembre 2020, et suite à une procédure de mise en concurrence, l'entreprise RECREA a été désignée comme délégataire de service public pour la période 2020-2027 pour la gestion des équipements aquatiques intercommunaux.

Reste à la charge de la Communauté de Communes, le versement de la contribution forfaitaire pour contrainte de service public et le paiement de la taxe foncière. Cette année, la contribution hors crise COVID s'élève à 1 060 526,59 € (dont 30 743 € de solde 2020, dont 10 538 € de taxe foncière). La CCPO a versé 140 207,65 € pour compenser sur les périodes de crise.

La Communauté de Communes a pris en charge le transport des scolaires (maternelles – élémentaire) des 6 communes de la Communauté de Communes pour la pratique de la natation scolaire à L'O à hauteur de 2 110.00 € (2 774.00 € en 2020).

| <b>Récapitulatif Investissement et Fonctionnement –<br/>Espace Aquatique L'O et piscine Plein Air</b> |                      |
|---|----------------------|
| Contribution CCPO   | -1 190 199,24        |
| Impôts et taxes   | -10 538,00           |
| Transport scolaire  | -2 110,00            |
| Investissements Piscines ( <i>pentagliss</i> )  | -342 494,02          |
| Fonctionnement Piscines ( <i>entretien</i> )  | -116 966,67          |
| Investissement Rest'O   | -27 021,24           |
| Fonctionnement Rest'O ( <i>entretien</i> )  | -12 038,95           |
| <b>Coût réel Invest et Fonct</b>  | <b>-1 701 368,12</b> |
| <i>Location Rest'O</i>  | <i>25 584,12</i>     |
| <i>Redevance SNC L'O</i>  | <i>10 000,00</i>     |

**m. Ressources Humaines**

**CA 2021 840 491,59 €**

En 2021, la CCPO a vu son effectif passer de 12 à 15 agents.

3 nouveaux agents ont intégré les effectifs de la CCPO, un responsable du développement économique, une chargée d'urbanisme et un manager du commerce en toute fin d'année.

Un intérimaire est venu quelques mois dans le cadre d'un remplacement de congé maternité.

Dans le cadre de la mutualisation des services, depuis septembre 2014, un agent travaillait pour le compte de la Ville d'Obernai, moyennant le versement d'une compensation. Suite à la prise de compétence « Mobilités », cette mutualisation s'est arrêtée courant 2021. La compensation s'élève à 16 464,52 €.

Concernant la prise de compétence urbanisme, un agent de la Ville d'Obernai travaille en partie pour le compte de la Communauté de Communes. La facturation ne s'élève qu'à 9 832,02 € pour 2021 car la période de Mai à Décembre (22 684,46 €) n'a été facturée qu'en 2022 par la Ville d'Obernai.

Au chapitre 012, « charges de personnel », les dépenses s'élèvent à 827 578,23 €. A cela s'ajoute 12 913,36€ correspondant à des remboursements de frais de déplacement, à des frais de formation, des charges d'élaboration de la paie ou de gestion des absences, ainsi qu'à d'autres cotisations ne dépendant pas du chapitre des dépenses de personnel.

**Effectif 2021 :**

| Filière        | Fonction                                 | Catégorie |
|----------------|--|-----------|
| Administrative | Directrice Générale des Services         | A         |
|                | Juriste                                  | A         |
|                | Responsable financier                    | A         |
|                | Responsable du développement économique  | A         |
|                | Chargée d'urbanisme                      | A         |
|                | Chargée de communication                 | B         |
|                | Manager du commerce                      | B         |
|                | Gestionnaire des marchés publics         | C         |
|                | Assistante de direction                  | C         |
|                | Assistante de gestion                    | C         |
| Technique      | Responsable environnement                | A         |
|                | Chargé du développement et des mobilités | A         |
|                | Chargée de mission développement durable | B         |
| Médico-sociale | Educatrice de jeunes enfants             | A         |
|                | Educatrice de jeunes enfants             | A         |

**n. Services Généraux**

**CA 2021 264 861.20 €**

Les frais généraux (de fonctionnement et d'investissement) sont constitués essentiellement des honoraires, des charges d'électricité, d'affranchissement, de maintenance, d'assurance, de location, des frais de télécommunication, de documentation, de communication, de transport et de différents achats informatiques.

12 988 467,17 € proviennent de la section de fonctionnement, dont 877 452,59 € d'excédent du PAEI et 143 796,75 € de reprise de provisions indemnité COVID faites en 2020. Le solde est détaillé dans le tableau ci-dessous.

2 140 107,33 € proviennent de la section d'investissement dont 873 495,31 € des écritures d'amortissement, 1 157 008,79 d'excédents de fonctionnement capitalisés en 2021 et 109 603,23 € du reversement FCTVA.

Sur ces recettes de fonctionnement, 5 498 465 € sont reversées aux communes membres dans le cadre des allocations compensatrices, 1 269 € de dégrèvement GEMAPI et 1 095 660 € (dont 665 797 € de variation dérogatoire au bénéfice des communes membres) sont ponctionnés pour le paiement du FPIC.

| Taxes  | Taux 2021 | Produit 2017 | Produit 2018 | Produit 2019 | Produit 2020 | Produit 2021 |
|--|-----------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Taxe d'habitation (TH)                       | 4,13%     | 1 080 638 €  | 1 100 037 €  | 1 152 995 €  | 1 174 816 €  | 32 420 €     |
| Compensation TVA (TH)                        |           |              |              |              |              | 1 169 872 €  |
| CFE  | 20,42%    | 3 110 749 €  | 3 211 211 €  | 4 470 302 €  | 4 585 686 €  | 3 033 554 €  |
| Compensation AC (CFE)                        |           |              |              |              |              | 1 666 576 €  |
| CVAE   | -         | 2 347 925 €  | 2 471 507 €  | 2 633 915 €  | 2 852 223 €  | 2 862 172 €  |
| TF Bâti                                      | 1,77%     | 557 772 €    | 580 997 €    | 609 067 €    | 624 994 €    | 533 422 €    |
| Compensation AC (TFB)                        |           |              |              |              |              | 103 442 €    |
| TF Non Bâtie                                 | 9,11%     | 81 281 €     | 80 328 €     | 77 289 €     | 74 100 €     | 55 519 €     |
| Compensation AC (TFNB)                       |           |              |              |              |              | 2 €          |
| TAFNB  |           |              |              |              | 18 919 €     | 20 639 €     |
| <b>TOTAUX</b>                                |           | 7 178 365 €  | 7 444 081 €  | 8 943 568 €  | 9 330 738 €  | 9 477 618 €  |
| FNGIR  |           | 41 203 €     | 37 774 €     | 44 588 €     | 41 190 €     | 41 190 €     |
| TASCOM                                       |           | 438 343 €    | 383 171 €    | 349 508 €    | 240 486 €    | 403 306 €    |
| IFER   |           | 59 214 €     | 60 076 €     | 61 960 €     | 63 142 €     | 67 733 €     |
| Rôles supp + dot supp                        |           | 456 566 €    | 2 519 847 €  | 1 557 144 €  | 0 €          | 75 483 €     |
| DGF  |           | 243 937 €    | 220 086 €    | 211 439 €    | 204 772 €    | 195 844 €    |
| Dotation groupement                          |           | 1 130 381 €  | 1 106 777 €  | 1 081 364 €  | 1 061 593 €  | 1 040 686 €  |
| CFE Plateforme Dambach                       |           | 41 895 €     | 0 €          | 0 €          | 0 €          | 0 €          |
| Taxe de séjour                               |           | 227 197 €    | 166 461 €    | 263 387 €    | 196 513 €    | 88 516 €     |
| GEMAPI                                       |           |              | 126 765 €    | 126 179 €    | 124 828 €    | 109 870 €    |
| <b>Recettes avant AC</b>                     |           | 9 817 101 €  | 12 065 038 € | 12 639 137 € | 11 263 262 € | 11 500 246 € |
| Allocations compensatrices reversées et FPIC |           | -6 132 759   | -5 961 779   | -6 268 644   | -6 469 940   | -6 594 125   |
| <b>Recettes fiscales</b>                     |           | 3 684 342 €  | 6 103 259 €  | 6 370 493 €  | 4 793 322 €  | 4 906 121 €  |
| Subvention CAF                               |           | 120 912 €    | 173 114 €    | 60 772 €     | 287 916 €    | 181 571 €    |
| Refacturation personnel + IJSS               |           | 207 106 €    | 197 541 €    | 16 349 €     | 53 033 €     | 144 602 €    |
| Loyers encaissés + fluides                   |           | 24 005 €     | 48 960 €     | 41 962 €     | 17 987 €     | 55 919 €     |
| Redevance occupation domaine                 |           | 10 000 €     | 10 000 €     | 8 333 €      | 19 444 €     | 10 000 €     |
| Recettes diverses                            |           | 10 940 €     | 12 254 €     | 14 605 €     | 40 009 €     | 74 881 €     |
| <b>Recettes non fiscales</b>                 |           | 372 964 €    | 441 869 €    | 142 021 €    | 418 390 €    | 466 972 €    |
| <b>Recettes totales</b>                      |           | 4 057 306 €  | 6 545 128 €  | 6 512 514 €  | 5 211 712 €  | 5 373 093 €  |

# BUDGET ANNEXE

## MOBILITES

Budget créé le 01/07/2021. Conformément aux dispositions de la loi LOM, la compétence « mobilités » entre dans le champ des compétences de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021. La CCPO est dorénavant « Autorité Organisatrice de Mobilités ».

Le service régulier de transport de personnes mis en place sur le territoire de la CCPO au titre de la compétence « mobilités » comprend actuellement :

- Le transport public urbain « Pass'O » comptant notamment deux lignes régulières,
- Le service de transport à la demande (Com'Taxi),
- Le transport d'élèves scolarisés pour la pratique de la natation,
- Les aides directes aux particuliers pour l'achat de vélos neufs sur le périmètre intercommunal.

Pour 2021, les seules dépenses comptabilisées sur ce budget ont été celles du transport public urbain pour la période du 01/07/2021 au 31/12/2021, soit 393 004.21 €. Dès 2022 et conformément au budget primitif 2022, toutes les dépenses en rapport avec les mobilités sont comptabilisées dans ce budget.

Le budget ne dispose pas d'une personnalité morale distincte du Budget Principal et bénéficie d'une autonomie financière grâce à l'encaissement du « versement mobilité » dû par les entreprises de plus de 10 salariés. Par ailleurs, le budget annexe n'est pas assujetti à la TVA et bénéficie du régime du FCTVA.

Le versement mobilité qui constitue la seule recette, s'est élevé à 470 209,19 €.

**Le résultat pour 2021 s'établit à 77 204,98 €.**

MOBILITES - CA 2021

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES</b>                 | <b>A2</b> |

| Chap.  | Libellé                              | Crédits ouverts   | Crédits employés (ou restant à employer) |           |       | Crédits annulés   |
|--|--------------------------------------|-------------------|--|-----------|-------|-------------------|
|  |                                      |                   | Emis                                     | Rattachés | R.à.R |                   |
| <b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b>                   |                                      |                   |  |           |       |                   |
| 011  | Charges à caractère général          | 66 750,00         |  |           |       | 66 750,00         |
| 012  | Charges de personnel et frais ass    | 50 000,00         |  |           |       | 50 000,00         |
| 014  | Atténuations de produits             |                   |  |           |       |                   |
| 65   | Autres charges de gest. cour.        | 430 000,00        | 393 004,21                               |           |       | 36 995,79         |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>    |                                      | <b>546 750,00</b> | <b>393 004,21</b>                        |           |       | <b>153 745,79</b> |
| 66   | Charges financières                  |                   |  |           |       |                   |
| 67   | Charges exceptionnelles              |                   |  |           |       |                   |
| 68   | Dotations aux provisions             |                   |  |           |       |                   |
| 69   | Impôts sur les bénéfices et assimi   |                   |  |           |       |                   |
| 022  | Dépenses imprévues                   |                   |  |           |       |                   |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitatio</b>  |                                      | <b>546 750,00</b> | <b>393 004,21</b>                        |           |       | <b>153 745,79</b> |
| 023  | Virement sect. d'inv.                |                   |  |           |       |                   |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti  |                   |  |           |       |                   |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.expl. |                   |  |           |       |                   |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitatio</b>  |                                      |                   |  |           |       |                   |
| <b>TOTAL</b>                                     |                                      | <b>546 750,00</b> | <b>393 004,21</b>                        |           |       | <b>153 745,79</b> |
| D 002  | Déficit d'exploitation reporté N-    |                   |  |           |       |                   |
| <b>RECETTES D'EXPLOITATION</b>                   |                                      |                   |  |           |       |                   |
| 013  | Atténuations de charges              |                   |  |           |       |                   |
| 70   | Prod. des services, dom, vtes        |                   |  |           |       |                   |
| 73   | Impôts et taxes                      |                   |  |           |       |                   |
| 74   | Dotations, participations            |                   |  |           |       |                   |
| 75   | Autres prod. de ges. cour.           | 546 750,00        | 470 209,19                               |           |       | 76 540,81         |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>    |                                      | <b>546 750,00</b> | <b>470 209,19</b>                        |           |       | <b>76 540,81</b>  |
| 76   | Produits financiers                  |                   |  |           |       |                   |
| 77   | Produits exceptionnels               |                   |  |           |       |                   |
| 78   | Reprises sur provisions              |                   |  |           |       |                   |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b> |                                      | <b>546 750,00</b> | <b>470 209,19</b>                        |           |       | <b>76 540,81</b>  |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti  |                   |  |           |       |                   |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.expl. |                   |  |           |       |                   |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b> |                                      |                   |  |           |       |                   |
| <b>TOTAL</b>                                     |                                      | <b>546 750,00</b> | <b>470 209,19</b>                        |           |       | <b>76 540,81</b>  |
| R 002  | Excédent d'exploitation reporté      |                   |  |           |       |                   |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b>               | <b>A3</b> |

| Chap.                            | Libellé  | Crédits ouverts  | Emis | Restes à réaliser | Crédits annulés  |
|----------------------------------|--|------------------|------|-------------------|------------------|
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                  |      |                   |                  |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      |                  |      |                   |                  |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        | 20 000,00        |      |                   | 20 000,00        |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                  |      |                   |                  |
| 23                               | Immobilisations en cours                           |                  |      |                   |                  |
|                                  | Total des opérations d'équipement                  |                  |      |                   |                  |
|                                  | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>20 000,00</b> |      |                   | <b>20 000,00</b> |
| 10                               | Dotations,fonds divers et réserves                 |                  |      |                   |                  |
| 13                               | Subventions d'investissement                       |                  |      |                   |                  |
| 16                               | Emprunts et dettes assimilées                      |                  |      |                   |                  |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                  |      |                   |                  |
| 26                               | Particip.créances rattachées à des particip.       |                  |      |                   |                  |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 |                  |      |                   |                  |
| 020                              | Dépenses imprévues                                 |                  |      |                   |                  |
|                                  | <b>Total des dépenses financières</b>              |                  |      |                   |                  |
| 4581                             | Total opé.pour compte de tiers                     |                  |      |                   |                  |
|                                  | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>20 000,00</b> |      |                   | <b>20 000,00</b> |
| 040                              | Op.d'ordre de transfert entre section              |                  |      |                   |                  |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           |                  |      |                   |                  |
|                                  | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |                  |      |                   |                  |
| <b>TOTAL</b>                     |  | <b>20 000,00</b> |      |                   | <b>20 000,00</b> |
| <b>D 001</b>                     | <b>Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>    |                  |      |                   |                  |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                  |      |                   |                  |
| 13                               | Subventions d'investissement                       |                  |      |                   |                  |
| 16                               | Emprunts et dettes assimilées                      | 20 000,00        |      |                   | 20 000,00        |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      |                  |      |                   |                  |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        |                  |      |                   |                  |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                  |      |                   |                  |
| 23                               | Immobilisations en cours                           |                  |      |                   |                  |
|                                  | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>20 000,00</b> |      |                   | <b>20 000,00</b> |
| 10                               | Dotations,fonds divers et réserves (hors 1068)     |                  |      |                   |                  |
| 106                              | Réserves   |                  |      |                   |                  |
| 165                              | Dépôts et cautionnements reçus                     |                  |      |                   |                  |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                  |      |                   |                  |
| 26                               | Particip.créances rattachées à des particip.       |                  |      |                   |                  |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 |                  |      |                   |                  |
|                                  | <b>Total des recettes financières</b>              |                  |      |                   |                  |
|                                  | <b>Total opé.pour compte de tiers</b>              |                  |      |                   |                  |
|                                  | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>20 000,00</b> |      |                   | <b>20 000,00</b> |
| 021                              | Virement de la section d'exploitation              |                  |      |                   |                  |
| 040                              | Op.d'ordre de transfert entre section              |                  |      |                   |                  |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           |                  |      |                   |                  |
|                                  | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> |                  |      |                   |                  |
| <b>TOTAL</b>                     |  | <b>20 000,00</b> |      |                   | <b>20 000,00</b> |
| <b>R 001</b>                     | <b>Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>    |                  |      |                   |                  |

# BUDGET ANNEXE

## AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

### a. Les résultats

Le déficit de la section d'investissement s'élève à **54 427,70 €**, et le résultat de la section de fonctionnement est égal à **58 723,36 €**.

A la clôture des comptes, le **compte administratif 2021** présente un résultat après affectation de : **4 295,66 €**.

### b. L'exécution de la section de fonctionnement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES | DEPENSES MANDATEES | % DE REALISATION |
|-------------|--------------------|--------------------|------------------|
| 2020        | 143 913.24         | 126 840.19         | 88 %             |
| <b>2021</b> | <b>170 625.81</b>  | <b>162 383.45</b>  | <b>95 %</b>      |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES | RECETTES EMISES    | % DE REALISATION |
| 2020        | 206 550.00         | 193 148.14         | 94 %             |
| <b>2021</b> | <b>218 335.00</b>  | <b>208 076.00</b>  | <b>95 %</b>      |

### c. L'exécution de la section d'investissement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES | DEPENSES REELLES | % DE REALISATION |
|-------------|--------------------|------------------|------------------|
| 2020        | 63 000.00          | 53 540.38        | 85 %             |
| <b>2021</b> | <b>60 740.00</b>   | <b>53 155.70</b> | <b>88 %</b>      |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES | RECETTES EMISES  | % DE REALISATION |
| 2020        | 53 091.31          | 53 091.31        | 100 %            |
| <b>2021</b> | <b>52 647.42</b>   | <b>52 647.42</b> | <b>100 %</b>     |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>  | <b>II</b> |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES</b> | <b>A2</b> |

| Chap.  | Libellé                               | Crédits ouverts   | Crédits employés (ou restant à employer) |           |       | Crédits annulés  |
|--|---------------------------------------|-------------------|--|-----------|-------|------------------|
|  |                                       |                   | Emis                                     | Rattachés | R.à.R |                  |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>              |                                       |                   |  |           |       |                  |
| 011  | Charges à caractère général           | 169 015,81        | 162 297,01                               |           |       | 6 718,80         |
| 012  | Charges de personnel et frais ass     |                   |  |           |       |                  |
| 014  | Atténuations de produits              |                   |  |           |       |                  |
| 65   | Autres charges de gest. cour.         | 50,00             |  |           |       | 50,00            |
| 656  | Frais de fonct. groupes d'élus        |                   |  |           |       |                  |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>  |                                       | <b>169 065,81</b> | <b>162 297,01</b>                        |           |       | <b>6 768,80</b>  |
| 66   | Charges financières                   | 1 060,00          | 86,44                                    |           |       | 973,56           |
| 67   | Charges exceptionnelles               | 500,00            |  |           |       | 500,00           |
| 68   | Dotations aux provisions              |                   |  |           |       |                  |
| 022  | Dépenses imprévues                    |                   |  |           |       |                  |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionn</b> |                                       | <b>170 625,81</b> | <b>162 383,45</b>                        |           |       | <b>8 242,36</b>  |
| 023  | Virement sect. d'inv.                 | 59 740,00         |  |           |       |                  |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti   | 1 000,00          |  |           |       | 1 000,00         |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.fonct. |                   |  |           |       |                  |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionn</b> |                                       | <b>60 740,00</b>  |  |           |       | <b>1 000,00</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                   |                                       | <b>231 365,81</b> | <b>162 383,45</b>                        |           |       | <b>9 242,36</b>  |
| D 002  | Déficit de fonctionnement repor       |                   |  |           |       |                  |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>              |                                       |                   |  |           |       |                  |
| 013  | Atténuations de charges               |                   |  |           |       |                  |
| 70   | Prod. des services, dom, vtes         | 30 000,00         | 47 002,83                                |           |       | -17 002,83       |
| 73   | Impôts et taxes                       |                   |  |           |       |                  |
| 74   | Dotations, participations             | 57 000,00         | 75 573,17                                |           |       | -18 573,17       |
| 75   | Autres prod. de ges. cour.            | 131 235,00        | 85 500,00                                |           |       | 45 735,00        |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>  |                                       | <b>218 235,00</b> | <b>208 076,00</b>                        |           |       | <b>10 159,00</b> |
| 76   | Produits financiers                   |                   |  |           |       |                  |
| 77   | Produits exceptionnels                | 100,00            |  |           |       | 100,00           |
| 78   | Reprises sur provisions               |                   |  |           |       |                  |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionn</b> |                                       | <b>218 335,00</b> | <b>208 076,00</b>                        |           |       | <b>10 259,00</b> |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti   |                   |  |           |       |                  |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.fonct. |                   |  |           |       |                  |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionn</b> |                                       |                   |  |           |       |                  |
| <b>TOTAL</b>                                   |                                       | <b>218 335,00</b> | <b>208 076,00</b>                        |           |       | <b>10 259,00</b> |
| R 002  | Excédent de fonctionnement re         | 13 030,81         |  |           |       |                  |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b> | <b>A3</b> |

| Chap.                            | Libellé  | Crédits ouverts   | Emis             | Restes à réaliser | Crédits annulés |
|----------------------------------|--|-------------------|------------------|-------------------|-----------------|
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                   |                  |                   |                 |
| 3...                             | Stocks   |                   |                  |                   |                 |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      |                   |                  |                   |                 |
| 204                              | Subventions d'équipement versées                   |                   |                  |                   |                 |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        | 5 000,00          | 1 272,54         |                   | 3 727,46        |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                   |                  |                   |                 |
| 23                               | Immobilisations en cours                           |                   |                  |                   |                 |
|                                  | Total des opérations d'équipement                  |                   |                  |                   |                 |
|                                  | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>5 000,00</b>   | <b>1 272,54</b>  |                   | <b>3 727,46</b> |
| 10                               | Dotations, fonds divers et réserves                |                   |                  |                   |                 |
| 13                               | Subventions d'investissement                       |                   |                  |                   |                 |
| 16                               | Emprunts et dettes assimilées                      | 53 740,00         | 53 155,16        |                   | 584,84          |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                   |                  |                   |                 |
| 26                               | Particip. créances rattachées à des particip.      |                   |                  |                   |                 |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 |                   |                  |                   |                 |
| 020                              | Dépenses imprévues                                 | 2 000,00          |                  |                   |                 |
|                                  | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>55 740,00</b>  | <b>53 155,16</b> |                   | <b>584,84</b>   |
|                                  | <b>Total opé. pour compte de tiers</b>             |                   |                  |                   |                 |
|                                  | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>60 740,00</b>  | <b>54 427,70</b> |                   | <b>4 312,30</b> |
| 040                              | Op. d'ordre de transfert entre section             |                   |                  |                   |                 |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           |                   |                  |                   |                 |
|                                  | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |                   |                  |                   |                 |
|                                  | <b>TOTAL</b>                                       | <b>60 740,00</b>  | <b>54 427,70</b> |                   | <b>4 312,30</b> |
| D 001                            | Solde d'exécution négatif reporté de N-1           | 52 647,42         |                  |                   |                 |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                   |                  |                   |                 |
| 3...                             | Stocks   |                   |                  |                   |                 |
| 13                               | Subventions d'investissement                       |                   |                  |                   |                 |
| 16                               | Empr. et dettes assimil. (hors 165)                |                   |                  |                   |                 |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      |                   |                  |                   |                 |
| 204                              | Subventions d'équipement versées                   |                   |                  |                   |                 |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        |                   |                  |                   |                 |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                   |                  |                   |                 |
| 23                               | Immobilisations en cours                           |                   |                  |                   |                 |
|                                  | <b>Total des recettes d'équipement</b>             |                   |                  |                   |                 |
| 10                               | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)    |                   |                  |                   |                 |
| 1068                             | Excédents de fonct. capitalisés                    | 52 647,42         | 52 647,42        |                   |                 |
| 138                              | Autres subv. d'invest. non transf.                 |                   |                  |                   |                 |
| 165                              | Dépôts et cautionnements reçus                     |                   |                  |                   |                 |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                   |                  |                   |                 |
| 26                               | Particip. créances rattachées à des particip.      |                   |                  |                   |                 |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 |                   |                  |                   |                 |
| 024                              | Prod. des cessions d'immobilisations               |                   |                  |                   |                 |
|                                  | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>52 647,42</b>  | <b>52 647,42</b> |                   |                 |
|                                  | <b>Total opé. pour compte de tiers</b>             |                   |                  |                   |                 |
|                                  | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>52 647,42</b>  | <b>52 647,42</b> |                   |                 |
| 021                              | Virement de la section de fonctionnement           | 59 740,00         |                  |                   |                 |
| 040                              | Op. d'ordre de transfert entre section             | 1 000,00          |                  |                   | 1 000,00        |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           |                   |                  |                   |                 |
|                                  | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>60 740,00</b>  |                  |                   | <b>1 000,00</b> |
|                                  | <b>TOTAL</b>                                       | <b>113 387,42</b> | <b>52 647,42</b> |                   | <b>1 000,00</b> |
| R 001                            | Solde d'exécution positif reporté de N-1           |                   |                  |                   |                 |

# BUDGET ANNEXE

## PAEI

### L'exécution du budget

#### a. Les résultats

Le résultat global de 2020 qui s'élevait à 891 534,23 € a été transféré au budget principal en 2021. Le budget PAEI étant définitivement clos en 2021, le résultat 2021 est nul.

#### b. L'exécution de la section de fonctionnement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES | DEPENSES MANDATEES | % DE REALISATION |
|-------------|--------------------|--------------------|------------------|
| 2020        | 1 024 242.25       | 132 698.02         | 13 %             |
| <b>2021</b> | <b>891 534.23</b>  | <b>891 534.23</b>  | <b>100 %</b>     |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES | RECETTES EMISES    | % DE REALISATION |
| 2020        | 10.00              | 0.00               | 0 %              |
| <b>2021</b> | <b>0.00</b>        | <b>0.00</b>        | <b>0 %</b>       |

#### c. L'exécution de la section d'investissement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES | DEPENSES MANDATEES | % DE REALISATION |
|-------------|--------------------|--------------------|------------------|
| 2020        | 306 000.00         | 306 000            | 100 %            |
| <b>2021</b> | <b>0.00</b>        | <b>0.00</b>        | <b>0 %</b>       |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES | RECETTES EMISES    | % DE REALISATION |
| 2020        | 0.00               | 0.00               | 0 %              |
| <b>2021</b> | <b>0.00</b>        | <b>0.00</b>        | <b>0 %</b>       |

# BUDGET ANNEXE

## ZA BRUCH

La loi portant Nouvelle Organisation du Territoriale de la République dite loi NOTRe, impose notamment aux Communautés de Communes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la compétence en matière de développement économique. La loi introduit différents volets de la compétence en matière de développement économique et notamment :

### La création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de toutes les zones d'activités

La CCPO a décidé de l'ouverture d'un budget annexe consacré au Parc d'Activités du BRUCH situé à Meistratzheim. La CCPO s'est substituée à la commune pour l'aménagement de cette ZAE.

A la clôture des comptes, le **compte administratif 2021** présente un résultat déficitaire après affectation de **621 165,88 €**.

#### a. L'exécution de la section de fonctionnement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES | DEPENSES MANDATEES | % DE REALISATION |
|-------------|--------------------|--------------------|------------------|
| 2020        | 776 490.00         | 20 104.85          | 3 %              |
| <b>2021</b> | <b>776 490.00</b>  | <b>348 876.64</b>  | <b>45 %</b>      |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES | RECETTES EMISES    | % DE REALISATION |
| 2020        | 311 245.57         | 9 028.69           | 3 %              |
| <b>2021</b> | <b>304 635.88</b>  | <b>0.00</b>        | <b>0 %</b>       |

#### b. L'exécution de la section d'investissement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES | DEPENSES MANDATEES | % DE REALISATION |
|-------------|--------------------|--------------------|------------------|
| 2020        | 0.00               | 0.00               | 0 %              |
| <b>2021</b> | <b>0.00</b>        | <b>0.00</b>        | <b>0 %</b>       |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES | RECETTES EMISES    | % DE REALISATION |
| 2020        | 726 455.51         | 0.00               | 0 %              |
| <b>2021</b> | <b>744 143.36</b>  | <b>0.00</b>        | <b>0 %</b>       |

Les dépenses 2021 ont été consacrées aux débuts des travaux sur le site, aux études, aux frais de procédures pour les marchés publics de travaux et aux honoraires.

|  |           |
|--|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>  | <b>II</b> |
| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES</b> | <b>A2</b> |

| Chap.  | Libellé                               | Crédits ouverts     | Crédits employés (ou restant à employer) |           |       | Crédits annulés   |
|--|---------------------------------------|---------------------|--|-----------|-------|-------------------|
|  |                                       |                     | Emis                                     | Rattachés | R.à.R |                   |
| <b>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>              |                                       |                     |  |           |       |                   |
| 011  | Charges à caractère général           | 771 490,00          | 348 876,64                               |           |       | 422 613,36        |
| 012  | Charges de personnel et frais ass     |                     |  |           |       |                   |
| 014  | Atténuations de produits              |                     |  |           |       |                   |
| 65   | Autres charges de gest. cour.         |                     |  |           |       |                   |
| 656  | Frais de fonct. groupes d'élus        |                     |  |           |       |                   |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>  |                                       | <b>771 490,00</b>   | <b>348 876,64</b>                        |           |       | <b>422 613,36</b> |
| 66   | Charges financières                   | 5 000,00            |  |           |       | 5 000,00          |
| 67   | Charges exceptionnelles               |                     |  |           |       |                   |
| 68   | Dotations aux provisions              |                     |  |           |       |                   |
| 022  | Dépenses imprévues                    |                     |  |           |       |                   |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionn</b> |                                       | <b>776 490,00</b>   | <b>348 876,64</b>                        |           |       | <b>427 613,36</b> |
| 023  | Virement sect. d'inv.                 |                     |  |           |       |                   |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti   | 300 000,00          | 270 993,36                               |           |       | 29 006,64         |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.fonct. |                     |  |           |       |                   |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionn</b> |                                       | <b>300 000,00</b>   | <b>270 993,36</b>                        |           |       | <b>29 006,64</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                   |                                       | <b>1 076 490,00</b> | <b>619 870,00</b>                        |           |       | <b>456 620,00</b> |
| D 002  | Déficit de fonctionnement repor       | 1 295,88            |  |           |       |                   |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>              |                                       |                     |  |           |       |                   |
| 013  | Atténuations de charges               |                     |  |           |       |                   |
| 70   | Prod. des services, dom, vtes         | 302 785,88          |  |           |       | 302 785,88        |
| 73   | Impôts et taxes                       |                     |  |           |       |                   |
| 74   | Dotations, participations             |                     |  |           |       |                   |
| 75   | Autres prod. de ges. cour.            |                     |  |           |       |                   |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>  |                                       | <b>302 785,88</b>   |  |           |       | <b>302 785,88</b> |
| 76   | Produits financiers                   |                     |  |           |       |                   |
| 77   | Produits exceptionnels                | 1 850,00            |  |           |       | 1 850,00          |
| 78   | Reprises sur provisions               |                     |  |           |       |                   |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionn</b> |                                       | <b>304 635,88</b>   |  |           |       | <b>304 635,88</b> |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti   | 773 150,00          | 619 870,00                               |           |       | 153 280,00        |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.fonct. |                     |  |           |       |                   |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionn</b> |                                       | <b>773 150,00</b>   | <b>619 870,00</b>                        |           |       | <b>153 280,00</b> |
| <b>TOTAL</b>                                   |                                       | <b>1 077 785,88</b> | <b>619 870,00</b>                        |           |       | <b>457 915,88</b> |
| R 002  | Excédent de fonctionnement re         |                     |  |           |       |                   |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b> | <b>A3</b> |

| Chap.  | Libellé  | Crédits ouverts     | Emis              | Restes à réaliser | Crédits annulés   |
|--|--|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>                   |  |                     |                   |                   |                   |
| 3...   | Stocks   |                     |                   |                   |                   |
| 20   | Immobilisations incorporelles                  |                     |                   |                   |                   |
| 204  | Subventions d'équipement versées               |                     |                   |                   |                   |
| 21   | Immobilisations corporelles                    |                     |                   |                   |                   |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation          |                     |                   |                   |                   |
| 23   | Immobilisations en cours                       |                     |                   |                   |                   |
|  | Total des opérations d'équipement              |                     |                   |                   |                   |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>             |  |                     |                   |                   |                   |
| 10   | Dotations,fonds divers et réserves             |                     |                   |                   |                   |
| 13   | Subventions d'investissement                   |                     |                   |                   |                   |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées                  |                     |                   |                   |                   |
| 18   | Compte de liaison : affectation                |                     |                   |                   |                   |
| 26   | Particip.créances rattachées à des particip.   |                     |                   |                   |                   |
| 27   | Autres Immobilisations financières             |                     |                   |                   |                   |
| 020  | Dépenses imprévues                             |                     |                   |                   |                   |
| <b>Total des dépenses financières</b>              |  |                     |                   |                   |                   |
| <b>Total opé.pour compte de tiers</b>              |  |                     |                   |                   |                   |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> |  |                     |                   |                   |                   |
| 040  | Op.d'ordre de transfert entre section          | 773 150,00          | 619 870,00        |                   | 153 280,00        |
| 041  | Opérations patrimoniales                       |                     |                   |                   |                   |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |  | <b>773 150,00</b>   | <b>619 870,00</b> |                   | <b>153 280,00</b> |
| <b>TOTAL</b>                                       |  | <b>773 150,00</b>   | <b>619 870,00</b> |                   | <b>153 280,00</b> |
| D 001  | Solde d'exécution négatif reporté de N-1       | 270 993,36          |                   |                   |                   |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>                   |  |                     |                   |                   |                   |
| 3...   | Stocks   |                     |                   |                   |                   |
| 13   | Subventions d'investissement                   |                     |                   |                   |                   |
| 16   | Empr. et dettes assimil.(hors 165)             | 744 143,36          |                   |                   | 744 143,36        |
| 20   | Immobilisations incorporelles                  |                     |                   |                   |                   |
| 204  | Subventions d'équipement versées               |                     |                   |                   |                   |
| 21   | Immobilisations corporelles                    |                     |                   |                   |                   |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation          |                     |                   |                   |                   |
| 23   | Immobilisations en cours                       |                     |                   |                   |                   |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>             |  | <b>744 143,36</b>   |                   |                   | <b>744 143,36</b> |
| 10   | Dotations,fonds divers et réserves (hors 1068) |                     |                   |                   |                   |
| 1068   | Excédents de fonct.capitalisés                 |                     |                   |                   |                   |
| 138  | Autres subv.d'invest.non transf                |                     |                   |                   |                   |
| 165  | Dépôts et cautionnements reçus                 |                     |                   |                   |                   |
| 18   | Compte de liaison : affectation                |                     |                   |                   |                   |
| 26   | Particip.créances rattachées à des particip.   |                     |                   |                   |                   |
| 27   | Autres Immobilisations financières             |                     |                   |                   |                   |
| 024  | Prod. des cessions d'immobilisations           |                     |                   |                   |                   |
| <b>Total des recettes financières</b>              |  |                     |                   |                   |                   |
| <b>Total opé.pour compte de tiers</b>              |  |                     |                   |                   |                   |
| <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> |  |                     |                   |                   |                   |
| 021  | Virement de la section de fonctionnement       |                     |                   |                   |                   |
| 040  | Op.d'ordre de transfert entre section          | 300 000,00          | 270 993,36        |                   | 29 006,64         |
| 041  | Opérations patrimoniales                       |                     |                   |                   |                   |
| <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> |  | <b>300 000,00</b>   | <b>270 993,36</b> |                   | <b>29 006,64</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                       |  | <b>1 044 143,36</b> | <b>270 993,36</b> |                   | <b>773 150,00</b> |
| R 001  | Solde d'exécution positif reporté de N-1       |                     |                   |                   |                   |

# BUDGET ANNEXE

## ORDURES MENAGERES

### I. L'exécution du budget

#### a. Les résultats

Le résultat excédentaire de la section d'investissement s'élève à **517 768,98 €** et le résultat excédentaire de la section de fonctionnement est égal à **430 655,51 €**.

**A la clôture des comptes, le compte administratif 2021 présente un résultat après affectation de 948 424,49 €.**

#### b. L'exécution de la section de fonctionnement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES  | DEPENSES MANDATEES | % DE REALISATION |
|-------------|---------------------|--------------------|------------------|
| 2020        | 499 650.00          | 303 258.70         | 61 %             |
| <b>2021</b> | <b>1 055 098.39</b> | <b>624 216.34</b>  | <b>59 %</b>      |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES  | RECETTES EMISES    | % DE REALISATION |
| 2020        | 736 350.00          | 688 396.81         | 93 %             |
| <b>2021</b> | <b>705 150.00</b>   | <b>708 339.72</b>  | <b>100.45 %</b>  |

#### c. L'exécution de la section d'investissement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES | DEPENSES MANDATEES | % DE REALISATION |
|-------------|--------------------|--------------------|------------------|
| 2020        | 1 069 947.58       | 188 921.86         | 18 %             |
| <b>2021</b> | <b>766 619.98</b>  | <b>157 490.17</b>  | <b>21 %</b>      |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES | RECETTES EMISES    | % DE REALISATION |
| 2020        | 117 000.00         | 34 104.54          | 29 %             |
| <b>2021</b> | <b>170 000.00</b>  | <b>75 222.91</b>   | <b>44 %</b>      |

## Détail des dépenses de fonctionnement

Après une gestion du service déchets par marchés publics allotis, la CCPO a souhaité confier la gestion du service déchets ménagers et assimilés à un prestataire par la mise en place d'une délégation de service public de type « affermage ». Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, la DSP pour la gestion du service a été confiée au groupement ONYX EST ALPHA pour une durée de 8 années.

Les prestations suivantes ont été confiées au délégataire qui en assume la gestion et l'organisation à ses risques et périls :

- **Collecte et traitement des ordures ménagères,**
- **Gestion de la collecte sélective,**
- **Gestion de la collecte du verre,**
- **Gestion des déchèteries intercommunales,**
- **Communication,**
- **Actions de Prévention.**

La mise en place de la DSP a fait disparaître la quasi-totalité des dépenses de fonctionnement du budget. Les dépenses restantes correspondent à des dépenses de fonctionnement (communication, imprimés, maintenance), des régularisations éventuelles de la REOMi ainsi que des frais de personnel qui seront refacturés au délégataire.

| Dépenses fonctionnement  | CA 2021 (€)       |
|--|-------------------|
| Charges générales (entretien, communication, ...)                      | 23 906,31         |
| Charges de personnels  | 24 721,14         |
| Charges d'intérêts   | 1 459,59          |
| Autres charges reversement à ALPHA (dont indemnité COVID)              | 572 352,30        |
| Charges exceptionnelles (annulations et irrécouvrable REOM avant 2017) | 1 777,00          |
| Amortissement et mises au rebut  | 246 396,26        |
| <b>Totaux</b>  | <b>870 612,60</b> |

| Recettes fonctionnement              | CA 2021 (€)       |
|--------------------------------------|-------------------|
| Prestations DSP                      | 261 395,12        |
| Ventes matériaux reversées à ALPHA   | 440 986,64        |
| REOM 2016 (régul ppts exceptionnels) | 87,16             |
| Redevance occupation                 | 5 000,00          |
| Revente benne                        | 870,80            |
| <b>Totaux</b>                        | <b>708 339,72</b> |

| Dépenses investissement       | CA 2021 (€)       |
|-------------------------------|-------------------|
| Conteneurs enterrés           | 72 252,64         |
| Etude Biodéchets              | 54 655,00         |
| Distributeur sac de tris      | 5 410,00          |
| Matériel divers et conteneurs | 15 479,00         |
| Remboursement dette (capital) | 9 693,53          |
| <b>Totaux</b>                 | <b>157 490,17</b> |

| Recettes investissement         | CA 2021 (€)       |
|---------------------------------|-------------------|
| Conteneurs enterrés             | 75 222,91         |
| Amortissement et mises au rebut | 246 396,26        |
| <b>Totaux</b>                   | <b>321 619,17</b> |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES</b>                 | <b>A2</b> |

| Chap.  | Libellé                              | Crédits ouverts     | Crédits employés (ou restant à employer) |           |       | Crédits annulés   |
|--|--------------------------------------|---------------------|--|-----------|-------|-------------------|
|  |                                      |                     | Emis                                     | Rattachés | R.à.R |                   |
| <b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b>                   |                                      |                     |  |           |       |                   |
| 011  | Charges à caractère général          | 1 016 438,39        | 596 258,61                               |           |       | 420 179,78        |
| 012  | Charges de personnel et frais ass    | 25 000,00           | 24 721,14                                |           |       | 278,86            |
| 014  | Atténuations de produits             |                     |  |           |       |                   |
| 65   | Autres charges de gest. cour.        | 1 900,00            | 1 777,00                                 |           |       | 123,00            |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>    |                                      | <b>1 043 338,39</b> | <b>622 756,75</b>                        |           |       | <b>420 581,64</b> |
| 66   | Charges financières                  | 1 460,00            | 1 459,59                                 |           |       | 0,41              |
| 67   | Charges exceptionnelles              | 300,00              |  |           |       | 300,00            |
| 68   | Dotations aux provisions             |                     |  |           |       |                   |
| 69   | Impôts sur les bénéfices et assimi   |                     |  |           |       |                   |
| 022  | Dépenses imprévues                   | 10 000,00           |  |           |       |                   |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b> |                                      | <b>1 055 098,39</b> | <b>624 216,34</b>                        |           |       | <b>420 882,05</b> |
| 023  | Virement sect. d'inv.                |                     |  |           |       |                   |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti  | 247 000,00          | 246 396,26                               |           |       | 603,74            |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.expl. |                     |  |           |       |                   |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitatio</b>  |                                      | <b>247 000,00</b>   | <b>246 396,26</b>                        |           |       | <b>603,74</b>     |
| <b>TOTAL</b>                                     |                                      | <b>1 302 098,39</b> | <b>870 612,60</b>                        |           |       | <b>421 485,79</b> |
| D 002  | Déficit d'exploitation reporté N-    |                     |  |           |       |                   |
| <b>RECETTES D'EXPLOITATION</b>                   |                                      |                     |  |           |       |                   |
| 013  | Atténuations de charges              |                     |  |           |       |                   |
| 70   | Prod. des services, dom, vtes        | 311 300,00          | 275 194,42                               |           |       | 36 105,58         |
| 73   | Impôts et taxes                      |                     |  |           |       |                   |
| 74   | Dotations, participations            | 388 750,00          | 428 058,14                               |           |       | -39 308,14        |
| 75   | Autres prod. de ges. cour.           | 5 000,00            | 5 000,00                                 |           |       |                   |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>    |                                      | <b>705 050,00</b>   | <b>708 252,56</b>                        |           |       | <b>-3 202,56</b>  |
| 76   | Produits financiers                  |                     |  |           |       |                   |
| 77   | Produits exceptionnels               | 100,00              | 87,16                                    |           |       | 12,84             |
| 78   | Reprises sur provisions              |                     |  |           |       |                   |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b> |                                      | <b>705 150,00</b>   | <b>708 339,72</b>                        |           |       | <b>-3 189,72</b>  |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti  | 4 020,00            |  |           |       | 4 020,00          |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.expl. |                     |  |           |       |                   |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b> |                                      | <b>4 020,00</b>     |  |           |       | <b>4 020,00</b>   |
| <b>TOTAL</b>                                     |                                      | <b>709 170,00</b>   | <b>708 339,72</b>                        |           |       | <b>830,28</b>     |
| R 002  | Excédent d'exploitation reporté      | 592 928,39          |  |           |       |                   |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b>               | <b>A3</b> |

| Chap.                            | Libellé  | Crédits ouverts   | Emis              | Restes à réaliser | Crédits annulés   |
|----------------------------------|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                   |                   |                   |                   |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      | 60 000,00         | 54 655,00         |                   | 5 345,00          |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        | 691 919,98        | 93 141,64         |                   | 598 778,34        |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                   |                   |                   |                   |
| 23                               | Immobilisations en cours                           |                   |                   |                   |                   |
|                                  | Total des opérations d'équipement                  |                   |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>751 919,98</b> | <b>147 796,64</b> |                   | <b>604 123,34</b> |
| 10                               | Dotations,fonds divers et réserves                 |                   |                   |                   |                   |
| 13                               | Subventions d'investissement                       |                   |                   |                   |                   |
| 16                               | Emprunts et dettes assimilées                      | 9 700,00          | 9 693,53          |                   | 6,47              |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                   |                   |                   |                   |
| 26                               | Particip.créances rattachées à des particip.       |                   |                   |                   |                   |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 |                   |                   |                   |                   |
| 020                              | Dépenses imprévues                                 | 5 000,00          |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>14 700,00</b>  | <b>9 693,53</b>   |                   | <b>6,47</b>       |
| 4581                             | Total opé.pour compte de tiers                     |                   |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>766 619,98</b> | <b>157 490,17</b> |                   | <b>604 129,81</b> |
| 040                              | Op.d'ordre de transfert entre section              | 4 020,00          |                   |                   | 4 020,00          |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           |                   |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>4 020,00</b>   |                   |                   | <b>4 020,00</b>   |
| <b>TOTAL</b>                     |  | <b>770 639,98</b> | <b>157 490,17</b> |                   | <b>608 149,81</b> |
| D 001                            | Solde d'exécution négatif reporté de N-1           |                   |                   |                   |                   |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                   |                   |                   |                   |
| 13                               | Subventions d'investissement                       | 170 000,00        | 75 222,91         |                   | 94 777,09         |
| 16                               | Emprunts et dettes assimilées                      |                   |                   |                   |                   |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      |                   |                   |                   |                   |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        |                   |                   |                   |                   |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                   |                   |                   |                   |
| 23                               | Immobilisations en cours                           |                   |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>170 000,00</b> | <b>75 222,91</b>  |                   | <b>94 777,09</b>  |
| 10                               | Dotations,fonds divers et réserves (hors 1068)     |                   |                   |                   |                   |
| 106                              | Réserves   |                   |                   |                   |                   |
| 165                              | Dépôts et cautionnements reçus                     |                   |                   |                   |                   |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                   |                   |                   |                   |
| 26                               | Particip.créances rattachées à des particip.       |                   |                   |                   |                   |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 |                   |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des recettes financières</b>              |                   |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total opé.pour compte de tiers</b>              |                   |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>170 000,00</b> | <b>75 222,91</b>  |                   | <b>94 777,09</b>  |
| 021                              | Virement de la section d'exploitation              |                   |                   |                   |                   |
| 040                              | Op.d'ordre de transfert entre section              | 247 000,00        | 246 396,26        |                   | 603,74            |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           |                   |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>247 000,00</b> | <b>246 396,26</b> |                   | <b>603,74</b>     |
| <b>TOTAL</b>                     |  | <b>417 000,00</b> | <b>321 619,17</b> |                   | <b>95 380,83</b>  |
| R 001                            | Solde d'exécution positif reporté de N-1           | 353 639,98        |                   |                   |                   |

# BUDGET ANNEXE

## EAU POTABLE

### L'exécution du budget

#### a. Les résultats

Le résultat de la section d'investissement s'élève à **251 424,42 €** et le résultat de la section de fonctionnement est égal à **469 615,50 €**.

**A la clôture des comptes, le compte administratif 2021 présente un résultat après affectation de 721 039,92 €.**

#### b. L'exécution de la section de fonctionnement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES | DEPENSES MANDATEES | % DE REALISATION |
|-------------|--------------------|--------------------|------------------|
| 2020        | 93 600.00          | 37 901.30          | 41 %             |
| <b>2021</b> | <b>237 867.86</b>  | <b>176 028.82</b>  | <b>74 %</b>      |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES | RECETTES EMISES    | % DE REALISATION |
| 2020        | 565 430.00         | 657 500.67         | 116 %            |
| <b>2021</b> | <b>644 630.00</b>  | <b>691 188.29</b>  | <b>107 %</b>     |

#### c. L'exécution de la section d'investissement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES  | DEPENSES MANDATEES  | % DE REALISATION |
|-------------|---------------------|---------------------|------------------|
| 2020        | 1 342 000.00        | 765 095.38          | 57 %             |
| <b>2021</b> | <b>1 460 986.29</b> | <b>918 836.37</b>   | <b>63 %</b>      |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES  | RECETTES EMISES     | % DE REALISATION |
| 2020        | 448 931.25          | 0.00                | 0 %              |
| <b>2021</b> | <b>1 083 753.00</b> | <b>1 154 245.67</b> | <b>106 %</b>     |

CC PAYS DE STE ODILE EAU - CA 2021

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES</b>                 | <b>A2</b> |

| Chap.  | Libellé                              | Crédits ouverts   | Crédits employés (ou restant à employer) |           |       | Crédits annulés   |
|--|--------------------------------------|-------------------|--|-----------|-------|-------------------|
|  |                                      |                   | Emis                                     | Rattachés | R.à.R |                   |
| <b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b>                   |                                      |                   |  |           |       |                   |
| 011  | Charges à caractère général          | 56 000,00         | 22,23                                    |           |       | 55 977,77         |
| 012  | Charges de personnel et frais ass    | 55 000,00         | 49 246,14                                |           |       | 5 753,86          |
| 014  | Atténuations de produits             |                   |  |           |       |                   |
| 65   | Autres charges de gest. cour.        |                   |  |           |       |                   |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>    |                                      | <b>111 000,00</b> | <b>49 268,37</b>                         |           |       | <b>61 731,63</b>  |
| 66   | Charges financières                  | 117 252,86        | 117 248,95                               |           |       | 3,91              |
| 67   | Charges exceptionnelles              | 9 615,00          | 9 511,50                                 |           |       | 103,50            |
| 68   | Dotations aux provisions             |                   |  |           |       |                   |
| 69   | Impôts sur les bénéfices et assim    |                   |  |           |       |                   |
| 022  | Dépenses imprévues                   |                   |  |           |       |                   |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitatio</b>  |                                      | <b>237 867,86</b> | <b>176 028,82</b>                        |           |       | <b>61 839,04</b>  |
| 023  | Virement sect. d'inv.                | 317 147,88        |  |           |       |                   |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti  | 388 450,00        | 321 286,71                               |           |       | 67 163,29         |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.expl. |                   |  |           |       |                   |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitatio</b>  |                                      | <b>705 597,88</b> | <b>321 286,71</b>                        |           |       | <b>67 163,29</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                     |                                      | <b>943 465,74</b> | <b>497 315,53</b>                        |           |       | <b>129 002,33</b> |
| D 002  | Déficit d'exploitation reporté N-    |                   |  |           |       |                   |
| <b>RECETTES D'EXPLOITATION</b>                   |                                      |                   |  |           |       |                   |
| 013  | Atténuations de charges              |                   |  |           |       |                   |
| 70   | Prod. des services, dom, vtes        | 640 000,00        | 686 558,06                               |           |       | -46 558,06        |
| 73   | Impôts et taxes                      |                   |  |           |       |                   |
| 74   | Dotations, participations            |                   |  |           |       |                   |
| 75   | Autres prod. de ges. cour.           | 4 630,00          | 4 630,23                                 |           |       | -0,23             |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>    |                                      | <b>644 630,00</b> | <b>691 188,29</b>                        |           |       | <b>-46 558,29</b> |
| 76   | Produits financiers                  |                   |  |           |       |                   |
| 77   | Produits exceptionnels               |                   |  |           |       |                   |
| 78   | Reprises sur provisions              |                   |  |           |       |                   |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b> |                                      | <b>644 630,00</b> | <b>691 188,29</b>                        |           |       | <b>-46 558,29</b> |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti  | 23 093,00         |  |           |       | 23 093,00         |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.expl. |                   |  |           |       |                   |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b> |                                      | <b>23 093,00</b>  |  |           |       | <b>23 093,00</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                     |                                      | <b>667 723,00</b> | <b>691 188,29</b>                        |           |       | <b>-23 465,29</b> |
| R 002  | Excédent d'exploitation reporté      | 275 742,74        |  |           |       |                   |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b>               | <b>A3</b> |

| Chap.                            | Libellé  | Crédits ouverts     | Emis                | Restes à réaliser | Crédits annulés   |
|----------------------------------|--|---------------------|---------------------|-------------------|-------------------|
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                     |                     |                   |                   |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      | 20 000,00           |                     |                   | 20 000,00         |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        | 100 485,00          | 60 832,48           |                   | 39 652,52         |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                     |                     |                   |                   |
| 23                               | Immobilisations en cours                           | 516 192,74          | 33 699,43           |                   | 482 493,31        |
|                                  | Total des opérations d'équipement                  |                     |                     |                   |                   |
|                                  | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>636 677,74</b>   | <b>94 531,91</b>    |                   | <b>542 145,83</b> |
| 10                               | Dotations,fonds divers et réserves                 |                     |                     |                   |                   |
| 13                               | Subventions d'investissement                       |                     |                     |                   |                   |
| 16                               | Emprunts et dettes assimilées                      | 824 308,55          | 824 304,46          |                   | 4,05              |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                     |                     |                   |                   |
| 26                               | Particip.créances rattachées à des particip.       |                     |                     |                   |                   |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 |                     |                     |                   |                   |
| 020                              | Dépenses imprévues                                 |                     |                     |                   |                   |
|                                  | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>824 308,55</b>   | <b>824 304,46</b>   |                   | <b>4,05</b>       |
| 4581                             | Total opé.pour compte de tiers                     |                     |                     |                   |                   |
|                                  | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>1 460 986,29</b> | <b>918 836,37</b>   |                   | <b>542 149,88</b> |
| 040                              | Op.d'ordre de transfert entre section              | 23 093,00           |                     |                   | 23 093,00         |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           | 97 622,86           | 97 622,86           |                   |                   |
|                                  | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>120 715,86</b>   | <b>97 622,86</b>    |                   | <b>23 093,00</b>  |
|                                  | <b>TOTAL</b>                                       | <b>1 581 702,15</b> | <b>1 016 459,23</b> |                   | <b>565 242,88</b> |
| D 001                            | Solde d'exécution négatif reporté de N-1           | 305 271,59          |                     |                   |                   |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                     |                     |                   |                   |
| 13                               | Subventions d'investissement                       |                     | 60 839,40           |                   | -60 839,40        |
| 16                               | Emprunts et dettes assimilées                      | 778 481,41          | 778 481,37          |                   | 0,04              |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      |                     |                     |                   |                   |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        |                     |                     |                   |                   |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                     |                     |                   |                   |
| 23                               | Immobilisations en cours                           |                     | 9 653,31            |                   | -9 653,31         |
|                                  | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>778 481,41</b>   | <b>848 974,08</b>   |                   | <b>-70 492,67</b> |
| 10                               | Dotations,fonds divers et réserves (hors 1068)     |                     |                     |                   |                   |
| 106                              | Réserves   | 305 271,59          | 305 271,59          |                   |                   |
| 165                              | Dépôts et cautionnements reçus                     |                     |                     |                   |                   |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                     |                     |                   |                   |
| 26                               | Particip.créances rattachées à des particip.       |                     |                     |                   |                   |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 |                     |                     |                   |                   |
|                                  | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>305 271,59</b>   | <b>305 271,59</b>   |                   |                   |
|                                  | <b>Total opé.pour compte de tiers</b>              |                     |                     |                   |                   |
|                                  | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>1 083 753,00</b> | <b>1 154 245,67</b> |                   | <b>-70 492,67</b> |
| 021                              | Virement de la section d'exploitation              | 317 147,88          |                     |                   |                   |
| 040                              | Op.d'ordre de transfert entre section              | 388 450,00          | 321 286,71          |                   | 67 163,29         |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           | 97 622,86           | 97 622,86           |                   |                   |
|                                  | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>803 220,74</b>   | <b>418 909,57</b>   |                   | <b>67 163,29</b>  |
|                                  | <b>TOTAL</b>                                       | <b>1 886 973,74</b> | <b>1 573 155,24</b> |                   | <b>-3 329,38</b>  |
| R 001                            | Solde d'exécution positif reporté de N-1           |                     |                     |                   |                   |



## Dépenses par programme du Budget Eau Potable 2021

| Code                 | Commune         | Description                    | Dépenses         |
|----------------------|-----------------|--------------------------------|------------------|
| 386                  | TOUTES COMMUNES | TRAVAUX DIVERS HORS MARCHE     | 3 340,95         |
| 441                  | MEISTRATZHEIM   | RUE GARE-TRAMWAY MEISTRATZHEIM | 86,02            |
| 443                  | MEISTRATZHEIM   | MEISTRATZHEIM RTE STRAS        | 650,58           |
| 445                  | OBERNAI         | OBERNAI RUE HOUBLON PLACE 27   | 32 242,83        |
| 452                  | INNENHEIM       | INNENHEIM RUE DE LA LIBERTE    | 57 491,53        |
| 453                  | MEISTRATZHEIM   | MEISTRATZHEIM RUE VOSGES       | 720,00           |
| <b>TOTAL GENERAL</b> |                 |                                | <b>94 531,91</b> |

### Etat de l'endettement par exercice

| Année | Annuité    |            |           |       | Capital          |
|-------|------------|------------|-----------|-------|------------------|
|       | Total      | Capital    | Intérêts  | Frais | Restant au 31/12 |
| 2021  | 163 071,88 | 143 445,82 | 19 626,06 | 0,00  | 949 929,24       |
| 2022  | 163 071,88 | 145 956,44 | 17 115,44 | 0,00  | 803 972,80       |
| 2023  | 163 071,88 | 148 533,93 | 14 537,95 | 0,00  | 655 438,87       |
| 2024  | 163 071,88 | 151 180,47 | 11 891,41 | 0,00  | 504 258,40       |
| 2025  | 163 071,88 | 153 898,44 | 9 173,44  | 0,00  | 350 359,96       |
| 2026  | 142 750,34 | 136 368,68 | 6 381,66  | 0,00  | 213 991,28       |
| 2027  | 81 785,72  | 77 839,30  | 3 946,42  | 0,00  | 136 151,98       |
| 2028  | 63 832,12  | 61 855,61  | 1 976,51  | 0,00  | 74 296,37        |
| 2029  | 32 189,89  | 31 518,09  | 671,80    | 0,00  | 42 778,28        |
| 2030  | 21 642,48  | 21 276,92  | 365,56    | 0,00  | 21 501,36        |
| 2031  | 21 642,48  | 21 501,36  | 141,12    | 0,00  | 0,00             |

| Ref. emprunt<br>Article/Programme | Organisme<br>prêteur | Objet de la dette            | An. dép<br>Durée | Taux<br>Differ. | Capital initial<br>Mt. intérêts | Capital rest.<br>Intérêts rest. | Amortissement<br>Intérêts | Frais + TVA<br>Mt. période |
|-----------------------------------|----------------------|------------------------------|------------------|-----------------|---------------------------------|---------------------------------|---------------------------|----------------------------|
| EAU-21<br>16411                   | CAISSE D'EPARGNE     | Emprunts travaux 2012        | 2012<br>15       | 4,130<br>0-0    | 200 000,00<br>69 372,83         | 94 981,07<br>12 740,53          | 13 676,08<br>4 277,52     | 17 953,60                  |
| EAU-22<br>16411                   | CREDIT AGRICOLE      | AMELIORATION ET PERENNITE EA | 2014<br>15       | 3,230<br>0-0    | 500 000,00<br>133 741,82        | 271 727,98<br>34 148,91         | 32 749,06<br>9 440,58     | 47 188,54                  |
| EAU-24<br>16411                   | CREDIT MUTUEL        | EMPRUNTS 20 ET 23 RENEGOCIES | 2016<br>10       | 0,650<br>0-0    | 778 481,37<br>34 380,23         | 378 025,20<br>8 084,06          | 77 659,96<br>3 626,21     | 81 286,16                  |
| EAU-25<br>16411                   | CREDIT MUTUEL        | TRAVAUX NIEDERNAI            | 2017<br>10       | 1,050<br>0-0    | 300 000,00<br>24 198,51         | 205 194,99<br>11 229,81         | 19 360,73<br>2 281,75     | 21 642,48                  |
| *** TOTAL ***                     |                      |                              |                  |                 | 1 779 481,37<br>261 693,38      | 949 929,24<br>66 201,31         | 143 445,52<br>19 526,06   | 163 071,88                 |

# BUDGET ANNEXE

## ASSAINISSEMENT

### L'exécution du budget

#### a. Les résultats

Le résultat de la section d'investissement s'élève à **260 315,71 €** et le résultat de la section de fonctionnement est égal à **443 460,17 €**.

**A la clôture des comptes, le compte administratif 2021 présente un résultat après affectation de 703 775,88 €.**

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 704 826,30 € dont 451 826,30 € liées à la facturation du service et 253 000 € de « taxe raccordement » et études pour contrôler la conformité en cas de vente.

#### b. L'exécution de la section de fonctionnement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES | DEPENSES MANDATEES | % DE REALISATION |
|-------------|--------------------|--------------------|------------------|
| 2020        | 76 900.00          | 19 406.63          | 25 %             |
| <b>2021</b> | <b>88 490.00</b>   | <b>81 749.70</b>   | <b>92 %</b>      |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES | RECETTES EMISES    | % DE REALISATION |
| 2020        | 465 000.00         | 547 839.75         | 118 %            |
| <b>2021</b> | <b>480 000.00</b>  | <b>704 826.30</b>  | <b>147 %</b>     |

#### c. L'exécution de la section d'investissement (opérations réelles)

| ANNEES      | DEPENSES BUDGETEES | DEPENSES MANDATEES | % DE REALISATION |
|-------------|--------------------|--------------------|------------------|
| 2020        | 1 178 286.73       | 851 231.57         | 72 %             |
| <b>2021</b> | <b>759 410.40</b>  | <b>275 809.65</b>  | <b>36 %</b>      |
| ANNEES      | RECETTES BUDGETEES | RECETTES EMISES    | % DE REALISATION |
| 2020        | 371 900.00         | 47 412.12          | 13 %             |
| <b>2021</b> | <b>454 284.27</b>  | <b>442 892.80</b>  | <b>97 %</b>      |

CC PAYS DE STE ODILE ASSAINISSEM - CA 2021

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES</b>                 | <b>A2</b> |

| Chap.  | Libellé                              | Crédits ouverts   | Crédits employés (ou restant à employer) |           |       | Crédits annulés    |
|--|--------------------------------------|-------------------|--|-----------|-------|--------------------|
|  |                                      |                   | Emis                                     | Rattachés | R.à.R |                    |
| <b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b>                   |                                      |                   |  |           |       |                    |
| 011  | Charges à caractère général          | 4 000,00          | 3 303,60                                 |           |       | 696,40             |
| 012  | Charges de personnel et frais ass    | 55 000,00         | 49 246,12                                |           |       | 5 753,88           |
| 014  | Atténuations de produits             |                   |  |           |       |                    |
| 65   | Autres charges de gest. cour.        |                   |  |           |       |                    |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>    |                                      | <b>59 000,00</b>  | <b>52 549,72</b>                         |           |       | <b>6 450,28</b>    |
| 66   | Charges financières                  | 17 500,00         | 17 476,60                                |           |       | 23,40              |
| 67   | Charges exceptionnelles              | 11 990,00         | 11 723,38                                |           |       | 266,62             |
| 68   | Dotations aux provisions             |                   |  |           |       |                    |
| 69   | Impôts sur les bénéfices et assimi   |                   |  |           |       |                    |
| 022  | Dépenses imprévues                   |                   |  |           |       |                    |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b> |                                      | <b>88 490,00</b>  | <b>81 749,70</b>                         |           |       | <b>6 740,30</b>    |
| 023  | Virement sect. d'inv.                | 245 010,40        |  |           |       |                    |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti  | 322 600,00        | 322 516,83                               |           |       | 83,17              |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.expl. |                   |  |           |       |                    |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitatio</b>  |                                      | <b>567 610,40</b> | <b>322 516,83</b>                        |           |       | <b>83,17</b>       |
| <b>TOTAL</b>                                     |                                      | <b>656 100,40</b> | <b>404 266,53</b>                        |           |       | <b>6 823,47</b>    |
| D 002  | Déficit d'exploitation reporté N-    |                   |  |           |       |                    |
| <b>RECETTES D'EXPLOITATION</b>                   |                                      |                   |  |           |       |                    |
| 013  | Atténuations de charges              |                   |  |           |       |                    |
| 70   | Prod. des services, dom, vtes        | 480 000,00        | 704 826,30                               |           |       | -224 826,30        |
| 73   | Impôts et taxes                      |                   |  |           |       |                    |
| 74   | Dotations, participations            |                   |  |           |       |                    |
| 75   | Autres prod. de ges. cour.           |                   |  |           |       |                    |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>    |                                      | <b>480 000,00</b> | <b>704 826,30</b>                        |           |       | <b>-224 826,30</b> |
| 76   | Produits financiers                  |                   |  |           |       |                    |
| 77   | Produits exceptionnels               |                   |  |           |       |                    |
| 78   | Reprises sur provisions              |                   |  |           |       |                    |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b> |                                      | <b>480 000,00</b> | <b>704 826,30</b>                        |           |       | <b>-224 826,30</b> |
| 042  | Op.d'ordre de transfert entre secti  | 33 200,00         |  |           |       | 33 200,00          |
| 043  | Op.d'ordre à l'int. de la sect.expl. |                   |  |           |       |                    |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b> |                                      | <b>33 200,00</b>  |  |           |       | <b>33 200,00</b>   |
| <b>TOTAL</b>                                     |                                      | <b>513 200,00</b> | <b>704 826,30</b>                        |           |       | <b>-191 626,30</b> |
| R 002  | Excédent d'exploitation reporté      | 142 900,40        |  |           |       |                    |

CC PAYS DE STE ODILE ASSAINISSEM - CA 2021

|   |           |
|---|-----------|
| <b>II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF</b> | <b>II</b> |
| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES</b>               | <b>A3</b> |

| Chap.                            | Libellé  | Crédits ouverts     | Emis              | Restes à réaliser | Crédits annulés   |
|----------------------------------|--|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                     |                   |                   |                   |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      |                     |                   |                   |                   |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        | 104 510,00          | 70 599,31         |                   | 33 910,69         |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                     |                   |                   |                   |
| 23                               | Immobilisations en cours                           | 551 000,40          | 101 349,30        |                   | 449 651,10        |
|                                  | Total des opérations d'équipement                  |                     |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>655 510,40</b>   | <b>171 948,61</b> |                   | <b>483 561,79</b> |
| 10                               | Dotations,fonds divers et réserves                 |                     |                   |                   |                   |
| 13                               | Subventions d'investissement                       |                     |                   |                   |                   |
| 16                               | Emprunts et dettes assimilées                      | 103 900,00          | 103 861,04        |                   | 38,96             |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                     |                   |                   |                   |
| 26                               | Particip.créances rattachées à des particip.       |                     |                   |                   |                   |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 |                     |                   |                   |                   |
| 020                              | Dépenses imprévues                                 |                     |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>103 900,00</b>   | <b>103 861,04</b> |                   | <b>38,96</b>      |
| 4581                             | Total opé.pour compte de tiers                     |                     |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>759 410,40</b>   | <b>275 809,65</b> |                   | <b>483 600,75</b> |
| 040                              | Op.d'ordre de transfert entre section              | 33 200,00           |                   |                   | 33 200,00         |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           | 225 000,00          | 213 608,53        |                   | 11 391,47         |
|                                  | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>258 200,00</b>   | <b>213 608,53</b> |                   | <b>44 591,47</b>  |
|                                  | <b>TOTAL</b>                                       | <b>1 017 610,40</b> | <b>489 418,18</b> |                   | <b>528 192,22</b> |
| D 001                            | Solde d'exécution négatif reporté de N-1           | 229 284,27          |                   |                   |                   |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |  |                     |                   |                   |                   |
| 13                               | Subventions d'investissement                       |                     |                   |                   |                   |
| 16                               | Emprunts et dettes assimilées                      |                     |                   |                   |                   |
| 20                               | Immobilisations incorporelles                      |                     |                   |                   |                   |
| 21                               | Immobilisations corporelles                        |                     |                   |                   |                   |
| 22                               | Immobilisations reçues en affectation              |                     |                   |                   |                   |
| 23                               | Immobilisations en cours                           |                     |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des recettes d'équipement</b>             |                     |                   |                   |                   |
| 10                               | Dotations,fonds divers et réserves (hors 1068)     |                     |                   |                   |                   |
| 106                              | Réserves   | 229 284,27          | 229 284,27        |                   |                   |
| 165                              | Dépôts et cautionnements reçus                     |                     |                   |                   |                   |
| 18                               | Compte de liaison : affectation                    |                     |                   |                   |                   |
| 26                               | Particip.créances rattachées à des particip.       |                     |                   |                   |                   |
| 27                               | Autres Immobilisations financières                 | 225 000,00          | 213 608,53        |                   | 11 391,47         |
|                                  | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>454 284,27</b>   | <b>442 892,80</b> |                   | <b>11 391,47</b>  |
|                                  | <b>Total opé.pour compte de tiers</b>              |                     |                   |                   |                   |
|                                  | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>454 284,27</b>   | <b>442 892,80</b> |                   | <b>11 391,47</b>  |
| 021                              | Virement de la section d'exploitation              | 245 010,40          |                   |                   |                   |
| 040                              | Op.d'ordre de transfert entre section              | 322 600,00          | 322 516,83        |                   | 83,17             |
| 041                              | Opérations patrimoniales                           | 225 000,00          | 213 608,53        |                   | 11 391,47         |
|                                  | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>792 610,40</b>   | <b>536 125,36</b> |                   | <b>11 474,64</b>  |
|                                  | <b>TOTAL</b>                                       | <b>1 246 894,67</b> | <b>979 018,16</b> |                   | <b>22 866,11</b>  |
| R 001                            | Solde d'exécution positif reporté de N-1           |                     |                   |                   |                   |



## Dépenses par programme du Budget Assainissement 2021

| Code                 | Commune         | Description                    | Dépenses          | Recettes (TVA)    |
|----------------------|-----------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|
| 386                  | TOUTES COMMUNES | TRAVAUX DIVERS ASSAINISSEMENT  | 72 694,41         | 24 420,66         |
| 430                  | OBERNAI         | OBERNAI - RUE BAEGERT DIETRICH | 90,35             |                   |
| 434                  | NIEDERNAI       | NIEDERNAI -TRAVERSEE VILLAGE   | 0,00              | 63 349,53         |
| 442                  | KRAUTERGERSHEIM | KRAUTERGERSHEIM - TRAVERSEE    | 1 164,00          | 120 023,82        |
| 443                  | MEISTRATZHEIM   | MEISTRATZHEIM - CONT. RUE GARE | 5 047,28          |                   |
| 444                  | MEISTRATZHEIM   | MEISTRATZHEIM - ROUTE DE STRAS | 34 705,37         |                   |
| 445                  | OBERNAI         | OBERNAI REMPART CASPART        | 0,00              | 1 056,00          |
| 447                  | OBERNAI         | OBERNAI - RUE SABLIERE         | 56 093,69         |                   |
| 449                  | OBERNAI         | OBERNAI - PARKING CAPUCINIÈRE  | 2 280,00          |                   |
| 450                  | OBERNAI         | OBERNAI GAINAGE TERRAIN TENNIS | 0,00              | 3 758,52          |
| <b>TOTAL GENERAL</b> |                 |                                | <b>172 075,10</b> | <b>212 608,53</b> |

### Etat de l'endettement par exercice

| Année | Annuité    |            |           |       | Capital          |
|-------|------------|------------|-----------|-------|------------------|
|       | Total      | Capital    | Intérêts  | Frais | Restant au 31/12 |
| 2021  | 121 337,60 | 103 861,04 | 17 476,56 | 0,00  | 1 240 010,07     |
| 2022  | 121 337,60 | 105 672,80 | 15 664,80 | 0,00  | 1 134 337,27     |
| 2023  | 121 337,60 | 107 545,32 | 13 792,28 | 0,00  | 1 026 791,95     |
| 2024  | 121 337,60 | 109 481,20 | 11 856,40 | 0,00  | 917 310,75       |
| 2025  | 121 337,60 | 111 483,18 | 9 854,42  | 0,00  | 805 827,57       |
| 2026  | 121 337,60 | 113 554,06 | 7 783,54  | 0,00  | 692 273,51       |
| 2027  | 121 337,60 | 115 696,67 | 5 640,93  | 0,00  | 576 576,84       |
| 2028  | 84 596,00  | 80 552,54  | 4 043,46  | 0,00  | 496 024,30       |
| 2029  | 84 596,00  | 81 150,29  | 3 445,71  | 0,00  | 414 874,01       |
| 2030  | 84 596,00  | 81 752,46  | 2 843,54  | 0,00  | 333 121,55       |
| 2031  | 84 596,00  | 82 359,12  | 2 236,88  | 0,00  | 250 762,43       |

| Réf. emprunt      | Organisme prêteur | Objet de la dette         | An. dép    | Taux         | Capital initial            | Capital rest.             | Amortissement           | Frais + TVA |
|-------------------|-------------------|---------------------------|------------|--------------|----------------------------|---------------------------|-------------------------|-------------|
| Article/Programme |                   |                           | Durée      | Differ.      | Mt. intérêts               | Intérêts rest.            | Intérêts                | Mt. période |
| ASSAI-30<br>1641/ | CAISSE D'EPARGNE  | Divers Travaux Assai 2012 | 2012<br>15 | 4,470<br>0-0 | 400 000,00<br>151 124,00   | 192 426,31<br>28 023,29   | 27 371,23<br>9 370,37   | 36 741,60   |
| ASSAI-31<br>1641/ | CREDIT AGRICOLE   | MEISTRATZHEIM TRAVERSEE   | 2019<br>15 | 0,740<br>0-0 | 1 200 000,00<br>69 208,39  | 1 047 583,76<br>52 164,24 | 76 489,81<br>8 106,19   | 84 596,00   |
| *** TOTAL ***     |                   |                           |            |              | 1 600 000,00<br>220 332,39 | 1 240 010,07<br>80 187,53 | 103 861,04<br>17 476,56 | 121 337,60  |